Le Monde

DIMANCHE



LA MOUCHE

Les Français vus du BRÉSIL

Quel regard les grands peuples étrangers portent-ils sur la France et les Français ? Nous avons donné la parole aux Allemands (*le Monde Dimanche* du 7 décembre 1980), aux Britanniques (29 mars 1981), aux Italiens (31 mai 1981), aux Portugais (10 janvier 1982), aux Américains (23 janvier 1983). Elle est aujourd'hui aux Brésiliens.

Oh ! que nous vous aimons

par GUILHERME FIGUEIRODO*

Les rapports culturels entre le Brésil et la France comportent une part notable de nostalgie. Ce sentiment, on le trouve chez les auteurs des articles que nous publions aujourd'hui. Une nostalgie qui s'accompagne d'un appel : face à la culture nord-américaine, les Brésiliens éprouvent le besoin d'un contrepoids et nous demandent de le leur fournir.

LE premier Brésilien à apprendre le français s'appelait Essomericq. C'était un jeune Indien, fils du cacique d'une tribu du 15e parallèle. Son père demanda au capitaine Paulmier de Gonneville, qui naviguait le long des côtes du Brésil, de l'emmener en France afin d'y étudier l'artillerie. Ce brave homme ambitionnait, en effet, de massacrer quelques tribus voisines. C'était en l'an 1503. Peu après, à la hauteur de Salvador, les marins virent les compatriotes d'Essomericq dévorer le médecin du bord, descendu se dégourdir sur la plage. C'est ainsi que nous prîmes le goût des choses françaises.

Le deuxième Brésilien francophone fut le perroquet que le très calviniste Jean de Lévy emporta de chez nous pour en faire cadeau à l'amiral de Coligny. Les vivres venant à manquer pendant la traversée, Léry fit basculer son volatile polyglotte dans la marmite pour en faire un bouillon. Fondée sur des bases aussi succulentes, nos relations ne pouvaient qu'aller en se renforçant, et nous n'avons cessé depuis lors de nous apprécier. A telle enseigne que je suis en mesure désormais de distinguer deux sortes de Français : celui qui vient au Brésil et celui qu'on rencontre en France.

Le Français qui séjourne au Brésil rêve constamment. Surtout de son camembert. Il est vrai qu'il a horreur de notre plat national : la *feijoada*. *« D'abord j'ai cru que c'était de la m... A la fin je regrettais que ce n'en fût pas »*, m'a avoué un néophyte en évoquant un célèbre monologue. En général, il se croit investi d'une mission : nous sauver de notre misère. *« Pourquoi ne pas canaliser les eaux de l'Amazone pour en finir avec les déserts de votre Nord-Est ? Pourquoi ne pas fonder un Etat juif dans l'île de Marajo ? »* La vocation rédemptrice !

Quant au Français de France, il nous regarde avec une curiosité pleine de jubilation avant la gaffe : *« Est-ce qu'il va enfoncer son doigt dans le flan ? Va-t-il éplucher sa banane ? Va-t-il mordre quelqu'un ? »* Il nous suggère : *« Pourquoi ne pas laisser les aborigènes aux prêtres et aux anthropologues, comme nous l'avons fait au Canada ? »* Il est toujours prêt à protester contre le manque de liberté chez nous, car il sied de rappeler qu'il y a toujours quelque chose de pourri au royaume de Danemark quand on vit en Angleterre.

Quoi qu'il en soit, les Brésiliens sont fiers de leur admiration pour les Français. Pour nous, vous êtes spirituels, lucides, doués d'un humanisme généreux et universel. Nous aimons vos leçons d'amour de la liberté, votre littérature, votre musique, votre cuisine, vos modes, vos raffinements. En un mot, nous aimons vous avoir à notre table. Mais vous, dans la vie privée, c'est autre chose. *« Ils achètent juste une côtelette de plus quand ils invitent quelqu'un à dîner*, me dit un ami. *Ils n'aiment pas les étrangers dans leur maison. Ils choisissent le restaurant et nous conseillent le millésime du vin pour nous éduquer, mais ils sont lents à trouver leur portefeuille. »*

La jungle

L'habitude de la chaleur humaine, de l'absence de cérémonie qui font parfois d'un Brésilien un casse-pieds, la facilité à passer d'une conversation plutôt languissante aux péroraisons sans autocritique que nous donnent des airs de rastas exotiques, je le concède. Mais nous avons un robuste amour-propre et nous apprécions peu que quelqu'un que nous admirons nous prenne pour un imbécile ou un sauvage. Et en matière de jungle je m'y connais. Un jour, une Française de mes amies arrive à Rio, bien décidée à y faire sa vie. C'était son premier jour et elle s'émerveillait de nos gratte-ciel, de nos ascenseurs, de nos avenues. Au fond, elle était déçue : pas de cobras, pas de crapauds, pas de jaguars. Là-dessus, je l'emmène déjeuner dans un restaurant en plein air et je commence à la chapitrer : *« Si vous voulez rester chez nous, ôtez-vous de la tête que nous vivons dans la sauvagerie et ne vous attendez pas à voir des animaux se promener dans nos rues. Ce sont les Français les inventeurs de ces fables. Jean Lorrain, qui n'avait jamais mis les pieds au Brésil, a écrit que les zèbres galopaient sur la plage de Copacabana. Non, nous sommes civilisés, ce n'était pas des zèbres, c'était des ministres, comme nous l'a révélé plus tard Antonio Torres. Nous ne vivons pas parmi les bêtes. »* Au même instant, un singe dégringole sur notre table. Un singe de rien du tout, un ouistiti appartenant au patron de l'établissement. J'ai juste eu le temps de régler l'addition et de courir derrière mon invitée en criant *« Vous les Français, vous avez toujours raison. Il faut bien vous aimer comme vous êtes. »*

Et pour vous aimer, nous vous aimons ! Prenez ma famille. Ma mère, Brésilienne de province, fut élevée en français. A cet époque, les jeunes filles lisaient la « Bibliothèque rose », Lamartine et les deux Victor, Hugo et Margueritte. Dans le texte, naturellement. A quatre-vingt-six ans, c'est encore en français qu'elle faisait ses comptes et priait. J'ai donc été élevé au biberon de la langue et de la culture françaises, et j'étais loin d'être une exception. Tous nos lycées exigeaient l'étude du français, à un point tel que c'était dans les manuels en usage en France que nous apprenions les autres matières, à commencer par l'histoire chez Mallet-Isaac et la géographie dans les atlas de Vidal de La Blache.

A douze ans je voyageais avec Jules Verne et je cambriolais en compagnie d'Arsène Lupin. Nos grands-pères étaient des rastas, certes, mais bien moins que les papas de nos jours. Je récitais La Fontaine, qui nous enseigne qu'il vaut mieux boire du vin avec les moutons que de l'eau auprès des loups et que, même lorsqu'on n'est pas un vrai corbeau, il est préférable de manger son fromage sans ouvrir la bouche, toutes leçons françaises de bon ton et de bon goût. Et mon cas doit être celui de beaucoup d'enfants de l'époque. Pour que nous restions dans le droit chemin, le Brésil recevait chaque année la visite de la Comédie, de troupes de vaudeville et de revues théâtrales où l'on voyait de bien belles jambes. Ne l'oublions jamais : si nous avons repoussé les invasions françaises, nous avons fort bien accueilli les invasions des Françaises.

Villegaignon, La Condamine, Duclerc, Duguay-Trouin, sont des échecs dans nos relations. Soit. En revanche, le Bon Sauvage, l'*Encyclopédie*, la Révolution, la mission française créatrice de nos Arts et Métiers, l'empire brésilien, notre drapeau avec l'inscription positivisme « Ordre et Progrès », c'est la gloire... *« Quelle idée vous faites-vous du Brésilien ? »* demandait notre Dom Pedro II au comte de Gobineau. Et l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races* de répondre à l'empereur d'un pays de métis : *« C'est un homme qui rêve de vivre à Paris. »* Cet homme-là, né sur un continent où les inégalités sociales sont criantes, cherchera à les abolir, ou tout au moins à les atténuer, sans passer par la violence. C'est peut-être ce qui expliquerait son acceptation du positivisme, cette volonté généreuse d'éclairer la classe ouvrière répandue chez les militaires républicains qui revenaient des horreurs de la guerre du Paraguay.

(Lire la suite page XV.)

* Homme de théâtre, traducteur de Molière, auteur notamment de *14, rue de Tilsitt, Paris*, Civilização Brasileira, Rio, 1975.

LIRE

- **LES « CANCRES » DU PROGRÈS**

  Selon certains chiffres, l'arrivée de l'informatique, de la robotique et de l'électronique va supprimer des emplois, car les entreprises exigent des niveaux de qualification plus élevés *(lire page IV)*.

- **LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION** *(lire pages VII à X)*.

- **LE MONDE DIMANCHE EN TENUE D'ÉTÉ**

  A partir du 26 juin : un roman de Catherine Rihoit, des portraits imaginaires, une date de l'histoire régionale, une page de jeux. Et les illustrations des écoles d'art.

COURRIER

Préretraites (suite)

Lorsque vous avez publié la lettre de Mme Le Sergent *(le Monde Dimanche* du 10 avril), j'allais moi-même écrire dans le même sens.

Il ne faut pas oublier que la préretraite a été établie pour sauver un certain nombre de chômeurs ayant atteint un âge auquel il était très difficile de retrouver un emploi alors que la retraite n'était pas possible.

Depuis, ce plan a été détourné de son but initial, d'une part par les pouvoirs publics qui l'ont transformé en plan de solidarité et, d'autre part, par le patronat qui en a fait un acte de gestion.

Cela entraîne dans beaucoup de cas une mise en préretraite à cinquante-cinq ans automatiquement et sans l'accord des intéressés qui se trouvent sans autre alternative que de signer leur demande F.N.E. contre leur gré, alors que les syndicats et le pouvoir se gargarisent du progrès social représenté par l'accès librement demandé de la retraite à soixante ans.

Cette situation est confirmée par la position des agences de recrutement et sélection qui repoussent sans aucune considération les réponses à leurs offres à partir du moment où elles émanent de plus de cinquante-cinq ans.

Cela représente une ségrégation inadmissible, véritable atteinte au droit au travail.

Et je voudrais répondre à M. Pierre Castell *(le Monde Dimanche* du 8 mai), qui est certainement de bonne foi et dont je ne puis douter de l'aide qu'il a apportée par son interprétation des textes, qu'il est particulièrement douloureux d'avoir à cinquante-cinq ans après trente-cinq à quarante années de travail à demander à une « commission paritaire composée de salariés et d'employeurs » — je constate que les intéressés ne sont pas représentés — de statuer sur la possibilité d'exercer une activité *gratuite* leur permettant de garder l'impression qu'ils ne sont pas complètement inutiles et à charge de la société, et pourquoi pas en apportant tous les justificatifs et au demeurant un certificat médical justifiant ce besoin d'activité...

Ayant moi-même questionné l'ASSEDIC sur les possibilités d'activité bénévole, il m'a été répondu : *« Ce n'est pas le bénévolat qui est interdit, c'est le fait d'avoir une activité. »*

Voilà où nous entraînent l'imprécision des textes et la latitude d'interprétation.

La retraite laisse la possibilité d'avoir une activité rémunérée sous certaines conditions ou gratuite sans problème.

Tous les jours l'on rencontre des retraités bénéficiant de possibilités d'emplois que l'on dit « réservés ».

Pourquoi ?

Voilà l'occasion de partager le travail comme le demandent MM. les patrons des grands syndicats.

A noter également que si l'on fait état de la nécessité d'élargir les droits des travailleurs dans les entreprises avec leur participation aux décisions, etc., les préretraités, bonnes œuvres de l'État et du patronat, n'ont aucune représentation en tant que tels auprès des instances qui décident unilatéralement de leur sort et leur imposent leurs décisions.

S'il existe une organisation qui s'occupe de la défense et de la représentation des préretraités auprès du pouvoir, il serait bon qu'elle fasse de la publicité car il semble qu'il n'y en ait pas. S'il n'y en a pas, il serait indispensable que les intéressés commencent à se grouper afin d'éviter l'asservissement qui est le lot des assistés, et de se faire respecter.

A. VERBRUGGE.
(Sarcelles-Chantepie.)

Revanche

Enfin, quelqu'un ose se dresser contre le ridicule autant que sacro-saint « en revanche ». Bravo M. Houtin ! Depuis plus de vingt ans, « par contre » est tricard : pas français, par contre ! En revanche, il faut dire « en revanche ». « En revanche » est bien français : nos arrière-grands-pères n'ont-ils pas vécu, de 1870 à 1914, dans la hantise de la revanche ? Pensons-y toujours, n'en parlons jamais... Et le français n'est-pas la clarté et la concision mêmes ? Exemple : « J'ai fait un tennis ce matin. J'ai gagné la première manche. *En revanche, j'ai perdu la seconde...* » Est-ce assez farce ? O Trissotin !

PALLASSE
(Tamaris-sur-mer.)

PARTI PRIS

Crèches

Au siècle dernier, les grandes familles du Royaume-Uni inscrivaient leur futur rejeton au collège d'Eton dès sa conception. Les places étaient rares — volontairement.

Aujourd'hui, en France, le dialogue suivant n'a rien d'exceptionnel :

« C'est pour un enfant déjà né ?

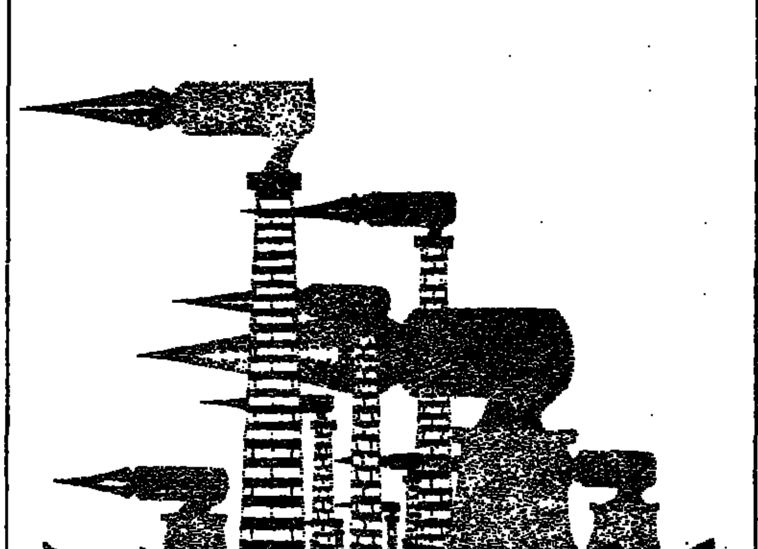
— Déjà né ?

— Oui. Si c'est pour un enfant à naître vers le mois de février de l'année prochaine, je vous inscrirai sur la liste d'attente. Mais je n'ai que cinquante places et vous aurez le numéro 75. Si votre enfant est né, pas question. Il fallait vous y prendre plus tôt... » ... pour l'inscrire, non pas dans une école prestigieuse, mais dans une crèche de quartier.

A peine assurées d'une grossesse, les femmes qui entendent, comme certains le leur conseillent vivement, conserver leur travail rémunéré — à condition d'en trouver, — doivent se précipiter pour inscrire dans une crèche l'enfant à peine conçu. Certaines, insoucieuses des statistiques qu'elles faussent ainsi, s'inscrivent en plusieurs endroits. Compréhensible prudence.

On peut tirer de cette situation absurde — et qui touche parfois au drame — plusieurs conclusions. Les Français ont peu d'enfants et le déplorent en chœur. Mais ceux qui ont le courage ou l'inconscience de vouloir se perpétuer sont pénalisés. La contraception a offert aux couples le moyen de programmer l'amour. Librement ? Non, car on les oblige à adapter leurs projets non seulement à leurs désirs et à leurs moyens, mais à ceux que la société leur offre. Chichement. Administrativement. Les bébés dans le sein de leur mère, avant même d'avoir des pieds et des mains, auront bientôt un avenir informatisé, un numéro de Sécurité sociale personnel, une crèche, une école et, pourquoi pas ? un avenir tout tracé.

JEAN PLANCHAIS.



JEAN ORANGE

ACTUELLES

Vers Saturne ?

« Aller prendre la mesure du globe a encore pour nous de l'intérêt, mais après nous ? Là où nous nous réjouissons d'un périple, on ne verra plus qu'un « galimatias de voyages ». Le tour de la cage sera vite fait. Hugo, en 1930, écrivait : « L'enfant demandera : — *Puis-je courir aux Indes ?* » Et la mère répondra : *« Emporte ton goûter. »*

» Nous allons vers le tour du monde à 80 francs. Tout ce qu'on a dit de la misère de l'homme n'apparaîtra vraiment que le jour où ce tarif sera atteint. A tant de raisons de ne pouvoir vivre va s'ajouter celle de vivre à l'étroit sur une boule dont l'eau (qui aurait pu être aérienne ou souterraine) occupe, bien à tort, les trois quarts. On succombera au fini, on perdra sa vie dans ce compartiment fermé à clé, scellé dans la classe unique de cette petite sphère perdue dans l'espace ; car la Terre est étonnamment petite ; seuls les bateaux sont encore lents et permettent d'en douter. Un jour prochain, on s'apercevra que les compagnies de navigation nous ont trompés. Alors les Chinois et les nègres viendront nous disputer les bonnes terres ; il y aura une lutte de races pour les meilleurs climats comme il y a une lutte de classes pour la possession des richesses. Si l'on n'invente pas d'ici-là des fléaux scientifiques et des inondations artificielles, on peut compter sur nombre de guerres cosmiques et de suicides métaphysiques. [...] Le Mayflower *décollant à l'aube pour Saturne, chargé des derniers Blancs ? »*

Aux premières pages de *Rien que la terre*, de Paul Morand (1926).

JEAN GUICHARD-MEILI.

Après cent soixante-deux Actuelles dont l'érudition et la malice ont obtenu un vif succès, Jean Guichard-Meili interrompt sa rubrique, d'autres « chantiers » réclamant pour le moment tout son temps. Comme nous-mêmes, nos lecteurs regretteront l'érudition (et la malice) de ses citations.

J. P.

Devises

Suite à la lettre intitulée « Réglementation socialiste » dans le *Monde Dimanche* du 22 mai, j'espère que les amis malgaches de votre correspondant ne sauront jamais que leur bienfaiteur a dû se priver de devises pour leur envoyer le mandat mensuel qui leur permet de survivre, car j'imagine leur honte.

Ce que je ne comprends pas très bien, c'est la sainte colère de votre correspondant contre la réglementation dite « socialiste ».

Il s'en prend à ce pauvre préposé derrière son guichet — pas même de gauche peut-être... — Allez savoir ? Mais qui malgré tout est bien obligé d'appliquer le règlement.

Ce règlement qui vient du ministère des finances, où nos hauts fonctionnaires, qui connaissent bien les Français, ont dû penser que de tels mandats pourraient bien être destinés à préparer un séjour à l'étranger, à Madagascar par exemple ; on ne peut malheureusement pas se fier à la bonne mine des gens, et puis, il y a des précédents n'est-ce pas ?

Mais il exagère un tantinet, notre ami, quand il met en cause la générosité de la gauche ; là, ça tourne à l'obsession... on attend l'excuse « Je pourrais faire plus, mais M. Mitterrand ne veut pas ».

Je voudrais ajouter à son attention qu'une majorité de Français ne pourront pas aller à l'étranger cette année, et ce serait bien le diable qu'il ne se trouve pas quelqu'un pour accepter de demander un carnet de change à seul fin de lui permettre d'emprunter des devises et continuer ainsi son « œuvre charitable » auprès de ses amis malgaches et ce malgré les socialistes sans cœur au pouvoir.

PIERRE MAUGEAIS.

P.S. — Je ne suis ni membre du parti socialiste ni proche du pouvoir.

« Bon ! Ben ! »

S'exprimant à la télé, des centaines d'interviouvés (surtout des jeunes) émaillent leurs propos de *ces deux interjections.*

Il n'est pas inutile de chercher à en percer le sens, qui n'est pas évident.

On peut proposer le suivant :

— « Bon » : C'est admis, entériné, démontré... (ce qui précède).

— « Ben » : Il s'ensuit que... Voilà ce qui en découle...

Dans l'esprit de ceux qui en usent, il peut y avoir d'autres sens. Mais je pense que c'est ainsi qu'il faut les entendre.

« Bon ! Ben ! » : « Vous voilà édifié maintenant ».

« Bon ! Ben ! »... Ça vous a un petit air goguenard et bon enfant et pourtant un rien péremptoire.

Sauf erreur, c'est à mai 68 que nous devons cette locution qui n'était pas *utilisée* auparavant.

Une séquelle de plus parmi celles qui ont modifié (avec le langage) le paysage intellectuel de la jeunesse !

JEAN DE LA SOUDIÈRE
(Tourrettes-sur-Loup.)

Délation

Pas d'accord avec l'amalgame réprobateur de votre article « La délation, poison latent » *(le Monde dimanche* du 15 mai 1983).

En effet, pourquoi les gens dénoncent-ils ?

— ou bien pour des motifs inavouables : dans ce cas, d'accord pour la réprobation ;

— ou bien pour des raisons légitimes ; la défense contre les multiples abus de pouvoir que secrète une société où seul compte le poids de l'argent, surtout lorsque ses origines sont douteuses. Mais la justice civile est là pour cela, me direz-vous ? Qui ne sait malheureusement ce qu'elle est ? Longue et coûteuse, soumise au monopole et au bon vouloir des avocats, dont quelques effets de manche pour la galerie ne doivent pas masquer la rapacité. Pourquoi s'étonner que le citoyen fasse directement appel aux pouvoirs responsables ? C'est cela la démocratie.

Comment les gens dénoncent-ils ?

— anonymement : c'est évidemment pas beau ; mais anonymat et secret sont les deux piliers du pouvoir abusif de l'argent ou si vous préférez du pouvoir de l'argent abusif. Alors, que ses victimes l'utilisent !!!

— à visage découvert : cela paraît plus civique, on prend ses responsabilités, cela oblige à être plus percutant. Si la société marchait mieux, cet exutoire n'aurait pas lieu d'être.

JEAN DE MARCILLAC
(Paris.)

Toujours la couronne d'Ecosse...

Dans le courrier du *Monde Dimanche* du 15 mai, un lecteur traite du sort de la couronne d'Ecosse par le seul jeu d'inavouables calculs politiques. Sans doute les Guise pouvaient-ils n'avoir pas été étrangers à l'attribution de cette « couronne matrimoniale » à François II, mais c'était également là un indispensable contrepoids à une telle turbulence des clans qu'elle rendait ce pays ingouvernable, sans autre issue prévisible que de tomber dans la mouvance de l'Angleterre. Et si, par la suite et dans le même but de renforcement du pouvoir, au temps où même la monnaie était inconsidérément frappée aux noms de « Henricus et Maria », Darnley a été associé à la couronne (après tout Henri Stuart était apparenté à la reine comme d'ailleurs aux Tudor), ni Mignet ni Stefan Zweig n'ont pensé que la crainte de dépossession de Marie Stuart ait prévalu dans l'assassinat d'un personnage sans consistance qui avait perdu le respect de tout le monde (y compris ses complices de l'affaire Riccio) et dont la veulerie était devenue intolérable à la reine.

MARCEL THOMACHOT
(Lyon.)

● ERRATUM. Dans l'article consacré au *« rush des banques »* sur les associations *(le Monde Dimanche* du 29 mai), il fallait lire que la SICAV Épargne Associations s'adressait *« à tous les organismes à but non lucratif »*. D'autre part, Olivier Moulin-Roussel, cité dans l'article, est directeur du Crédit industriel et commercial.

VOUS ET MOI

Avec 2 « L »

Finnbogadotir ou Finnbogadottir ? Plutôt Finbogadottir ? En butte à l'extraordinaire patronyme de la présidente islandaise de passage à Paris, la presse a déchaîné son sens aigu de la fantaisie. Il fallait s'y attendre. Je m'y attendais. Je m'appelle Leulliette. Avec deux « l ». Combien de fois n'ai-je pas moi-même vu mon pauvre nom *mutilé, estropié, massacré* ? J'avais onze ans que commençait ce martyre. On remit aux impétrants, empêtrés, leur certificat d'études (première partie ! Il y en avait alors deux). De retour à mon banc, je déroulai mon humble peau d'âne. Que lis-je, calligraphié à l'anglaise ? Leuliette ! Avec un seul « l » ! Le type même du certificat en... bonnet difforme ! auraient dit Pierre Dac ou Lacan. Mon ego enfantin blessé, je protestai, outré de n'être déjà plus moi-même. Blasé, aujourd'hui, je suis résigné. Qu'il s'agisse de claviste ou d'employé de la Sécurité sociale, je sais qu'une fois sur deux on n'écrira Leuliette qu'avec un « l ». Pourquoi ? Mystère. C'est comme ça. J'ignore si le lapsus est freudien. Epelant Leu-ll-iette, j'ai vu des scribes administratifs *répéter* pour m'être agréable : « deux l » et... n'en écrire qu'un ! Dans ce journal même, j'ai maintes fois trouvé mon nom amputé d'un « l », d'une aile. Le désespoir n'est pas pour autant à mes trousses, mais que c'est irritant !

Parce qu'enfin, sémantique et ontologie mises à part, un nom propre doit rester propre, étant toujours plus qu'un paquet de syllabes. Je connais un confrère qu'une coupe d'une seule lettre dans son nom fait saigner. Même s'il connaît la musique, Bernard Frank n'est pas César Franck. Robert Laffont n'est pas Bernadette Lafont. Dominique Rollin n'est pas Gabrielle Rolin. Maurice Clavel n'était pas Bernard Clavel. Arthaud n'est pas Artaud. Chateaubriant n'était pas Chateaubriand. Michel Foucault est peut-être père mais pas blanc comme de Foucauld... Il est des noms prédestinés au tohu-bohu orthographique. Malheur à François Nourissier si fréquemment changé en Nourricier, voire en Nourrissier ! Evoquant Simone Weil, la sainte pétroleuse des années 30, et soulignant son W sur ma copie, j'ai vu le correcteur récrire Veil, le traître !

Les propriétaires de certains noms très propres tiennent à s'en faire un autre. Quand monsieur Colucci se pare des plumes de Coluche, il sait ce qu'il fait. Romain Gary de même quand il se préfère en Ajar. Jacques Laurent dito quand il se masque en Cecil Saint-Laurent. Tout le monde ne naît pas sous une *étoile linguistique* assez heureuse pour s'appeler d'emblée Madame Soleil ou Moon. Prétendant domestiquer le destin, des parents abusifs en font trop. Lisez le Bottin. Ce roman, a-t-on dit, n'est pas mal mais il y a trop de personnages. Et quels ! On y trouve un François Villon, une Jeanne Avril, un Georges Clemenceau. J'ignore ce qu'ils répondent, excédés des caprices de leurs géniteurs, si vous leur téléphonez. Dur d'être un calembour à vie ! Les Crétin, les Cochon, les Ane, les Cruel n'y manquent pas non plus. Il y a un Faitout, un Faitrop, un Fachot, un Gauchot. Certains prénoms vont comme un gant trop large. Henri Quatre a son numéro. Jean Delettre aussi et même Mess Aline (si ! si !). J'ai cherché un Jean Passe. J'ai trouvé un Jean Doute.

Aucun des heureux (?) détenteurs de ces fantastiques patronymes n'a cru devoir le modifier. Cocasse ou pas, son nom, on y tient. Les hommes veulent bien être égaux (ils le disent). Mais pas pareils. Tristesse de s'appeler Martin. Danger de s'appeler Cohen — Robert ou Max — quand un Gilbert du même nom, également champion de boxe, est en délicatesse avec la justice. Sans nom, on n'est qu'un figurant. Un non-être. Je *m'appelle Personne !* disait, pas fou, le compagnon d'Ulysse. Les femmes qui, entrant en religion, tirent un trait sur leur patronyme pour se fondre en Celui dont le nom même ne saurait parfois être seulement prononcé par ses *dévots le subodorent : c'est le summum* du renoncement. Quand René Crevel, renonçant aussi, se suicida, il ne laissa aucun message, sinon, épinglé sur son veston, une feuille de papier. Qu'y lit-on ? *« René Crevel » !* Dans l'inconscient, tout le monde est immortel, pensait Freud. Comment l'être, anonyme ? D'où le plaisir, combien morbide, de voir enfin son nom imprimé... dans le marbre.

C'est dire si les malotrus qui ne vérifient pas l'orthographe de votre nom en vous écrivant déplaisent. Muflerie bien de notre *époque*. Mais Virginia Woolf ne se plaint-elle pas déjà dans *son Journal* que Thomas Hardy lui dédicace Wolff ? Roi ne puis. Duc ne daigne. Rohan suis ! Et... Bernard, Thomas, Petit, Dubois suis ! Une belle devise qui s'extrapole à l'infini. La fascination de nos contemporains *pour* leurs chers ancêtres, leur immarcescible désir de remonter les méandres de leur plus ou moins coruscante généalogie comme on remonte un fleuve en dépit des lessivages du temps, n'est-ce pas émouvant ?... Ne serait-ce qu'histoire de se bichonner un passé présentable *via* leurs défunts interposés ! Alors même qu'un homme est une chose qui ne se répète jamais, ce sourd désir de persévérer dans son être n'est-il pas troublant ? Souci de demeurer singulier en un temps de pluriels sans visage ? D'être plus autre que les autres ? Refus d'être phagocité par un monde inconsistant ?

Qui suis-je ? D'où viens-je ? Où vais-je ? *Comment répondre sans* d'abord décliner son état civil ? Facile de railler ce besoin de signes extérieurs de son identité ! Nous vivons un siècle d'étiquettes et de matricules. Le droit à la différence est aussi droit à *la* propriété, sinon à l'individualité du nom. En une époque où tout devient commun (les patronymes s'usent aussi : un nom monosouche disparaît en cent à deux cents ans : six générations), combien ne sursautent pas en voyant le leur défiguré par un désordinateur borné ! Tout compte dans la *lutte* contre la mise en code et chiffres de l'individu. Les SS ne s'y trompaient pas qui, noyant dans le *Nacht und Nebel* de leurs camps de concentration les foules hagardes de leurs victimes, volaient leur nom avant leur vie. Qui *partait en fumée à leurs yeux ? Des* matricules !

Seize ans avant l'an 2000, *bien* des Africaines, encore aujourd'hui, n'ont même pas... de nom individuel ! Au nom sans doute du droit à l'identité. C'est ainsi le cas chez les Big-Nambas. Façon de les obliger toute leur vie à faire comme si elles n'existaient pas. La plus crapuleuse bassesse enfantée par la mentalité primitive ! Les féministes d'Europe qui, chacune soucieuse d'être femme à part entière et non moitié d'un couple, militent pour ne plus laisser gommer leur nom par leur conjoint ignorent leur bonheur.

PIERRE LEULLIETTE.

Scènes d'islam en Haute-Normandie

Deux fils de harkis ont été élus au conseil municipal de Grand-Couronne. Mais l'intégration des jeunes « Français musulmans » n'est pas parfaite dans la banlieue rouennaise.

TOUT en faufilant sa R5 vers son bureau de la préfecture de Rouen, Hamama, vingt-trois ans, allume une cigarette blonde et se tourne vers son passager :

« A propos de cigarettes, tu n'as rien remarqué ?

— Heu... non.

— Tu n'as pas remarqué que je ne fume jamais devant mon grand frère ?

— Et pourquoi ?

— Pour l'islam, la femme qui fume est une putain. Il sait que je fume, mais je préfère m'abstenir devant lui. ».

En trois répliques, la déchirure est dite. Entre islam et Marlboro, entre djellaba des origines et jeans moulants des affiches, entre ramadan et scotch whisky, les jeunes harkis de la seconde génération vacillent peut-être plus douloureusement encore que leurs cousins immigrés. Hamama et ses frères participent en même temps à deux courses éperdues, en avant vers l'intégration, en arrière vers leurs racines.

Côté intégration, en vingt ans, une jolie réussite. Six candidats dans l'agglomération rouennaise aux dernières élections municipales, et deux élus à Grand-Couronne (huit mille habitants), une commune de la banlieue. Tranquillement, loin des caméras et des slogans, loin d'Aulnay comme des boîtes noires « branchées » de la capitale, un coin de France se métisse. Sans rodéos entre les tours — les tours, à Grand-Couronne, ont quatre étages, — sans drames de l'autodéfense, sans haine, sans racisme apparent.

Deux élus donc — un socialiste et un sur la liste communiste — qui témoignent d'un succès. Le succès du pari de Grand-Couronne d'éviter les ghettos. Pourtant, en 1963, quand soixante-six familles, après un périple de plusieurs mois par divers camps d'hébergement, arrivent à Grand-Couronne, rien n'est gagné d'avance. On leur a construit à la hâte deux immeubles en périphérie de la ville, que lorgnent avec envie les mal-logés locaux qui attendent leur tour depuis plusieurs années. Ce sera tout le mérite de Jean Salen, maire communiste depuis 1965, de faire sortir les familles, l'une après l'autre, de ce « ghetto » : les uns, aidés par la mairie, accèdent à la propriété ; les autres se répartissent aux quatre coins de la commune.

Peu à peu, les enfants conquièrent leur place à Grand-Couronne : dans les équipes de football, sur les courts de tennis, dans les classes de neige : *« Ch'ti coupe le cou si mon gosse a des problèmes ! »*, se souvient d'avoir entendu le maire lors du premier départ en classe de neige. C'est bien loin.

Couronnement donc : l'élection de deux jeunes harkis (prononcez « Français musulmans », *harki* signifiant « traître ») au conseil municipal. Election à *contre-courant* de l'ambiance nationale mais, à en croire le maire, sans problèmes : *« On a bien dû expliquer un peu à certaines personnes, mais elles ont vite compris. »* Ce que confirme la voix de la rue : *« Le dimanche, ils sont tous rassemblés place de l'Hôtel-de-Ville*, raconte un vieil habitant. *Au début, ça choque un peu, mais ils ne font pas de provocation. »* Et il faut bien fouiller les recoins de la mémoire pour exhumer une de ces anecdotes bien saignantes auxquelles se raccroche d'ordinaire la peur de l'autre. *« Un jour, dans la rue, deux jeunes harkis m'accostent*, raconte dans sa villa bourgeoise Mme Yvonne Aumont, mère de famille, candidate sur la liste d'opposition — apolitique — aux dernières municipales, *et me demandent :* « t'es raciste, toi ? »

Voilà. C'est tout, et c'est epu. On murmure bien, dans l'opposition grand-couronnaise, qu'*« ils vendent leurs filles à la prostitution »*, mais ce n'est pas encore la *rumeur d'Orléans. On* déplore aussi, paraît-il, quelques rackets à la sortie du collège, quelques pneus de vélo crevés devant l'école, mais *« les Maghrébins ne sont pas spécialement en cause »*. D'ailleurs, si aucun Français musulman ne figurait sur la liste de l'opposition, *« c'est parce qu'on n'en a pas trouvé »*, explique M. Claude Hureau, tête de liste. Et de reprocher au maire, à mots couverts, d'avoir fait pression sur les intéressés pour les dissuader de figurer sur sa liste. Autant dire qu'on s'arrache les harkis.

Projets de mosquée

Le nouvel élu socialiste, Ismaïl Boufhal, n'est pourtant pas un novice en politique : *« J'avais déjà failli tenter le coup en 1977, mais au dernier moment je ne m'étais pas senti prêt »*, raconte ce jeune professeur de menuiserie, qui vit avec sa mère et une de ses sœurs dans une H.L.M. Il espère bien, à présent, se servir de son mandat pour faire avancer les projets de la communauté musulmane, au premier rang desquels une mosquée et un centre culturel.

Et revoilà les racines. Le projet traîne depuis deux ans dans les imaginations, et depuis quelques mois sur les bureaux des *décisionnaires de la région*. A la mosquée s'adjoindraient une bibliothèque, une salle de *conférences*, un *café maure* et un hammam. *« Pour que nos enfants ne se sentent pas de nulle part »*, explique Mahmoud, jeune « Français musulman ».

Mais si toutes les institutions concernées ont fait connaître leur accord de principe, on ne se bouscule pas pour dégager les terrains indispensables au projet. Le maire de Grand-Quevilly (trente-deux mille habitants), commune sur laquelle comptaient les initiateurs du projet, ne dispose pas de terrains dotés des *« spécificités techniques »* nécessaires au centre culturel. Le faible effectif des jeunes activement impliqués dans l'entreprise, même s'ils peuvent compter derrière eux plusieurs milliers d'intéressés, ne facilite pas un règlement rapide du dossier.

Autre problème : la concurrence d'une autre partie de la communauté musulmane, essentiellement des immigrés cette fois, qui, sous l'impulsion de l'imam de la communauté, chargé d'affaires au consulat de Tunisie, projette elle aussi d'ouvrir une mosquée pour remplacer les bâtiments de fortune qui accueillent actuellement le culte. Des quêtes parmi les fidèles ont déjà permis de recueillir 180 000 francs. Un terrain et un bâtiment sont en cours d'achat à la limite de Rouen et de Petit-Quevilly : indispensable gage de sérieux envers les bailleurs de fonds pressentis pour la suite du projet, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Pas vraiment concurrentes, les deux démarches. Le projet immigré est nettement plus coloré religieusement, même si cette mosquée pourrait être baptisée « centre culturel », afin d'apaiser une éventuelle inquiétude des riverains et de recueillir des subventions départementales ou régionales. Les jeunes harkis, en revanche, ont la fibre plus sincèrement culturelle : même non musulmans, tous les intéressés — et notamment les hommes d'affaires — pourraient venir y apprendre l'arabe.

Pas un hasard, cependant, si les initiateurs des deux projets agissent chacun de leur côté, dans un relatif secret. *« La prière, oui ! Le tchador, non ! »* disent les jeunes harkis, craignant une mainmise des religieux sur l'établissement. *« Si les vieux qui vont prier à la mosquée prenaient le pouvoir, on ne pourrait plus venir à la bibliothèque en tenant la main de sa copine »* craint Mohammed Haddouche, l'un des plus combatifs défenseurs du centre culturel.

Intégristes khomeinistes contre « libéraux » ? Pas si simple, pourtant. L'imam Gharbi, non content de récuser l'épithète d'intégriste, trouve *« scandaleux de laisser croire que Khomeiny s'inspire de l'Islam »*. Mais les jeunes le soupçonnent de n'être que la caution libérale d'un comité qui comprendrait par ailleurs *« des fanatiques, qui se laissent pousser la barbe*, accuse Mohammed Haddouche. *Je les connais bien ! A Lille, ce sont les mêmes qui interdisent la consommation du fromage, qui contiendrait des substances impures »*.

« Une langue de pudeur »

Passage obligé de cette quête de leurs racines, pour les jeunes musulmans : la pratique courante de la langue arabe. *« En français, je peux dire n'importe quoi, cela ne prête pas à conséquence*, explique Hamama. *Quand je parle arabe, je vis très fortement ce que je dis. »* Pour Mahmoud, l'arabe est *« une langue de pudeur essentielle dans le rapport avec mes enfants, quand j'en aurai »*.

L'islam ? A prendre et à laisser. Manger du porc ? Epouser des Français « de souche » ? Arriver vierge au mariage, pour les filles ? Plus rien ne va de soi. Au libre-service des valeurs, ils achètent en consommateurs exigeants, après avoir comparé les étiquettes. *« Jamais je ne me marierai avec un Français qui ne respecterait pas mes valeurs »*, assure Hamama, vingt-trois ans. Ayant interrompu ses études de droit au campus de Mont-Saint-Aignan à Rouen, elle s'occupe de ses frères et cousins à la préfecture, auprès du délégué régional aux Français musulmans. *« De l'assistanat, mais que faire d'autre ? »* A longueur de journée, elle rédige donc des recommandations pour les employeurs. *« Les jeunes sont là, devant moi ; comment leur refuser ce bout de papier, même si je sais que cela ne les avance à rien, à terme. »*

Hamama écartelée elle aussi. Elle a rompu avec sa meilleure amie *« qui s'envoyait en l'air trop souvent »*, mais, quoiqu'elle s'avoue *« plutôt platonique »*, prend néanmoins la pilule. Elle cache ses plaquettes dans sa table de nuit pour éviter les foudres de son grand frère, mais il le sait, et elle sait qu'il le sait. Hamama parle sans honte de l'amour et de ses désirs de femme, mais quitte le salon, écarlate, si elle regarde *en compagnie de son frère une émission* de télévision où l'on s'embrasse un peu trop. *« Eh oui ! je ne suis que contradictions, et c'est bien ainsi. »*

Et comment se sentir Français à 100 % quand de tous côtés, sortis du « havre » de Grand-Couronne, on leur réfléchit leur teint basané ? Alors que l'on murmure que l'Agence pour l'emploi d'Elbeuf, quand elle propose au téléphone des offres d'emploi à l'antenne locale mise en place par la municipalité de Grand-Couronne, spécifie crûment qu'elle cherche *« des personnes blanches »*.

« Au chômage depuis trois mois, j'avais repéré sur le tableau d'affichage de l'A.N.P.E. d'Elbeuf une offre qui correspondait à ma qualification, raconte Ismaïl Boufhal, le nouvel élu. *J'entre dans le bureau du prospecteur.*

— Désolé, Monsieur, il nous faut un Français pour ce poste.

— Mais je suis Français.

» Il m'a regardé, horriblement gêné.

— Bien sûr, bien sûr, mais enfin... vous me comprenez ? »

Si elle admet que certains employeurs formulent des exigences raciales, l'Agence pour l'emploi, de son côté, se défend vigoureusement de les répercuter. Des témoignages concordants attestent cependant d'un trouble persistant. Allons, le *métissage parfait* n'est pas pour demain. ■

DANIEL SCHNEIDER.

Fumées exotiques

Les beedies, mini-cigarettes fabriquées artisanalement en Inde, ont été apportées en Europe par les routards des années 60. Ici une consommation d'initiés, là-bas une activité vitale pour deux à trois millions de musulmanes.

PAR la couleur de sa cape, on pourrait la comparer à un cigare, version miniature : à peine 6 cm de long, une minceur légèrement comique, et un charmant petit fil rose qui en maintient l'extrémité la plus effilée. Le cœur est formé de fragments de tabac, enveloppés dans une feuille de « tendu » ou *diospyros melanoxylion*, une des sept cents espèces de la famille des ébéniers. Sur les emballages, de simples feuilles de papier repliées, s'affichent des images colorées : selon les marques, une déesse à trois têtes, un héros torse nu à la moustache conquérante, ou le portrait enluminé du fondateur de la fabrique. Sans oublier, variété la plus connue, les « Ganesh » (le dieu à tête d'éléphant).

Voilà la beedie, surnommée la « cigarette du pauvre » en Inde, où d'innombrables échoppes la proposent à chaque coin de rue pour la modique somme de 0,75 roupie le paquet de vingt-cinq (environ 50 centimes, la roupie valant 70 centimes). Cette production ancestrale, dont on trouve la première mention officielle en 1902 dans le Madhya-Pradesh (Inde centrale), s'élève aujourd'hui à plus de 400 000 tonnes par an (1), l'équivalent de quarante milliards de paquets. Si l'essentiel est destiné à la consommation intérieure ou aux pays limitrophes, les beedies s'introduisent progressivement sur les marchés occidentaux.

Les premiers paquets en ont été découverts par les Européens vers la fin des années 60, lorsque toute une jeunesse partait en quête de son avenir sur les chemins de Goa et de Katmandou. Aujourd'hui, le Népal est investi par les cordées de randonneurs, les plages du sud de l'Inde sont inscrites aux catalogues des agences de voyages, et les « baba cool » de l'époque ont déposé leur sac à dos pour entrer dans la vie active. Parmi les derniers vestiges de leurs rêves, restent les beedies, dont ils partagent désormais l'usage avec des millions de touristes.

C'est en Suisse que le phénomène a véritablement pris, comme le constate un quotidien helvétique : *« Le qualificatif lui a été donné par les jeunes : « marrante ». C'est vrai que la beedie est un peu trop mince pour entraîner l'accoutumance. Les quelques bouffées qu'on en tire ne suscitent ni passion ni maniaquerie... »* En Suisse, quarante-cinq millions de beedies sont consommées par an, surtout par des lycéens et des étudiants, ravis par le côté artisanal de ces cigarettes qui contraste avec les paquets calibrés des sociétés multinationales.

En France, faute d'importateur officiel, c'était jusqu'à présent le règne du marché noir. Les amateurs s'approvisionnaient en Suisse (environ 4,50 FF le paquet) ou auprès des nombreux revendeurs à la sauvette qui en proposent entre des bâtonnets d'encens et des flacons de santal. Cette semi-clandestinité n'était pas pour déplaire à certains : *« Chacun a ses adresses*, explique un amateur. *Le paquet se négocie entre 6 et 8 francs. Il m'arrive souvent de me faire arrêter dans la rue par un passant qui m'en demande juste une pour le plaisir de l'odeur. »* Outre sa saveur forte, son parfum proche de celui de l'eucalyptus, la beedie apporte le frisson de l'interdit et même parfois le plaisir de la provocation : pour un œil non averti, elle tiendrait facilement du joint de haschich.

« C'est certainement la connaissance de ce marché noir qui nous a convaincus de distribuer les beedies en France, admet une responsable de la Seita. *On nous le demandait depuis longtemps. Nous avons attendu qu'un importateur avec pignon sur rue nous le propose. »* C'est le groupe Œttingin, distributeur des cigares Davidoff sur le marché international s'il vous plaît, qui a emporté le marché. Forte de son expérience suisse, où elle réalise l'essentiel du marché des beedies, la société s'est lancée depuis début avril sur l'Hexagone. Plutôt timidement : si importateur et distributeur *« ont le sentiment »* qu'il existe bel et bien une demande potentielle, on hésite à la chiffrer. Tout au plus espère-t-on une vente annuelle de deux millions de cigarettes.

Fabriquées à domicile

Contrainte de passer par les circuits officiels de distribution, la beedie risque de perdre à la fois de son attrait et de sa légende. Grevée par une fiscalité pesante, elle va s'afficher à 19,20 F le 1er juillet avec l'application de la surtaxe sur les tabacs. Pis sans doute, elle doit renoncer à sa réputation d'innocence, en annonçant des taux records de goudrons et de nicotine : respectivement 35 mg et 3,1 mg, soit plus encore que les Boyards (27 mg et 1,9 mg) et sans comparaison avec les cigarettes légères (par exemple, 0,9 et 0,009 pour les Royales extra light). De quoi décourager beaucoup d'amateurs...

Reste que la beedie n'est pas seulement le symbole d'une marginalité que s'offre un Occident en mal de couleur locale. En Inde, sa fabrication concerne deux à trois millions de personnes, dans de vastes régions essentiellement rurales. Le Bureau international du travail (B.I.T.) a réalisé une étude en 1979 dans le district d'Allahabad, proche de New-Delhi (2). Comme presque partout dans le pays, les beedies y sont fabriquées à domicile. L'opération, qui ne requiert aucune compétence particulière, se fait avec une simple paire de ciseaux et un guide en carton. La main-d'œuvre est féminine à 90 % et en majorité de religion musulmane : pour ces femmes, il s'agit pratiquement de la seule activité lucrative possible, étant donnée la claustration à laquelle elles sont contraintes par tradition.

Protégées, en théorie, par une législation sur le salaire minimum, ainsi que par le *Beedie and cigar workers act* qui leur assure une certaine couverture sociale et des conditions décentes de travail, ces ouvrières sont, dans la réalité, à l'entière merci de quelques fournisseurs-négociants. *« Ceux-ci tournent la loi*, dit l'étude, *puisqu'ils n'emploient personne, mais utilisent le subterfuge de vendre les matières premières aux femmes et de leur racheter les beedies à la pièce. »* S'adressant aux foyers les plus démunis, qui en tirent près de la moitié de leurs revenus, les négociants n'ont aucun mal à imposer des tarifs largement au-dessous du minimum officiel : 4 roupies environ pour 1 000 beedies, au lieu des 7 roupies *« légales »*.

Dénonçant l'impuissance des autorités gouvernementales face à cette « exploitation » qui se déplace de village en village pour échapper aux contrôles, le B.I.T. met tous ses espoirs dans l'organisation de coopératives de production, gérées par les femmes elles-mêmes. Une structure certes longue et difficile à mettre en œuvre, mais très favorablement accueillie par les ouvrières (près de la moitié d'entre elles jugent le perspective réalisable). En attendant chaque femme fabriquant sept cent soixante-douze beedies en moyenne par jour, le paquet, vendu 19,20 francs en France, continuera d'être payé 7 centimes à des millions de musulmanes. ■

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

(1) Chiffres publiés en 1977 par l'All India Beedi Federation.

(2) *« The Economic Role and Statute of women in the beedi industry in Allahabad, India »*, étude réalisée par Zarince Bhatty pour le Bureau international du travail, CH1211 Genève 22. Tél. : 99-79-12.

CROQUIS

En fantôme

Je suis un fantôme mais personne ne le croit. Je fais des *« bouhouhou »*, des *« wouhouhou »* et des *« ah ! ah ! ah ! ah ! ah ! »*, mais ils en rient. Le grand drap blanc cache mes pieds mais ils me font quand même des crocs-en-jambe. J'habite un château mais ils disent : *« C'est un hachélème. »* Je dis : *« Vous êtes les méchants brigands et je vais vous bouter hors de mon domaine »*, mais ils rapportent à papa-maman que j'ai encore sali un drap. Alors arrive quelque chose qu'un fantôme ne devrait pas tolérer : être grondé et pleurnicher devant tout le monde. Oh, je ne pleure pas pour les pan-pan mais à cause de l'atteinte au principe : un vrai spectre n'est pas privé de dessert. Alors ! Suis-je un véritable fantôme ? Pas tout à fait, ils ont raison, il me manque quelque chose...

Ah, si j'avais des chaînes ! Des vraies avec de gros maillons bien épais et un peu, juste un peu, rouillés. Je les traînerais derrière moi, elles grinceraient et claqueraient. Ça ferait des *« ksssccchrrr »*, des *« iiiii »* et des *« cling, cling, cling »*. Ils auraient peur, peur, peur, très peur, et s'enfuiraient, et je les poursuivrais dans le parc du château, entre les statues métalliques à roues, les fontaines de sable, les chevaux qui font *« ouah, ouah »* et les toboggans magiques.

BRUNO DU BOURG.

Les « cancres » du progrès

Informatique, électronique, robotique : tout le monde pourra-t-il en profiter ? Niveau de qualification, conditions de travail, difficultés d'accès à la formation : certains salariés sont particulièrement menacés.

GRACE aux micro-ordinateurs, aux machines de traitement de textes, aux robots, aux nouveaux matériaux, aux biotechnologies, nous pouvons produire plus, mieux et plus vite que jamais. Mais qui les utilisera ? Les entreprises exigent des niveaux de qualification sans cesse plus élevés. Or, six Français adultes sur dix ne dépassent pas le niveau du certificat d'études primaires.

Si l'on en croit certains chiffres plutôt alarmants, l'arrivée des nouvelles technologies va supprimer des emplois dans de nombreuses branches. Ainsi, le service de la prospective et des études économiques de la direction générale des télécommunications prévoit un « effondrement » de l'emploi direct induit par les achats de l'administration en téléphonie classique entre 1980 et 1985 : une perte de 40 % pour le seul secteur de l'industrie électrique et électronique (1). Dans l'industrie automobile, le directeur du personnel de Renault affirmait en 1980 que l'automatisation allait supprimer en dix ans 17 % des emplois d'O.S. et de P. 1 (ouvriers qualifiés), alors que le nombre de cadres et d'ingénieurs n'augmenterait que de 0,05 %. D'ici à 1985, 80 000 emplois pourraient disparaître du fait de l'introduction des machines de traitement de textes. International, le phénomène touche tous les secteurs (2).

A force d'« évoluer », certains métiers finissent par disparaître. Les centraux téléphoniques n'embauchent plus de standardistes. Dans les bureaux d'études, les calqueurs ont été remplacés par des procédés de copie de plans, les traceurs et les préparateurs sont maintenant menacés par la C.A.O. (conception assistée par ordinateur). Dans l'industrie automobile, la cataphorèse (fixation de la peinture par électrolyse) a fait disparaître les ponceurs ; les robots remplacent peu à peu les pistoleurs « laque » et les soudeurs ; les spécialistes du chalumeau sont détrônés par des ouvriers non qualifiés qui collent des matières plastiques. Dans les compagnies d'assurances, agents classeurs et archiveurs n'ont plus de raison d'être.

Ce phénomène n'est pas nouveau, mais, depuis une vingtaine d'années, le temps qui s'écoule entre l'émergence de certains métiers et leur disparition a tendance à diminuer. Terrain privilégié de cette accélération : l'informatique. On y comptait à la fin des années 60 près de 100 000 mécanographes, aujourd'hui la profession a quasiment disparu ; quant aux « perforatrices », elles représentent 50 % des chômeurs dans le secteur.

On ne sait pas si le nombre global des emplois diminuera. Mais qui occupera les nouveaux métiers ? On connaît déjà certains exclus du changement : les personnes peu qualifiées (O.S. sténodactylos, manutentionnaires, etc.), certains cadres, les femmes, les travailleurs âgés et les immigrés. Or, beaucoup de travailleurs appartiennent à plusieurs de ces catégories.

La situation des femmes est déjà préoccupante. Dans son rapport au Conseil économique et social (3), Yves Lasfargues note que l'automatisation d'un atelier d'insertion de composants électroniques chez Thomson a fait passer la proportion de main-d'œuvre féminine de 77 % à 36 %. Dans le secteur tertiaire, ce sont essentiellement des emplois féminins que supprimeront les machines de traitement de textes. On a déjà vu le cas des perforatrices dans l'informatique ; dans la construction de centraux et de matériels téléphoniques, les femmes représentent 60 % des 65 000 salariés menacés par l'arrivée de l'électronique. Employées pour leur grande habileté manuelle et traditionnellement écartées des filières de formation technique, la majorité des femmes ont très peu de chance de participer à la « révolution technologique ».

Même situation pour les travailleurs âgés. *« Toutes les entreprises qui s'informatisent voient l'âge moyen de leur personnel diminuer »*, estime Olivier Pastré, qui n'hésite pas à parler de véritable « chasse aux vieux » (4). Ce rajeunissement a déjà commencé dans l'industrie automobile. En décembre 1980, M. René Houdart, directeur central du personnel et des relations sociales de la régie Renault, expliquait que l'entreprise devait mettre en place un *« fonds de régulation des effectifs »* permettant d'organiser la mise en retraite anticipée des travailleurs vieillissants. *« De cette façon*, expliquait-il, *l'entreprise ne recourt plus à la nation pour le traitement des « déchets du progrès technologique »* et peut embaucher *« des jeunes à potentiel plus prêts à répondre à la technologie nouvelle que leurs anciens »*.

Déjà des vieillards

On estimait aussi à la Régie que 4 000 jeunes pourraient remplacer 50 % des immigrés (soit 10 000 personnes). Considérés comme une main-d'œuvre « transitoire », certains de ces immigrés, notamment à Boulogne-Billancourt, n'ont reçu pratiquement aucune formation depuis parfois trente ans. Ainsi une enquête menée auprès de travailleurs de moins de quarante-cinq ans employés à la fonderie (des immigrés pour 90 %) a établi que moins de 4 % étaient en mesure d'apprendre à *lire* des consignes pour régler des machines, 1 % pouvait suivre une « préformation » permettant d'accéder à un stage de l'AFPA. Les autres ne pourraient occuper que des postes sans intérêt : balayeur de copeaux, gardien de vestiaire, ouvreur de porte... En outre, condamnés aux tâches les plus pénibles, ces hommes encore jeunes sont devenus des vieillards.

Bien que leur situation soit moins dramatique, les cadres et la maîtrise ne sont pas à l'abri. Principales catégories touchées : les autodidactes et les cadres d'autorité. Alain, militant C.F.D.T. à P.C.U.K. sur l'étang de Berre, témoigne de cette évolution du travail dans la pétrochimie : *« Avec l'arrivée des salles de conduite centralisées, seuls les tableautistes savent ce que signifient les voyants qu'ils ont devant les yeux. La maîtrise de l'entretien ne peut rien leur dire. Quant aux cadres qui dirigeaient une petite unité, ils doivent maintenant en suivre trois ou quatre. Certains sont un peu perdus. »* La situation est particulièrement délicate pour les cadres venus de la marine nationale : habitués à commander, ils doivent aujourd'hui « animer » des équipes.

Parallèlement, le recrutement devient très sélectif. *« L'évolution technologique pousse les entreprises à demander une double qualification*, explique Jean-Pierre Brunet, conseiller professionnel à l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) : *ingénieur et gestionnaire, chimiste et biologiste, électronicien et mécanicien... Vu la situation du marché du travail l'employeur ne laisse aucune chance au candidat : c'est tel profil ou rien. »* Or 60 % des cadres français n'ont aucun diplôme, et l'appareil de formation — en retard d'une génération technologique — est loin de préparer la relève dans les secteurs de pointe.

Le niveau antérieur de formation n'est pas seul en cause. Les techniques nouvelles rendent obsolètes l'ancien savoir-faire. Pas seulement dans l'industrie. Un garagiste qui participe à un stage de formation à l'électricité et à l'électronique raconte : *« Parfois mon travail ne consiste plus à chercher la panne et à réparer un organe du véhicule, mais à brancher des instruments électroniques sur le moteur. Ce sont eux qui doivent trouver quelle est la « boîte noire » fautive. »* Conçue pour ne pas être réparée, la boîte en question finit à la poubelle. Opération décevante pour les vieux professionnels, mais acceptée sans difficulté par les stagiaires plus jeunes, élevés à l'époque du « tout-jetable », qui se sentent même valorisés par l'utilisation de matériels électroniques coûteux.

Remplacer tous les « inadaptés » par des jeunes : pour la plupart des grandes entreprises, l'opération est d'autant plus tentante que cette main-d'œuvre est moins rétribuée et moins syndicalisée (au départ en tout cas).

Mais la réussite n'est pas absolument assurée. Dans son véritable univers, fait du vacarme des machines, des projections d'huile et de métal, le robot est moins séduisant que dans un studio de télévision ou un laboratoire. Certains jeunes qui ont rêvé de « l'usine du futur » tombent de haut quand ils se retrouvent dans des ateliers qui ont peu évolué depuis le taylorisme, même si les machines sont équipées de microprocesseurs. Sur les 1 450 jeunes ouvriers ou techniciens diplômés embauchés depuis deux ans par la régie Renault à Flins et à Billancourt, 120 ont déjà abandonné l'entreprise, malgré la crise de l'emploi.

La peur de la déqualification

Le rejet des nouvelles technologies peut apparaître dès l'apprentissage. A l'issue d'une enquête auprès d'élèves préparant le C.A.P. ou le B.E.P., Colette Grandgérard et Nelly Bousquet affirment : *« Les évolutions techniques sont rejetées parce qu'elles introduisent une distanciation par rapport aux machines et diminuent, voire suppriment, toute intervention gestuelle (...) (Les) fonctions nouvelles de surveillance sont perçues négativement : elles sont assimilées à des travaux répétitifs, polyvalents, dans le sens d'une interchangeabilité des individus »* (5).

L'informatique remède miracle ?

L'informatique est souvent présentée comme une des technologies nouvelles qui offrent les meilleures chances de promotion individuelle. Beaucoup de chômeurs, du coup, y voient le remède miracle. Pas toujours à bon escient : *« Nous sommes assaillis par des demandes de formation à l'informatique*, explique M. Jacques Goupil, responsable du centre d'orientation de l'A.F.P.A. à Saint-Mandé, *mais la plupart des gens qui arrivent ici ont tout juste un niveau de début du secondaire, très insuffisant pour accéder à ces professions* (1). »

Pour les métiers de base, par exemple opérateur de saisie de données, ce sont les lacunes en orthographe qui sont souvent en cause. Pour les stages d'analyste-programmeur, il faut justifier d'un niveau bac plus deux années d'études. Les candidats retenus suivront une formation de mille huit cents heures à raison de trente-neuf heures par semaine (neuf cents heures pour les « informaticiens P.M.E. »). Selon M. Bernard Faulle, responsable du département « Gestion et informatique » du centre pédagogique et technique de l'A.F.P.A., à Neuilly-sur-Marne, 70 % des stagiaires sont placés. Mais la formation, très intensive, oblige à prévoir un « suivi psychologique » d'une partie des stagiaires — le quart, parfois.

Dans ces conditions, que deviendront les 20 000 jeunes chômeurs de seize à vingt-cinq ans qui doivent être formés à *l'informatique par des élèves des grandes écoles à partir de cet été* (2) ? Les difficultés de la tâche sont apparues lors de la présentation de cette opération. Dans une note concernant l'installation de micro-ordinateurs dans le quartier de la Belle-de-Mai, à Marseille, M. Georges Vignaux, chargé de recherches au C.N.R.S., faisait allusion aux attentes du public : *« Beaucoup d'enfants et surtout d'adolescents, en situation d'échec scolaire, comprennent spontanément que c'est là un moyen, un outil, pour réussir tout seul. (...) »*

Mais, même « micro », l'ordinateur n'est pas un produit miracle. Évoquant sa visite à un club informatique d'un lycée classique, M. Jacques Arsac, professeur à l'École normale supérieure, déclarait : *« Ces jeunes se sont présentés à moi comme les « survivants du naufrage ». Nombreux sont, en effet, ceux qui tentent leur chance, mais rares sont ceux qui réussissent. Les quelques indications que je possède donneraient un pourcentage d'échec de 85 %. »*

Parmi les 15 % qui restent, beaucoup travaillent par tâtonnements, sans méthode précise : *« Le programme résultant est, en général, un inextricable fouillis qu'ils sont absolument incapables d'expliquer. Or la profession refuse ce genre de programmeur. (...) Dans une dizaine de centres au moins, j'ai retrouvé ces brillants autodidactes totalement incapables de communiquer à d'autres ce qu'ils ont fait, comme si leur dialogue avec la machine avait tué la possibilité de dialoguer avec leurs semblables. »*

En revanche, selon M. Jacques Arsac, 85 % des élèves qui ont suivi une véritable formation en informatique dans les lycées obtiendraient des résultats satisfaisants. Ils ne trouveraient pas nécessairement un emploi très qualifié dans l'informatique *« mais ils pourront de nouveau suivre les cycles de formation professionnelle. Ils seront réinsérés dans la culture scientifique du vingtième siècle »*.

L'informatique est-elle un outil pour « réussir tout seul » ou une discipline qui nécessite une « mise à niveau » préalable ? Permettra-t-elle de réinsérer des chômeurs ou sera-t-elle un facteur supplémentaire d'exclusion ? L'expérience qui va avoir lieu cet été apportera peut-être des réponses à ces questions.

(1) Le délai d'attente pour accéder à un stage dans ce centre atteint... quatre ans. Les candidats les plus dynamiques ne pouvant se permettre d'attendre, le niveau de recrutement a tendance à baisser.

(2) Ce projet est né d'un rapport demandé par M. François Mitterrand à MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial informatique et ressources humaines, et Pierre Laffitte, directeur de l'École des mines de Paris (*le Monde* des 27 février et 3 mai 1983).

CROQUIS

Jardin privatif

« Il fait tout le charme du studio, et c'est votre jardin privatif », assura le promoteur qui vendait ces logements dans un immeuble qu'il venait de rénover. *« Vous pourrez en faire le jardin de vos rêves. »* C'est cette promesse qui nous a décidés à l'acheter.

En voyant le jardin pour la première fois, nous pouvions déjà voir ce jardin de nos rêves. Les haies pousseraient bientôt plus haut, pour nous protéger de la vue des voisins. La pelouse, dont l'herbe était maintenant éparse, entre des endroits tout à fait nus, deviendrait en peu de temps un tapis vert et dense, comme dans les jardins anglais. Quant au bouleau rachitique planté dans le centre du jardin, nous l'arracherions pour le remplacer avec un sapin noble. Avec des plates-bandes de géraniums, de marguerites, de pétunias, l'ensemble serait tout à fait délicieux.

Les haies tinrent leur promesse. A la fin de la première année, la fenêtre de notre voisin en face n'était plus visible de notre jardin.

Mais l'herbe, loin de devenir la pelouse de velours à l'anglaise de notre imagination, est morte au bout de six semaines. Au printemps, nous l'avons resemée, avec une variété réputée plus résistante. Avec toujours le même résultat, la mort à la fin de six semaines. En regardant de plus près, nous avons découvert que la terre n'était pas une vraie bonne terre, mais une glaise, tout à fait inapte à faire pousser même l'herbe. Pas question de la remplacer non plus, à cause de la nécessité d'étanchéité du sol. Nous nous sommes résignés à couvrir la surface destinée à l'herbe avec des dalles.

En retournant la terre, nous avons fait une autre découverte. La profondeur du sol n'était pas infinie, comme nous l'avions cru. Moins de 1 mètre, et audessous, il y avait du béton. Avec cette mince couche de terre, il fallait renoncer au sapin noble, dont les racines sont trop longues. On avait choisi notre bouleau rachitique pour une raison bien déterminée.

Nous nous consolâmes avec les fleurs des plates-bandes, des géraniums, des marguerites, des pétunias. Mais seuls les géraniums ont survécu plus de quelques semaines. Les autres fleurs sont mortes parce que notre jardin manque de soleil. En regardant, un jour où il faisait beau, nous avons vu que notre lumière n'était qu'une lumière réfléchie. Pour la plantation suivante, nous n'avons pas suivi les conseils de notre fantaisie mais de notre fleuriste, et nous avons choisi des iris, des hortensias, des arums, des muguets, et des fleurettes qui aiment l'ombre.

Le jardin que nous avons fini par avoir n'est pas tout à fait le jardin de nos rêves. Mais quand il fait beau, nous sortons des chaises pour nous asseoir sur les dalles à côté du petit bouleau et regarder les fleurs.

DONNA EVLETH.

DEMAIN

Cette peur de la déqualification peut être ressentie aussi par les salariés, et entraîner une résistance à la modernisation (6). Elle s'appuie souvent sur une *réalité*. C'est le cas des ouvriers d'imprimerie devenus clavistes et faisant de la saisie de texte au kilomètre, celui des câbleuses qui n'ont plus à lire des schémas remplacés par un codage informatique, celui aussi des rédacteurs de compagnies d'assurances prisonniers de procédures codifiées par l'informatique... Dans la mécanique, l'installation de machines automatiques transforme l'ouvrier en bouche-trou entre deux machines, qui imposent le rythme de travail.

La crainte ne touche pas que les ouvriers : certains cadres dont le rôle est de faire circuler l'information sont réticents face à la bureautique : que deviendront-ils si chaque employé dispose d'un terminal télématique ou d'un micro-ordinateur ?

Avec la modernisation, changent aussi les conditions de travail — écrans imposant la lumière artificielle par exemple — et les relations entre les salariés. *« Avant on formait une équipe de trois copains ; on faisait un boulot d'artisan : c'était varié et on n'avait pas un chef sur le dos toute la journée*, raconte Henri, ancien clicheur dans une imprimerie de presse. *Maintenant cette équipe a disparu et l'on est davantage encadré... Heureusement, le temps et l'assurance qu'il n'y aurait pas de licenciements ont facilité les choses... »*

Quand le temps d'adaptation accordé est trop bref, la transformation aboutit bien souvent à un échec : dans l'industrie automobile par exemple, il faut ici installer une machine qui permettra en six mois de diviser par quatre l'effectif ouvrier nécessaire ou sortir en un an un nouveau modèle. Mais, le personnel ne pouvant être formé, il est arrivé, dans certaines usines, que la chaîne ne puisse fonctionner, que les robots tombent en panne et ne puissent être réparés assez rapidement ; on a été contraint à revenir aux techniques anciennes (pièces fabriquées avec des machines à commande manuelle)...

« Oublié » pendant quinze ans

La mise en place d'une nouvelle technologie est parfois un prétexte pour mettre au placard des employés ou des cadres « indésirables ». Xavier Vaneeckhout, conseiller professionnel à l'APEC, en a eu plus d'une fois la preuve : *« Derrière le discours* : « Mon » cher ami, vous n'avez pas les capa» cités techniques pour ce poste, *se cache en fait la vraie raison, qui est :* « Vous me » gênez ; je préfère mettre » un de mes amis à votre place ». » Cette mise à l'écart des indésirables commence par la rétention d'informations. Résultat : les « exclus » feront tout pour bloquer l'innovation en considérant que le projet se prépare contre eux.

Face à ces traumatismes de la modernisation, la formation est souvent présentée comme la solution à tous les problèmes. Mais encore faut-il pouvoir y accéder. Aux exigences de niveau (au sens scolaire) s'ajoutent les contraintes du travail. Longtemps le « bon ouvrier » a été celui qui avait acquis par l'expérience et le temps une parfaite maîtrise des gestes professionnels pour une tâche précise : c'est ce tour de main qui faisait sa valeur professionnelle.

Aujourd'hui, cette durée peut être un handicap. A la Compagnie française de raffinage, sur l'étang de Berre, Gérard cite le cas d'un excellent ouvrier de cinquante-deux ans que la direction avait décidé de muter sur une nouvelle unité : *« Au bout de deux semaines, il a craqué. On l'avait « oublié » pendant quinze ans sur le même poste. Il savait très bien faire son travail, mais après tout ce temps il ne pouvait plus en changer. »* Chez Renault, à Billancourt, c'est aussi pour avoir passé leur vie sur le même poste que certains travailleurs ne peuvent pas s'adapter à un nouveau type de travail. *« Il ne faudrait jamais laisser quelqu'un sur le même dispositif technique très longtemps. La certitude d'avoir quelque chose à apprendre tous les six mois est bénéfique, car se former n'est plus un événement paralysant »*, déclare M. A. Wisner, professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

Aussi l'accès à une formation est-il souvent ressenti par les intéressés comme un moyen de sélection, et en même temps comme une chance qu'on ne peut refuser. *« Nous savons très bien que ceux qui ne ne seront pas formés resteront sur le carreau*, affirme un dessinateur de l'Aérospatiale à Toulouse. *C'est pourquoi la plupart des personnes auxquelles l'entreprise propose un stage C.A.O., dans le cadre de la formation permanente, acceptent, même si elles savent qu'elles doivent ensuite passer au travail de nuit, alors qu'actuellement tout le monde peut terminer à 17 heures. »*

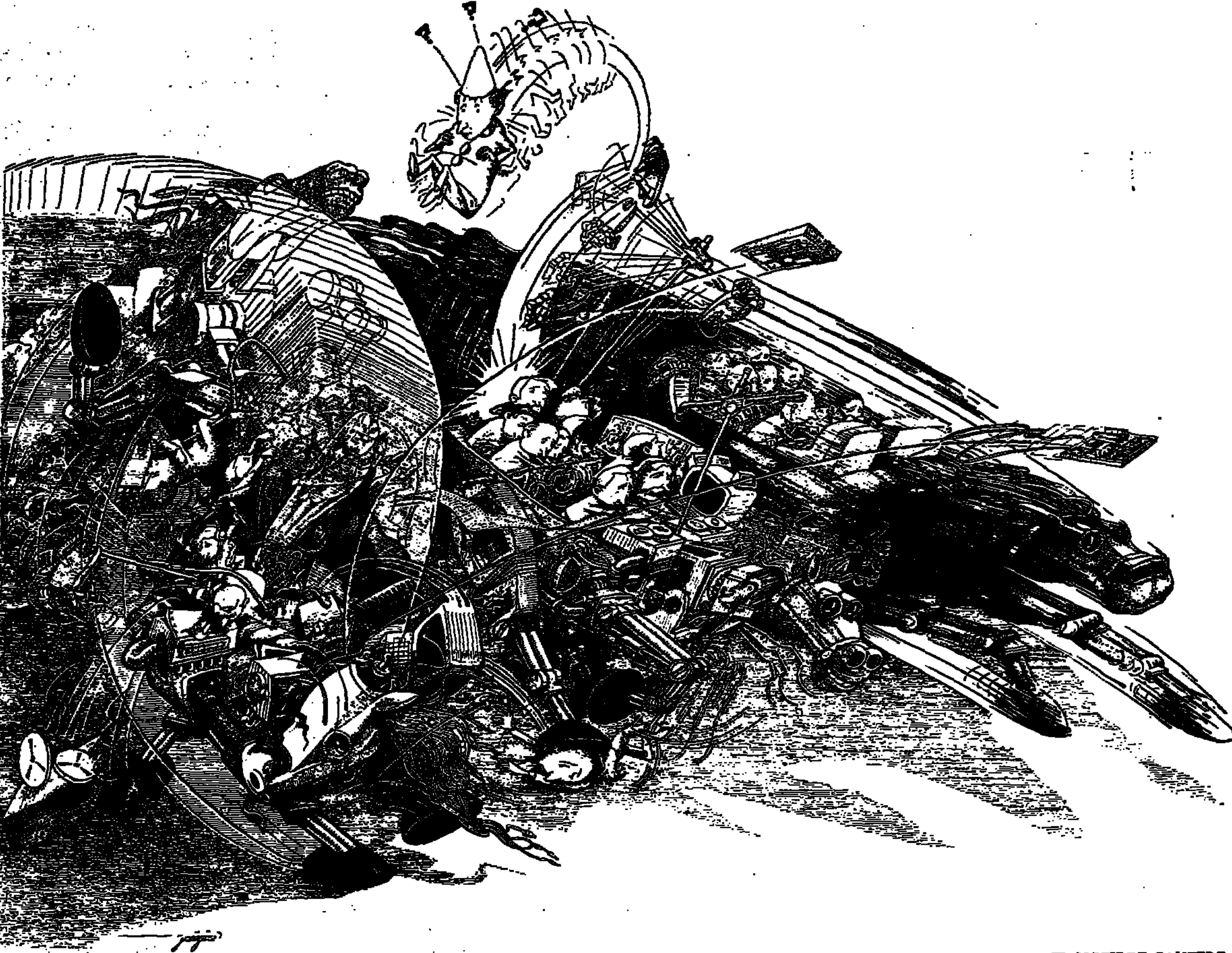
Dans les petites entreprises, certains patrons craignent que l'ouvrier qui suivra une formation n'en sache ensuite plus qu'eux ou qu'il les quitte pour aller chez un concurrent qui lui offrirait un meilleur salaire. D'autres estiment ne pouvoir accorder de congé à des salariés déjà trop peu nombreux : comment l'entreprise tournerait-elle ? Eux-mêmes ne peuvent pas s'absenter facilement : *« Comment voulez-vous faire pour suivre un stage quand vous êtes artisan ? »* explique M. Garcin, garagiste, *il faut fermer la boutique. »*

A la campagne, c'est aussi le manque d'équipements qui freine la formation des artisans aux technologies nouvelles. Pour résoudre ce problème, l'association qui forme les réparateurs de l'automobile s'est équipée d'un camion atelier-salle de cours qui sillonne la France (7). *Restera* ensuite à acquérir l'équipement moderne souvent fort coûteux (8).

Les professionnels du cinéma, eux, doivent suivre l'évolution de la vidéo et de l'informatique. *« Pour participer à un stage, il faut s'inscrire trois mois à l'avance*, explique Pierre Gilette, chef monteur. *Mais les contrats de travail sont rares. Aussi, lorsqu'on nous propose un film au moment où nous devons commencer un stage, nous l'acceptons. Il y a donc très peu de professionnels qui suivent des formations. Ou alors il faut attendre d'être au chômage. »*

Cette remarque est loin d'être une boutade. En 1980, 40 % des dépenses de formation destinées à la population active s'adressaient aux demandeurs d'emploi (contre 20 % en 1973 (8). Or c'est dans son milieu professionnel que l'individu est le mieux à même d'appliquer ce qu'il apprend et non quand il doit opérer une problématique réinsertion. A la régie Renault, par exemple, les techniciens de maintenance passent 11 % de leur temps de travail en recyclage. La compétence est une qualité qui s'entretient, sous peine de devenir un jour un exclu.

RICHARD CLAVAUD.



JEAN-PIERRE GAUZERE

(1) Ce chiffre se fonde sur la diminution des besoins exprimés et des budgets en francs constants.

(2) Pour plus de détails, voir *La micro-électronique et son impact socio-économique*, de J. Rada, B.I.T. 1982 (disponible au bureau français du B.I.T., 205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 548-92-02).

(3) *L'utilisation de la robotique dans la production et ses perspectives d'avenir*, avis et rapport du Conseil économique et social, février 1982, publié au *Journal officiel* nº 9 du 2 avril 1982 et aux Éditions d'organisation, sous le titre *l'Avenir de la robotique*, octobre 1982.

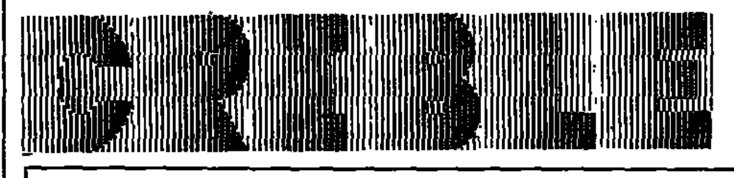
(4) Olivier Pastré, *L'informatique et l'emploi*, la Découverte, Maspero, mars 1982.

(5) Colette Grandgérard et Nelly Bousquet *Impact de la technologie sur le changement d'attitude à l'égard de la culture technologique et la vie professionnelle*, Institut national de la recherche pédagogique, ministère de l'éducation nationale, mars 1982.

(6) Voir Jean-Jacques Salomon : *Prométhée empêtré. La résistance au changement technique*. Pergamon Press, collection « Futuribles », janvier 1982.

(7) Association nationale pour le développement de la formation professionnelle du commerce et de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle, 52, rue Copernic, 75116 Paris, tél. 500-37-40.

(8) Un banc de carburation diesel coûte environ 200 000 francs. Dans l'agriculture aussi, l'innovation pose plus de problèmes d'investissement que d'adaptation professionnelle.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Documents effaçables

Matsushita a annoncé avoir mis au point le premier disque optique numérique effaçable. Ce disque d'un diamètre de 20 cm pourra emmagasiner jusqu'à 10 000 pages de documents ou 15 000 photos couleur. Toutes ces informations pourront, selon la compagnie japonaise, être effacées et renouvelées jusqu'à un million de fois.

★ *Innovations et produits nouveaux*, nº 52, 11, rue du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-45-17.

« Mauvais Européens »

M. Dieter Rogalla, député socialiste allemand, vient de proposer au Parlement européen de sanctionner les « mauvais Européens », administrations, personnalités ou hommes politiques, en leur attribuant un « classement négatif ». M. Rogalla soutient que le Parlement européen doit s'efforcer de se rendre de plus en plus « incommode » aux gouvernements qui négligent les vœux et les intérêts des citoyens. Il propose de commencer à distribuer cette « médaille du démérite » aux ministres de l'environnement, à cause du scandale de la dioxine (seraient classées *ex æquo* les firmes impliquées), et aux ministres de l'intérieur, à cause des contrôles et chicanes aux frontières intérieures de la Communauté.

★ *Trente jours d'Europe*, 61, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris. Tél. : (1) 501-58-85.

BOITE A OUTILS

L'état de l'environnement en Inde

Le Centre pour la science et l'environnement de New-Delhi a publié un « état de l'environnement en Inde en 1982, rapport de citoyens », intéressant à plusieurs titres. Par son mode d'élaboration d'abord : l'équipe éditoriale a fait appel à la collaboration individuelle ou collective de tout un réseau de militants écologistes et d'agences volontaires. Par son approche ensuite : les auteurs y exposent en quoi les processus de changement de l'environnement affectent à la fois la vie concrète des gens et les conditions économiques et sociales du développement ; enfin, ils donnent aussi une grande place à des exposés plus techniques sur des interactions spécifiques entre les activités humaines et l'environnement.

Le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED) a entrepris la traduction en français (le rapport est en anglais) des éléments principaux. On peut également y trouver le rapport d'origine.

★ *Centre pour la science et l'environnement*, 807, Vishal Bhawan ; 95, Nehru Place, New-Delhi. CIRED, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

Dieu et la science

Pourquoi Dieu et la science n'ont-ils jamais fait bon ménage ? Qu'en est-il aujourd'hui ? *Science et Avenir* publie une enquête sur « Dieu et la science » dans un numéro spécial (nº 42). Une place importante est accordée à des entretiens avec des scientifiques croyants : pour le physicien Louis Leprince-Ringuet, *« la pensée scientifique permet une foi authentique »* ; pour le mathématicien André Lichnérowicz, *« les mathématiques nous apprennent surtout ce que Dieu n'est pas »* ; pour le biologiste Pierre P. Grassé, *« Dieu est la plus grande découverte de l'humanité »*. Sont interrogés non seulement des chrétiens mais aussi des tenants de la tradition judaïque (« Talmud et biophysique », Henri Atlan), de l'islam (« Islam et sciences exactes », Reshdi Rashed), du bouddhisme (« la connaissance ne peut ignorer la science », entretien avec le dalaï lama), de l'hindouisme (« les Veda et la rationalité hindoue », Pierre-Sylvain Filliozat).

On trouve aussi dans ce numéro des exemples de l'adaptation des Eglises aux nouvelles technologies : Minelle Verdie et Martine Castello montrent comment « pour conserver et transmettre la bonne parole », les Eglises font appel à toutes les ressources de la science moderne, de l'archéologie à la communication par satellite.

★ *Science et Avenir*, 29, rue du Louvre, 75002 Paris, tél. : (1) 233-21-73.

Cours d'été sur l'Europe

Un numéro spécial des *Nouvelles universitaires européennes* vient de sortir, consacré aux séminaires et cours organisés à travers l'Europe durant les mois d'été par les milieux universitaires et non universitaires : Berlin, Vienne, Vigo, Santander, Benidorm, Grenoble, Paris, Exeter, Londres, Thessalonique, Avesti, Florence, Trieste, sur des sujets « européens ». On y trouve toutes les informations sur les lieux, sur les thèmes traités, l'organisation matérielle, les conditions d'admission...

★ *Nouvelles universitaires européennes*, 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles, Belgique, tél. : 235-11-11.

RENCONTRES DU FUTUR

Femmes et technologie

Une cinquantaine de femmes en provenance de vingt pays se réuniront à Genève du 20 au 22 juin prochain pour participer à la première Conférence internationale sur le thème « Femmes et nouvelle technologie », conçue et préparée dans une perspective féministe. Il s'agit de chercheuses et de représentantes de groupes de femmes, qui travaillent, individuellement ou dans le cadre d'institutions, d'entreprises ou de syndicats, dans le vaste domaine de la micro-électronique. Seront présentes aussi des femmes de pays en voie de développement.

Le but de la réunion est de comparer des expériences, *d'échanger idées et connaissances pour établir une stratégie commune d'action. La nouvelle technologie a des répercussions sur l'emploi, la santé, l'éducation des femmes, les communications* et même leur foyer.

La conférence, organisée par ISIS (Service féminin d'information *et de communication*) aura lieu à l'hôtel Grenil, 7, avenue Sainte-Clotilde, 1205 Genève. Seules les *femmes peuvent y participer*.

★ *ISIS*, Suisse, C.P. 50, 1211 Genève, Suisse, tél. : 022-33-67-46.

Des employeurs comme les autres ?

Les salariés attendent davantage d'une association que d'un « capitaliste », mais dans les secteurs concurrentiels comme le tourisme on n'échappe guère aux contraintes du marché.

PEUT-ON être à la fois un « mouvement » et une entreprise ? La question se pose à beaucoup d'associations qui emploient des salariés, parfois nombreux. Peut-on concilier les deux exigences, notamment lorsqu'on se trouve dans un secteur concurrentiel ? C'est le cas des organismes de tourisme social qui représentent 12 ou 13 % des journées-vacances, près de 25 % de la capacité d'accueil touristique française (résidences privées exclues), et qui emploient cinq mille cinq cents salariés permanents et soixante-six mille saisonniers. Dans ces associations, est-ce « différent d'ailleurs » ou « comme ailleurs » ?

Ceux qui travaillent dans les associations *sont en général* motivés par la vocation de leur association. A l'U.C.P.A. (1), David Barchmann, responsable des relations extérieures, explique : « *Nous avons la passion de faire partager notre passion du sport.* » Aux Glénans (2), les permanents salariés sont fréquemment d'anciens bénévoles, fanatiques de la mer. Parfois, cela va plus loin. A Léo-Lagrange (3) et à Tourisme et travail (4), proches des partis de gauche, les salariés sont aussi plutôt « de gauche », même s'il y a des exceptions. Fréquemment, cette motivation s'élève avec le niveau du poste occupé.

Il vaut mieux, d'ailleurs. Car la hiérarchie salariale est relativement écrasée dans ces associations : au bas de l'échelle, les salaires sont plus élevés que dans les organismes de tourisme commercial, mais les cadres, surtout les cadres supérieurs, ont un niveau de rémunération inférieur à celui des « concurrents ». Ainsi, à Tourisme et travail, la dernière augmentation de salaire n'a pas été « répercutée » pour les cadres supérieurs. Il faut dire que les hausses de salaire ont longtemps été indexées sur l'indice C.G.T. des prix, plus favorable aux salariés. Compétitivité oblige, la direction a dû renoncer à cette pratique, ce qui a provoqué des mouvements divers dans le personnel... A l'U.C.P.A., David Barchmann avoue un certain « turn-over » des cadres. L'enthousiasme a ses limites !

Comme toute la profession, les diverses associations rencontrent un problème spécifique majeur : la saisonnalité, avec pointes en hiver et en été. Difficile, dans ces conditions, d'assurer du travail toute l'année au personnel sur les sites, dans les bases de loisir et les villages. Arc-en-ciel (5) et Tourisme et travail essaient de fournir du travail de longue période par des contrats de huit ou dix mois. Ce qui permet une certaine fidélisation du personnel et donne une meilleure garantie de qualité.

Même parallélisme pour les conditions de travail : le problème des horaires ne se pose pas de la même façon selon que l'on est au siège à Paris ou sur place. Aux Glénans, c'est frappant : 39 heures à Paris, mais au centre de Bonifacio, le soleil aidant, on est moins à cheval. En mer, pour les moniteurs, le temps ne compte pas, alors que les équipes d'entretien du matériel tiennent aux 39 heures et sont syndiquées.

Syndiqué, on l'est assez largement à Léo-Lagrange et à Tourisme et travail. « *Syndicats actifs* » à l'U.C.P.A., d'après David Barchmann. Pourtant, le rôle de contestation et de discussion des syndicats est plus difficile qu'ailleurs : le patron n'est pas un « patron traditionnel » puisqu'il n'y a pas de capital privé ni de profit et que la dimension « militantisme » joue.

Malgré la « motivation » et malgré des conditions de travail assez satisfaisantes, salaires, avantages et sécurité de l'emploi restent des préoccupations et des sources de conflits dans les associations aussi. Particulièrement aujourd'hui, car les problèmes de gestion sont aiguisés par la crise : « *Il y a certaines choses qu'on ne peut plus tolérer sous peine de mettre en péril l'outil de travail. C'est mal compris du personnel* », déclare Jérôme Puzin, directeur d'exploitation à Léo-Lagrange Loisirs. Car ne pas avoir pour moteur « *le profit pour le profit* » ne signifie pas qu'on gère en dilettante.

Conséquence : on a des exigences accrues quant à la qualification et l'assiduité des salariés. Surtout leur emploi n'est pas garanti en cas de difficultés graves, comme aux Glénans où des « *révisions déchirantes* » — notamment la diminution du personnel permanent et la suppression des bases d'activités non rentables — ont été envisagées.

Aux difficultés communes à tous les organismes du secteur s'ajoute, dans les associations, un problème spécifique : le conflit latent entre les « politiques », qui dirigent l'entreprise, et les salariés, chargés des tâches « techniques ». Ces derniers se sentent souvent exclus. Résultat : dans certaines associations, Tourisme et travail par exemple, il existe des élus salariés. Joël Puzin défend aussi ce système (qui n'existe pas cependant à Léo-Lagrange) : « *Il est nécessaire que les membres du conseil d'administration, les élus, soient salariés. Ils n'ont pas d'intérêt matériel dans l'entreprise, c'est un intérêt idéologique. Les salariés, eux, mettent leurs qualités professionnelles et la garantie de leur emploi dans l'entreprise. En cas de dissolution, l'élu part les mains dans les poches, le salarié perd son emploi.* »

Mais, pour résoudre un problème, n'en crée-t-on pas un autre ? Il arrive que des élus salariés perçoivent des rémunérations inférieures à ceux des « simples » techniciens salariés. Ce qu'ils ne manquent pas de souligner à chaque occasion. Les techniciens mettant en avant, eux, leur technicité et leurs lourdes responsabilités.

A l'U.C.P.A., les salariés participent aux prises de décisions par l'intermédiaire de leurs représentants dans les commissions techniques (finances, développement, etc.). Pour Jacques Lastennet, délégué général, cela va déjà au-delà des dispositions de la loi du 28 octobre 1982 sur « les institutions représentatives du personnel ». En fait, les représentants du personnel n'ont pas voix délibérative, mais seulement consultative. Pour sa part, Jérôme Puzin pense qu'« *il faudrait que les salariés soient représentés à part entière au conseil d'administration et participent à la gestion* ».

C'est ce que prévoit le projet de loi sur la démocratisation du secteur public (six représentants des salariés au conseil d'administration de chaque entreprise). Une mesure de ce type figure aussi parmi celles annoncées par le gouvernement pour la promotion de la vie associative : les organismes pourraient accorder aux salariés jusqu'à 25 % des sièges dans leur conseil d'administration. Le risque est, alors, de faire passer les intérêts des salariés avant celui du mouvement.

« *Entre le quotidien et les orientations, ce n'est pas toujours facile* », reconnaît lucidement Monique Mitrani, présidente de l'U.C.P.A. Il en va de même entre les associations et leurs salariés. L'existence d'un règlement intérieur — obligatoire dans les organismes de plus de vingt salariés, — soumis au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel, peut éviter les malentendus. Il n'est pas sûr qu'elle suffise à éviter les conflits d'intérêt. ■

ANNIE RIGOUREAU.

(1) Union nationale des centres sportifs de plein air, 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 337-53-00.

(2) Les Glénans, ponton des Glénans, quai Louis-Blériot, 75781 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 520-01-40.

(3) Fédération Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : (1) 246-82-92. Léo-Lagrange Loisirs, 19, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris. Tél. : (1) 523-45-45.

(4) Fédération nationale Tourisme et travail, 187-189, quai de Valmy, 75010 Paris. Tél. : (1) 203-96-16.

(5) Fédération nationale des coopératives de consommateurs, 27-33, quai Le Gallo, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 604-91-78.

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES* : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐ Manifestations ☐ Sessions et stages ☐

* *Cocher la rubrique souhaitée.*

VOTRE TEXTE :

1 . . . .
2 . . . .
3 . . . .
4 . . . .
5 . . . .
6 . . . .
7 . . . .
8 . . . .
9 . . . .
10 . . . .

- Prix de la ligne : 25 F T.T.C. (28 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au *J.O.*
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

Association Boulogne ch. SECRÉTAIRE ACTIVE 55-59 ans pour petit secrétariat bénévole Écr. B.P. 21, 92101 Boulogne

Création de l'Association des cadres préretraités et retraités, 65, ch. de Bellevue, 78400 Chatou, 952-76-69 ou 736-03-03. But : se renseigner et défendre ses adhérents sur tous les problèmes les concernant : activités, fiscalité, ressources, impôts, nouveaux, prévoyance. 83 NC 3693.

Créations

CONTRE L'INCITATION AU SUICIDE
qui menace de mort les malades atteints de dépression nerveuse, adhérez à l'association « *Sauvons leurs vies* », 39, rue de Colmar, 67300 Schiltigheim. Cotisation annuelle : 50 F. Dons acceptés.

ENTREPRENDRE
La vérité sur constit. et démarches : société, ass. coop., achat fonds de commerce, domiciliation, etc. Une enveloppe timbrée à APICI, tél. 236-14-31 + Association loi 1901 151, rue Montmartre, Paris (2e)

Sessions et stages

Au cœur des Balkans, découvrez l'Albanie socialiste avec l'Association des amitiés franco-albanaises. Deux sem. d'excursions variées, départs de juil. à sept. Rens. : A.A.F.A., 11, rue Bichat, 75010 Paris. Tél. 202-07-97. Lundi 15 à 19 h, mercredi 16 à 20 h, samedi 10 à 13 h.

Chaque bouffée d'air régénère concentration, esprit d'initiative ainsi que calme et confiance en soi, en la vie, chassant les peurs. Respiration profonde, confiance individuelle. Stage juillet à Paris. Tél. : 557-78-34.

Association gérée par des jeunes, pour des jeunes, propose stages pour 12-16 ans en Normandie avec activités autogérées : équitation, planche à voile, tennis, 4 au 24 juillet, 1er au 21 août, 800 F/sem. tout compris. *L'A.J.I.*, 1, allée des Monégasques, 91300 Massy. Tél. : 011-01-19.

Anglais. Juillet et septembre 1983. 2 h/jour. Clef-Langues, 148, rue Fbg-St-Denis, 75010 Paris. Tél. 239-18-88, mardi, mercr. et jeudi apr.-midi.

Stage G.F.E.N. Le pouvoir d'écrire. 6, 7, 8, 9 juillet 83. Toulouse. S'adr. Marie Lac, 1, allée Jean-Jaurès, 65200 Bagnères. Tél. : 16 (62) 95-30-35.

Ass. Écoute organise stage restauration maison cévenole du 14 au 21-8-83. Rens. Cottin Esparon, 30120 Le Vigan.

COURS DE LANGUE
Littérature et civilisation catalanes à Sitges, province de Barcelone, du 2 au 27 août 1983. Possibilité de bourses de séjour. Inscriptions : Centre d'études catalanes de l'Université de Paris-Sorbonne. Tél. 277-65-69. 9, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris.

« Le Formateur, le Groupe et l'Imaginaire ». Stage de formation de formateurs organisé par l'Atelier de recherche en communication les 29-30 juin et 1er juillet. Inscriptions : 822-47-52. 18, rue de Tilsitt 75017 Paris.

Séjours créatifs : meubles peints, laine (filage, tissage, teinture). Rens. Ferme du Falga, 82400 Montjoi.

Le Théâtre de l'Ombre propose dans un cadre agréable, du 4 au 8 juillet, un stage CLOWN ET IMPROVISATION : Expression corporelle du comédien, *le rire, déguisement.* Tél. : 797-89-19 ou 358-31-04.
Le Théâtre de l'Ombre propose du 18 au 22 juillet un stage MICRO-EXPRESSION ORALE Parler devant un micro, improviser des débats, interview, etc. Tél. : 797-89-19 ou 358-31-04.
Le Théâtre de l'Ombre propose du 25 au 29 juillet un stage de RÉALISATION CRÉATION THÉATRALE Il faudra, chaque jour, créer, réaliser une situation dramatique différente. Tél. : 797-89-19 ou 358-31-04.

L'association « Racines d'or » (tisserandes laotiennes) organise un stage d'ikat de trame sur soie fine, à Paris, 4-8 juillet. Tél. : 797-78-46. 36, rue de *Ménilmontant*, 75020.

FAIRE SON JOURNAL DE A A Z
Apprendre à réaliser un journal : techniques journalistiques, secrétariat de rédaction, maquette. Stage de 6 jours du 4 au 9 juillet. Centre de formation pour la presse associative, 5, bd Voltaire, 75011 Paris Tél. : 357-71-04.

Stage poterie Raku, terre enfumée, agréé form. perm. La Chamotte, Bras-Pignolle, 83149 Var. (94) 78-64-68.

CET ÉTÉ
Pour son 20e anniversaire, découvrez le parc de la Vanoise. Au départ de Val-d'Isère, circuits et randonnées de la journée, de deux ou trois jours. Flore, faune, photo. Du 26 juin au 3 septembre. Safari-photo de la Vanoise. B.P. 47, 73150 Val-d'Isère. (79) 06-00-03.

Micro-informatique. Initiation 4-8 juillet. M.J.C. Sannois (95). I.F.A., 263-54-63, rue Cardinet, 168 bis, Paris (17e).

JOURNALISTES EN HERBE
De A à Z, toutes les techniques pour réaliser un *journal*. Du 4-6 au 7-9 à Paris, du 29-8 au 3-9 à La Rochelle.
JOURNAL PARLÉ ANIMATION RADIO
Deux stages d'une semaine à l'intention des radios locales, du 27-6 au 9-7. Prix selon revenus.
Centre de formation pour la presse associative 5, bd Voltaire, 75011 Tél. : (1) 367-71-04.

VÉLO SPORTS LOISIRS, ass. de formation, perfectionnement, organise du 17 juillet au 27 août en Ardèche « stages cyclisme pour tous », pratique, techn., mécan., hygiène et prévention, maîtrise du capital santé. Vélos à dispos. Prix groupe. Rens., inscr. : « le Rouret », 07120 Grospierres.

Randon. péd. sur les crêtes du Jura franco-suisse. Été 83. Circuit original. Écr. Lorraine-Jura, B.P. 287, 57006 Metz Cedex. Tél. (8) 762-67-88.

Les jeunes accompagnateurs du CLUB ALPIN FRANÇAIS vous prop. des randonnées péd. en rég. paris. ou plusieurs jours dans nos provinces françaises à la découverte de la nature, de la faune et de la montagne. Pour tous rens. : 7, rue La Boétie, Paris (8e). Tél. 742-38-77. R.-V. ts les jeudis entre 18 et 20 h.

École mondiale de yoga, relaxation, méditation, pose de réceptivité universelle. Forme élèves pour tous les pays pour enseigner et avoir le statut de profession libérale. Renseignements dans la revue « Yoga, Psychologie et Diététique », en vente dans toutes les presses, ou écrire à : CEDADY Mondiale École B.P. 172 68003 Colmar Cedex.

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Crédits

La Caisse des dépôts et consignations va attribuer, en 1983, 100 millions de francs de prêts aux associations et aux organismes sans but lucratif.

Ces prêts sont complémentaires de ceux accordés actuellement par les Caisses d'épargne. *Il s'agit de* crédits de fonds de roulement (d'une durée de deux à six ans) et de prêts d'équipement à moyen et à long terme.

Les taux varient de 12 % pour les prêts sur six ans à 13,25 % pour ceux sur quinze ans. Ces prêts seront attribués par la direction du développement local de la Caisse des dépôts par l'intermédiaire des délégations régionales. Jusqu'ici, seules les associations bénéficiant de la garantie d'une collectivité locale pouvaient obtenir des prêts.

★ M. Daulon, direction du développement local, Caisse des dépôts et consignations, 56, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. (1) 234-51-14.

PUBLICATIONS

Pratiques sociales

L'association Pratiques sociales, formée par des travailleurs sociaux et des praticiens des sciences humaines, publie une nouvelle revue : *les Cahiers de pratiques sociales.* Celle-ci, dont le numéro 2-3 (mai-juin-juillet) vient de paraître, veut offrir des analyses théoriques pour mieux comprendre les pratiques professionnelles et des plans d'action sur des situations concrètes, à partir d'une « *nouvelle méthodologie* » (thème d'un des articles du dernier numéro).

L'association réunit des travailleurs sociaux et des spécialistes (*enseignants, chercheurs...*) en sciences humaines qui veulent échapper aux limites imposées par « *les divisions traditionnelles du genre « psychique-social », « individuel-collectif », « public-privé »*, et au cloisonnement *entre les disciplines. Elle organise* des séminaires à l'intention de ses membres, des stages de formation pour les professionnels.

★ *Pratiques sociales*, 27, rue Cornet, 93500 Pantin. Tél. (1) 845-94-01.

CONSEILS

Associations et immobilier

Dans quelle mesure une association, qu'elle soit simplement déclarée ou qu'elle ait obtenu la reconnaissance d'utilité publique, peut-elle devenir propriétaire ? L'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 dit notamment : « *Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, acquérir à titre onéreux... le local destiné à son administration et à la réunion de ses membres et les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.* »

Ainsi une association simplement déclarée ne peut devenir propriétaire d'immeuble que par acquisition à titre onéreux. Dans ce cas, elle est redevable de la taxe de publicité foncière avec application du taux proportionnel correspondant à la nature des biens acquis — en règle générale, 13,80 % —, majoré des taxes départementales, communales et d'une taxe régionale de taux variable, ce qui peut porter le total à 18,20 %.

En revanche, les associations reconnues d'utilité publique et certaines associations déclarées bénéficient des dispositions particulières de l'article 713 du code général des impôts : « *Le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement est réduit à 2 % pour les acquisitions, par les sociétés mutualistes, par les associations cultuelles et par les associations reconnues d'utilité publique ayant pour objet l'assistance, la bienfaisance ou l'hygiène sociale, des immeubles nécessaires au fonctionnement de leurs services ou de leurs œuvres sociales.* » Il y a lieu, cependant, d'y ajouter également les taxes diverses, ce qui porte au maximum le taux réel à 6,40 %.

Précisons que les associations déclarées affiliées à une association reconnue d'utilité publique — affiliation dont elles doivent présenter une attestation datant de moins d'un mois à l'établissement de l'acte — peuvent bénéficier de ce taux réduit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un immeuble destiné au logement (colonie de vacances, maison familiale de cure ou de retraite), la taxe de publicité foncière est perçue au taux réduit de 2,60 % (7 % au maximum avec les taxes complémentaires).

La capacité des associations reconnues d'utilité publique est plus étendue : elles peuvent devenir propriétaires à titre gratuit. En effet, la loi du 1er juillet 1901 leur permet de recevoir des dons et des legs. Mais l'article 11 de la loi précise que « *les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire qui ne seraient pas nécessaires au fonctionnement de l'association sont aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret ou l'arrêté qui autorise l'acceptation de la libéralité* ». Les droits applicables pour ces mutations à titre gratuit sont ceux appliqués aux successions entre frères et sœurs (article 777 du code général des impôts), soit 35 % si la part nette est inférieure à 150 000 francs et 45 % si elle est supérieure à 150 000 francs.

Toutefois, sont totalement exonérées de ces droits et sous réserve d'un agrément du ministère de l'économie et des finances, les associations reconnues d'utilité publique de caractère culturel, artistique ou scientifique, ainsi que : les associations mutualistes et autres sociétés, reconnues ou non d'utilité publique, dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance ou de bienfaisance ; les associations d'enseignement supérieur reconnue d'utilité publique et les sociétés d'éducation populaire gratuite reconnues d'utilité publique et subventionnées par l'État ; les associations cultuelles, les unions d'associations cultuelles et les congrégations autorisées.

Enfin, toute association peut bénéficier dans ce domaine de l'immobilier d'apports gratuits dûment constatés. Deux cas sont à considérer :

— a) L'apport est consenti par une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés (au taux de 50 % ou de 24 %) : l'association doit alors payer un droit d'apport au taux de 1 % ou, lorsque le régime des fusions ou apports partiels d'actifs peut être appliqué, un droit fixe de 900 francs (c'est le cas de la fusion totale ou partielle d'associations) ;

— b) L'apport est consenti par une personne physique ou par une société non soumise à l'impôt sur les sociétés : le droit d'apport est alors de 8,60 %, plus les taxes départementales, communales ou régionales, soit au maximum 13 %.

Toutefois, si l'apport est fait à une association reconnue d'utilité publique — ou à une association seulement déclarée, affiliée à un organisme reconnu d'utilité publique et ayant pour but exclusif l'assistance ou la bienfaisance, — seule la taxe de publicité foncière, au taux de 0,60 %, est perçue, à condition que ces biens restent affectés au même objet et que la transmission intervienne dans un intérêt général ou de bonne administration.

* Cette rubrique est rédigée par Service Associations, association loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 Paris, tél. : (1) 380-34-09. Telex : SERVASS 650 344 F.

Une palette de grands solistes, une profusion d'orchestres, des groupes, des voix, des sons : c'est la fête de la musique, *le 21 juin*. En direct de la Défense sur TF 1, en nocturne « rock » sur A 2, toute la journée sur les micros de France Musique ou de France Culture. Beatles, Clash, Tango, Mozart, Colette Magny, Weber ou Jeanne Moreau au choix...

Outre ces *réjouissances mélodiques (ou cacophoniques)*, le cinéaste américain Robert Kramer ouvre une nouvelle série de dix fictions, produites par l'I.N.A. et *Toute allure* sera suivie, dans les prochaines semaines, d'autres réalisations signées André Téchiné, Chantal Akerman ou Pascal Kané... « La télévision de chambre » sur TF 1.

Vidéo à la chaîne sur FR 3

DOMINIQUE Belloir, Thierry Augé, Patrick Bousquet, Jean-Paul Fargier, François Pain, Anne Papillault, Carole Roussopoulos, etc. Cinquante noms, cinquante visages à découvrir, samedi 25 juin, sur FR 3. Vous ne les connaissez pas, vous ne les avez jamais vus à la télévision, mais ils sont tous réalisateurs, passionnés de l'image électronique. Paradoxe ? Sans doute mais paradoxe sans surprise. Pendant plus de trente ans, la forteresse télévision s'est défendue contre toutes ces images venues d'ailleurs, tous ces gens qui prétendaient avoir quelque chose à dire, quelque chose à montrer. Étrange conception du service public soutenue par d'étranges arguments.

D'abord, tous ces gens-là ne sont pas de « vrais professionnels » mais plutôt des artistes, des plasticiens, des chercheurs, des animateurs, parfois même de simples individus tentés par l'aventure de la création. Alors, l'équation est simple : pas de carte professionnelle de réalisateur pas d'accès à l'antenne. De plus, ces indépendants ont choisi de travailler avec leur propre matériel vidéo, des équipements qui ne sont pas aux « normes professionnelles », comme l'expliquaient les techniciens de Télédiffusion de France. Alors, pour le « confort » des téléspectateurs, mieux vaut ne pas diffuser ces balbutiements d'une technique qui se cherche encore...

Aujourd'hui, la forteresse s'effrite. La loi sur la communication audiovisuelle a ouvert de larges brèches dans le monopole. Par le biais du journalisme électronique, la vidéo « légère » est entrée à la télévision. Et surtout, il faut bien trouver de quoi alimenter ces nouvelles télévisions régionales, ces futurs réseaux câblés. Devant la carence évidente de la production audiovisuelle, l'heure n'est plus à l'exclusive : cinquante créateurs de plus, ce n'est pas à dédaigner. Reste à vaincre les dernières séquelles du corporatisme, à imaginer des formes de collaboration, à tester sur le terrain la volonté d'ouverture du service public.

Dans ce contexte, la « première » de FR 3, samedi prochain, a valeur de symbole, même si l'affaire n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Tout a commencé avec Audiovisuels 83, une manifestation qui réunit à La Rochelle, du 23 au 26 juin, les créateurs et producteurs indépendants. Au programme, les perspectives ouvertes par la régionalisation et les télévisions locales. Pourquoi ne pas en profiter pour tenter une expérience de diffusion utilisant l'antenne de FR 3 après la fin des émissions ? L'hypothèse avait déjà été envisagée pour Antène 1, le projet de télévision locale parisienne (*le Monde* du 5 Mars 1983). Vidéo-ciné-troc, une association qui gère l'information sur l'audiovisuel indépendant depuis 1976, contacte FR 3. Mais on bute tout de suite sur les mêmes problèmes juridiques qui ont contraint Antène 1 au silence.

Par chance, Jean-Pol Guguen, directeur de FR 3 Poitou-Charentes, est un partisan de l'ouverture. Pour contourner la difficulté, il propose de modifier la grille du samedi et d'y intégrer la diffusion d'une émission sur la vidéo indépendante, produite et réalisée par Vidéo-ciné-troc. Reste le problème financier. Vidéo-ciné-troc ne veut pas acheter du temps d'antenne comme le font déjà un certain nombre d'associations (*le Monde Dimanche* du 15 mai 1983). FR 3 ne peut pas acheter l'émission puisqu'elle sort de ses prévisions de programmation. On arrive pourtant à un compromis : FR 3 Poitou-Charentes apporte le coût de la diffusion en part de coproduction, l'autre part du financement restant à la charge de Vidéo-ciné-troc.

Vingt-six minutes pour cinquante réalisateurs, c'est peu. Surtout pour des gens qui n'ont jamais accès à l'antenne. Pour la première fois FR 3 ouvre ses portes à la création vidéo indépendante. Une émission en forme d'espoir à l'heure des télévisions régionales, du câble et de la grande pénurie de la production.

On est loin d'une formule qui permettrait à la vidéo indépendante de devenir un partenaire commercial à part entière des chaînes de télévision, mais un pas est déjà franchi par rapport à la simple location d'antenne. Et ce pas est important puisqu'il permet à la vidéo indépendante de sortir du ghetto où l'ont enfermée des années de monopole. D'autant que la direction de FR 3 à Paris prend soudain la décision de relayer l'émission de la station régionale sur l'ensemble du réseau national.

Du coup, Vidéo-ciné-troc se trouve devant une lourde responsabilité. Comment présenter en vingt-six minutes quinze ans de réalisations ? Comment profiter au mieux d'une telle occasion sans léser personne ? Responsabilité de service public, en quelque sorte ! *« Nous avons rapidement renoncé à présenter des extraits*, explique Pierre-Olivier Bardet, responsable de Vidéo-ciné-troc. *Le collage d'œuvres trop différentes, peu homogènes techniquement, aurait eu un effet désastreux. Nous avons préféré demander à une cinquantaine de créateurs de venir présenter en quelques mots, en quelques gestes, leur travail. Ces spots sont traités électroniquement pour offrir en même temps une sorte de grammaire des effets vidéo. La bande son, elle même, sera une œuvre originale, puisqu'elle est obtenue à partir de jouets mécaniques ou électroniques. »*

La réalisation de ce manifeste a été confiée à Michel Bonnemaison, animateur du Centre de recherches Montfaucon, un collectif de créateurs à cheval entre Paris, Bruxelles et Montréal. Une position privilégiée pour observer l'évolution de la production vidéo : *« L'esthétique de la vidéo est très liée au mode de diffusion de l'image électronique. Après 1968, la France a connu une vague de productions militantes où la vidéo servait essentiellement de support à des débats. Puis, les galeries, les écoles d'art, les musées, ont permis le développement d'une première génération de créateurs, préoccupés avant tout par des problèmes plastiques, explorant les possibilités expressives de l'image électronique. Depuis un ou deux ans, on voit apparaître une deuxième génération, liée au développement du câble. Pour ces nouveaux créateurs, la vidéo est plus proche du téléphone et de la télévision que du cinéma ou de la peinture. Ce sont en général des gens très jeunes, complètement immergés dans la rhétorique télévisuelle et qui savent en jouer comme des virtuoses. »*

Les cinquante réalisateurs présentés samedi soir sur FR 3 renouvelleront-ils un jour la création télévisuelle ? Pour en juger, il faudra attendre que la télévision leur consacre plus de vingt-six minutes et leur donne les moyens de faire leurs preuves. Michel Bonnemaison, lui, est résolument optimiste : *« Il y a en France toute une tradition du cinéma à petit budget, creuset dans lequel se sont formées toutes les révolutions esthétiques. Aujourd'hui, le câble et la télévision régionale sont les débouchés logiques de la vidéo indépendante et lui ouvrent de nouveaux créneaux : les feuilletons, les mini-séries et, surtout, la musique avec les vidéo-clips. »* ■

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

les films

PAR JACQUES SICLIER

★ A VOIR
★★ GRAND FILM

JEUDI 23 JUIN

MES CHERS AMIS **

Film italien de Mario Monicelli (1975) avec P. Noiret, U. Tognazzi, G. Moschin B. Blier. A. Celi D. del Prete.
FR 3, 20 h 40 (108 mn).

Les farces stupides et les équipées de quatre copains de Florence ayant dépassé la quarantaine et se comportant en adolescents prolongés. Derrière cette agitation factice et les masques de la fantaisie, il y a le désenchantement de vies ratées, la peur de la vieillesse et de la mort. Quelles que soient les réserves à faire sur la version doublée, il s'agit d'une des plus importantes et des plus typiques comédies italiennes sur les « fêlures » profondes d'une génération. Conçue par Pietro Germi, gravement malade, elle fut léguée par celui-ci à son ami Monicelli. Germi mourut au moment où commençait le tournage. Le film porte, aussi, sa mémoire.

DIMANCHE 26 JUIN

VANINA VANINI *

Film italien de Roberto Rossellini (1961), avec S. Milo, L. Terzieff, P. Stoppa, M. Carol, I. Corey, M. Bernardi.
FR 3, 22 h 30 (100 mn).

Rome, années 1820. Les amours tragiques d'une jeune aristocrate et d'un carbonaro auquel elle a sauvé la vie, avant de le trahir par jalousie. Rencontre étonnante de Stendhal (une de ses Chroniques italiennes*) et de Rossellini, cherchant, alors, une nouvelle manière de raconter l'histoire (fût-elle romanesque) au cinéma. Ce beau film, mal apprécié, fut mutilé pour l'exploitation, ce qui sacrifia, en particulier, le rôle de Martine Carol. Mais la version présentée au « Cinéma de minuit », sans être intégrale, comporte des séquences jamais vues.*

LUNDI 20 JUIN

UN SECOND SOUFFLE *

Film français de Gérard Blain (1977), avec R. Stack, A. Alvina, S. Desmarets, M. Carrière, F. Meisner.
TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Le désarroi d'un bourgeois de cinquante ans qui voudrait faire fi du temps et rattraper la jeunesse. Gérard Blain a retourné toute une psychologie pseudo-romantique, utilisé Robert Stack à contre-emploi, cherché les mouvements intérieurs dans un style rigoureux où l'on retrouve son admiration pour Bresson. Loin du théâtre de boulevard où elle excelle, Sophie Desmarets exprime, avec dignité et sensibilité, un autre aspect de son talent.

MARDI 21 JUIN

L'ESPRIT DE FAMILLE *

Film français de Jean-Pierre Blanc (1978), avec M. Serrault, N. Courcel, P. Rocard, M. Kornbluh, M. Legrand, S. Joubert.
A 2, 20 h 35 (84 mn).

La vie de famille, troublée par des petits remous, d'un médecin de Corbeil, sa femme et leurs quatre filles. Après trois films d'humour noir et de satire grinçante, Jean-Pierre Blanc a sacrifié avec esprit et finesse au « roman rose ».

LE TEMPS DE LA COLÈRE *

Film américain de Richard Fleischer (1956), avec R. Wagner, T. Moore, B. Crawford, B. Ebsen, R. Keith.
FR 3, 20 h 50 (90 mn).

Un jeune et riche propriétaire du sud jeté dans la guerre du Pacifique. L'envers de l'héroïsme et certaines erreurs de l'armée américaine. Audacieux pour l'époque (l'homosexualité suggérée d'un officier de camp disciplinaire), ce film n'en était tout de même pas au temps de la contestation radicale. On en retient la force des scènes d'action.

LES INCONNUS DANS LA VILLE *

Film américain de Richard Fleischer (1955), avec V. Mature, R. Egan, S. Mac Nally, V. Leith, T. Noonan, L. Marvin, S. Sidney.
FR 3, 23 h 5 (87 mn).

L'ordre d'une petite ville de Pennsylvanie bouleversé, pendant vingt-quatre heures par trois gangsters. Destins entrecroisés, technique de récit unanimiste. La mise en scène fluide et habile, le réalisme psychologique font passer sur certaines conventions.

VENDREDI 24 JUIN

EXTÉRIEUR NUIT *

Film français de Jacques Bral (1979), avec C. Boisson, A. Dussolier, G. Lanvin, J.-P. Sentier, E. Margoni.
A 2, 23 h 05 (107 mn).

Trois marginaux (deux hommes, une femme), les souvenirs de mai 68 et la dérive contemporaine. Ambiances nocturnes, cafard, violence et passions. On pense un petit peu à Quai des brumes, *beaucoup à* A bout de souffle. *Les acteurs sont fascinants. Qu'est donc, depuis, devenu Jacques Bral ?*

DIMANCHE 26 JUIN

LES NAUFRAGÉS DU 747

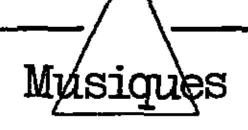
Film américain de Jerry Jameson (1977), avec J. Lemmon, L. Grant, B. Vaccaro, J. Cotten, O. de Havilland, J. Stewart.
TF 1, 20 h 35 (120 mn).

Catastrophe à bord de l'avion privé d'un milliardaire. Troisième film – succès commercial exige ! – de la série Airport. *On ne peut pas dire que ce soit une surprise, malgré la présence de certaines stars – vieillissantes – d'Hollywood.*

Les soirées de la semaine

	LUNDI 20	MARDI 21	MERCREDI 22	JEUDI 23	VENDREDI 24	SAMEDI 25	DIMANCHE 26
TF 1	**20 h 35 Film : Un second souffle**, de Gérard Blain. **22 h 20 L'enjeu**, magazine économique et social. La parole dans l'entreprise, etc.	**20 h 35 Fête de la musique**, en direct de la Défense. **22 h 10 Temps X**, magazine de science-fiction des frères Bogdanoff. La vie extra-terrestre.	**20 h 35 Les mercredis de l'information : la France noire.** La condition des immigrés en région parisienne. **21 h 50 Concert : l'Oiseau de feu**, de Stravinsky.	**20 h 35 Téléfilm : Dessins sur un trottoir**, de M. Cloche. Un ferronnier entre un fourneau et sa maîtresse. **22 h 15 Contre-enquête**, magazine des faits divers.	**20 h 35 Variétés : Coco boy.** Rires gros ou gras. **21 h 40 Télévision de chambre** : A toute allure. Sur patin à roulettes. **22 h 50 Histoires naturelles** : la chasse de l'arc	**20 h 35 Série : Dallas.** **21 h 35 Droit de réponse**, de M. Polac. La revue de presse. **22 h 50 Magazine du cinéma : Etoiles et toiles.** Un entretien avec Ch. Reeves ; le western des années 50 et 60...	**20 h 35 Film : les Naufragés du 747**, de Jerry Jameson. **22 h 35 Bravos**, magazine culturel de J. Artur et G. Garbisu.
A 2	**20 h 35 Le grand échiquier**, de J. Chancel. Au Théâtre de l'Est parisien, avec ses comédiens.	**20 h 35 Film : l'Esprit de famille**, de Jean-Pierre Blanc. **22 h 10 Magazine : Lire c'est vivre** : La Horla, de Guy de Maupassant. **23 h 25 Fête de la musique** : Nuit du rock. Beatles, Téléphone, Clash... jusqu'à 5 heures du matin.	**20 h 35 Téléfilm : Fou comme l'oiseau**, de F. Cazeneuve. L'amour donne des ailes. **22 h 10 Magazine : Moi... je**, de B. Bouthier. Mères « indignes », femmes libres.	**20 h 35 Magazine : Résistances.** La justice laxiste ; le Polisario, les Refuzniks, etc. Avec J. Timerman. **21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.** Spécial vampires ; Mode-Rock.	**20 h 35 Série : Par ordre du roy.** Une marquise dépecée. **21 h 40 Apostrophes** : Le cœur dans tous ses états. **23 h 5 Ciné-club** (cycle années 70) : **Extérieur nuit**, de Jacques Bral.	**20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.** Marcel Amont. **21 h 50 Téléfilm : La puce et le privé** (2e partie). Amour et suspense.	**20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.** **21 h 40 Document : Antonio Saura.** Portrait d'un peintre espagnol contemporain. **22 h 40 Concert magazine.** Debussy, Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
FR 3	**20 h 35 Feuilleton : L'année des Français. En Irlande.** **21 h 50 Magazine de la mer : Thalassa.** Les cartes marines. **22 h 30 Prélude à la nuit** : Ravel.	**20 h 35 La dernière séance**, d'Eddy Mitchell. **20 h 50 1er film : le Temps de la colère**, de Richard Fleischer. **23 h 5 2e film : les Inconnus dans la ville**, de R. Fleischer. **0 h 35 Prélude à la nuit.** O. Messiaen.	**20 h 35 Variétés : Cadence 3**, avec Sylvie Vartan et Michel Sardou. **21 h 55 Documentaire : Léo Lagrange.** Vacances payées et sport pour tous. **22 h 50 Prélude à la nuit** : Debussy.	**20 h 35 Ciné-passion : Mes chers amis**, film de Pietro Germi. **23 h Prélude à la nuit** : M. Bleuse.	**20 h 35 Magazine : Vendredi.** Grand public. En direct de l'hôpital de Saint-Nazaire. **22 h 35 Prélude à la nuit** : Festival de Castres.	**20 h 35 Tous ensemble** : La fête au coin du bois, ou Variétés. **22 h 20 Vidéo à la chaîne.** **22 h 50 Musiclub.** Huit chanteurs.	**20 h 35 Magazine littéraire : Boîte aux lettres.** Les livres de vacances. **21 h 35 Aspects du court métrage français.** **22 h 30 Cinéma de minuit** : Vanina, Vanini, de Roberto Rossellini. **0 h 10 Prélude à la nuit.** L. Petitgérard.

TELEVISION

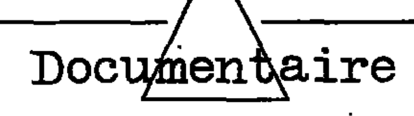


Le retour des Beatles

LE « must » de cette nuit du rock organisée par Patrice Blanc-Francard est la diffusion pour la première fois en France d'un téléfilm invraisemblable : *Magica Mystery Tour,* réalisé par les Beatles. Oui. Près d'une heure de magie, de fantaisie surréaliste. Les quatre compagnons inoubliables s'adonnent aux pires outrances vestimentaires. Une tranche de délire, un album de souvenirs mal fagoté, mais très sympathique. Après ce plat de choix, c'est au tour du groupe *Telephone* de passer sur scène, d'exprimer sa « pensée profonde » dans une interview ... assez ordinaire. Enfin, un reportage sur le groupe punk *Clash* qui, à 5 heures du matin, aura certainement fait sauter le tube cathodique.

M. G.

★ LA NUIT DU ROCK, A2, mardi 21 juin, de 23 h 25 à 5 heures du matin.



Merci, Léo Lagrange

AVOIR confié cette enquête à des élèves de Bourg-en-Bresse est une bonne idée. Une enquête sur un citoyen au-delà de tout soupçon, secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs sous le Front populaire : Léo Lagrange. Membre de l'aile gauche de la S.F.I.O., né en 1900, mort quarante ans plus tard au combat, il eut le mérite inestimable d'avoir été le premier à organiser nos vacances (payées) et à nous inciter à fréquenter plus assidûment les stades. Remercions-le !

Jean Lacouture le fait pour nous tout au long de ce documentaire réalisé par Gérard Poitou.

M. G.

★ LÉO LAGRANGE, FR 3, mercredi 22 juin, 21 h 55 (54 minutes).

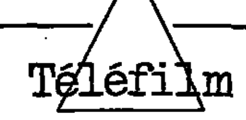


Vivre son destin de femme

CINQ parties dans le dernier numéro du magazine « Moi-je », de Bernard Bouthier : reportage intime, chronique du temps présent, flash vidéo un peu surfait... Une question d'abord : Sur quel tube danserons-nous cet été ? David Bowie, Andrée Chédid ou Tartempion ? Les paris sont engagés et les téléspectateurs invités à miser. Excepté cette petite plaisanterie un peu longuette, et une mise en scène douteuse d'un adolescent voulant échapper au service militaire, nous retiendrons deux reportages : celui de Gérard Sanas et Maurice Achard sur un orchestre de Liverpool, la ville mythique hantée par le fantôme des Beatles, et surtout celui de Nedjam Scialom et Jeanne Lagier sur les mères dites « indignes » : elles ont mis au placard maris et enfants pour aller vivre leur destin de femmes. Ecoutons-les, elles sont à l'image de nos vies, éprises de liberté... mais ne sachant qu'en faire.

M. G.

★ MÔI-JE, A2, mercredi 22 juin, 22 h 10 (50 minutes).



L'amour donne des ailes

QUAND *Jana, belle immigrée yougoslave,* arrive dans un petit village de Haute-Saône, Pierre est injustement soupçonné du meurtre d'une vieille dame. Pierre est un adolescent malade, un personnage ombrageux croqué dans le cadre bois sombre de la forêt, qui lui tient lieu de résidence-refuge et qu'il parcourt en roi, suivant à la trace les volatiles. Symbole de l'homme sauvage, Pierre préfère la communauté rêveuse *des oiseaux* à la *familiarité hypocrite des humains.* Il va même jusqu'à vouloir les imiter en volant.

Mais voler n'est pas chose facile quand on a la tête trop lourde, trop folle, et le corps chargé de *désirs. Dans un coin caché de l'immense forêt, nos* deux jouvenceaux s'aimeront sous les feuillages... L'amour, dans *Fou comme l'oiseau,* de Fabrice Cazeneuve (d'après le roman de Pierre Pelot), donne des ailes à Sophie Edmond et à Florent Pagny, les deux acteurs de cette fable pudique, légèrement écologique, qui se regarde comme on voit passer les oiseaux.

M. G.

★ FOU COMME L'OISEAU, A 2, mercredi 22 juin, 20 h 35 (90 minutes).

LUNDI 20 JUIN

TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h H.F. 12 (info).
12 h 30 A tout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 D'hier et d'aujourd'hui (et à 15 h 45).
14 h 15 Téléfilm : La juste sentence.
De P.-E. Edward, réal. G. Hellstrom, avec J. Arness, M. Stone...
Révolte des Indiens Commanches injustement accusés de l'assassinat d'une Blanche, comme d'habitude.
17 h 15 Télé à la une.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h Journal.
20 h 35 Film : Un second souffle, de Gérard Blain.
22 h 20 L'enjeu.
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et d'A. Weiller.
La parole dans l'entreprise ; L'homme du mois ; Que sont-ils devenus ; Faites le vous-même.
23 h 20 Journal.

A 2

12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 *Cette semaine sur A2.*
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h *Tennis à Wimbledon.*
18 h Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Le *grand échiquier.*
de J. Chancel.
Au Théâtre de l'Est Parisien, et avec ses comédiens.
23 h 15 Journal.

FR 3

18 h 10 Messages.
Hebdomadaire télévisé des P.T.T.
18 h 30 *Pour les jeunes.*
18 h 55 Tribune libre.
Loisirs, vacances, tourisme.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Bucky et Pépito.
20 h Les jeux.
20 h 35 Feuilleton : l'Année des Français.
D'après T. Flanagan, adapt. E. Mc Cabe, P. et M. Lary, réal. M. Garvey, avec J.-C. Drouot, N. O'Brien...
Cinquième épisode. Le maître d'école a pris part au triomphe des troupes franco-irlandaises du général Humbert, mais la situation se retourne, c'est la déroute, le massacre. Un épisode quasi inconnu de notre histoire.
21 h 30 Journal.
21 h 50 Magazine : Thalassa, de G. Pernoud. *Les cartes marines.*
22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Georges Fèvre commenté par une retraitée.
22 h 30 Prélude à la nuit.
La France prépare sa fête de la musique, rétrospective, et présentation de la journée du 21 juin.

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Hit-parade ; 21 h, *Le pion,* film de C. Gion ; 22 h 25, les lundis au soleil (jeu).
- T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Dallas ; *20 h 35, Mystère sur canapé* ; 20 h 45, *Le Noël de Madame Beauchamp,* film de R. Levy ; 22 h 15, Club 06.
- R.T.B., 20 h, l'écran témoin : *Devine qui vient dîner ?,* film de W. Rose (débat sur le racisme).
- T.S.R., 20 h, Place du marché (variétés) ; 20 h 45, *le Corniaud,* film de G. Oury (avec Bourvil, Louis de Funès...) ; 22 h 40, Sur les traces de Karl Marx (1re partie).

MARDI 21 JUIN

TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Féminin présent.
Santé : l'infarctus ; *14 h 10* Feuilleton : La chute des aigles ; 15 h 25 Dossier : Les amies ? 16 h 20 Variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
Voitures d'occasion, vers un contrôle efficace.
20 h 35 Fête de la musique.
Présenté par L. Zitrone, en direct du parvis de la Défense :
Tango, rock, variétés, musique classique, Bernard Lavilliers, Colette Magny, Jean-Claude Casadesus, avec l'Orchestre national de Lille, le Cuarteto Cedron, etc. Paris en fête.
22 h 10 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
Spéculations sur les lieux de vie des extraterrestes... Imaginez !
22 h 55 Journal.

A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h Tennis à Wimbledon.
18 h Récré A 2.
18 h 30 *C'est la vie.*
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 d'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : l'Esprit de famille, de Jean-Pierre Blanc.
22 h 10 Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet.
« Le Horla », de Guy de Maupassant.
L'un des romans les plus tragiques de l'auteur de « Bel Ami » commenté par un journaliste, un psychanalyste, un comédien, un sculpteur, un écrivain et un amateur de jardins.
23 h 5 Journal.
23 h 25 La fête de la *musique* : Nuit du rock.
(Lire notre article ci-contre.)

FR 3

18 h 30 *Pour les jeunes.*
18 h 55 Tribune libre.
Fédération française de camping et de caravaning.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Bucky et Pépito.
20 h Fête de la musique.
En direct de Marmande, « le Chant des soleils », de I. Xénakis, sous la direction de J.-C. Casadesus.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 La dernière séance.
Actualités Gaumont, 20 h 45 Tom et Jerry : 22 h 25 Tex Avery, réclames de l'époque.
20 h 50 Premier film : le Temps de la colère, de Richard Fleischer.
22 h 50 Journal.
23 h 5 Deuxième film : les inconnus dans la ville, de Richard Fleischer.
0 h 33 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Georges Fèvre, par le journaliste Y. Aubry.
0 h 35 Prélude à la nuit.
« Appel interstellaire pour cor », d'O. Messiaen, par A. Cazalet (soliste).

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Série : Vegas ; 21 h, *Heureux qui comme Ulysse,* film de H. Colpi ; 22 h 35, Paris si tu veux : l'Afrique de Paris.
- T.M.C., 19 h 35, Série : La petite maison dans la prairie ; *20 h 35, Mystère sur canapé* ; 20 h 45, Soirée chinoise : dessin animé ; 21 h 45, *Amour et calligraphie,* film de Y. Bili ; 22 h 50, Télé-ciné-vidéo.
- R.T.B., 20 h, les Sentiers du monde : L'équateur des Andes ; 21 h 5, Les folies Offenbach ; 22 h, l'aventure de l'art moderne : *le surréalisme.*
- T.S.R., 20 h, Dallas ; 20 h 50, Un monde de réfugiés ; 21 h 50, *La Vengeance d'un acteur,* film de K. Ichikawa.

MERCREDI 22 JUIN

TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : Agent forestier.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h Jack spot.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 *Histoire d'en rire.*
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
19 h 50 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : La France noire.
Un reportage de M. Honorin et T. Comiti sur la condition des immigrés en France. A Saint-Denis, Levallois, Clichy où vivent des travailleurs maliens, sénégalais, mauritanniens...
21 h 50 Concert : l'Oiseau de feu.
(En liaison avec France Musique.)
De Stravinski par l'Orchestre national de France sous la direction de Lorin Maazel.
22 h 45 Journal.

A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
« Hispar » : expédition himalayenne ; « Delta plane à Rio ».
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
Avec les Belles Stars, Plastic Bertrand, Linda Keel, Taxi Girl et Rod Steward.
17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Fou comme l'oiseau, de F. Cazeneuve. Avec F. Pagny, S. Edmond.
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 10 Moi... je, magazine de B. Bouthier.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h Journal.

FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union des centres sportifs de plein air.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Bucky et Pépito.
20 h Les jeux.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Émission de Guy Lux, L. Milcic, P. Danel.
Avec Sylvie Vartan et Michel Sardou.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Documentaire : Léo Lagrange. de J. Lacouture, réal. G. Poitou
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Robert Delpire par l'écrivain P. Gascar.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et piano de C. Debussy, par A. Roussin (violon) et N. Bera-Tagrine (piano).

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Série : Shérif, fais moi peur ; 21 h, *L'Or de Naples,* film de V. de Sica ; 22 h 50, Portrait d'artiste : Arnulf Rainer, peintre.
- T.M.C., 19 h 35, feuilleton : Guillaume le Conquérant ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 20 h 45, *Douce violence,* film de Max Pecas ; 22 h 15, Gogo rythmes.
- R.T.B., 20 h 10, La chasse aux trésors ; 21 h 10, Document : la longue marche de Paul Forthomme ; 21 h 45, Vingtième Festival international de la chanson française de Spa.
- T.S.R., 20 h, Variétés : Place du marché ; 20 h 50, *Samson et Dalila,* opéra de Camille Saint-Saens.

JEUDI 23 JUIN

TF 1

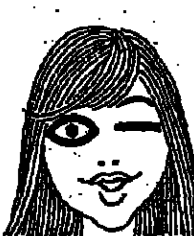
11 h 35 Vision plus.
12 h H.F. 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 Objectif santé : Allocation d'éducation spéciale.
16 h 20 Eurovision : Voyage du pape Jean-Paul II en Pologne.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Expression directe.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Dessin sur un trottoir. D'après R. Sabatier, adapt. et réal. M. Cloche, avec P. Lemaire, J. Kime, J. Davy...
Un ferronnier d'art moderne, la cinquantaine, partage sa vie entre son fourneau et sa docile maîtresse. Tout du monsieur tranquille jusqu'au fatal coup de cœur pour une nymphette qui le dépouillera. Lyrisme et clichés.
22 h 15 Contre-enquête.
Magazine de faits divers, d'A. Hoang.
Cinq reportages sur la femme la plus forte du monde, une personne licenciée, un instituteur accusé de « tendresse »...
23 h 20 Journal.

A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 *Émissions régionales.*
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h Tennis à Wimbledon.
18 h Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Libre expression : Assemblée nationale et C.G.C.
20 h Journal.
20 h 35 Résistances.
Magazine des Droits de l'Homme de M. Thoulouze
La justice laxiste ; la paix maintenant ; Polisario : dix ans de guerre ; les Refuzniks... Avec Jacobo Timerman.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Spécial vampire, Screamin Jay Hawkins, mode-rock...
23 h 10 Journal.

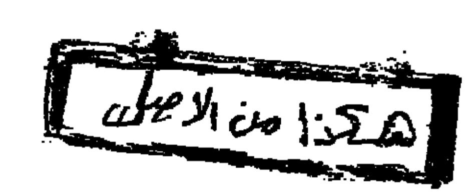
FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Club du vieux manoir.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Bucky et Pépito.
20 h Les jeux.
20 h 35 Ciné-passion.
De M.-C. Barrault.
20 h 40 Film : Mes chers amis, de Pietro Germi.
22 h 25 Journal.
22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Robert Delpire, par un fonctionnaire.
23 h Prélude à la nuit.
« Kolmétérion », de M. Bleuse, par les solistes de Marseille sous la direction de D. Erlih.



PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Dallas ; 21 h, A vous de choisir : *Un Cerveau d'un milliard de dollars,* film de Ken Russel ou *Pas de lauriers pour les tueurs,* film de Marc Robson.
- T.M.C., 19 h 35, Série : Klondike ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 20 h 45, *Poussière d'étoiles,* film d'A. Sordi ; 22 h 15, Eurosports.
- R.T.B., 20 h 10, *Les Zozos,* film français de P. Thomas ; 21 h 55, vingtième festival international de la chanson française de Spa.
- T.S.R., 20 h, Chips ; 20 h 50, *Le Bal des vampires,* fim de R. Polanski ; 22 h 50, Du Fond des âges : la religion shintoïste.



L'œil

Rêves en patins à roulettes

« LA télévision de chambre », c'est le titre d'une nouvelle série de dix fictions produite par l'Institut national de la communication audiovisuelle, qui invite des *réalisateurs de télévision et de cinéma à réaliser* pour le petit écran des *téléfilms* de cinquante à soixante minutes. On y trouve les noms de Chantal Akerman, d'André Téchiné, de Benoît Jacquot ou de Pascal Kané. L'ambition affichée par son organisateur Jean Collet est de susciter l'imaginaire, de suggérer plutôt que de montrer. Une seule contrainte : un lieu unique, extérieur ou intérieur, *un espace ouvert ou clos. Le premier film de cette série, A toute allure,* présenté au Festival de Cannes 1982 dans « Un certain regard », est signé Robert Kramer, le metteur en scène américain de *Milestone*, de *Edge*.

Un univers de chrome, de vitres fumées ou de néons criards, dans lequel vit un groupe d'adolescents comme *ceux que* l'on *peut rencontrer* au Forum des Halles ou à la Défense. Parmi ce petit monde désabusé, habillé dernier look, Nellie et Serge. *Que font-ils ? Ils passent le* temps, passent d'un étage à un autre, circulant en patins, fréquentent leurs « potes », troquent leurs « sapes » et rencontrent un reporter en mal de « coup » qui leur fait miroiter les plaisirs d'un grand périple à *Chicago. Nellie et Serge* sont à l'image *d'une* jeunesse prise entre le chômage, la tentation de la marginalité et le rêve d'une gloire que leur apporteraient leurs patins à roulettes.

L'histoire semble avoir commencé il y a très longtemps et se poursuivre encore. Elle ne renferme aucun message sociologique et encore *moins philosophique, elle poursuit la rêvasserie* de deux adolescents en mal d'amour et de voyage. Il reste le cinéma à l'état brut, dépouillé des artifices des décors.

Des personnages plaqués sur fond bleu, orange, pris en flagrant délit de vie immédiate, filmés des hauteurs d'un escalator, ou tout au fond *d'un patio circulaire.* Des images, *une profusion* d'images qui, collées bout à bout, arrivent à capter des fragments de réalité.

Comme dans *Naissance*, diffusé sur Antenne 2 en 1982, Robert Kramer joue sur une esthétique tout en surface (elle donne aux spectateurs une représentation de l'objet filmé par son dehors ou son enveloppe), *nous* livre les *gestes*, les regards furtifs, un langage contemporain, tout un ensemble de comportements instinctifs qui échappent à notre conscience. *C'est* un art *subtil, parfois proche* du spot publicitaire, qui tranche nettement avec les téléfilms courants, mais qui peut paraître un peu futile.

MARC GIANNÉSINI.

★ A TOUTE ALLURE, TF 1, vendredi 24 juin, 21 h 40 (60 minutes environ).

Reportage

P.P.D.A. et ses justiciers

PAS de doute, la nouvelle émission de défense du consommateur fait fureur. Les chiffres en *témoignent. Diffusé dans une tranche* horaire difficile, le samedi à midi, « A nous deux » a déjà reccueilli 12 % d'écoute, soit quatre millions de téléspectateurs.

Proposé *par* Michel Thoulouze et réalisé par Nino Monti, il puise sa matière dans son public. Un abondant courrier — pas moins de 20 000 lettres *par mois* — nourrit en sujets l'émission. Aujourd'hui, comme samedi prochain, on parlera des lenteurs de l'administration, de ses ridicules. On énumérera *les abus, les petites escroqueries et les* grandes, mais aussi les querelles de voisins de palier. En deux mots, l'équipe d'« A nous deux » donnera les moyens d'éviter les pièges, la tactique à suivre pour obtenir gain de cause et pour rendre à *César ce qui lui appartient. Moral, un* brin justicier, le projet est généreux, très habilement réalisé.

« *A nous deux* » se fait à sept ; autour de Patrick Poivre d'Arvor (le célèbre P.P.D.A.), six présentateurs balancent entre le journalisme et la comédie. L'information est mise en scène, sous nos yeux, et bientôt toutes ces tracasseries quotidiennes — cette facture excessive, cette quittance abusive, ce remboursement impayé — se dissipent. On se surprend à rire. Chaque récit et chaque épilogue sont *généreusement applaudis, comme au cirque.* Mais au fait, de qui rit-on ? La dernière séquence, intitulée « Opinions sur rue », déchaîne l'euphorie et apporte la réponse : qu'il est bête, inculte, stupide, ce pauvre consommateur !

VÉRONIQUE SORIANO.

★ A NOUS DEUX, A2, chaque samedi, 12 h (45 minutes).

VENDREDI 24 JUIN

TF 1

11 h 35 **Vision plus.**
12 h **H.F. 12 (info).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Portes ouvertes.**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Les uns pour les autres.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Cocoboy.**
Émission de S. Collaro et M.-F. Brière.
Rires obligés avec G. Montagné, Ph. Bruneau et les girls.
21 h 40 **Télévision de chambre : A toute allure**, de R. Kramer, prod. par l'I.N.A., avec L. Duthilleul, B. Ballet...
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 50 **Histoires naturelles : La chasse à l'arc.**
Émission d'E. Lalou, I. Barrère et J.-P. Fleury.
23 h 20 **Journal et cinq jours en Bourse.**

« Évidemment, je souhaiterais que l'émission (droit de réponse) soit plus ordonnée, mais outre que je préfère les jardins à l'anglaise, je ne sais comment on pourrait trouver des allées dans une forêt vierge. »
(Michel Polac. *Télérama*, 28 avril 82.)

A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Série : Les amours des années folles.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h **Tennis à Wimbledon.**
18 h **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : *Des chiffres et des lettres.***
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : *Par ordre du roy.***
De P. Dumayet, réal. M. Mitrani. Avec C. Jean, P. Clementi, J.-P. Darras...
Des aventures tragiques d'une marquise dépouillée et sauvagement dépecée par deux scélérats : une chronique de la vie au XVIII[e] siècle.
21 h 40 **Apostrophes.**
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Le cœur dans tous ses états », sont invités : C. Audry (la Statue), *M. Binchy* (C'était pourtant l'été), *G. Dureau* Chirurgie à cœur ouvert), *M. Schneider* (Mère Merveille) *et J. d'Ormesson (pour* Senso, *de C. Boito).*
22 h 55 **Journal.**
23 h 5 **Ciné-club** (cycle les années 70) : **Extérieur nuit**, de Jacques Bral.

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Vacances pour tous !
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Bucky et Pépito.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **Vendredi : Grand public.**
Magazine d'information de A. Campana.
En direct de l'hôpital de Saint-Nazaire, un tour d'horizon de l'actualité : un reportage sur le salon d'armement de Satory, le point de vue des malades et du personnel soignant sur les grèves qui ont secoué le monde hospitalier. Avec le chanteur Pierre Perret et un invité surprise.
22 h 10 **Journal.**
22 h 33 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Robert Delpire par un réalisateur.
22 h 35 **Prélude à la nuit.**
Festival de Castres : Bailecito, *de C. Guastavino, et* Prelude Tremolo, Copla, *d'E. Falu*, par *E. Falu, guitariste argentin.*



PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, *Dernier domicile connu*, film de J. Giovanni ; 21 h 40, Feuilleton : Dynastie ; 22 h 40, Bourse-Hebdo ; 23 h, la nuit de la Saint-Jean.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Schulmeister, l'espion de l'Empereur ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 20 h 45, *Détour*, film de P. Almond ; 22 h 15, Chrono.
- **R.T.B.**, 20 h 10, L'œil des autres ; 21 h 10, Théâtre : *Feu la mère de Madame*, pièce de Feydeau ; 21 h 45, Vingtième Festival intrenational de la chanson française de Spa.
- **T.S.R.**, 20 h, Variétés : Place du marché ; 20 h 50, Tibet : Le Mystère perdu ; 21 h 50, Juke Box Heroes.

SAMEDI 25 JUIN

TF 1

9 h 45 **Vision plus.**
10 h 15 **La maison de TF 1** (et à 13 h 35).
12 h **Bonjour, bon appétit.**
Magazine de la cuisine, avec M. Oliver.
12 h 30 **La séquence du spectateur.**
13 h **Journal.**
13 h 40 **Série : Los Angeles, années 30.**
16 h 10 **Série : Les Français du bout du monde.**
Un Français au Japon.
16 h 55 **Série : Les visiteurs.**
18 h **Trente millions d'amis.**
18 h 35 **Magazine auto-moto.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Dallas.**
21 h 35 **Droit de réponse.**
Emission de Michel Polac.
La revue de presse.
22 h 50 **Etoiles et toiles.**
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
Reprise du film Spartacus *de S. Kubrick ; une exclusivité : « Superman 3 », un entretien avec Ch. Reeves et R. Lester ; les westerns des années 50 et 60, entretien avec B. Boetticher ; un anti-héros avec la resortie du film « l'Extravagant Mister Ruggles » de L. Mc Carey.*
23 h 40 **Journal.**

A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
11 h 10 **Journal des sourds et des malentendants.**
11 h 30 **Platine 45.**
12 h **A nous deux.**
(Lire notre article ci-contre.)
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Série : Colorado.**
14 h 50 **Les jeux du stade.**
Tennis à Wimbledon.
18 h 15 **Les carnets de l'aventure.**
« Godavari », d'A. Troulet : la descente du fleuve Godavari en Inde.
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Champs-Élysées**
De Michel Drucker.
Autour de Marcel Amont.
21 h 50 **Téléfilm : la Puce et le privé.**
de R. Kay. Avec B. Cremer, C. Alric, C. Vanel... (deuxième partie).
Une jeune femme mythomane entreprend un détective de province soupçonnée de meurtre : Amour et suspense.
23 h 30 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 50 **Dessin animé : Bucky et Pepito.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Tous ensemble ou... à chacun son programme.**
● **La fête au coin du bois.**
Diffusé sur tout le réseau FR 3, sauf en Lorraine et Champagne-Ardennes où sont programmées des variétés en langue dialectale.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Video à la chaîne.**
(Lire notre article page VII.)
22 h 48 **Une minute pour une image**, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Robert Delpire, par Etienne Lalou.
22 h 50 **Musi-Club.**
Présentation des épreuves de mélodies avec piano des huit chanteurs finalistes sélectionnés par les télévisions du Canada, de Belgique et de France.

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, Série : Police Story ; 21 h, Variétés : Si on chantait ; 22 h, *Leonore*, film de Juan Bunuel.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Les Folies Offenbach ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 20 h 45, *Opération fric*, film de *M. Lupo* ; 22 h 15, Chanson toujours.
- **R.T.B.**, 20 h, Le jardin extraordinaire : Pantanol ; 20 h 30, Soirée du vingtième anniversaire du festival intrenational de la chanson française, Spa 1983 (avec R. Charlebois).
- **T.S.R.**, 20 h, La *Chasse aux trésors* ; 21 h 10, Si on chantait... ; 22 h 15, Sport ; 22 h 45, *Fantomas : l'échafaud magique*, film de B. Revon.

DIMANCHE 26 JUIN

TF 1

9 h **Emission islamique.**
9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 20 **La source de vie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur : Jean-Paul II en Pologne.**
11 h **Messe.**
Célébrée avec la paroisse Saint-Eusèbe d'Auxerre (Yonne), prédicateur : Père M. Hubaut.
12 h **Télé-foot.**
12 h 15 **Les animaux du monde.**
En direct de la Camargue, au pays des flamants roses (et à 12 h 45, 14 h 20 et 18 h).
13 h **Journal.**
13 h 25 **Série : Starsky et Hutch.**
14 h 30 **Sports dimanche** (et à 16 h 10).
15 h 40 **Série : Arnold et Willy.**
17 h **Racontez-moi une histoire.**
18 h 30 **Jeu : J'ai un secret.**
19 h **Le magazine de la semaine : Sept sur sept.**
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Film : les Naufragés du 747**, de J. Jameson.
22 h 35 **Bravos.**
Magazine du spectacle de J. Artur et C. Garbisu.
23 h 20 **Journal.**

C'est incroyable mais vrai
CLAP

A 2

10 h **Gym tonic.** (Et à 10 h 45.)
10 h 30 **Magazine du cheval.**
11 h 15 ***Dimanche Martin.***
Entrez les artistes.
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Dimanche Martin** (suite).
Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : Simon et Simon ; 15 h 20, L'école des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
17 h 05 **Série : Le chef de famille.**
18 h 10 **Dimanche magazine.**
19 h 5 **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Jeu : La chasse aux trésors en Colombie.**
21 h 40 **Document : Antonio Saura.**
De J.M. Berzosa.
L'itinéraire esthétique d'un grand peintre espagnol contemporain par un réalisateur talentueux.
22 h 40 **Concert magazine.**
(En liaison avec France-Musique).
L'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, interprète des œuvres de Debussy et Prokofiev.
23 h 25 **Journal.**

FR 3

10 h **Images de...**
10 h 30 **Mosaïque.**
Retransmission du gala organisé par le collectif des associations étrangères de Reims dans le cadre du Festival de l'Immigration.
17 h 45 **Pour les jeunes.**
18 h 45 **L'écho des bananes.**
Renaud, Saga, G.S. Heron, M. Jackson.
19 h 40 **R.F.O. hebdo.**
20 h **Série : Merci Bernard.**
D'un banco sur la pilule à l'abonnement « steak », les cadeaux du magazine le plus cocasse.
20 h 35 **Boîte aux lettres.**
Magazine littéraire de J. Garcin.
« Des livres pour vos vacances », avec Jean Perry. Reportages et chroniques habituelles.
21 h 35 **Aspects du court métrage français.**
Le Voyage de Pablo, de J. Serres ; *la Grâce*, de Y.-N. François.
22 h 10 **Journal.**
22 h 30 **Cinéma de minuit : Vanina Vanini** de Roberto Rossellini.
0 h 08 **Une minute pour une image**, d'Agnès Varda.
0 h 10 **Prélude à la nuit.**
« Deuxième suite du marathon pour piano » de L. Petitgérard, interprété par le compositeur.

« On dira ce qu'on voudra de mon émission, qu'elle est brouillonne, énervante, insaisissable, mais moi, j'affirme que chaque numéro compte cinq minutes d'insolite, d'original qu'on ne trouve pas ailleurs. »
(Michel Polac. *Télérama*, 28 avril 1982.)

PÉRIPHÉRIE

- **R.T.L.**, 20 h, Feuilleton : Racines ; 21 h, *Un Homme qui me plait*, film de Claude Lelouch ; 22 h 55, Documentaire : Nobile, naufragé des glaces.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *The Royal Romance of Charles and Diana*, film de P. Levin ; 22 h 10, The Good Life ; 22 h 40, Série : Solo ; 23 h 10, Soap.
- **R.T.B.**, 20 h, Variétés : Si on chantait ; 21 h 5, Claudine à Paris (téléfilm).
- **T.S.R.**, 19 h 55, Colombo : 21 h 5, Tibet : la chute du « rideau de bambou » ; 22 h 5, Naissance d'un opéra.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 20 JUIN

7 h 2, **Matinales** : L'architecture méditerranéenne : unité et pluralité ; nouvelles du tiers-monde ; jeux électroniques.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : la charrette fantastique ; à 8 h 32, Charles Du Bos : un inconnu célèbre.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Les lundis de l'histoire** : A propos de « l'Abîme », de J.-B. Duroselle.
10 h 45, **Le texte et la marge** : « L'amateur d'absolu », de Louis-Antoine Prat.
11 h 2, **Editions musicales** (et à 13 h 30).
12 h 5 **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Les trois vies de Babe Ozouf », de D. Decoin.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires ; à 15 h 20, laboratoires ; à 16 h, œuvres-clés, clés du temps ; à 17 h, raisons d'être.
17 h 32, **Instantané.**
18 h 30, **Feuilleton** : Le grand livre des aventures de Bretagne, ou le livre de Maître Blaise.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Présence des arts** : à la recherche de Henri Manguin.
20 h, « **Photomaton** », de J. Clamour, avec T. Chelton, W. Coryn, G. Laurent...
21 h, **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : Mythologies lunaires.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MARDI 21 JUIN

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : la charrette fantastique ; à 8 h 32, Charles Du Bos, un inconnu célèbre ; à 8 h 50, les demeures de l'aube.
9 h 7, **La matinée des autres** : la foi Baha'ie, avec C. Hakim, sociologue : la violence au Mexique, avec V. Flanet, ethnologue.
10 h 45, **Etranger, mon ami** : « la Guerre de la fin du monde », de M. Vargas-Llosa.
11 h 2, **Journée « Faites » de la musique** (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « le veilleur de jour », de P. Thévenon.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : itinéraires ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Sciences** : désordre et ordre, avec P. Watzlawicz (redif.).
20 h, **Dialogues franco-portugais** : y a-t-il des mythes littéraires nationaux ? Avec Y.Centeno et P.-G. Sansonetti.
21 h 15, **Micro musical.**
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MERCREDI 22 JUIN

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : la charrette fantastique ; à 8 h 32, Charles Du Bos, un inconnu célèbre.
8 h 50, **Échec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, **Le livre, ouverture sur la vie** : « Tu vaux mieux que mon frère », avec J.P. Nozière.
11 h 2, **La musique prend la parole** : Brahms.
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Musique** : les gitans de Paris (et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « la Gifleuse » et « le Valet de peur » de P. Reumaux.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : les jeunes réinventent-ils le couple aujourd'hui ?
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : Itinéraires ; à 15 h 35, la nature ; à 16 h, Science ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, **Feuilleton** : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche** : Allô, l'humanité, ici les extra-terrestres, avec J. Heidmann.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

JEUDI 23 JUIN

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : la charrette fantastique ; à 8 h 32 : Charles du Bos, un inconnu célèbre ; à 8 h 50 : Les demeures de l'aube.
9 h 7, **Matinée de la littérature.**
10 h 45 **Questions en zig-zag...** à D. Goiten-Galparin, pour « Visage de mon peuple ».
11 h 2, **Musique** : les gitans de Paris et l'héritage de Django Reinhardt (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « le médecin de Sumatra », de A. Sernin.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Itinéraires ; à 15 h 20, Histoire de temps ; à 16 h, les trente ans du livre de poche ; à 17 h, French is beautiful.
18 h 30, **Feuilleton** : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine** : la recherche chirurgicale aujourd'hui.
20 h, « **Frère de notre Dieu** », de K. Wojtyla, texte français de Z. Bobowicz et J. Offredo.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

VENDREDI 24 JUIN

7 h 2 **Matinales** : voir lundi.
8 h **Les chemins de la connaissance** : La charrette fantastique ; à 8 h 32, Charles du Bos, un inconnu célèbre.
8 h 50 **Echec au hasard.**
9 h 7 **Matinée des arts du spectacle.**
10 h 45 **Le texte et la marge** : « Mère Merveille », de Marcel Schneider.
11 h 2 **Musique** : Hans-Heinz Stückenschmidt (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5 **Agora.**
12 h 45 **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « l'Été anglais », de D. Tillinac.
14 h 45 **Les après-midi de France-Culture** : Les inconnus de l'histoire (le frère Guérin, l'éminence grise de Philippe-Auguste).
18 h 30 **Feuilleton** : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h **Actualités magazine.**
19 h 30 **Les grandes avenues de la science moderne** : La vie dans l'univers.
20 h **Émission médicale** (en liaison avec l'émission de TF 1 diffusée le 13 juin) : La médecine catastrophe.
21 h 30 **Black and blue** : Forts en thème.
22 h 30 **Nuits magnétiques.**

SAMEDI 25 JUIN

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Regards sur la science.
8 h 30, **Comprendre aujourd'hui pour vivre demain.**
9 h 7, **Matinée du monde contemporain.**
10 h 45, **Démarches avec...** Frédéric Mitterrand pour Lettres d'amour en Somalie.
11 h 2, **Musique** : **Hans Heinz Stückenschmidt.** (Et à 14 h 5).
12 h 5, **Le pont des arts.**
14 h, **Sons** à Grenade.
16 h 20, **Recherches et pensée contemporaine** : les médecines dites douces.
18 h, **Frères musulmans, coptes, maronites.**
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La radio belge** présente : quand la poésie mène à la physique.
20 h, « **L'Apothicaire** », de C. Goldoni. Avec M. Epin, D. Lebrun, F. Périer, D. Labourier.
22 h, **Ad lib.**
22 h 5, **La fugue du samedi.**

DIMANCHE 26 JUIN

7 h 9, **La fenêtre ouverte.**
7 h 15, **Horizon**, magazine religieux.
7 h 40, **Chasseurs de son.**
8 h, **Orthodoxie.**
8 h 30, **Protestantisme.**
9 h 10, **Ecoute Israël.**
9 h 40, **Divers aspects de la pensée contemporaine** : l'Union rationaliste.
10 h, **Messe**, à Saint-Etienne-du-Mont, à Paris.
11 h, **Musique** : Hans Heinz Stückenschmidt (et à 12 h 45).
12 h 5, **Allegro.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **La Comédie-Française présente** : *Rodogune*, de Corneille. Avec C. Winter, F. Chaumette, B. Dautun...
16 h 5, **Musique** : Junge Deutsche Philharmonie (et à 23 h).
17 h 30, **Rencontre avec...** le professeur P. Milliez.
18 h 30, **Ma non troppo.**
19 h 10, **Le cinéma des cinéastes.**
20 h, **Albatros** : Conversation avec David Antin.
20 h 40, **Atelier de création radiophonique : 1984... Dallas.**

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 20 JUIN

6 h 2, **Musique légère de Radio-France.**
6 h 30, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : œuvres de Ibert, Saint-Saëns.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : « 5e Symphonie » de Tchaïkovski.
9 h 5, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Sainte-Colombe, Liszt, Berlioz.
12 h, **La table d'écoute.**
12 h 35, **Jazz : Lee Collins.**
13 h, **Opérette.**
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvre de Guami, Mavrer, Lang, Locke, par l'ensemble de cuivres Da Camera.
14 h 4, **Musique légère.**
14 h 30, **Musiciens à l'œuvre** : l'école de Darmstadt ; œuvres de Schoenberg, Bartok, Webern, Berg.
17 h 5, **Les intégrales** : des œuvres de Mendelssohn.
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du studio 106) : chants et musiques traditionnelles des peuples méditerranéens, P. Aledo et son ensemble.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** (en direct du Grand Auditorium) : Sonate pour violoncelle et piano nº 2, Sonate pour violon et piano nº 2, Trio pour piano, violon et violoncelle de Brahms, sol. B. Engerer, piano, D. Sitkovetsky, violon, D. Geringas, violoncelle.
22 h 30, **Fréquence de nuit** : Portrait de Oum Kalsoum.

MARDI 21 JUIN

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : œuvres de Weber, Mahler par le Nouvel Orchestre philharmonique.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : « Harold en Italie », de Berlioz.
9 h 5, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Thomkins, Liszt, Moussorgsky...
12 h, **Archives lyriques** : œuvres de Wagner, Beethoven, Flotow, Verdi.
12 h 35, **Jazz,** : Lee Collins.
13 h, **Les nouvelles muses en dialogue.**
14 h, **Chasseurs de son stéréo.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Musiciens à l'œuvre,** *l'école de Darmstadt.*
17 h 5, **Les intégrales de Mendelssohn.**
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du studio 106) : « Turbulences » de Tamba, créations de Nodaira, Bousch, Miereanu, par l'Ensemble d'instruments électroniques de l'Itinéraire.
19 h 35, **L'imprévu.**
22 h 35, **Fréquence de nuit** : portrait de Billie Holiday ; 23 h 35, Jazz-Club.

MERCREDI 22 JUIN

6 h 2, **Pittoresques et légères.**
6 h 30, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : œuvre de Kreutzer.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : œuvres de Beethoven, avec R. Ruchbinder au piano.
9 h 5, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Monteverdi, Gluck, Mehul...
12 h, **Avis de recherche.**
12 h 35, **Jazz : Lee Collins.**
13 h, **Opérette.**
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Mahler, Strauss, sol. A. de Frodeville, contralto.
14 h 4, **Microcosmos.**
15 h 10, Le piano autrement.
17 h 5, **L'histoire de la musique.**
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du studio 106) : œuvre de Mendelssohn, Gershwin.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** : « Bouchara », de Vivier, « Point d'or », de Jonas, Cantate de Cohen, par l'ensemble 2E2M.
21 h 35, **Concert** : « l'Oiseau de feu » de Stravinski par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
22 h 30, **Fréquence de nuit** : portrait de Maria Callas.

JEUDI 23 JUIN

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : Brahms.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : deuxième concerto de Bartok.
9 h 5, **L'oreille en colimaçon.**
9 h 20, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Marini, Carissimi, Bach.
12 h, **Le royaume de la musique.**
12 h 35, **Jazz** : Lee Collins.
13 h, **Concours international de guitare.**
13 h 30, **Poissons d'or.**
14 h 4, **Musique légère.**
14 h 30, **Musiciens à l'œuvre** (voir lundi) : œuvres de Henze, Boulez, Nono, Stockhausen.
17 h 5, **Les intégrales** : des œuvres de Mendelssohn.
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-Concert** le trio de Marius Cultier.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 30, **Concert** : Symphonie nº 2 de Gustav Mahler par l'Orchestre national de France, dir. S. Ozawa, sol. J. Norman, S. Armstrong.
22 h 30, **Fréquence de nuit** : Lotte Lenya, Zarah Leander.

VENDREDI 24 JUIN

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 5, **Concert** : Mozart, Weber.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 10, **Concert** : « Neuvième symphonie de Schubert ».
9 h 5, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Rameau, Gossec...
12 h, **Actualité lyrique.**
12 h 35, **Jazz s'il vous plaît.**
13 h, **Avis de recherche.**
13 h 30, **Jeunes solistes** : œuvres de Liszt, Debussy, Rachmaninov ; sol. F. Boffard, piano.
14 h, **Equivalences.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Musiciens à l'œuvre.**
17 h 5, **Les intégrales de Mendelssohn.**
18 h, **Jazz.**
18 h 30, **Studio-concert** (en direct du Studio 106) : œuvres de Caccini Frescobaldi, avec M. Figueras, soprano, H. Smith, luth.
19 h 35, **L'imprévu.**
20 h 20, **Concert** : Lieder de Webern, Kantate de Schnebel, Danses allemandes de Schubert, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk ; dir. D. Russel-Davies, sol. C. de Fotis, soprano.
22 h 15 **Fréquence de nuit** : I. Seefried et E. Schwarzkopf ; œuvres de Schumann, Schubert, Mozart, Monteverdi, R. Strauss.

SAMEDI 25 JUIN

6 h 2, **Samedi matin** : œuvres de Glinka, Alkan, Pergolèse, R. Strauss.
8 h 5, **Avis de recherche.**
9 h, **Carnet de notes.**
11 h 5, **La tribune des critiques de disques** : œuvres de Debussy.
13 h 35, **Importation.**
15 h, **L'arbre à chansons.**
16 h 30, **Studio-Concert** œuvres de D. Denis, Marcland, Bancquart, Scelsi, Cosma, par le Groupe vocal de France.
18 h, **Les jeux du sonore et du musical.**
19 h 5, **Les pêcheurs de perles** : œuvres de Wagner, Haydn, Bartok, Ravel, par l'Orchestre de la N.B.C. dirigé par Guido Cantelli en 1952 et 1954.
20 h 30, **Concert** : *Obéron*, opéra de Weber, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. U. Mund et J. Jouineau, sol. M. Barscha, R. Engert, W. Horn, M.A. Nicolas.
23 h 15, **La nuit sur France-Musique** : le Club des archives.

DIMANCHE 26 JUIN

6 h 2, **Concert promenade** : œuvres de Schmidt, Sinding, Chabrier...
8 h 2, **Cantate** : de Bach.
9 h 10, **Les matinées de l'orchestre... en Angleterre** : Sir Thomas Beecham et les classiques : œuvres de Haydn, Beethoven, Brahms.
11 h, **Concert** : Octuor en fa majeur de Schubert, par l'Octuor de la Philharmonie de Berlin.
12 h 5, **Magazine international.**
14 h 4, **Hors commerce** : œuvres de Kœchlin, Caplet ; à 16 h, références : œuvres de Debussy, Ravel.
17 h, **Comment l'entendez-vous ?** Œuvres de Gesualdo, Berlioz, R. Strauss, Amy.
19 h, **Jazz vivant** : concert donné le 8 juin, salle 104, par le Steckar Tubapack et Martial Solal.
20 h, **Les chants de la terre.**
20 h 30, **Concert** : *Faust*, ouverture, de Wagner ; Concerto pour piano et orchestre de Mozart ; Symphonie nº 6, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. C. Abbado, sol. R. Serkin, piano.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées, le 23 janvier 1982), en simultané avec Antenne 2 : Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy ; Concerto pour violon et orchestre, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. S. Accardo, violon ; 23 h 15, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de F. Xénakis.

Radio-France internationale

Pour les touristes étrangers en France !

Pendant toute la durée de l'été, des journalistes de RF 1 présentent chaque jour sur FR 3 un petit bulletin d'information pour les touristes étrangers : les lundi, mercredi et vendredi en anglais ; les mardi, jeudi et samedi en allemand (19 h 10).

● **Emissions en langue française destinées à l'Afrique et à l'océan Indien en ondes courtes, bande des 49 mètres (6175 KHz).**

Le magazine « Carrefour » traite, le mercredi 21 juin à 14 h 15, de la visite de M. François Mitterrand au Cameroun (reportage sur place) ; le vendredi 24 juin de la situation en Italie à la veille des élections générales (en duplex avec Rome).

Le magazine « Priorité santé » se consacre, le mercredi 21 juin à 20 h 15, aux tradithérapeutes du Burundi (nom officiel donné aux guérisseurs), aux médecins sans frontières et aux réfugiés.

Le « Club de la presse du tiers-monde » se fera le samedi 25 juin à 16 heures autour de M. Biya, président de la République unie du Cameroun (redif. le dimanche 26 à 19 heures).

L'émission « Canal tropical » propose tous les jours un programme de musiques africaines et des Caraïbes (à partir de 23 h 30).

● **Emissions vers l'Amérique latine en français, en espagnol et en brésilien, de 2 heures à 4 heures du matin en ondes courtes, bandes des 19, 25, 31 et 49 m.**

Le samedi 25 juin, le groupe cubain Irakere : entre le « son » (nom originaire de la salsa) et le jazz très caribéen, la grande musique afro-antillaise.

● **Emissions en langue anglaise, tous les jours de 18 heures à 19 heures, en ondes courtes, bande des 49 mètres (6175 KHz) et bande des 75 mètres (3965 KHz).**

Tous les jours, tour d'horizon de l'actualité africaine et française ; entre 6 heures et 7 heures du matin, deux bulletins d'information en langue anglaise : « Paris Calling the World ».

● **Emissions en langue allemande tous les jours de 19 heures à 20 heures en ondes courtes : 49 mètres (6010 et 6045 KHz) ; en ondes moyennes : 235 mètres (1278 KHz).**

Le mercredi 21 juin : La vie économique et sociale en France.

Le vendredi 24 juin : Aix-en-Provence, la bien-aimée des étrangers.

A écouter

F.M. plus micro ordinateur

Une surprise attend les auditeurs de France-Culture, le mardi 21 juin ! Entre 21 h 15 et 22 h 30, à cinq reprises, une musique inhabituelle résonnera pendant six minutes. Ni « rituelle » ni « contemporaine » cela ressemblerait plutôt à un air de flûte bégayant. Seuls des micro-ordinateurs y entendront quelque chose. Quoi ?

L'idée du producteur Francis Rousseau n'est pas vraiment une première. D'autres radios, en France et à l'étranger, ont déjà eu cette idée d'émettre sous forme d'impulsions sonores des logiciels (programmes informatiques) à l'antenne. Enregistrés sur un magnétophone, ils deviennent ensuite utilisables par un ordinateur, à condition, bien sûr, d'en avoir un à domicile.

Tout en écoutant *la Symphonie fantastique*, l'auditeur équipé de son micro ordinateur pourra en savoir plus sur la vie de Berlioz, sur ses méthodes de composition ou sur son œuvre en faisant apparaître les informations sur son écran. De même pour les cours d'interprétation d'Elisabeth Schwarzkopf, pour Jeanne Moreau, etc. Une première expérience qui s'adressera aux détenteurs du TO 7 de Thomson, de l'Apple II ou du Texas 99/4A. Francis Rousseau espère intéresser quelque soixante mille amateurs ; il renouvellera en cas de succès l'exercice en l'étendant par exemple à des cours de musique « assistés par ordinateur ».

E. R.

★ Le mardi 21 juin, France-Culture, de 21 h 15 à 22 h 30.

La grande fête de la musique

En dehors de cette étrange émission qui permettra à quelques heureux privilégiés d'en connaître un peu plus que les autres sur la *Symphonie fantastique* de Berlioz ou sur une fête traditionnelle béarnaise, la grande journée « Fête de la musique » sera suivie par France-Culture comme par France Musique.

France-Culture mettra son nez (ou plutôt son micro) à Dieppe où Jacques Petit a réalisé une création pour trio à cordes, chœurs et feu d'artifice, avec la participation des élèves de l'école municipale ; à la Sainte Chapelle haute, où Georges Zeisel a réuni une palette de grands solistes ; on pourra écouter un concert de baisers impulsé par Nicolas Frize, des enfants qui ont fabriqué leurs instruments de musique...

Avec France-Musique vous pourrez vous produire en public comme soliste d'une grande formation. L'Orchestre national de France a enregistré des accompagnements de concertos connus et d'interprétation relativement aisée, qui seront à nouveau diffusés le 21 juin. Vous n'aurez plus qu'à trouver les équipements (amplificateur, tuner, enceintes acoustiques) — qui seront installés sur des places, dans des kiosques, dans plusieurs villes — et à vous produire ! France-Culture retransmettra en direct quelques-uns de ces concerts.

C. H.

★ « Fête de la musique », mardi 21 juin, à 11 h, 13 h 30, 17 h 30 et de 21 h 15 à 22 h. 30 sur France-Culture ; à partir de 19 h 10 sur France-Musique.

Radios locales

● **« Téléphone maison ».** Les jeunes auditeurs de Montmorency pourront suivre de jour en jour les aventures du « Gang des cagoules » de Georges Layton, entendre des chansons pour enfants, des jeux et des informations sur l'actualité des spectacles pour jeunes (du lundi au vendredi, de 19 h à 19 h 30, sur **Radio Forum Média 95, 95,4 MHz, Montmorency, Val-d'Oise**).

● **« A cœur ou à raison ».** C'est aussi une émission de petites histoires pour grands enfants, écrites et réalisées par Olga Forest, où l'humour, l'étrange et la tendresse font bon ménage. (Tous les mardis de 11 h à 21 h sur **Radio 92, 92,8 MHz, Nanterre, Hauts-de-Seine**).

● **La France en musique.** On ne peut penser qu'elles ne seront que deux radios locales à participer activement à la Fête nationale de la musique le 21 juin ! (**Fréquence Gaie, 90 MHz (97,20), Paris,** émettra en direct de la salle Gaveau de 10 h 24 h ; et **Radio Seine-et-Marne,** Radio France, 95,1 ou 90 MHz, Melun, mettra ses micros à la disposition de ses auditeurs musiciens).

● **« L'ordinateur dit : je vous écoute ».** Une émission qui avait déjà eu beaucoup de succès l'an dernier et obtenu le prix du Festival de la F.M. Les animateurs de la radio parisienne « Ici et Maintenant » mettront en contact les Rochelais et l'ordinateur Elisa (le 24 juin de 21 h 30 à 23 h sur **Radio La Rochelle, 92 MHZ**, La Rochelle, Charente-Maritime).

● **Après un an de silence,** Radio Horizon réoccupe la bande F. M. de 12 h à 24 h du lundi au vendredi et de 7 h à 24 h le week-end. Une première exception à ces horaires le 26 juin : une émission spéciale « Nuit du cinéma » pour fêter la Saint-Jean, avec de nombreux invités, des jeux, des surprises et toute l'histoire du cinéma en musique, de 0 h à 7 h du matin (**Radio Horizon, 102 Mhz, Quincy-sous-Sénart, Essonne**).

Stations nationales

Si vous aimez la musique, la fête, la fête de la musique et la musique de la fête, alors, vous dormirez bien peu le 21 juin. Les radios nationales s'apprêtent, elles aussi, à déployer leurs troupes à tous les points chauds de la fête.

R.M.C.

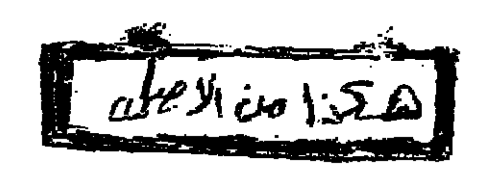
En vedette : les amateurs. Mais, attention, pas n'importe lesquels. Ministres, sportifs, écrivains, comédiens... ils se mobilisent tous, ce fameux soir de juin, pour donner l'aubade aux auditeurs. Aux fins limiers de se surpasser, et d'appeler la station, une fois deviné le nom de l'interprète. Des amateurs offriront au public, à Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse ou Montpellier, la musique qu'ils aiment : rock, jazz, classique... (19 h 15 - 22 h). Un grand orchestre, dans le studio de Monaco, animera le reste de la soirée et clôturera la fête.

R.T.L.

En vedette : les vedettes. Sur un podium géant, installé au bas des marches du Sacré-Cœur, une centaine d'artistes se relaient au micro de Max Meynier et de Guy Béart, promu Monsieur Loyal de la soirée : Laurent Voulzy, Daniel Guichard, Jaïro... et aussi l'orchestre d'Eddy Barclay (!), le Bide Band Blues (constitué par des journalistes présents en permanence sur le podium), et le Big Band Bayard Orchestre (spécialité maison de R.T.L.) : le petit monde des médias n'adore-t-il pas se mettre en scène ? Une pyromélodie (feu d'artifice musical) couronnera la fête (de 20 h 30 à minuit).

FRANCE-INTER

En vedette : Higelin et son camion itinérant, qui, de 19 h à minuit, se baladeront aux quatre coins de la capitale. Les régions ne seront pas en reste, et les petites cousines de province (Radio Bretagne-Ouest, Radio Puy-de-Dôme, Radio Mayenne...) interviendront régulièrement à l'antenne.



AUDIOVISUEL

Un questionnaire pour nos lecteurs :

Inventez vos programmes T.V.

M.M.I (*Media Marketing International*) lance une grande enquête nationale, avec le concours du *Monde Dimanche* et l'aide de la presse quotidienne régionale, auprès du grand public afin de connaître ses désirs envers les programmes *télévisés* de *demain*. Cette enquête se déroule en trois phases s'appuyant sur des démarches différentes et complémentaires. La première phase consiste à faire appel directement au public, dans les colonnes mêmes des journaux. Les lecteurs seront ainsi amenés à *construire*, selon leurs aspirations personnelles, *leurs goûts, leur modes de vie*, une *grille de programme idéale* en répondant à un bref questionnaire et en remplissant une grille de programme télévisée vierge *(voir ci-dessous)*, à retourner au journal, qui transmettra les réponses reçues à M.M.I. afin qu'elles soient traitées et analysées informatiquement. La deuxième phase de l'enquête s'appuie sur les méthodes d'étude de motivations qui consistent à réunir, au cours d'une journée entière, un groupe de télespectateurs, qui, sous la conduite d'un spécialiste de l'animation de groupe, *accoucheront* des *motivations les plus profondes*, des *attentes idéales* envers les programmes télévisés. Afin de donner la parole à tous les publics, dix groupes de dix télespectateurs seront ainsi réunis, issus de tous les horizons, afin que chaque grande région de France, chaque catégorie socio-professionnelle, puisse s'exprimer de manière sensible. Enfin, la troisième phase de cette enquête sera constituée par une analyse *rétrospective* (sur une période longue) des émissions télévisées à partir des sources officielles d'étude d'audience.

Afin de nous aider au cours de cette enquête, pourriez-vous d'une part *vérifier* (avant de nous envoyer vos réponses) *que le questionnaire et la grille de programmes soient entièrement remplis et d'autre part nous* donner quelques précisions sur *vous-même*.

● SEXE (1)
féminin ☐
masculin ☐

● L'ACTIVITÉ QUE VOUS EXERCEZ *PERSONNELLEMENT* (1)
cadre supérieur, profession libérale ☐
cadre moyen ☐
employé ☐
ouvrier ☐
commerçant, petit patron ☐
femme au foyer ☐
étudiant ☐
retraité ☐
chômeur ☐

● AGE (1)
moins de 35 ans ☐
de 35 ans à 49 ans ☐
de 49 à 65 ans ☐
65 ans et plus ☐

Parmi les professions précédemment mentionnées, quelle est celle qui est exercée par le chef de votre famille :

....

Code postal ....

(1) Mettre une croix dans la case correspondante.

Retournez le questionnaire et la grille de programmes, avant le 4 juillet, au *Monde Dimanche* (enquête « Inventez vos programmes T.V. »), 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

I. – La télévision d'aujourd'hui et de demain

*A votre avis, parmi les besoins suivants, quels sont ceux que la **télévision d'aujourd'hui** remplit de manière* satisfaisante ? Pour chacun de ces besoins, **notez ce que vous pensez de la situation actuelle, et comment vous souhaiteriez personnellement** la voir *évoluer*.

Il vous suffit, pour répondre au questionnaire, de mettre une croix dans la case correspondante à ce que vous pensez.

BESOINS REMPLIS PAR LA TELEVISION	LA TELEVISION D'AUJOURD'HUI			LA TELEVISION DE DEMAIN		
	TROP	JUSTE ASSEZ	TROP PEU	PLUS	AUTANT	MOINS
1. UNE TELEVISION QUI *ETONNE* (*films, journaux, magazines, reportages*)						
2. UNE TELEVISION QUI FAIT *PARTICIPER* LE PUBLIC (magazines, jeux, émissions où on intervient)						
3. UNE TELEVISION QUI *DISTRAIT* (films, jeux, variétés, sports, feuilletons, dessins animés, séries).						
4. UNE TELEVISION QUI *ENRICHIT* L'ESPRIT (arts, sciences, certains jeux, émissions religieuses, films, débats).						
5. UNE TELEVISION QUI DONNE DES *INFORMATIONS PRATIQUES* (météo, bourse, publicité, petites annonces, bricolage).						
6. UNE TELEVISION QUI FAIT *REVER* (films, reportages, feuilletons légers, documentaires d'images, films érotiques).						
7. UNE TELEVISION QUI *INSTRUIT* (émissions éducatives, scientifiques, médicales).						
8. *UNE TELEVISION LOCALE QUI* PARLE DE *CHOSES* ET DE *GENS* QUE L'ON CONNAIT *PERSONNELLEMENT* (nouvelles locales, résultats sportifs, informations scolaires, foires et marchés, débats).						

II. – La grille de programmes idéale

Voici une grille de programmes vierge. Pour la remplir, il vous suffit de mettre une croix dans *toutes les cases*, selon les tranches horaires indiquées et *pour les trois jours*.

Dites-nous ce que vous, *personnellement*, souhaitez trouver à la télévision (selon vos besoins, vos aspirations et votre manière de vivre).

	BESOINS A REMPLIR PAR LA TÉLÉVISION	6 H 9 H	9 H 12 H	12 H 13 H	13 H 14 H	14 H 18 H	18 H 19 H	19 H 20 H	20 H 21 H	21 H 22 H	22 H 23 H	23 H 24 H	NUIT
UN JOUR DE LA SEMAINE	Une télévision qui étonne												
	Une télévision qui fait participer												
	Une télévision qui distrait												
	Une télévision qui enrichit l'esprit												
	Une télévision qui donne des informations pratiques												
	Une télévision qui fait rêver												
	Une télévision qui instruit												
	Une télévision locale												
SAMEDI	Une télévision qui étonne												
	Une télévision qui fait participer												
	Une télévision qui distrait												
	Une télévision qui enrichit l'esprit												
	Une télévision qui donne des informations pratiques												
	Une télévision qui fait rêver												
	Une télévision qui instruit												
	Une télévision locale												
DIMANCHE	Une télévision qui étonne												
	Une télévision qui fait participer												
	Une télévision qui distrait												
	Une télévision qui enrichit l'esprit												
	Une télévision qui donne des informations pratiques												
	Une télévision qui fait rêver												
	Une télévision qui instruit												
	Une télévision locale												

PRATIQUES

VIDÉO

La bataille du câble

Sous ce titre, la revue Correspondance municipale publie, en collaboration avec l'Institut national de la communication audiovisuelle, le compte rendu de « Télécâble 83 », la première convention des villes câblées, qui a eu lieu à Marne-la-Vallée en janvier dernier. On y trouve les exposés des principaux intervenants et un résumé des débats. Un ensemble de textes *précieux pour faire le point sur* l'évolution du cadre juridique de la télédistribution.

★ *Correspondance municipale* : 27, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris. Le numéro : 30 F.

Belmondo en V 2000

René Chateau vient de signer un accord avec *Philips pour éditer* l'ensemble de son catalogue en standard V 2000. *Les propriétaires* de magnétoscopes de ce standard auront donc enfin accès aux films de Jean-Paul Belmondo, d'Alain Delon, de Louis de Funès et de Bruce Lee, qui constituent l'essentiel du catalogue René Chateau. Un plaisir qui était jusqu'à présent réservé aux seuls propriétaires de V.H.S., puisque *René* Chateau a récemment décidé d'arrêter l'édition *de cassettes au standard Betamax.*

J.-F. L.

Nouvelles images à Bourges

La Maison de l'image de *Bourges organise, du 20 au* 24 juin, en collaboration avec *l'Ecole nationale des beaux-arts de* Bourges (ENBA) et l'INA, un stage de sensibilisation aux techniques des nouvelles images (vidéo et graphisme sur ordinateur). Conçu pour les élèves de l'ENBA, la session est également ouverte aux professionnels, qu'ils proviennent du monde de la publicité ou des secteurs de la communication audiovisuelle. Réalisé sous la direction de Louis *Mariani, Dominique Clayssen et* Philippe Ronce, ce module de sensibilisation devrait être suivi d'une initiation à la conception assistée par ordinateur C.A.O. (à Paris, au Centre d'informatique et de méthodologie en architecture : CIMA), *puis* d'une session sur les principes et les pratiques de l'animation en *trois dimensions* (à Londres, au département Computer Graphics de *la Middlesex Polytechnic*). Cette série devrait se répéter quatre fois par an. Cette première devrait bénéficier de la participation active de nombreuses personnalités qualifiées dans le domaine de l'image électronique, ainsi que des sociétés Thomson et Sogitec (les deux leaders français en « génération d'images ».

★ Prix 2 600 F. Renseignements C. Jegou : *Service culturel.* Mairie de Bourges, 18014 Bourges. Tél. 70-19-32, poste 324.

HI-FI

Laser et champagne

Filiale du groupe Philips, la firme Marantz n'est pas la dernière à se lancer dans la commercialisation des lecteurs à laser pour disque compact. Parmi les deux modèles proposés, le CD 73 représente l'appareil le plus évolué. D'une taille et d'un volume parfaitement coordonnés aux chaînes haute fidélité de la *marque*, cette platine laser se charge grâce à un tiroir qui *s'extrait en douceur de la face* avant. Les fonctions qui intéressent *directement le disque* (avance rapide, retour rapide, pause, lecture et changement de plage) sont situées sur le devant du tiroir : toutes les autres touches agissent sur la programmation et sont très logiquement alignées sous le tableau indicateur qui informe l'utilisateur sur le nombre et le numéro des séquences sélectionnées. L'affichage est visualisé par des *rampes* de diodes numérotées. D'une belle couleur champagne, la *GD 73 se singularise ainsi des gris* métallisés et autres noirs mats qui *endeuillent la quasi-totalité de la* production concurrente.

PH. P.

DISQUES

Classique

Suite de « Dardanus » de Rameau

En cette année anniversaire, John Gardiner hausse d'entrée la fête ramiste à des sommets qu'il sera bien difficile de surpasser, et notre compositeur, du même coup, trouve avec le chef anglais son interprète d'élection (ce que nous savions sans doute depuis les fastueuses *Boréades* aixoises de l'an passé).

Chef de théâtre aussi bien que musicien d'orchestre, Gardiner a l'intuition profonde de ces opéras et musiques de scène de l'âge baroque — Purcell pour les Anglais, Rameau pour les Français — qui associent à la courbe du chant l'urgence dynamique de la danse.

De ce point de vue, le Rameau de la Suite d'orchestre de *Dardanus* charge les figures chorégraphiques traditionnelles d'une vitalité incroyable, et aussi d'un éventail de sentiments qui entraînent l'auditeur bien au-delà du cadre anecdotique du ballet. Mouvante et imprévisible en diable, cette musique instrumentale est investie d'un pouvoir dramatique qui se suffit totalement à lui-même et devient une suite d'étonnants paysages expressifs ; à condition, bien sûr, d'être exaltée par une approche qui revienne à la pratique du dix-huitième siècle, affinant et affûtant tout à la fois les rythmes, et imposant un va-et-vient sonore irrésistible, avec la discontinuité de phrasés caractéristique des cordes baroques et cette présence des bois, des bassons surtout, qui conduisent toujours au secret du bonheur chez Jean-Philippe.

Disposant de l'ensemble virtuose des English Bach Soloists, Gardiner est donc ici un avocat exceptionnel, qui, tout en jouant à fond le jeu de la réalisation à l'ancienne, nous dit la rayonnante jeunesse de cette musique géniale et tient le pari d'une fièvre dévorante et de *tempi* haletants jusqu'au vertige (les *tambourins*, notamment, hallucinants de présence et de force). Ce disque « habité » nous fait oublier la vieille version (beaucoup moins complète) du Collegium Aureum et distribue à parts égales le faste, le grandiose et l'instant poétique, avec cette tension dans le plaisir, et cette inquiétude aussi, qui font de Rameau un vrai moderne, au concert comme à la scène.

Notons que *Dardanus* sera représenté pour l'Année Rameau au Puy les 22 et 23 août et à Clermont-Ferrand les 9 et 10 septembre ; bonnes occasions d'en vérifier la grandeur intacte (Erato, NUM 75040).

ROGER TELLART.

Haendel par Marilyn Horne

Il fut un temps où l'on avait, en quelque sorte, désappris à interpréter Haendel. Soit on l'alourdissait par des réorganisations massives et des *tempi* emphatiques, soit on en massacrait sans vergogne les vocalises, il est vrai assez terrifiantes, soit encore on le ramenait vers l'esthétique du bel canto romantique qui, si elle en est l'héritière, obéit à de tout autres *principes d'écriture. Affaire de techni*que donc, mais aussi de style.

Marilyn Horne a été l'une des pionnières du « retour » à Haendel. Sa technique transcendante lui a permis en effet de respecter scrupuleusement cette ornementation si particulière, à mi-chemin entre l'école allemande et l'école italienne, constituée de figures symétriques, de tirades en fusée et de notes répétées, le tout sur un rythme si fréquemment *presto* qu'il en est parfois un peu mécanique. Mais, surtout, elle a su en restituer la vérité stylistique grâce à une connaissance exacte de cet univers musical, de ses exigences et de son contexte, et à un tempérament personnel hors du commun.

Ce disque est donc plus qu'une suite d'éblouissements pour fanatiques du chant orné ; il est aussi un véritable legs, celui d'un répertoire et d'une école rendus à leur authenticité.

Les Solisti Veneti sont dirigés par Claudio Scimone avec un subtil mélange de transparence et de brio. (Extraits de *Rinaldo, Serse, Partenope, Agrippina, Orlando* ; Erato, NUM 75047.)

ALAIN ARNAUD.

Mozart par Kiri te Kanawa

Kiri te Kanawa est aujourd'hui l'une des rares interprètes mozartiennes à pouvoir prétendre égaler la perfection technique et stylistique des illustres Viennoises de l'après-guerre. Mais les Viennoises elles-mêmes n'osaient pas tout Mozart. Car, dans cette œuvre pourtant assez constante en ses principes d'écriture, il y a des époques et des emplois. Et il n'est pas certain que les opéras de jeunesse, ni que certains rôles plus particulièrement éthérés, offrent à dame Kanawa de quoi exercer la plénitude de ses dons.

Il est louable cependant qu'elle ait voulu sortir des chemins des grandes aria trop connues ; et il faut lui rendre cette justice qu'elle le fait avec un art absolu qui fait de cet album une anthologie.

Reste qu'on pourra la préférer dans des rôles plus incarnés et plus dramatiquement habités dont sa Fiordiligi nous rappelle ici la rareté.

Les airs sont extraits de *Zaïde, la Finta giardiniera, la Clemenza di Tito, Cosi fan tutte, Il re pastore, Lucio Silla, Idomeneo, la Flûte enchantée,* avec le London Symphony Orchestra, sous la direction de Colin Davis (Philips, 6514.319).

A. A.

Le Chant du monde et l'opéra russe

Au commencement, il y eut Glinka. Avant lui, en ce début du dix-neuvième siècle, la Russie ne connaissait guère, en matière d'art lyrique, que la tradition (méprisée, humiliée mais vivace) des chants populaires et religieux et les emprunts au répertoire italien souvent réduits à de médiocres plagiats par de jeunes compositeurs nationaux allant quérir l'inspiration dans la Péninsule. *Ivan Soussanine* (alias *la Vie pour le tsar*), créé en 1836, marque une rupture décisive dans l'histoire de l'opéra russe, renouant en amont avec les trésors du patrimoine folklorique, inaugurant en aval la constitution d'une écriture propre qui intégrerait hardiment les trouvailles de la modernité (Wagner au premier chef) mais surtout se créerait son style, son ton, soit son esthétique.

Après Glinka — et mis à part Tchaïkovski, qui restera toujours sous l'emprise des écoles européennes, — tous les compositeurs russes d'opéra s'attacheront à défendre leur originalité musicale de façon tout aussi nationale que nationaliste. Du groupe des cinq, volontiers doctrinaire et anti-européen, à Stravinski, pourtant si pénétré d'américanisme et de parisianisme, une continuité s'affirme, familiale et patriotique à la fois, immédiatement identifiable à une certaine technique d'écriture vocale (jouant des écarts de la verticalité et de leurs effets de sauvagerie, n'hésitant pas à bousculer la gamme tempérée pour mieux affirmer le « tempérament »), à un certain traitement contrasté, voire chaotique, des timbres et des modes et aussi, devenu illustre, à un talent quasi héréditaire de mélodiste, apte à dire la nostalgie du monde et le sentiment métaphysique de la condition humaine.

Des personnalités fort différentes ont scandé l'évolution de ce répertoire : Glinka le précurseur, encore marqué par l'*italianita* ; Rimski-Korsakov, son génie d'orchestrateur et sa passion pour la technique pure ; Moussorgski, le plus généreux et sans doute le plus naturellement doué ; Borodine, plus esthète mais du coup parfois facile ; Tchaïkovski, cavalier solitaire et déchiré, à la limite parfois de l'afféterie, mais sublime mélodiste sachant communiquer en quelques phrases la désespérance la plus inconsolable ; Stravinski enfin, éclectique et paradoxal, alternant l'humour provocateur et la démonstration magistrale.

En nous rendant cet univers (en douze opéras, dont trois premières absolues : *Opritchnik* et *Mazeppa* de Tchaïkovski, *Mlada* de Rimski-Korsakov), Le Chant du monde propose un ensemble d'un haut intérêt documentaire et musicologique. Aussi regrette-t-on d'autant plus l'absence de tout commentaire et de tout appareil critique pour accompagner ces albums.

Leur interprétation est confiée tour à tour aux solistes, chœurs et orchestres de la radio-télévision d'U.R.S.S. et à ceux du Bolchoï. Ce qui est, à tout le moins, une garantie d'authenticité de ton et de fidélité d'école.

Pour les amateurs d'opéra russe, un événement. Pour les discophiles et musicologues, une occasion rare.

Glinka : *Ivan Soussanine* (4 d. LDX 78001) ; Tchaïkovski : *Opritchnik* (4 d. LDX 78002), *la Pucelle d'Orléans* (4 d. LDX 78003), *Mazeppa* (4 d. LDX 78004), *les Souliers de la reine* (3 d. LDX 78005), *l'Enchanteresse* (4 d. LDX 78006) ; Rimski-Korsakov : *Mlada* (4 d. LDX 78007), *Sadko* (4 d. LDX 78008), *Kitège* (4 d. LDX 78009), *le Coq d'or* (3 d. LDX 78011) ; Rachmaninov : *le Chevalier avare* et *Francesca de Rimini* (4 d. LDX 78010) ; Stravinski : *Mavra* (1 d. LDX 78012).

A. A.

Les deux quatuors à cordes de Szymanowski

Nous ne sommes plus dans l'année Szymanowski, mais des disques consacrés à ce compositeur n'en continuent pas moins à paraître, ce qui, après tout, n'a rien que de très normal. Celui que voici, dû à l'esprit d'initiative d'une firme belge, vient combler une très importante lacune en présentant, pour la première fois ensemble, les deux quatuors à cordes du compositeur polonais, œuvres qui, de toute façon, n'avaient pas jusqu'ici encombré les catalogues.

Pour le premier des deux, qui date de 1917, il s'agit même à peu de chose près d'une première mondiale. C'est une page curieuse, avec un premier mouvement passionné et sensuel, un deuxième dépouillé, et un troisième rude et âpre. De durée à peu près égale (environ dix-huit minutes), le second *Quatuor* (1927) se situe quant à lui en pleine phase nationaliste de Szymanowski, plus précisément entre le *Stabat Mater* et le ballet *Harnasie,* qu'il va jusqu'à citer d'avance, et témoigne, de la part de son auteur, d'une grande admiration pour Bartok.

Les mélomanes devront, à l'avenir, parler des deux quatuors de Szymanowski dans le même souffle que des deux de Janacek, fort différents mais à peu près contemporains. Ils bénéficient de la part du Quatuor Varsovia d'une interprétation idéale, sensible et virtuose, mais aussi — jusque dans le registre très aigu — d'une remarquable justesse (Pavane, distrib. ADDA, ADW 7118).

MARC VIGNAL.

Les albums de musique contemporaine du Conseil allemand de la musique

Chaque pays s'efforce d'une manière ou d'une autre, en particulier par le disque, de promouvoir les œuvres de compositeurs contemporains. C'est ainsi qu'en République fédérale d'Allemagne, grâce notamment au soutien financier du ministère fédéral de l'intérieur, le *Deutscher Musikrat* (*Conseil allemand de la musique*) a pu élaborer et commencer à réaliser un projet particulièrement ambitieux : douze coffrets de trois disques chacun (soit trente-six disques en tout) consacrés à la « Musique contemporaine en République fédérale d'Allemagne ». Sur ces douze coffrets, quatre (totalisant douze disques) viennent de paraître, et font l'objet d'une distribution en France.

Par « Musique contemporaine », il faut entendre ici « Musique depuis 1945 », ce qui, en particulier dans le cas de l'Allemagne, se justifie tout à fait. Il s'agissait alors, dans ce pays, après douze années de régime hitlérien, à la fois de renouer avec la tradition des années 20 et d'intégrer ce qui, entre-temps, s'était passé ailleurs, en d'autres termes de combler un retard. L'entreprise du *Deutscher Musikrat* adoptant une démarche chronologique, les deux premiers volumes couvrent la période 1945-1950, et les deux suivants les années 1950-1960.

Précisons tout de suite que dans chaque album, un texte spécial — celui du deuxième album est différent de celui du premier, et celui du quatrième de celui du troisième — dégage les principales tendances de la période considérée, et que les compositeurs et les œuvres ont droit eux aussi à des commentaires exhaustifs. Tous ces textes ne sont malheureusement qu'en allemand et en anglais, pas en français. Constatons en revanche avec plaisir que les faces de disque sont en général bien remplies : beaucoup avoisinent la demi-heure.

Des diverses exécutions qu'on entend, certaines ont été enregistrées *spécialement,* d'autres proviennent de bandes-radio remontant parfois à plusieurs années : le quatrième coffret contient par exemple la création mondiale de *Gruppen* pour trois orchestres de Stockhausen (Cologne, 1958, sous la direction du compositeur, de Bruno Maderna et de Pierre Boulez), et le commentaire rappelle opportunément qu'il ne s'agit pas là de la version définitive de l'œuvre gravée en 1965 chez D.G.

Les quatre coffrets n'offrent pas que de la musique communément appelée « d'avant-garde », car aucune tendance n'a été privilégiée en soi. Il est impossible d'énumérer ici la totalité des œuvres choisies. Citons-en néanmoins quelques-unes. Dans le premier coffret, on trouvera entre autres les *Metamorphoses* de Richard Strauss dans la légendaire interprétation de Clemens Kraus, *la Tentation de saint Antoine* de Werner Egk, trois ouvrages de Hindemith relevant de genres différents, et des pièces pour piano de Philipp Jarnach jouées par lui-même. Dans le deuxième, la *Deuxième Symphonie* et le *Concerto pour piano, vents et percussions* de Hartmann, la *Symphonie* de Forster, le *Concerto pour violon* de Zimmerman ainsi que du Orff, du Blacher, du Henze.

Dans le troisième, la *Symphonie « les Soldats »* de Zimmermann, des extraits de *Noces de sang* de Fortner, de la musique électronique et concrète (Riedl, Stockhausen, Eimert, Kagel). Et dans le quatrième, *Anagramma* de Kagel (cette œuvre-clé est de celles qui auparavant n'avaient fait l'objet d'aucun enregistrement), du Henze, du Schnebel, du Klebe. On dénombre en tout trente-deux compositeurs différents.

Il y a des choses très intéressantes, et d'autres qui le sont moins, mais il faut attendre la suite pour porter un jugement d'ensemble. Saluons en tout cas cette collection comme elle le mérite (quatre coffrets distr. Harmonia Mundi, DMR 1001-3, 1004-6, 1007-9 et 1010-12).

M. V.

Rock

Elton John

Cet album blanc est incontestablement *une date dans l'aventure* d'Elton John : il marque le retour à une association exclusive avec le parolier Bennie Taupin, qui a écrit ici les textes de toutes les chansons ; il contient une suite de mélodies rigoureuses, pleines d'invention et de richesse harmonique et magnifiquement interprétées par Elton John, bien sûr, et le fidèle Davey Johnstone à la guitare, Dee Murray à la basse et Nigel Olsson à la batterie.

C'est un renouveau éblouissant de créativité. Le charme envoûtant des mélodies d'Elton John est rendu ici sans fioritures, avec une utilisation admirable des harmonies vocales et un remarquable travail sonore qui rappelle un peu ce que faisaient autrefois les Beatles. *I'm still standing* et *Too low for zero,* notamment, sont des titres exemplaires, lyriques et nerveux. *Kiss the bride* est un rock dur, terriblement efficace. *I guess that's why they call it the blues* est un blues gospelien où Stevie Wonder joue un chorus à l'harmonica. (33 tr Phonogram 811 052-1.)

Dolly Parton

Il y a longtemps que Dolly Parton, superstar de la musique country aux cheveux platinés longs et bouffants, a fui les stéréotypes de Nashville. L'album qu'elle publie aujourd'hui sous le titre *Burlap and Satin* est très varié dans l'inspiration, les thèmes et les orchestra*tions.*

Chantée en duo avec Willie Nelson, autre vedette de la musique country, *I really don't want to know* est une ballade interprétée à grand renfort de violons, certes, mais avec toujours le fameux beat gospelien. *A cow-boys way* rend hommage à l'un des personnages-héros de l'univers country. *Jealous Heart* est une chanson plus nerveuse, plus rock et *OOO-EEE* s'appuie sur la sonorité du saxophone.

Il y a aussi dans ce nouveau disque des textes plus ambitieux composés par Dolly Parton elle-même : *Appalachian memories,* où Parton se souvient d'avoir vécu au cœur des régions montagneuses du Tennessee, et *A gamble either way,* typique récit que l'on pouvait trouver autrefois dans la country traditionnelle. *One of those days,* enfin, nous rend toute la musicalité fluide des groupes de Nashville. (33 t. RCA PL 14691.)

Elvis Presley

L'importance d'Elvis Presley pour le rock reste inestimable, et le charme magique de sa voix, riche et pleine, dépasse la simple nostalgie. Offert avec une pochette hyperréaliste, ce dernier album de compilation publié sous le titre *Iwas the one* contient notamment quelques enregistrements réalisés dans les studios RCA à Nashville en 1956, juste avant qu'Elvis Presley ne devienne le roi de la musique populaire américaine.

Avec Scotty Moore, Bill Black, Chet Atkins et, déjà, les Jordanaires, Presley, futur héros des teenagers, chante *My Baby left me,* un blues écrit par Arthur « Big Boy » Crudup, *I was the one* et *Paralyzed.* Le son de l'orchestre est enregistré incroyablement bas. Seuls ressortent les puissants accords de guitare, les *ouas-ouas* et *oooooh* des Jordanaires et, bien sûr, *l'éclat naturel de la voix de* Presley. L'autre face est composée de divers enregistrements mieux réalisés mais historiquement moins intéressants. (33 t. RCA PL 14678.)

CLAUDE FLÉOUTER.



Jazz

Ray Charles : 1952-1958

Trois albums Atlantic de Ray Charles reparaissent en France au moment où le grand personnage effectue sa tournée européenne annuelle. Les disques, enveloppés, comme il est heureusement devenu de bon usage, dans leurs pochettes de première édition, rassemblent des thèmes interprétés dans le temps d'un seul jour (*At Newport,* 1958), d'une seule année (*The Genius After Hours,* 1956), ou, à peu de chose près, du contrat de l'artiste chez le même éditeur (*Yes Indeed,* 1953-1958). C'est l'occasion pour les amateurs chevronnés de se débarrasser des galettes qui grattent à force d'avoir tourné sous le diamant, et l'occasion pour les aficionados plus jeunes d'enrichir leur collection, avec trente plages de *soul jazz* qui n'a pas vieilli, et qui ne saurait se ternir.

Ray Charles, clamant dans la nuit de Newport *I Got a Woman,* met tant d'amour, de fureur, de folie en ce cri de détresse et d'espoir qu'il dépasse, sans doute, tout ce qu'il avait *fait précédemment.* David Newman, au ténor, lui donne une merveilleuse réplique.

Emouvante et tragique voix, Ray Charles ? Et à la hauteur d'Armstrong. Mais musicien surtout, et contrairement à tant de « vedettes de la chanson » qui suent sang et eau pour mettre trois mesures en place. Le recueil *The Genius After Hours* — dont cinq morceaux sur huit sont des blues — ne fait entendre que le pianiste. Il faut rappeler, en passant, que Ray Charles, comme Stevie Wonder, est poly-intrumentiste : pianiste, mais aussi organiste, clarinettiste, saxophoniste « boppisant », et l'auteur de thèmes, arrangeur, chef d'orchestre, à l'aise dans de multiples rôles, adroit dans mille fonctions. La classe à l'état pur.

(Atlantic 1289, *Newport* ; 1369, *Genius* ; 8025, *Indeed.* Distribution W.E.A.)

LUCIEN MALSON.



JEAN-PIERRE FAVREAU

ENTRETIEN

DERIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos, abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretiens.

Paul Veyne

(historien)

C'est une grande libération de savoir que la vérité n'existe pas

« En tant qu'historien, vous vous êtes rendu compte de l'effacement graduel de la vérité au cours des siècles. Cette découverte mène-t-elle au scepticisme ou, au contraire, à l'élaboration de nouvelles valeurs ?

— Je vais vous opposer une autre question : *qu'y a-t-il de vrai, à quoi croyez-vous et pourquoi ?* J'ai sur certains sujets des convictions auxquelles je ne suis pas près de renoncer. Mais je ne vois aucun moyen de démontrer ces vérités, ni de reconnaître dans l'histoire la trace d'une mutilation qui serait la marque de ces vérités. Les gens se sont toujours bien portés de n'avoir pas une vérité unique. *J'ai d'ailleurs changé plusieurs fois d'idées dans ma vie.* Cela a commencé par le monde petit-bourgeois, continué par le catéchisme, puis ce fut — en passant — le parti communiste. Les vérités que j'ai traversées en me disant chaque fois qu'il s'agissait de la définitive ne se comptent plus.

— Ces vérités sont-elles incompatibles ou pourraient-elles coexister ?

— Quoi que nous fassions, nous pensons toujours être dans le vrai, de même qu'on pense toujours que la femme du moment est enfin le grand amour. En ce sens, les gens *croient* que la vérité est une. Par exemple, lorsque vous êtes en train de traverser une crise de jalousie, vous écrivez une lettre d'amour désespérée, confuse au possible, vous la démentez aussitôt par télégramme, puis, pour vous changer les idées, vous ouvrez du Racine pour y lire des cris de jaloux en quatre-vingts vers, qui tombent sans un *faux pli*, et vous donnent l'impression qu'il s'agit du même état d'âme que le vôtre. *La littérature est un tapis magique qui vous transporte, endormi, de votre monde quotidien à un monde imaginaire, sans que vous vous aperceviez avoir fait ce voyage, croyant être toujours dans la même vérité.*

— Mais en voyageant d'une vérité à une autre, d'un imaginaire à son double, on s'enrichit...

— Vous avez raison, ça n'engendre pas forcément du scepticisme ou du désespoir. Un sceptique est un homme qui affecte d'être désespéré de ne pouvoir atteindre la vérité, qu'il estime insaisissable ; je pense qu'il faudrait plutôt dire que la vérité est insaisissable pour la bonne raison qu'elle n'existe pas ; et, par conséquent, il suffit de vouloir nettement ce qu'on veut.

— Votre vérité du moment étant la seule vraie, il est inutile de souffrir à cause des vérités passées, qui sont — d'office — changeantes.

— Même si nous affections de nous ravager parce que les vérités du passé ont été altérées, cela n'y changerait rien. Certains philosophes idéalistes prétendaient que le monde extérieur n'existait pas ; cela ne les empêchait pourtant pas d'éviter les voitures dans la rue. De même, nous avons beau savoir que la vérité n'existe pas, cela ne nous empêche pas de tenir — et avec quelle persévérance — à nos choix, en particulier le lendemain ou la veille des élections.

— Vous comparez la vérité à un palais dont les habitants ignorent tout de l'existence d'autres palais. N'ayant connu aucun autre modèle, ils prennent le leur pour acquis...

— C'est en effet un spectacle ahurissant de constater à quel point les gens sont incapables de se libérer de leur système de pensée, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une *prison sociale, mais d'un* bocal, dont on ne voit pas les parois ; et — par conséquent — on ne sait même pas qu'elles existent. Or, il demeure, pour moi, une double énigme insondable : qu'est-ce qui pousse les hommes — à propos de rien — à élever des constructions culturelles et politiques d'une complexité et d'une énergie semblables aux plus puissantes *constructions de la nature* ? Et comment se fait-il que toutes ces constructions, même dépassées, continuent pourtant à nous intriguer, à la façon des pyramides ?

« Le jour où on ne parlera plus du vrai, mais de l'intéressant, et quand on se représentera les hommes comme des êtres naturels, à la façon des animaux ou des montagnes — qui ne font ni du vrai *ni du faux, mais de l'existant,* — on y verra beaucoup plus clair et surtout, nous aurons alors la joie d'imaginer en toute liberté, sans s'accrocher à aucun principe, à aucune vérité. Cela s'ajouterait à la nature, mais ne la refléterait pas.

Les « palais de l'imagination »

— Ne pourrait-on pas supposer que *la vérité et l'erreur soient également inventifs* ?

— Vous avez raison, et cela évoque un mot de Baudelaire : *« Le beau est toujours bizarre... »*, et il en donnait une preuve *très simple : essayez d'imaginer* un « beau banal ». Je crois que l'on pourrait ainsi dire que le vrai est toujours bizarre. Imaginez une vérité qui serait plate ! Ce qui englobe la vérité et l'erreur, c'est l'imagination : une fois que l'on a imaginé un nouveau système de pensée, un nouveau paradigme, une nouvelle vision du monde, d'office se refait *une nouvelle distribution du vrai et du* faux, un classement entre ce qui correspond aux règles de notre bocal et ce qui en diffère. Cette « imagination », que Michel Serres appellerait « savoir », est effectivement un pouvoir puisqu'elle se met à ordonner le monde.

— Tout ne serait donc que relatif : l'imagination — assimilée à la vérité — qui règne aujourd'hui sera démolie par une vérité concurrente qui, à son tour, fera la pluie et le beau temps.

— Mais avec une nuance consolante, qui établit la seule unité que les hommes partagent, c'est-à-dire que les vérités d'aujourd'hui — qui seront ridicules demain, — continueront à avoir de l'intérêt pour les hommes d'autres périodes et à travers d'autres pays, grâce à leur invraisemblable capacité d'ajouter quelque chose à la nature. Prenez la vieille Grèce, par exemple : qu'est-ce qui est intéressant dans son message ? Il n'y a pas une lueur de vérité qui ne soit fausse, et, *dès qu'on gratte un peu, on s'aperçoit* que la vision que nous en avons est une légende édifiante à usage universitaire. Ce que les Grecs ont su construire mieux que de nombreux peuples, ce sont des *« palais de l'imagination » renversants de* puissance et de beauté.

— Ces vérités multiples, venant du fond du temps, *s'emboîteraient-elles* comme des poupées russes ?

— Non, rien ne se transmet : il y a bien des matériaux qui peuvent être réutilisés — comme les lois de Newton par Einstein — mais cela tient au cas particulier de la physique, qui se donne pour but de formuler des recettes techniques *qui réussissent. Ce qui me frappe, au* contraire, c'est que non seulement les vérités ne s'accumulent pas, non seulement il n'y a pas de construction du vrai à travers les âges, mais elles s'excluent les unes les autres, et elles réutilisent les mêmes matériaux antérieurs, un peu comme au Moyen Age on se servait des débris de temples romains pour en faire des églises chrétiennes. Il n'y a pas de mouvement cumulatif, des poupées russes ; le mouvement de la vérité est un *mouvements d'errance au hasard,* les « palais » se succèdent sur le même emplacement, ils ne s'agrandissent pas.

***— Serions-nous jamais aptes à* comprendre — réellement — les vérités des autres, qu'il s'agisse d'un déplacement dans le temps — pour la vérité grecque — ou dans l'espace — pour la vérité africaine ?**

— Pour être sincère, ça fait longtemps que je me le demande et je n'arrive pas à le *savoir. Est-ce que l'interprétation* qu'on peut donner aujourd'hui de tel détail de la pensée grecque est *vraie*, ou est-ce qu'elle n'est elle-même qu'un système de vérité qui s'écroulera ? Est-ce qu'on peut comprendre ce qu'ont voulu faire les Grecs, en ne leur prêtant aucune idée préconçue qui serait la nôtre ? Est-ce qu'on pourrait les écouter tels *qu'ils ont parlé ? C'est-à-dire : est-ce* que, dans l'homme — outre la volonté de puissance qui le fait s'intéresser aux puissantes constructions des autres, — il y aurait une faculté de comprendre autrui ? Je crois que le problème central de la vérité à travers les âges est de savoir si l'on peut interpréter autrui sans projeter sur lui une vérité nôtre...

— Pourtant l'historien — comme tout scientifique — devrait pouvoir se dépouiller de ses préjugés et utiliser les grilles d'analyses — « objectivement » — comme un outil...

— Se dépouiller de ses préjugés serait très positif, encore faudrait-il les connaître *: supposez que vous essayiez de venir* « rien dans les mains, rien dans les poches », pour comprendre *autrui ; il n'y a* que deux solutions possibles : ou bien vous interprétez en fonction de vous-même, ou, si vous ne voulez pas décrire — puisque c'est automatiquement faussé, — vous aboutissez à récrire purement et simplement ce que Homère ou Platon *ont déjà écrit... Cependant, on* peut signaler les différences entre leurs façons de penser et les nôtres. Un livre d'histoire est donc comme un dictionnaire bilingue, et, au prochain changement de vérité comme au prochain changement de langue, il faudra refaire les *dictionnaires, car il n'y a pas de dictionnaire absolu.*

— Mais dès que nous acceptons que la vérité ne soit plus « une », donc dogmatique, mais plurielle, nous pouvons accéder à une certaine liberté.

— C'est en effet un enrichissement parce que ça permet d'instaurer une promenade à travers l'invraisemblable pluralité des imaginations. C'est une véritable libération pour un historien de savoir, enfin, qu'il n'est pas le serviteur du vrai, mais un peintre pouvant faire aussi bien *du cubisme que de la peinture abstraite.* » ■

GUITTA PESSIS PASTERNAK.

Une France-Equinoxiale ?

par AMÉRICO JACOBINA LACOMBE et FRANCISCO DE ASSIS BARBOSA *

LA première idée des Français au sujet du Brésil fut de le conquérir. Et de fait, durant la première partie du seizième siècle, nul ne pouvait encore dire si le Brésil appartiendrait un jour aux Portugais ou aux Français, tant ceux-ci y étaient actifs. Pour leur part, les Indiens distinguaient les Français (les *maïrs*, ceux à la barbe rousse) des Portugais (les *peros*, plus basanés). L'aventure la plus curieuse arrivée à l'un de ces premiers explorateurs fut certainement celle de Paulmier de Gonneville. Après mille péripéties, il ramena en France un jeune Indien qui, éduqué à la française, devint son gendre et par là même s'incorpora à la noblesse du royaume. La fréquentation des « sauvages » était telle que, lorsque les habitants de Rouen, en 1550, voulurent fêter la venue du roi, ils ne purent faire mieux que d'organiser un spectacle public représentant un combat entre des Indiens brésiliens. Ils étaient si en vogue que Ronsard leur a dédié des poèmes, et Montaigne a mis dans leur bouche quelques piques contre l'ordre social de l'époque.

L'ambition venant, c'est à une véritable tentative d'implantation permanente des Français qu'on assiste avec l'amiral Villegaignon. Grâce à l'appui de Coligny, il essaya de fonder une France-Antarctique devant servir de refuge aux Français en proie aux guerres de Religion. Il alla jusqu'à s'entendre avec Calvin, qui se fit un plaisir d'envoyer quelques pasteurs. Mais l'amiral était chevalier de Malte et très attaché à la religion traditionnelle. Il amena donc des moines. Très rapidement, la baie de Guanabara (aujourd'hui Rio-de-Janeiro), où s'étaient créés une Henryville et un Fort-Coligny, connaissait des querelles confessionnelles. Le tempérament autoritaire et raciste de Villegaignon n'était pas non plus celui qu'il fallait pour une telle entreprise. A son retour en Europe, sa France-Antarctique fut écrasée (1559) par les efforts conjugués des Indiens et des Portugais. Si l'amiral avait été plus habile, et moins sévère avec les responsables du métissage (contrairement aux Portugais qui s'y livraient allègrement), il aurait inséré un coin entre les deux noyaux portugais en voie de formation à Bahia et à Sao-Paulo.

Malgré la consolidation progressive de la colonie de Lisbonne, les Français tentèrent une nouvelle fois de se fixer au Brésil en 1612, en créant la France-Équinoxiale sur le territoire de l'actuel Etat du Maranhao. La ville de Sao-Luis, qui, jusqu'à nos jours, a conservé son nom, rappelle celui de Louis XIII. Ils en furent expulsés. Pourtant, la France ne renonce pas à annexer une tranche de l'Amérique du Sud. S'installant solidement en Guyane, qu'elle a obtenue de l'Espagne, elle continue donc à chercher à occuper un morceau de l'Amazonie. Plus tard, le Brésil a souffert des conséquences de la politique étrangère de sa métropole pendant la guerre de Sept Ans. Faut-il rappeler les deux expéditions de pillage qui, sous le pavillon aux fleurs de lys, attaquèrent Rio en 1710 et 1711 ? La première fut un échec. Les bataillons de milice, d'étudiants et, si extraordinaire que cela paraisse, d'esclaves, acculèrent dans les rues étroites de la ville les envahisseurs qui durent se rendre. En revanche, la seconde expédition, commandée par Duguay-Trouin, s'empara de Rio qui paya rançon.

Tout cela ne constitue pas un tableau très constructif des relations avec la France de l'Ancien Régime. Pourtant, on n'aura garde d'omettre un épisode beaucoup plus important puisqu'il s'agit de l'introduction du café, dont les graines furent obtenues par un officier brésilien en mission à Cayenne, grâce aux bontés que Mme d'Orvilliers, l'épouse du gouverneur, eut pour lui. Ces graines, mises en terre au Para, donnèrent des plants qui furent envoyés à Rio-de-Janeiro d'où ils se répandirent dans le Brésil méridional.

Sociétés secrètes

La fin du dix-huitième siècle marque un tournant. Apparaissent alors d'une façon incontestable les influences de la pensée française au Brésil. Le *francesismo* devient pour les intellectuels portugais et brésiliens la manière d'exprimer leur non-conformisme et leur désaccord avec la situation coloniale. Ceux qui prirent part à la conspiration antiportugaise appelée Inconfidência Mineira (Minas-Gerais) possédaient tous des œuvres françaises dans leur bibliothèque. Tiradentes (le seul conjuré qui fut pendu) demandait à ses amis de lui traduire ce qu'il ne pouvait pas arriver à lire en français. Il avait même essayé d'apprendre la langue, mais il y renonça et finit par vendre son dictionnaire à un apothicaire.

Les livres de Rousseau, de Voltaire et de l'abbé Raynal circulaient dans la colonie, échappant à la vigilance des autorités, même après les conspirations de Minas-Gerais, Rio-de-Janeiro et Bahia. Au demeurant, le texte de ces œuvres était plutôt écouté que lu dans les sociétés secrètes. L'instruction, même à Rio, était d'un niveau très bas, et l'heureux homme qui cumulait la connaissance du latin et celle du français était considéré comme un génie. Bien peu de gens, en vérité, auraient pu lire le *Contrat social* dans l'original ou même en traduction ; mais il y avait toujours quelqu'un pour déjouer la surveillance de la police afin d'en communiquer le contenu et de faire du prosélytisme parmi les analphabètes. Précisons qu'il n'y avait pas encore au Brésil d'imprimerie ou d'école de niveau supérieur. Il ne fait aucun doute que, dans les manifestations nationalistes des Brésiliens, à partir du dix-huitième siècle, la pensée française est toujours l'inspiratrice des projets d'émancipation.

L'invasion du Portugal par les troupes de Junot provoque le transfert de la cour de Lisbonne au Brésil. Les forces anglo-portugaises occupent un temps la Guyane, qui passe alors sous l'autorité d'un Brésilien. Tous les historiens n'ont que des éloges pour son esprit de justice. Après la paix avec la France en 1815, les Français furent reçus à Rio aux applaudissements de tout le peuple. A partir de cette date, l'influence française se fait sentir non seulement dans les idées, mais dans les usages, le vêtement, la nourriture, en somme dans la manière de vivre. Ces émigrés qui venaient de France étaient cuisiniers, boulangers, pâtissiers, orfèvres, modistes, tailleurs, menuisiers, serruriers et peintres, sans oublier les producteurs de tabac à priser et de liqueurs, les professeurs de musique et de français, toute une armée d'hommes et de femmes qui ont donné l'impulsion nécessaire à la révolution urbaine à Rio. Mais, assez curieusement, il n'y avait pratiquement pas d'agriculteurs parmi ces nouveaux venus.



LA MOUCHE

Napoléon à Recife

Mêlés aux artisans et aux professeurs vinrent aussi des réfugiés politiques dont l'un au moins a une importance indéniable, étant donné son rôle dans les guerres napoléoniennes. Le général Van Hogendorp, ex-aide de camp de l'Empereur, faisait semblant de se désintéresser d'une conspiration tramée pour libérer Napoléon à Sainte-Hélène. Selon ces comploteurs, brésiliens et autres, Napoléon, de connivence avec les républicains de Pernambouc, devait être transporté à Recife ; cette prouesse, qui ne put se réaliser, a laissé un sillage de conjectures plus ou moins fantaisistes. D'autre part, une mission artistique française fonda l'Ecole des beaux-arts et eut une influence décisive sur l'évolution de l'art brésilien, jusqu'alors fermement attaché au baroque.

Sur un plan plus politique, c'est un Français, le général Labatut, qui commande les troupes brésiliennes qui expulsent de Bahia les forces portugaises hostiles à l'indépendance. C'est un autre Français qui dessine le drapeau de la nouvelle nation : un rectangle inscrit dans un rectangle, sur le modèle des étendards régimentaires de Napoléon. S'il est son ennemi en politique, le jeune empereur brésilien est, dans le fond, un admirateur de son beau-frère ; en effet, *Don Pedro a épousé Léopoldine, sœur de* Marie-Louise. Veuf, il épousa une autre princesse alliée à la famille de Napoléon, la princesse de Bavière, fille d'Eugène de Beauharnais.

Ces liens de famille au sommet ne sont d'ailleurs qu'un aspect de plus d'un contact permanent avec la culture française. Les Brésiliens connaissent la *culture européenne à travers la France.* C'est ainsi que sous notre Empire, parmi les penseurs politiques, les noms étrangers les plus cités sont ceux de Benjamin Constant et de Tocqueville. A la fin du régime impérial et au début de la République (1891), l'influence d'Auguste Comte ne rencontre pas de concurrence. C'est le positivisme qui guide une bonne partie des propagandistes de la République, en opposition aux libéraux. Rio-de-Janeiro est probablement la dernière ville au monde à posséder, encore de nos jours, un Temple de l'Humanité, construit et équipé en suivant rigoureusement les préceptes du *Catéchisme positiviste.*

Les œuvres littéraires européennes arrivaient aux mains des Brésiliens à travers les trois librairies françaises, Garnier, Briguiet et Garraux. Dans la première de ces boutiques se rencontraient tous les jours un certain nombre d'écrivains, et c'est de ce groupe que naquit l'Académie brésilienne, organisée exactement sur le modèle de l'Académie française. Outre les graves ouvrages de philosophie ou de politique, ce qui prédominait dans nos librairies, c'étaient les livres de fiction. Les principales consommatrices en étaient les jeunes filles de « bonne famille » éduquées par les religieuses françaises. Autre foyer d'influence française : le Collège des lazaristes, dans l'État de Minas-Gerais. On y inculquait une culture fondamentalement française aux fils de la bourgeoisie de cet Etat. Les lazaristes dirigeaient aussi une bonne partie des séminaires, d'où l'existence d'une forte influence française dans le clergé brésilien.

Certains écrivains protestaient contre cette influence dominante, qu'ils considéraient comme coupant la culture brésilienne des réalités nationales, à telle enseigne qu'il y avait des jeunes femmes brésiliennes qui n'avaient jamais ouvert un livre en portugais ! Cette attraction de la France a un corollaire. Les visiteurs français sont nombreux. Sans parler des naturalistes comme La Condamine ni des explorateurs, certains ne se sont pas contentés d'être de simples hôtes. Ils sont devenus d'authentiques Brésiliens, comme ce Guy Thomas de Marlière (1769-1840), qui vivait dans la brousse, absolument intégré à la nature et aux coutumes des Indiens Botocudos. Il laissa une inestimable contribution à l'étude de la langue des tribus qui restaient encore dans la vallée du rio Doce. D'autres défendaient avec une fureur digne de gens nés dans le pays toutes les richesses du Brésil. C'est le cas de Jean Antoine de Monlevade (1791-1872), le patriarche de notre sidérurgie, Français de la Creuse, qui vécut comme un paysan dans les montagnes du Minas-Gerais pendant plus d'un demi-siècle. C'est aussi un peu le cas de Henri Gorceix (1842-1919), né à Limoges, fondateur de l'École des mines d'Ouro-Preto et qui rentrera en France aussitôt après l'avènement de la République, pratiquement expulsé (si l'on peut dire) par l'incompréhension des politiciens brésiliens qui insistaient pour que la République soit construite sur des piles de sacs de café.

Dans les quartiers populaires

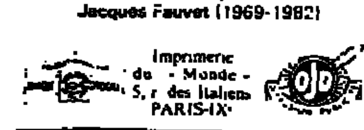
Dans un autre registre, il convient d'évoquer l'action de l'Institut franco-brésilien de haute culture, qui atteint son apogée du temps de son fondateur, Georges Dumas, qui fut le promoteur d'un intense mouvement d'échanges culturels entre nos deux pays. Appuyant la fondation de l'université de Sao-Paulo (1934) et de l'université du district fédéral (alors à Rio), il encouragea la venue d'une pléiade de professeurs, dont certains acquirent une renommée mondiale.

Notre enthousiasme pour la France nous entraîna à nous ranger aux côtés des Alliés dans les deux guerres mondiales, mais il est visible que cette influence française a décliné au cours de ces dernières années. Ce déclin s'est accentué avec la décision du gouvernement de rendre facultatif l'enseignement des langues étrangères. Mais, d'un autre côté, on note, ces derniers temps, une reprise de l'étude du français. C'est un signe que la nation a conscience de ce que l'influence française est un trait indélébile de la physionomie culturelle du peuple brésilien. Et ce qu'il y a de plus encourageant dans ce renouvellement, c'est que ceux qui fréquentent les cours de l'Alliance française sont issus de la classe moyenne, qui voit dans l'étude de cette langue un moyen de parfaire son instruction. Les noyaux de l'Alliance de Rio qui se développent le plus sont justement ceux des faubourgs et des quartiers populaires.

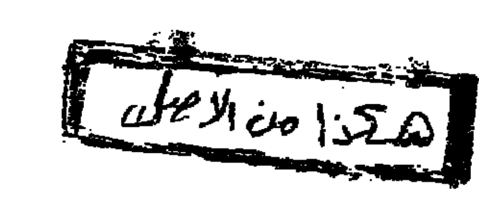
C'est un nouvel aspect de la présence française, sans doute plus authentique et salutaire que le snobisme des générations antérieures. ■

* Membres de l'Académie brésilienne des lettres.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN 0395 - 2037



Guérir du « mal d'Europe »

par MARIA JOSÉ DE QUEIROZ *

CHAQUE Brésilien a la France qu'il mérite. De Léon Bloy et Jacques Maritain à Jean-Paul Sartre et Lacan, de Claude Lévi-Strauss à Roland Barthes et de Darius Milhaud à Messiaen, tout comme de Maurice Chevalier à Yves Montand, de Coco Chanel à Pierre Cardin et de Curnonsky à Bocuse et Lenôtre, la France incarne pour le Brésilien une sorte de conscience culturelle en mesure de triompher des hasards du vedettariat et de l'éphémère. A cet égard, son influence au Brésil est due moins à la mode en faveur des idées qu'au rôle qu'elle joue dans leur recréation et leur diffusion. Depuis le romantisme, il n'est pas de mouvement, pas d'école ni d'innovation dans l'ordre de l'esprit qui n'aient été façonnés, assaisonnés au goût français, avant de franchir nos frontières.

Oui, chaque Brésilien a la France qu'il mérite ou, si le grain ne meurt, celle qu'il a appris depuis son enfance à estimer, à admirer et, finalement, à aimer. Cette estime changée en amour risque même parfois de mettre en péril l'équilibre conseillé par le bon sens. Aveuglé par la fascination du Vieux Monde, l'Américain juge son pays en invoquant imprudemment des concepts liés à la culture et à la civilisation. Au mépris de toute logique, il se sent incapable de se dresser contre ce qu'il croit être une situation de privilège : un composé de tradition, de connaissances, d'éducation, d'élégance, de bon goût, de savoir-vivre et, par voie de conséquence, d'incontestable supériorité à tous points de vue. Cela étant, nous ne sommes pas en condition de faire face à ces atouts que notre sentiment d'infériorité magnifie. S'il n'est là que pour masquer une réalité gênante – celle du regret d'avoir quitté un jour l'Europe pour faire fortune en Amérique, – l'euphémisme du sentiment d'infériorité a cependant le mérite de nous épargner le surcroît d'humiliation auquel s'exposent ceux qui osent avouer qu'ils appartiennent, comme l'a fait Alcides Arguedas (écrivain bolivien, auteur de *Pueblo enfermo)*, à un « peuple malade ».

Vivre en exilés de la culture

Poussés par le « mal d'Europe », nous travaillons à étouffer le scandale d'être nés en Amérique et nous nous condamnons à vivre en exilés de la culture et de la civilisation occidentales. Il est difficile, voire impossible, d'évaluer le rôle de ce malaise dans l'évolution de nos littératures d'Amérique latine, mais, si cette constatation n'abolit pas le regret de l'exil, elle met au moins en évidence la direction qu'on doit prendre pour s'en débarrasser. Depuis le romantisme, l'Amérique latine cherche une forme d'expression originale qui puisse compenser son sentiment d'infériorité historique. C'est de la comparaison avec la culture européenne que procède l'insatisfaction de ces pays qui se sont d'abord regardés comme des « contrées ». Le seul moyen de s'y soustraire, semble-t-il, serait d'éluder les situations d'infériorité pour arriver aux situations de supériorité : se faire accepter en se faisant valoir tel paraît être le but de toutes les créations de la littérature latino-américaine.

Pendant la période symboliste, les poètes brésiliens, saturés de littérature française, ont exhibé un dandysme excessif, rien que pour épater la « foultitude ». B. Lopez, par exemple, s'habillait à la façon de Barrès ; Alphonsus de Guimaraens, entiché de Verlaine, se fait connaître par son goût du raffinement. Pour s'éloigner du *profanum vulgus*, il rédige en français son recueil de vers, *Pauvre lyre*. A l'exemple de des Esseintes, les symbolistes brésiliens ont marqué leurs œuvres ainsi que leur vie au sceau du mystère et de la légende. Le symbolisme a mis à la mode des habitudes et des coutumes qui ont sensiblement modifié l'esprit de notre littérature.

Paris n'a jamais exercé une aussi grande influence sur notre vie artistique qu'au début du siècle. C'est le temps de Pathé Frères et Gaumont, de Régine Badet, Suzanne Deprès et Sarah Bernhardt. Dans un chapitre de son livre *le Cinématographe*, Joao do Rio regrette notre ignorance de tout ce qui se passe chez nous : on ne connaît que Paris. Paulo Gardenia a très bien décrit cette passion dans un « télégramme » plein d'ironie : *« Paris, le 2. Je viens d'arriver. Je viens de dormir chez moi, pour la re-m·ère fois de ma vie. Je me sens un nouveau-né. Je vais apprendre à parler. Je me ferai baptiser à la Madeleine. Toutes les nourrices du Luxembourg sont là pour m'élever. »* Afranio Peixoto a parlé du même mal en l'appelant *« la tristesse des Américains »*. Et c'est pour cela, dit-il, que *« nous n'allons jamais en Europe ; nous ne faisons qu'y retourner »*.

« Nous qui parlons la même langue... »

La visite d'Anatole France au Brésil, en 1909, ainsi que celle de Clemenceau en 1910, suivie de près par le séjour de Paul Adam en 1911, ont vivement démontré que notre histoire, regardée du dehors, informe le concept abstrait de la latinité. Tout au moins c'est l'« esprit latin » qui a été apprécié et loué par nos visiteurs en vue du rapprochement culturel entre la France et le Brésil. Rui Barbosa, à qui on a accordé l'honneur de recevoir Anatole France à l'Académie brésilienne, déclare : *« Votre présence ici nous donne à sentir vivante, à nos côtés, la splendeur solaire de cette grande France qui a été la mère intellectuelle de tous les peuples de cette race et au sujet de laquelle on a pu écrire sans excès d'apologie : « Tant qu'elle existera, en émanera de la lumière. »* L'enthousiasme et la sympathie de l'accueil sont tels que Clemenceau, dans une de ses conférences à Rio, a pu dire : *« Nous qui parlons la même langue... »*. L'extraordinaire éclat de cette réception n'était que la manifestation éblouissante d'une admiration outrée, fruit, elle aussi, d'un vague sentiment d'infériorité vis-à-vis des représentants par excellence de la culture.

Mais contre ce sentiment qui affaiblit et avilit, certains écrivains opposent la fierté, et ils ont réussi à trouver une alternative à la prise de conscience de toutes nos faiblesses et de tous nos manques : la défense de la supériorité nationale. Pour vaincre les préjugés, inculqués, selon les théories les plus récentes, par les colonisateurs, on soutient le principe de l'*ufanismo* (en portugais, la fierté de ceux qui aiment leur pays avant tout) et on passe à la révision du comportement national. La Semaine d'art moderne, à Sao-Paulo en 1922, nous offre l'occasion d'y penser. Héritière des mouvements européens d'avant-garde, elle met en circulation le canular, la boutade, la blague et le je-m'en-foutisme. Chaque moderniste devient une espèce de révélateur de la réalité brésilienne. Et c'est grâce à Blaise Cendrars, aux dadaïstes, aux cubistes, aux expressionnistes et aux surréalistes que les modernistes, tout en démontant le langage officiel de la littérature, ont fourni à la littérature brésilienne les moyens d'essayer de nouvelles solutions.

En musique, après la mode du vérisme et de Verdi, dont le meilleur disciple a été le compositeur brésilien Carlos Gomes, c'est Debussy qui nous a permis de retrouver l'équilibre. C'est l'époque où Henrique Oswald fait de la musique de chambre et réussit à donner à ses compositions la même transparence et la même fluidité que celles du maître français. Darius Milhaud, accomplissant à l'envers le chemin de Henrique Oswald, fera connaître à la musique européenne les rythmes, les sonorités et les couleurs de notre style.

Lu et connu depuis les premier lustres du siècle, Proust ne sera vraiment assimilé que par Pedro Nava, notre plus grand mémorialiste. Lui seul a su surprendre les lois cachées du temps proustien, saisissant sur le vif la complicité du passé et de la vraie vie dans la succession incessante du calendrier. Logé au cœur du temps, il a su se pourvoir d'une technique qui le dispense de se conformer au modèle choisi. De même, si l'on peut nommer des créanciers français de l'œuvre poétique de Carlos Drummond de Andrade, sa clairvoyance l'a éloigné de la gêne ressentie par ceux qui n'ont pas su dépasser la phase initiale du modernisme rénovateur.

Séduit par le charme de l'exotique, mais forcé de mûrir ses passions, l'artiste brésilien, à l'exemple de tous les Américains, cherche de plus en plus à vaincre ses frustrations en choisissant la liberté : il part à la recherche de ses racines, sûr de se rendre maître de son destin. Ce n'est pas là mince affaire... Cependant, peu à peu on y arrive. Ou, avec un peu moins de modestie, on osera déclarer : nous y sommes déjà parvenus. En fait, l'influence française, nous a permis de découvrir le fait littéraire essentiel. Grâce à cette intense circulation d'idées que la France n'a jamais cessé d'activer, nous sommes en mesure de comprendre et de choisir.

En bref, la France n'a jamais cessé de participer activement à notre vie culturelle. Il faut désormais rendre plus efficace cette participation : l'obliger à descendre dans la rue, la faire entrer dans nos maisons – soit par la radio et la télévision, soit par le livre et la presse – pour que notre peuple puisse se libérer du monopole culturel qui menace toute l'Amérique latine. Il faut que la langue française retrouve chez nous son importance. Et si les autorités ne se mettent pas dès maintenant à l'œuvre, on nous conseillera bientôt de créer la Société des amis de la culture française... ■

* Professeur de littérature hispano-américaine et de littérature brésilienne (université fédérale du Minasn Gerais). Auteur de nombreux romans et recueils de poésie.

Dossier établi par

RENÉ PÉLISSIER

Oh ! que nous vous aimons

(Suite de la première page.)

Avant la première guerre mondiale, les civils brésiliens d'un certain niveau étudiaient en France, tandis que les jeunes militaires concouraient pour obtenir une bourse en Allemagne. Mon père, qui appartenait au deuxième groupe, revint plus « Français » qu'avant. Après l'armistice de 1918, arrive la mission militaire française. Les grandes manœuvres se déroulent à cette époque sous l'œil du colonel Gamelin, et le général Chadebec de Lavallade traduit notre plus grand écrivain, Machado de Assis.

Puis vinrent les premiers professeurs de l'université de São-Paulo, et Claude Lévi-Stauss, après avoir découvert les Bororos, commença à faire des *« singularités de la France antarctique »* son gagne-pain. La seconde guerre mondiale nous délivra ensuite d'une grotesque dictature au son de *la Marseillaise* et des chansons de Jean Sablon et de Charles Trenet. Les gens buvaient les poèmes de la Résistance. Jouvet et Jean-Louis Barrault ont-ils ouvert chez nous une voie à notre théâtre ? Je n'en sais trop rien, mais ce que je peux dire c'est que mes élèves du conservatoire devinrent rapidement des personnages du *Procès* et du *Hamlet* de Barrault. C'était aussi l'époque où Camus donnait des conférences devant cinq cents personnes. L'existentialisme devenait alors thème de musique de Carnaval.

Et puis... après ?

On vous aimait toujours, mais la présence de la France s'effaçait. La France s'est démobilisée, son épanouissement culturel s'est fané, ses professeurs ont disparu, les écoles ont supprimé les cours de français, les librairies françaises ont fermé leur porte, un à un nos vieux académiciens ont cessé de tricoter leur sonnet d'Arvers. Pis encore, on a même inventé une « guerre des langoustes » entre nos pêcheurs. Le général de Gaulle a affirmé, dit-on, que nous n'étions pas *« un pays sérieux »*, injustice que quelques fumistes brésiliens s'ingénient à faire passer pour vérité profonde. Mais était-il bien sérieux de la part de la France de se replier sur elle-même et de livrer le monde aux bêlements des yé-yé et comparses ?

Jean-Paul II, Rivarol et les autres

Quand le pape Jean-Paul II est venu au Brésil en 1980, il prit la parole devant une centaine d'intellectuels brésiliens, la fine fleur de notre intelligentsia. Les ecclésiastiques qui l'entouraient écrivaient les questions en français et les lui passaient. Le souverain pontife a commencé par avouer qu'il se sentait *« comme l'Enfant Jésus parmi les docteurs »*, ce qui était très gentil pour nous, mais il ajouta que l'effort nécessaire pour parler notre langue le fatiguait et qu'il préférait répondre en français pour être plus à l'aise. Il enchaîna donc dans un français parfait. J'ai regardé attentivement la salle. Sur cette centaine d'intellectuels, il y en avait bien soixante-dix qui étaient incapables de suivre les paroles du pape, et parmi eux notre ministre de l'éducation. Qu'eût dit Rivarol ? Et ma mère ?

Il est évident que, par manque de connaissance de la langue, nous avons perdu – ô Seigneur ! – le verbe du représentant du Seigneur. C'est-à-dire que nous avons peut-être bien perdu le Ciel. Et la faute en est à la France, qui a méprisé l'universalité de sa langue et a oublié de continuer à nous enseigner son dialogue d'amour. ■

GUILHERME FIGUEIRODO.

Les lapins du commandant

(Suite de la page XVI.)

La lune avait grimpé dans le ciel. Sa lumière s'étalait au ras du terrain d'exercice, tel un lac blafard. Sous la tonnelle, le factionnaire sourit, en proie au plaisir causé par la chaleur que le ventre couvert de fourrure blanche communiquait à ses propres entrailles. Ses lèvres tremblèrent légèrement. Un frisson le parcourut.

Ensuite son corps fut pris de fièvre, son regard s'enflamma. Posant son fusil contre le mur du poste de commandement, il empoigna sa verge qui commençait à raidir. Le lapin était tout chaud contre sa poitrine. De la main gauche, il déboutonna sa braguette. Son sexe jaillit dans la nuit d'été, aussi brûlant qu'une barre de fer rouge. Il resta quelque temps sans bouger ; il regarda l'ombre de sa verge s'allonger sous la lumière de la lune et éprouva du bout des doigts sa dureté. Mais au moment le plus inattendu, elle devint flasque dans sa paume, rapetissa, se recroquevilla. Soudain, comme si une ombre qui se serait tapie derrière les arbustes enténébrés fondait sur lui, il recula d'un bond, serrant le lapin dans ses bras. Celui-ci, apeuré, se pelotonna contre sa poitrine, lui enfonçant ses griffes dans la chair à travers l'étoffe de l'uniforme.

Aussitôt la douleur fit sursauter le factionnaire. Alors, dégageant sa baïonnette, il se mit à en labourer la bête blottie contre lui. Le sang coulant goutte à goutte sur les dalles blanches de la tonnelle forma une flaque au clair de lune. La nuit rougeoya. Et, tandis que la lune déclinait vers le lac, le factionnaire ne s'apercevait même pas qu'en s'acharnant à transpercer le lapin, dont les griffes avaient entamé sa chair, il s'éventrait aussi. La garde montante du matin les trouva sous la tonnelle, morts tous les deux. ■

NEDIM GURSEL.

POÉSIE

HUBERT NYSSEN

Hubert Nyssen est né en 1925. Après avoir voyagé en Afrique, en Amérique et en Asie, il vit maintenant en Provence, où il anime la coopérative Actes Sud. Il a notamment publié : *la Mémoire sous les mots* (Grasset), *Préhistoire des Estuaires* (André de Rache), *Pour qui sonne Avignon* (Alain Barthélemy), *De l'altérité des cimes en temps de crise* (éditions de l'Aire). Cette poésie s'ancre au mystère des lieux, des êtres. Ici, le vieux monde n'est ni si jeune ni si vieux et la vie n'est jamais tout à fait quotidienne.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Lettre à l'invisible

Mais si l'Indien se déprend de sa plaine,
si l'amandier ne fleurit plus en février,
et si l'errant sans feu ni lieu
ignore jusqu'aux mots pour se nommer,
si le sommeil passe à travers les mailles de la nuit,
et si nous culbutons les jours comme des quilles
en disant que le seul aujourd'hui dissimule demain.
le nuage le ciel et l'écume le sable,
comment te reconnaître au détour de ma vie ?

Le savais-tu ? Je porte dans mon sud
un nord inavoué qui ronge ma mémoire,
alvéole mes songes et déroute mes sens.
Le soir, couché dans un cratère
des alpines lunaires, le visage frôlé
par des oiseaux qu'aveuglent les fusées,
je suis la proie de rêves où tu as même part
que le remugle dans le vent ou le trait de lumière
entre la tour et la corniche.

Alors le Rhin s'accroche au Rhône,
leurs ramures mêlées vibrent de bruissements
venus des estuaires, la ramille crépite
dans le feu des glaciers
et je suis transpercé par une prophétie.

Je me lève et t'emmène, et c'est à ton insu,
au lobe du vieux monde où l'on sait que le jour,
le temps d'un bel été, se repaît de la nuit,
lui dévore ses ombres, blanchit ses sépultures.

Tes mains sont irriguées par des lignes de vie
qui font trembler les mains des bohémiennes.
Je célèbre l'émail de tes plages irisées,
ton pas de voltigeuse qui ne voit plus les rives,
la danse de tes seins séparés l'un de l'autre
par un chemin de sable, et le tissage de tes gestes
pour capturer l'ineffable du jour.

Mais tu ne me sais pas si près de toi, te regardant
à te toucher du bout de mes soupçons.
Tu ne sais pas combien je crois
aux édifices du hasard, aux catastrophes inscrites
dans un tressaillement, combien je crois aux mages
qui te culbutent dans mes songes
et t'ensemencent dans les leurs.

O ma friable, ô ma poreuse, un coup de vent,
une bourrasque auront demain raison de toi,
tu partiras comme la neige sur la vitre.
et j'aurai beau te confesser ma suffisance,
tu ne paraîtras plus.

Et si l'Indien se déprend de sa plaine...

* Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Le Monde

NOUVELLE

Les lapins du commandant

par NEDIM GURSEL

LA lune se leva derrière les collines dénudées. Pourtant le soleil n'était pas encore couché. Après avoir décliné vers le lac, il avait roulé jusqu'aux lointaines jonchères, par-dessus les acacias complètement rabougris à force de se dessécher tous les jours un peu plus. Comme chaque soir avant de s'abîmer dans le lac, il s'était immobilisé à hauteur des joncs, empourprant le ciel sans nuages. C'était un énorme soleil, tout rond. Il s'apprêtait à sombrer dans les eaux du lac s'étalant à l'infini sur la plaine, en deçà des versants arides qu'il avait incendiés sans répit pendant la journée. Ses rayons arrivaient à l'horizontale sur le terrain d'exercice de la 4e batterie d'artillerie et venaient se briser sur les moellons blanchis à la chaux au pied du poste de commandement. De là, un escalier de quelques marches menait à la tonnelle ombragée où se trouvait le factionnaire. Absorbé par le spectacle du couchant, celui-ci ne vit pas la lune. Elle s'était brusquement élevée au-dessus des collines grises à l'arrière-plan. Aussitôt le soleil se coucha, après être resté un moment immobile comme accroché au ciel.

Quand le factionnaire détourna son regard de l'étendue du lac, presque invisible de loin, et le porta vers les collines, il fut tout surpris d'apercevoir la lune. Jusqu'à maintenant, il n'avait jamais vu la lune si blanche, si éblouissante. Tel un nourrisson au réveil battant des cils, il regarda, émerveillé, le ciel. La lune éclaira d'abord la voûte céleste, qui s'obscurcissait peu à peu dans la tombée du soir. Elle frappa de plein fouet les collines grises, les barbelés de la caserne bâtie à flanc de coteau, les jonchères se déroulant à perte de vue en contrebas.

Puis illuminant le lac, elle en argenta l'onde.

Alors le factionnaire comprit que le lac était en fait plus éloigné qu'il ne paraissait, et une ancienne nostalgie remua en lui. Dans cette caserne de la steppe où on l'avait enfermé au sortir de l'adolescence, il avait tout oublié. Sa ville, la mer, les soirées passées à boire de la bière. La fille aux longs cheveux qu'il attendait sur la plage les jours d'été n'était même plus un lointain souvenir. Son corps à la peau hâlée, leurs rendez-vous, leurs confidences, tout, il avait tout oublié. Jusqu'au pâle visage de sa mère qui se penchait le matin vers lui pour l'embrasser tendrement sur le front. La lune donna en plein sur le fusil du factionnaire, faisant luire la baïonnette. Puis elle éclaira les canons sur le champ d'exercice. Alignés sur la gauche du terrain, leurs tubes étaient pointés vers les collines. Ils étaient enveloppés, entortillés, emmaillotés de bâches. Effrayants, comme s'ils venaient d'un autre monde. Les roues étaient blanches de poussière. Et nues, si nues, les collines au bout des canons.

Le factionnaire vit le lapin détaler de la buvette où trônait le samovar, foncer vers le terrain d'exercice, puis, après avoir inspecté les environs d'un air ébahi, franchir à toute vitesse le terre-plein désert et disparaître au milieu des canons. C'était un joli lapin blanc. Il ne fut pas surpris que, dans la caserne, un lapin, un beau lapin bien nourri de surcroît, traversât le terrain érodé et durci par les godillots des soldats toute la journée à l'exercice. C'était à coup sûr l'un des lapins du commandant. Il avait dû s'échapper de l'un des clapiers qui se trouvaient dans le jardin, derrière le bâtiment central. Il y en avait des centaines comme lui. Parfois, après l'appel du soir, et malgré l'interdiction formelle du commandant, il allait les voir, coupait en parts égales les carottes qu'il avait cachées dans son pantalon trempé de sueur, puis disposait les morceaux devant le grillage. Les lapins s'approchaient avec des étincelles rouges dans les yeux. D'un seul coup, ils saisissaient avec leurs longues dents les bouts de carotte qu'ils grignotaient ensuite en remuant les moustaches.

Un jour, on informa le commandant qu'il franchissait la haie du jardin pour donner des carottes aux lapins. Il le fit appeler : « *J'interdis de toucher à mes petits garçons, et même de les regarder, tu m'as bien compris ?* », avait-il lancé d'un ton menaçant. Pourtant il fut une époque où ils s'entendaient bien tous les deux. Longtemps il avait été son ordonnance, ne le quittant pas d'une semelle. Puis, quand le commandand lui eut trouvé un remplaçant parmi les jeunes recrues, il l'avait réintégré dans son peloton. Et il ne s'était jamais plus occupé de lui.

UNE semaine plus tard, il était retourné auprès des lapins. Avec son canif, il avait coupé en menus morceaux une carotte dérobée à la cuisine, puis, après les avoir posés devant le grillage, il s'était perdu dans la contemplation des bouches voraces s'ouvrant et se fermant, des longues dents luisantes qui trituraient les bouchées. Ces lapins étaient de vrais moulins. Ils broyaient tout ce que l'on mettait à leur portée, sans jamais être repus.

Lorsqu'il était en compagnie des lapins, une étrange impression le gagnait. Comme si une main douce et tiède lui effleurait le cœur. Il caressait leur fourrure blanche, et, quand il les tenait serrés contre lui après les avoir attrapés par leurs longues oreilles, ils communiquaient à tout son corps une chaleur indéfinissable. Une chaleur qu'il avait connue pour la première fois avec le commandant et qui faisait frissonner son jeune corps. Ses camarades l'avaient surnommé « *l'homme aux lapins* ». Cependant on n'aurait pas pu dire qu'il aimait les autres animaux de la caserne. Ainsi il avait horreur des chats galeux qui se précipitaient après minuit sur les poubelles devant la cantine, et n'avait pas un regard pour les moineaux en quête de miettes de pain. Les gémissements des chiennes qui rôdaient le long des barbelés jusqu'à ce qu'elles fussent pleines ne l'attendrissaient pas non plus. Il n'y avait que les lapins. Les doux lapins blancs du commandant qu'il ne pouvait plus ni voir ni servir.

Il se souvint d'un exercice en plein midi où ils avaient rampé et progressé à genoux sous l'implacable soleil d'août. L'arme à la main, ils devaient se traîner sur le ventre jusqu'au poste de commandement. Certains se trouvaient mal à cause de la chaleur, et ce jour-là une navette incessante d'ambulances ramena à l'infirmerie les soldats évanouis. Sur leurs têtes, le soleil était pareil à une épidémie. Il brûlait les oreilles dont la peau se desquamait, grillait les cervelles en dépit des casques. Couvert de poussière, les yeux toujours fermés, il avait atteint difficilement l'endroit désigné.

Se redressant, il s'était trouvé nez à nez avec le commandant assis à l'ombre de la tonnelle. Celui-ci tenait sur ses genoux un énorme lapin aux yeux de flamme. Ses incisives étaient pointues. Il grignotait quelque chose en remuant les moustaches. Le commandant, un verre de thé dans une main et caressant de l'autre le dos du lapin, fixait de ses yeux bleus un vague point au loin. Il se rappelle qu'il a été brusquement pris de panique en imaginant que le lapin allait lui sauter dessus pour lui planter ses dents dans le cou, qu'il a jeté son fusil à terre et pris la fuite. Il ne sait pas jusqu'où il a couru ainsi, comme un fou, ni à quel moment ses poursuivants l'ont rattrapé et maîtrisé. La seule chose qu'il sache, c'est la fraîcheur qui lui a fouetté le visage quand on le ramena devant le commandant. Et puis les yeux bleus si moqueurs.

Le lendemain, le commandant l'avait fait appeler et s'était mis à rire en lui déclarant que les lapins n'étaient pas des fauves. A partir de ce jour-là, il avait commencé à se rendre dans le jardin derrière le bâtiment central, d'abord hésitant devant les clapiers, puis sans la moindre appréhension, rien que pour surmonter sa frayeur et se convaincre que le lapin aux longues dents qu'il avait vu sur les genoux du commandant n'allait pas, une fois accroché à son cou, lui sucer le sang ; sans la moindre appréhension, et même avec tendresse, il avait commencé à se rendre dans le jardin derrière le bâtiment central et pris l'habitude de s'approcher tout près des clapiers, de caresser les lapins, de leur donner des carottes, à croire que ce n'était pas lui qui s'était évanoui un après-midi d'août, qui avait vu de ses propres yeux le lapin aux dents pointues et aux longues oreilles se transformer sur les genoux du commandant en un épervier, une panthère féroce, pis encore, en un vampire assoiffé de sang, et qu'il était un ami des lapins ignorant tout de ces événements.

Le commandant était sans aucun doute au courant de la situation. Visiblement il fermait les yeux sur ses relations avec les lapins et y prenait même plaisir. Il devait sûrement enchanter le commandant en allant leur donner des carottes après l'appel du soir, sans même prendre la peine de déposer son équipement, le fusil à la main, le sac et la gourde sur le dos, tandis que ses camarades, accablés de fatigue au terme de la journée, se reposaient dans les chambrées jusqu'à l'heure du dîner. Sinon il était impensable que le « *commandant au regard d'acier* » qui faisait trembler toute la caserne autorisât un simple soldat du bataillon à pénétrer dans le jardin, fût-il le plus soumis, le plus sentimental, le plus séduisant des militaires. Car le jardin du fond était le petit paradis du commandant, un vrai jardin de sultan.

Les fleurs s'épanouissaient dans des pots placés autour d'un bassin hexagonal peint en bleu. Des belles-de-nuit, des violettes, des œillets, des balsamines. Une rose miraculeusement indemne, une unique rose rouge, se tenait toute chagrine à l'ombre du saule. Le factionnaire se rappela un après-midi rafraîchi par le jet d'eau du bassin. C'était au début de son service militaire.

A l'appel du matin, lors de l'inspection du bataillon, le commandant s'était arrêté devant lui et l'avait interrogé sur son nom, sa province d'origine, son métier, en le regardant au fond des yeux. Puis il lui avait donné l'ordre de repeindre la table et les chaises sous le saule du jardin. Vers la tombée du jour, sa besogne était achevée quand le commandant, venu voir les lapins, s'était dirigé droit vers les cages, sans faire attention à lui ni regarder où en étaient les travaux de peinture. Les clapiers étaient installés au bout du jardin, là où le gazon se faisait plus rare.

Tandis que le commandant cajolait ses lapins, il était resté au garde-à-vous devant la table et les chaises soigneusement repeintes. Un long, un très long moment s'était écoulé. Espérant que le commandant finirait par le remarquer, il avait fixé son regard sur le jet d'eau du bassin, puis s'était perdu dans la contemplation des pétales rouges de la rose et des branches du saule qui peu à peu s'obscurcissaient. La voix du commandant qui parlait aux lapins lui arrivait par derrière. Il comprenait mal ce qu'elle disait, mais, à la nuit tombante, tout au long d'une attente interminable, c'était une voix douce, transparente comme l'eau déversée par la vasque du bassin.

Il entendit bien souvent cette voix par la suite. Il a encore en mémoire les mots incompréhensibles que le commandant lui chuchotait à l'oreille dans l'obscurité. Mais il n'y a plus de doigts pour lui caresser la joue. Ni de barbe piquante qui s'enfoncerait dans sa chair. La proximité du commandant n'est même plus un lointain souvenir.

MAINTENANT, montant la garde sous la tonnelle, bien des mois plus tard, il se rappelle la sensation moelleuse que cette même voix procurait à ses oreilles. Et le jardin avec son bassin lui revient à l'esprit. Il regrette le reflet de la lune dans l'eau, les branches du saule sous lesquelles il a vécu les moments les plus heureux de sa vie de soldat. De nouveau il entend la voix du commandant. Un langage incohérent, un chuchotement soyeux pénètre en lui. Il ressent une impression de détente, d'apaisement.

Puis, soudain, la voix s'éloigne. Et avec elle le souvenir du jardin. Les regards bleus du commandant le premier jour, la chaleur des lapins n'existent plus. Il se sent aussi abandonné que les versants désertiques éclairés par la lune. Il n'est plus qu'un arbre solitaire sur la steppe. Un arbre qui dépérit de jour en jour, faute d'eau et de fraîcheur. Un soldat délaissé dans la gigantesque caserne. Un soldat aussi stérile que les collines d'en face, sans passé ni avenir.

Tout à coup le vent se leva. C'était la brise nocturne qui, depuis les collines blanches, soufflait vers la caserne. Les feuilles des arbustes de la tonnelle bruirent légèrement. Au loin, très loin, une chouette hua. Au même moment des chiens aboyèrent. Le vent souleva jusqu'à la caserne la poussière des collines, les bâches des canons s'agitèrent imperceptiblement au clair de lune. Le factionnaire livra au vent son corps en sueur et écouta le murmure des arbres. Mais un peu plus tard, une fois que le vent fut tombé aussi vite qu'il s'était levé, il éprouva de nouveau en lui la chaleur d'août.

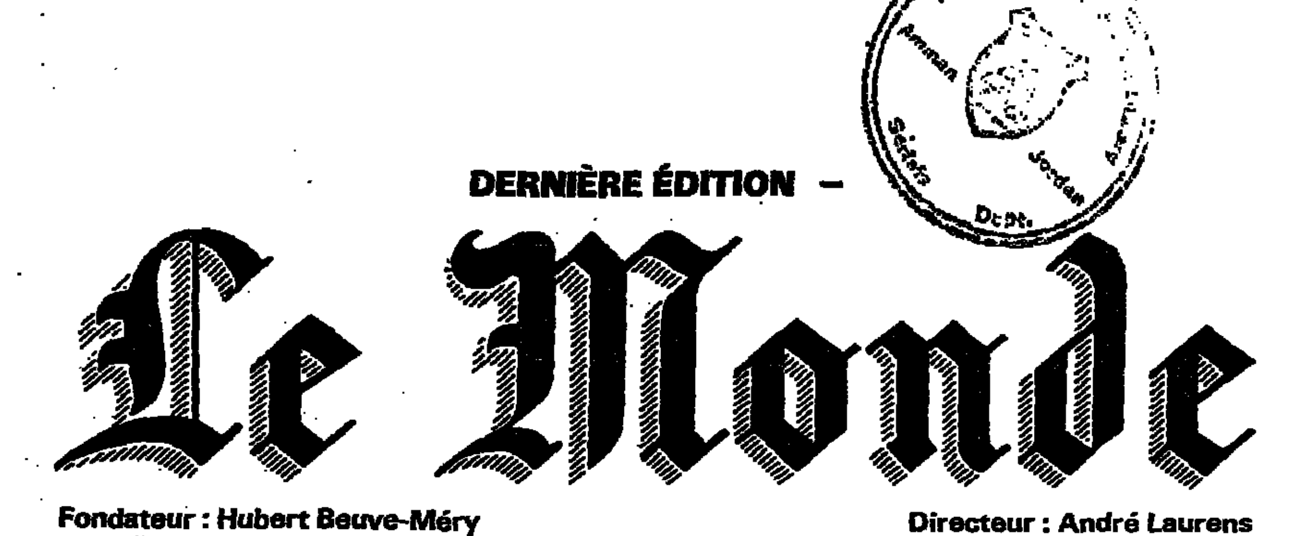
Le lapin qui tout à l'heure s'était caché sous un canon en sortit, puis courut vers la tonnelle. S'arrêtant à quelques mètres du poste de garde, il se mit à remuer les moustaches. Il était tout blanc sous la lumière de la lune. Ses oreilles paraissaient démesurées. Le factionnaire s'approcha du lapin, se pencha et lui caressa le dos. Il vit ses yeux briller comme deux petites braises. Il sentit la chaleur du sang qui coulait sous ses doigts. Une bonne douceur, proche du sommeil, le submergea. Il retourna à son poste, serrant le lapin contre lui.

(Lire la suite page XV.)

Traduit du turc par Anne-Marie Toscan du Plantier.

* Né en 1951 en Turquie, Nedim Gürsel vit actuellement à Paris où il est chercheur au C.N.R.S. Une nouvelle de lui est déjà parue dans *le Monde Dimanche* du 30 novembre 1980 *(Au Seuil de l'hiver)*, ainsi qu'un texte dans la série « Géographie vécue » *(l'Atlas, le Monde Dimanche* du 21 juin 1981). Il a publié *Un long été à Istanbul* aux éditions Gallimard.

FRANÇOIS RÉTALI



DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11941 — 4,80 F — DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JUIN 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

Le pacifisme peut-il prendre en France ?

« Vincennes, capitale de la paix » titre, samedi, l'Humanité *pour inviter ses sympathisants à participer massivement à la Fête de la paix organisée dimanche 19 juin sur la pelouse de Reuilly à Vincennes. Le parti socialiste a rappelé qu'il ne participera pas à cette manifestation organisée sous l'égide de l'« Appel des cent ». Tandis que le C.D.S. dénonce l'« imposture » de la Fête de la paix, plusieurs personnalités de l'opposition participaient samedi à un colloque à la Sorbonne, sur le thème « Pacifisme et désinformation » en présence du général Jean Delaunay, ancien chef d'état-major de l'armée de terre.*

« Pas une seule fusée de plus, monsieur le président !

– Non, monsieur Marchais, moins de fusées ! »

Pas une seule fusée de plus : l'U.R.S.S. a déjà installé les siennes. Moins de fusées : c'est la négociation qui doit fixer le niveau de déploiement, selon la formule employée par M. Mitterrand devant le Bundestag, puis à Williamsburg.

Cet échange récent entre le chef de l'État et le secrétaire général du P.C.F. explique que les opérations pacifistes en France – telle que celle qui est prévue dimanche 19 juin à Vincennes – soient biaisées.

Même si René Andrieu assure, dans l'éditorial de *l'Humanité*, que *« la campagne insidieuse tendant à présenter la fête de la paix comme une entreprise communiste n'a pas remporté le succès escompté »*, cette assimilation est dans tous les esprits.

Le fait que le P.C.F. soit à la pointe du mouvement en France permet sans doute à ce dernier de « ratisser » au-delà de sa propre influence – M. Andrieu peut donc *« sans risque »* promettre *« la foule des grands jours »*, – *et en limite, dans le même temps,* la capacité d'extension. Ainsi par exemple s'ajoute au refus des socialistes de participer à la fête de la paix celui du Codène (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe), petite organisation, certes, mais qui est l'interlocuteur des autres mouvements pacifistes d'Europe de l'Ouest.

D'une façon générale on peut constater qu'en Europe neutralisme et pacifisme « prennent » bien là où les partis communistes sont faibles ou absents. Là où le P.C. vend la mèche, l'opinion paraît vaccinée et mesure mieux le jeu de l'U.R.S.S. qui est précisément de se servir de la pression des populations occidentales.

Le fait que le pacifisme puisse ainsi être détourné au profit d'une superpuissance – le slogan du P.C.F., *« ni Pershing ni SS-20 »* apparaissant aux yeux de beaucoup comme purement tactique – lui donne un caractère artificiel qui rend difficile la jonction avec un pacifisme plus fondamental ou moral.

Cette dernière composante est elle-même en France, beaucoup moins développée que dans les autres pays européens. Cela pour des raisons négatives et positives. Il y a d'abord le fait que, chez certains de nos voisins, le pacifisme s'intègre à un mouvement de contestation plus vaste, dont les écologistes sont l'élément moteur.

De plus, en France, l'extrême gauche elle-même a une solide tradition antisoviétique parce qu'elle reste à dominante trotskiste. Les explications plus positives tiennent au fait que le développement nucléaire – civil et militaire – en France a été perçu majoritairement comme un facteur de progrès technologique contribuant à la modernisation et à la grandeur du pays. On peut affirmer que Charles de Gaulle a exorcisé le pacifisme.

Enfin, s'y ajoutent le sentiment – vrai ou faux – de vivre à l'abri d'une force de dissuasion autonome et l'attitude des évêques français, très en retrait par rapport à la position des évêques américains par exemple, qui ont récemment marqué leur engagement aux côtés des mouvements pacifistes.

Il existe, en France, un consensus politique réel sur la nécessité d'un équilibre des forces en Europe – excluant le seul P.C.F. – qui fait obstacle au développement du pacifisme.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 13.)

La Pologne à l'heure de Jean-Paul II



(Dessin de PLANTU.)

En attendant Walesa...

C'est ce samedi 18 juin à Czestochowa que le pape devait, en principe, rencontrer le symbole de la résistance polonaise à la normalisation, Lech Walesa. Une rencontre que les autorités polonaises n'ont pu éviter comme elles n'ont pu éviter que Jean-Paul II ne « ressuscite » le syndicat indépendant Solidarité en demandant à deux reprises vendredi le respect des fameux accords de Gdansk signés en août 1980.

De notre envoyé spécial

Varsovie. – *« Août 1980 »* vient de dire le pape dans son homélie, et, à cette évocation de la date de naissance de Solidarité, un million de personnes applaudissent à tout rompre. Jean-Paul II laisse passer ce tonnerre que les micros amplifient et que l'écho répercute, et demande avec une autorité souriante qu'on ne l'interrompe pas. On ne l'interrompra plus qu'une seule fois car un vœu du *« pape polonais »*, comme il se nomme lui-même, est ici un ordre.

Alors on l'écoute, avec difficulté parfois, tant le propos est dense. Tranquillement le pape exalte la *« volonté de victoire qui n'abandonne pas* [sa] *nation »* et c'est cela plus que toutes les banderoles, plus même que l'énormité de la foule qui crie la solitude d'un pouvoir pourtant si fort.

Sur la rive est de la Vistule, l'autel blanc surmonté d'une gigantesque croix blanche a été bâti en haut d'une travée de stade. Placé ainsi, on peut le voir aussi bien de l'intérieur, des gradins, que de l'extérieur, des pelouses envahies par neuf cent mille personnes. Les drapeaux aux couleurs jaune et blanc du Vatican semblent dessiner un espace d'exterritorialité où le pays aurait trouvé asile.

En uniforme ou en civil, les miliciens sont là, innombrables. Mais l'ordre, ce sont les dix mille hommes levés par l'épiscopat qui le font régner. Comme l'avait suggéré la clandestinité, le graphisme d'un très grand nombre de banderoles est celui des célèbres lettres de Solidarité, dont on croit ainsi voir le nom partout.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 8.)

L'épreuve de force de Stuttgart

Mme Thatcher, fidèle à sa légende

Mme Thatcher reste fidèle à sa réputation : samedi matin 18 juin, elle n'avait encore rien concédé à ses partenaires européens, réunis à Stuttgart. La dame de fer veut rentrer à Londres avec « son argent ». Ses interlocuteurs, M. Mitterrand en tête, estime au contraire que l'affaire de la contribution britannique au budget de la C.E.E. ne peut être réglée indépendamment d'une plus vaste réforme du système européen.

De notre envoyé spécial

Stuttgart. – Le principal affrontement a lieu comme prévu entre Mme Thatcher et les autres délégations, ou du moins la plupart d'entre elles. Le premier ministre britannique *répète, avec son énergie coutumière,* qu'elle entend obtenir de ce conseil européen, sinon une décision, du moins un engagement aussi précis que possible sur ce que sera en 1983 *la compensation accordée au* Royaume-Uni pour réduire sa *« contribution nette »* au budget européen.

Ses interlocuteurs, le président de la République en tête, lui répondent que les différents problèmes que posent aujourd'hui les finances de l'Europe, la nécessité de faire des *économies et de réorienter certaines* politiques (pas uniquement la politique agricole) forment un tout indissociable. Le succès de Stuttgart dépendra principalement de la capacité des Dix à définir d'une manière qui soit acceptable par tous un lien organique entre des affaires qui sont de nature différente.

Les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les ministres des affaires étrangères, y ont consacré une large partie de la nuit de vendredi à samedi, sans succès. Mme Thatcher, très isolée, ne s'est pas montrée disposée à accepter le lien réclamé par ses partenaires. Elle entend avoir son argent mais, pour sa part, ne rien promettre. Le débat sur ce thème central a repris samedi matin. *D'un geste du premier ministre britannique* dans le sens voulu par les autres États membres et, en particulier par la France, dépend donc le succès ou l'échec de la réunion.

Les Britanniques considèrent que, aux termes mêmes de promesses faites par le conseil des ministres des Dix, il convient qu'ils quittent Stuttgart en étant fixés sur ce que sera cette année leur compensation budgétaire. *Cela signifie qu'ils veulent* qu'on parle chiffres et bien entendu que Mme Thatcher entend exercer une *pression très vive pour que le montant* de la compensation soit aussi élevé que possible.

La commission prévoit pour cette année que la contribution nette du Royaume-Uni (la différence entre ce *qu'il verse et ce qu'il reçoit du budget* européen) sera de l'ordre de 2 milliards d'ECU (près de 14 milliards de francs).

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 3.)

M. ALAIN PEYREFITTE invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* »

M. Alain Peyrefitte, député R.P.R. de Seine-et-Marne, ancien ministre de la justice du gouvernement Barre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* », dimanche 19 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Provins répondra aux questions d'André Passeron et de Bertrand Le Gendre, du *Monde* ; de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de R.T.L. ; le débat étant dirigé par Henri Marque.

COUPE DE L'AMERICA

Le nouveau défi français

Effervescence dans les tavernes de Newport. Le 18 juin commence, dans la baie du célèbre port de plaisance, le plus grand défi de la Coupe de l'America. Une affaire de passion et d'argent à régler entre pur-sang de la voile, les 12 mètres de jauge internationale.

De notre envoyé spécial

Newport. – C'est avec un curieux mélange d'exaltation et d'inquiétude que Newport a vu arriver cette année le 18 juin, date d'ouverture des régates éliminatoires de la Coupe de l'America. Du *Black Pearl* au *Christie's*, ces tavernes rustiques où le Tout-Newport, jeunesse dorée et vieux capitaines, se retrouve, la nuit tombée, on a beaucoup commenté une petite phrase de M. Bob McCullouch, le commodore du New-York Yacht Club : *« Jamais les challengers n'ont été aussi dangereux. Notre avance technologique s'étant réduite, je crains que la fin de notre règne ne soit proche. »*

Une prophétie qui prendrait ici des allures de fin d'un monde. Si le petit port le plus célèbre des Amériques a bien survécu à l'exil estival de ses milliardaires vers les Bahamas tellement plus ensoleillées, c'est en effet à la Coupe de l'America qu'il le doit.

GÉRARD ALBOUY.

(Lire la suite page 15.)

AU JOUR LE JOUR

Généraux

Du Chili à la Pologne, les temps sont durs pour les généraux au pouvoir. Le flot menaçant monte autour d'eux et le château de sable de leur pouvoir absolu s'érode sous les vagues.

Certes, les régimes durs ont la vie dure, mais l'histoire enseigne qu'ils ne sont pas éternels. Elle enseigne aussi, hélas ! que, lorsqu'ils tombent, pantelants, ils peuvent être remplacés par des sosies.

De casque en képi, de régime botté en dictateur militaire : c'est ainsi que l'humanité a franchi les siècles. Chaque dictateur est, comme la guerre de 1914-1918, la der des ders jusqu'à la prochaine.

BRUNO FRAPPAT.

Dates

RENDEZ-VOUS

19 juin. *Chine :* Fin de la session de l'Assemblée nationale et élection du chef de l'Etat.
Pologne : Suite de la visite du pape (jusqu'au 22).

20 juin. *Paris :* L'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement organise un rassemblement à l'intention des élus locaux.

21 juin. *Cameroun :* Visite du président Mitterrand (jusqu'au 22).

22 juin. *Paris :* Congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.-FEN) (jusqu'au 24).

23 juin. *Grande-Bretagne :* Visite du vice-président américain, M. Bush, qui se rend ensuite dans plusieurs pays nordiques.
Rencontre de M. Cheysson et du ministre mexicain des affaires étrangères.

26 juin. *Japon :* Elections sénatoriales.
Italie : Elections générales (jusqu'au 27).
Paris : Plusieurs syndicats d'enseignants du privé organisent un rassemblement pour rappeler que la mobilisation pour la défense de l'école privée reste à l'ordre du jour.

Sports

Tennis. — Du 20 juin au 3 juillet : Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon.

Sports équestres. — Du 21 au 28 : C.S.I.O. d'Aix-la-Chapelle.

Athlétisme. — Le 24 : Meeting international de Paris.

Cyclisme. — Le 26 : Championnats de France sur route.

Motocyclisme. — Le 26 : Grand Prix de vitesse des Pays-Bas.

CORRESPONDANCE

La démission du président Leone

*A propos des circonstances ayant entouré la démission forcée du président de la République italienne, M. Leone (*le Monde *daté 12-13 juin), M. Michel Rodet nous écrit :*

Comme beaucoup de gens, je me suis interrogé longtemps sur le nom de code Antelope Cobbler (sabotier d'antilope), employé dans l'affaire Lockheed pour désigner, croit-on, le président Leone. La solution se trouve, à mon avis, dans une faute typographique *volontaire ou involontaire (?)* qui a déformé le nom de code initial : Antelope Gobbler (bouffeur d'antilopes) = lion = Leone. Il n'y a plus de mystère !

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

IL Y A CENT ANS, LA MORT DU COMMANDANT RIVIÈRE

Notre première guerre d'Indochine

Il y a cent ans, la « première guerre d'Indochine » battait son plein. Le capitaine de vaisseau Henri Rivière trouvait la mort le 19 mai contre les « Pavillons noirs » qui assiégeaient Hanoï, et le cabinet Jules Ferry préparait l'envoi d'un corps expéditionnaire qui s'empara de la capitale impériale de l'Annam, Hué, le 20 août.

Dix ans plus tôt, à la tête d'une petite troupe, le lieutenant de vaisseau Francis Garnier avait pris d'assaut, pour la première fois, la citadelle de Hanoï avant de tomber, lui aussi, face aux *« indigènes »* soutenus par les Pavillons noirs, ces aventuriers chinois qualifiés de *« sinistres bandits »* par la presse française de l'époque.

Le rapatriement en France, le 26 avril dernier, des cendres de Francis Garnier (1) a rappelé l'un des épisodes les plus marquants de l'épopée coloniale de la IIIe République. Déjà Napoléon III avait établi son protectorat sur le Cambodge (1863), puis annexé la Cochinchine (1867). Garnier avait remonté le Mékong, pour s'apercevoir rapidement que le fleuve n'était pas la voie d'accès commerciale espérée au sud de la Chine.

L'empire d'Annam, dirigé par Tu Duc, dont la cour résidait à Hué, n'était guère en mesure de résister à la pression des puissances occidentales, dont la France, qui rêvait de se tailler un empire colonial pouvant rivaliser avec celui de la Grande-Bretagne. Les Français de l'époque se faisaient des « Annamites » l'idée peu flatteuse que devait traduire quelques années plus tard Ch. Delon dans ses *Peuples de la Terre* (Hachette 1905) : *« Paresseux (...), rusés, flatteurs, fourbes, menteurs au-delà du possible, peu sûrs en affaires. »* Sous Tu Duc, écrivait Alfred Barbou dans *les Héros de la France et les Pavillons noirs du Tonkin* (Librairie universelle d'Alfred Duquesne, 1884), *« le peuple s'est plus avili encore, si c'est possible... »* Cette race, *« nous sommes appelés à la régénérer, du moins à l'améliorer »*.

La prise de Hanoï

Justifiée à l'origine par la défense du commerçant français Jean Dupuis, pionnier du négoce avec le Yunnan par le fleuve Rouge, et dont les démêlés avec les mandarins de Hanoï s'éternisaient, la première conquête du Tonkin visait en fait à étendre les possessions de la République et à forcer la main à un gouvernement réticent. *« La Cochinchine conquise*, lira-t-on dans le Grand Larousse illustré, de 1904, *on devait songer à lui créer des débouchés. Un négociant français, Jean Dupuis, en fournit l'occasion. »*

« Voici une expédition comme je les aime », écrivait, en octobre 1873, Francis Garnier, avant de s'embarquer pour Hanoï. Arrivé en novembre, face à la passivité hostile des autorités locales, il décide, pour le 30 du même mois, un *« coup d'éclat »*, l'attaque de la citadelle, gardée par des milliers de soldats. Écoutons encore le lyrique Alfred Barbou : *« Quelques soldats enlevèrent les chevaux de frise qui défendaient l'entrée du redan* (de la porte du Sud) ; *un marin escalada la porte et l'ouvrit à ses camarades. Un canon fut braqué et on tira aussitôt sur la citadelle, puis on s'élança sur le pont. L'ennemi répondit en tirant à mitraille, mais ne blessa personne. Notre canon pratiqua une ouverture : les Annamites, épouvantés, s'enfuirent, laissant l'entrée libre* (...).

» Les soldats annamites, intimidés par l'intrépidité d'une attaque à laquelle ils ne pouvaient croire, tiraient mal et n'atteignaient pas les nôtres. En vain ils firent pleuvoir des remparts des poutres énormes, une grêle de pierres, des poignées de clous triangulaires à pointes aiguës, des fusées incendiaires ; en vain le vieux gouverneur, donnant, lui aussi, la preuve de son courage, mais d'un courage inutile, s'efforça de ramener ses troupes terrifiées : au bout d'une heure, la citadelle était en notre pouvoir, le gouverneur grièvement blessé et avec lui trois cents hommes. L'ennemi, qui comptait quatre-vingts morts, laissait entre nos mains trois mille prisonniers, parmi lesquels presque tous les grands mandarins. Le reste fuyait (...). Le drapeau français fut arboré. »

La « joie des indigènes »

Triomphe éclair, suivi de la prise de plusieurs villes du Delta et de l'organisation du terrain par Garnier. *« Les indigènes manifestaient ouvertement leur joie, car en réalité on les débarrassait de leurs oppresseurs et ils savaient qu'à l'ombre du pavillon français ils pourraient jouir de la justice, de la liberté et de la prospérité commerciale. »* Mais, très vite, la riposte d'un peuple jugé trop vite soumis s'organise. Le 21 décembre, les Tonkinois lancent l'assaut contre la citadelle de Hanoï, et Francis Garnier est tué en menant une contre-attaque.

Devant ce désastre, le cabinet de Broglie décide le retrait du Tonkin contre l'octroi de concessions à Hanoï et Haïphong et la reconnaissance de la souveraineté française sur la Cochinchine (traité du 15 mars 1874).

Neuf ans plus tard, les choses ont changé. La République consolidée songe à nouveau aux colonies. Henri Rivière, *« marin et littérateur »*, auteur de ce chef-d'œuvre, Pierrot (le Grand Larousse illustré), va affronter *« les hordes de Pavillons noirs »*. Tu Duc s'était allié à la Chine et refusait de céder aux Français. Le 25 avril 1882, Rivière entre à son tour dans la citadelle de Hanoï et reprend la pacification du Delta, cette fois, avec des crédits et des soldats en plus grand nombre. Une fois de plus, pourtant, l'opération s'achève par un drame : le commandant Rivière est tué par les Pavillons noirs. Une lettre d'un officier du corps expéditionnaire fait le récit du combat : *« Après l'enlèvement du premier village, nous nous étions avancés sur une chaussée étroite, seul chemin où nous puissions passer. L'ennemi, arrivant en foule de tous côtés, ne se comporta point comme tous ceux à qui nous avions eu à faire auparavant. Ceux-ci étaient braves, bien armés et bien abrités. La retraite s'imposait, elle fut peut-être un peu tardive. Le commandant ne voulait pas croire qu'il fût obligé de reculer et semblait penser que ce premier pas en arrière serait la fin de sa fortune.*

» Au bout de peu de temps, l'artillerie, dont le personnel avait beaucoup souffert, (...) fut gravement compromise. Il n'y avait presque plus personne autour des pièces. Le commandant et les officiers présents se mirent à payer de leur personne, à pousser aux roues et à diriger les chevaux. (...) Presque au même moment, le commandant tombait en arrière en portant la main au côté gauche. Il a dû être traversé au-dessous de l'épaule par une balle tirée à une cinquantaine de mètres. »



Épisode de la bataille de Fou-daï au cours de laquelle fut tué le commandant Rivière. (La République illustrée *du 28 juillet 1883.*)

« Des rats sournois coiffés d'abat-jour blancs »

Cette mort devint vite un thème majeur de l'imagerie d'Épinal, d'autant qu'elle se produisit à l'endroit même où avait été tué Garnier. La tête de Rivière, dont le cadavre avait été décapité, sera retrouvée le 18 septembre. Mais, cette fois, Paris était déterminé, et la riposte s'organisa, tandis que se consolidait la présence française à Hanoï, avec le soutien des « Pavillons jaunes », autres « pirates » chinois, moins « méchants » parce que ralliés. Une expédition fut lancée contre Hué, la capitale impériale. Les forts de la cité furent pris le 20 août 1883, un mois après la mort de Tu Duc, qui aurait pu être l'âme de la résistance. Cinq jours plus tard, l'Annam reconnaissait le protectorat français.

La prise de Hué a, elle aussi, donné lieu à des débordements d'enthousiasme littéraire, tel ce témoignage d'un officier de marine publié dans *le Figaro*. Les vaillants soldats rencontrent d'abord dans les dunes, *« tapis comme des rats sournois dans leurs trous de sable, des hommes jaunes d'une grande laideur, étiques, dépenaillés, misérables, à peine armés de lances, de vieux fusils rouillés, et coiffés d'abat-jour blancs ». « On tuait presque galement, déjà grisés par les cris, par la course, par la couleur du sang. »* Après la victoire, une fête est donnée par les vaincus aux vainqueurs, *« mélange curieux de barbarie orientale et de luxe asiatique poussé dans ses dernières limites »*, écrit dans son numéro du 20 octobre l'hebdomadaire *la République illustrée*, en légende à une gravure savoureuse par son ignorance des cultures locales.

La guerre se poursuivra encore deux ans contre la Chine, marquée par le désastre de Langson, qui entraîna la démission du cabinet Jules Ferry (30 mars 1885), avant que le traité de Tien-Tsin (aujourd'hui Tianqin) du 9 juin reconnaisse le protectorat français sur l'ancien vassal de l'Empire du Milieu. L'empereur Ham Nghi, qui poursuit la lutte, sera capturé et déporté en Algérie. Dong Khanh, choisi par les Français, régnera sans gouverner, isolé dans sa capitale. D'autres insurrections, nationalistes, puis communistes à partir des années 30, émailleront une présence française qui n'aura pas duré un siècle : quatre-vingt-quatorze ans entre la prise de Saigon et le départ des troupes françaises de Hanoï en 1954, soixante-douze ans après la prise de la citadelle par Rivière. Mais c'est une autre histoire...

PATRICE DE BEER.

(1) Ont été également rapatriées les dépouilles mortelles du commandant Doudart de Lagree, son compagnon d'exploration, de Mgr Pigneau de Behaine, vicaire apostolique au dix-huitième siècle, de Mgr Miche, vicaire apostolique au Cambodge au dix-neuvième siècle, et de Mgr Charbonnier.

IL Y A CINQ ANS

La mort tragique des présidents des deux Yémens

Il y a cinq ans l'assassinat, le 24 juin 1978, du président nord-yéménite Ahmed Ghachemi, tué par l'explosion d'un engin placé dans l'attaché-case d'un émissaire du président sud-yéménite Salem El Robaya, a précipité les deux Yémens, pièces maîtresses dans l'équilibre stratégique de l'océan Indien et de la mer Rouge, dans des crises graves. Cet attentat peu banal coïncide en effet avec une révolution de palais organisée à Aden par le président Robaya en vue d'écarter du pouvoir les tenants d'une politique inconditionnellement prosoviétique. La tentative échoue et, le 26 juin, c'est le chef de l'État sud-yéménite, réduit déjà depuis un certain temps à jouer le rôle ingrat d'un président destiné à « inaugurer les chrysanthèmes », qui perd le pouvoir et est exécuté au terme d'un procès sommaire.

L'imbroglio est total : en l'espace de quarante-huit heures, les deux Yémens sont privés de leurs chefs d'État. En outre, ce sont les « modérés » au pouvoir à Sanaa qui accusent le président sud-yéménite, lui-même chef de file de la tendance modérée qui, à Aden, préconise le relâchement des options socialistes du régime et un rapprochement avec les monarchies pétrolières de la région, d'avoir organisé le rocambolesque assassinat du président Ghachemi. Et ce sont les « radicaux » d'Aden qui se hâtent de juger et de liquider un chef d'État qui était devenu au fil des ans un *« gêneur révisionniste »*.

Qui donc a tué Ghachemi ? Nul ne peut encore à ce jour répondre exactement à la question. Le président nord-yéménite était un personnage controversé. Il était en effet accusé par la rumeur publique d'avoir organisé, le *11 octobre 1977, l'assassinat* de son prédécesseur, le président Ibrahim Hamdi, chef d'Etat charismatique devenu au Yémen du Nord le symbole de l'indépendance nationale contre les pressions exercées par l'Arabie Saoudite et l'artisan d'un Etat moderne et centralisé dans un pays dominé par les tribus rivales.

Au bord de la guerre

Le président Ghachemi avait en outre accédé à la magistrature suprême grâce à l'appui de Ryad, comblé par la disparition d'Ibrahim Hamdi, qui s'apprêtait à se rendre à Aden pour normaliser les relations entre les deux Yémens. Durant son règne éphémère — du 27 avril au 24 juin 1978, — Ghachemi avait cependant pris une certaine distance à l'égard de l'Arabie Saoudite.

La succession du président assassiné s'annonce particulièrement périlleuse : les relations diplomatiques avec Aden sont rompues et les deux pays se trouvent au bord d'un affrontement armé. Le régime de Sanaa fait face à une guerre civile larvée. Les forces militaires favorables à l'ancien président Hamdi se sont en effet ralliées au Front national démocratique (F.N.D.), qui regroupe désormais la plupart des mouvements d'opposition au gouvernement central. Plusieurs régions limitrophes au Sud-Yémen se trouvent en dissidence ouverte contre les autorités de Sanaa.

Dans ces conditions, l'arrivée au pouvoir, le 18 juillet 1978, du commandant Ali Abdallah Saleh, un « baroudeur » mal préparé à exercer les fonctions présidentielles, ressemble à une gageure sinon à une provocation contre le voisin du Sud. Le nouveau chef de l'Etat est en effet non seulement impopulaire au sein de l'armée, mais également accusé d'avoir participé personnellement à l'assassinat d'Ibrahim Hamdi. Il est en outre considéré comme totalement inféodé à la politique « pro-saoudienne » et est favorable à une rupture avec les pays socialistes, qui fournissent au Yémen du Nord l'essentiel de son armement. Pis encore, il a la réputation d'être catégoriquement hostile à tout dialogue avec le Yémen du Sud. A Sanaa, ses nombreux détracteurs civils et militaires commencent déjà à supputer ses faibles chances de survie.

Déjouant cependant les prévisions les plus pessimistes, l'obscur militaire qu'est alors le commandant Ali Abdallah Saleh — rapidement promu commandant en chef de l'armée avec le rang de lieutenant-colonel — se révèle un homme d'Etat habile. Il parvient à imposer sa volonté dans un pays profondément divisé en clans hostiles, tout en gardant une marge de manœuvre susceptible de préserver son indépendance à l'égard aussi bien de l'Arabie Saoudite *que de ses « envahissants frères du sud »*. Il s'oppose avec succès à toutes les pressions de Ryad et de Washington en vue de mettre un terme à sa politique de coopération militaire avec l'U.R.S.S. et, en même temps, utilise l'armement que lui procure généreusement Moscou pour neutraliser les maquis du F.N.D., aidé militairement et politiquement par le régime d'Aden.

L'élimination du « doctrinaire »

La lente métamorphose de la politique du président Ali Abdallah Saleh a été, il est vrai, facilitée par les mutations intervenues au même moment au sein du régime d'Aden. L'élimination, en avril 1980, du président Abdel Fattah Ismail, un « doctrinaire » marxiste accusé par ses pairs d'être en partie responsable de la guerre de dix jours de mars 1979 entre les deux Yémens, a mis fin à la période de radicalisation qui a suivi l'exécution du président Ali Robaya. L'intronisation en octobre 1980 de M. Ali Nasser Mohamed qui cumule désormais les fonctions de chef de l'État, de secrétaire général du parti unique et de président du conseil des ministres, contribue à normaliser les relations entre les deux Yémens. Le nouvel homme fort d'Aden, bien que jouissant de l'entière confiance des Soviétiques, est avant tout un « réaliste ». Tout en maintenant les relations privilégiées avec l'U.R.S.S., il s'efforce sur le plan régional de rassurer ses voisins arabes en général et le Yémen du Nord en particulier, en multipliant les gestes de bonne volonté.

Au Nord, le président Ali Abdallah Saleh semble, pour sa part, avoir gagné un pari que certains avaient en 1978 jugé insensé, en se maintenant au pouvoir pendant cinq années consécutives dans un pays réputé pour l'instabilité chronique de ses intitutions. En engageant le dialogue avec le Sud-Yémen, il a su écarter les risques d'un nouvel affrontement armé. Pour l'instant, la paix est revenue dans les régions contrôlées par les maquisards du F.N.D. Mais les problèmes qui sont à l'origine de cette dissidence larvée demeurent et risquent à tout instant de troubler le nouveau mandat de cinq ans que lui a confié, le 22 mai dernier, l'Assemblée consultative — peu représentative — de Sanaa.

JEAN GUEYRAS.

Etranger

BULLETIN

La Chine se donne un président

Deux jours après l'Union soviétique, la Chine va se donner un nouveau chef de l'État. La vacance de la magistrature suprême aura été plus longue à Pékin qu'à Moscou. C'est à quinze ans d'intervalle que M. Li Xiannian succédera à Liu Shaoqi, la plus illustre des victimes de la révolution culturelle.

La désignation par la VIe Assemblée nationale populaire d'un président de la République témoigne de la normalisation des institutions chinoises. La nomination aura eu lieu comme prévu, selon un plan préparé de longue date, et sans qu'un conflit majeur entre groupes rivaux vienne, comme trop souvent par le passé, paralyser au dernier moment le fonctionnement du pouvoir.

Saisie pendant tant d'années par un vertige révolutionnaire, parfois autodestructeur, la Chine paraît avoir enfin trouvé son point d'équilibre. A l'enthousiasme qui « fit déplacer des montagnes », mais aussi causa quelques désastres majeurs, ont succédé une conception finalement plus moderne du pouvoir, l'apprentissage des compromis et une certaine sagesse qui ne refuse pas de puiser dans l'héritage confucéen.

Cette stabilité retrouvée est-elle durable ? Le consensus qui unit aujourd'hui la direction chinoise repose sur plusieurs postulats, dont le plus important est le refus de toute nouvelle aventure « gauchiste ». A ce pôle de ralliement négatif s'ajoute le désir de promouvoir un développement économique relativement rapide, de façon à donner au pays, d'ici à la fin du siècle, les moyens de devenir la troisième puissance mondiale.

Si l'objectif est clair et admis de tous, il n'est pas plus sûr aujourd'hui qu'hier que l'unanimité règne quant aux moyens d'y parvenir. Dans son rapport d'activité, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a annoncé sa volonté de créer « étape par étape » d'ici à 1990 « un nouveau système économique adapté aux conditions de la Chine ». Mais il a été fort discret lorsqu'il s'est agi de préciser cette intention. Il a, en revanche, critiqué la décentralisation « excessive » qui a provoqué l'an dernier un emballement des investissements. Or la décentralisation n'est-elle pas la conséquence de l'assouplissement du système voulu par les réformistes ?

Quant à l'ouverture sur l'étranger, il n'est pas certain que tout le monde en apprécie les avantages au même degré. La création d'un ministère de la sécurité d'État semblerait même indiquer qu'une telle ouverture pourrait s'accompagner d'un durcissement accru à l'intérieur.

D'une certaine façon, le choix des hommes reflète ces débats et ces contradictions. Malgré le renouvellement des cadres en province, c'est toujours la génération de la Longue Marche, pour la plupart des octogénaires, qui tient les commandes. Le souci de la continuité prime celui du rajeunissement. A l'évidence, c'est là un risque de fragilité pour l'avenir.

PAR UNE PROPOSITION DE COMPROMIS

M. Gonzalez tente un « quitte ou double » pour faire sortir de l'impasse la conférence de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, *est personnellement* intervenu, vendredi 17 juin, pour proposer un compromis qui permette enfin à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), *qui* se tient à Madrid depuis novembre 1980, d'achever ses travaux dans les prochaines semaines (1). Il a réuni au palais de la Moncloa les chefs des trente-cinq *délégations afin de leur présenter* une proposition concrète susceptible d'aplanir les divergences entre l'Est et l'Ouest sur la rédaction d'un document final.

M. Gonzalez n'a pas caché qu'il s'agissait de sa part d'un véritable quitte ou double. « *Nous présentons nos propositions comme un tout, en espérant qu'elles pourront être acceptées comme tel*, a-t-il dit. *Dans le cas contraire, il faudra conclure que les thèmes abordés ne sont pas encore mûrs pour faire l'objet d'une solution.* » M. Gonzalez a suggéré que, si sa proposition était adoptée, la C.S.C.E. soit suspendue pendant une ou deux semaines afin de préparer une réunion de clôture à laquelle prendraient part tous les ministres des affaires étrangères.

Le président du gouvernement espagnol a *pris* pour base le projet de document final présenté le 15 mars dernier par les huit pays neutres et non alignés. Les États occidentaux, le jugeant insuffisant, avaient proposé, *en avril*, deux amendements principaux. L'un demandait l'interdiction du brouillage des émissions radiophoniques, l'autre prévoyait la convocation, en avril 1986, en Suisse, d'une « *réunion d'experts* » sur le problème des contacts humains (mariages mixtes, libre circulation, droit à l'émigration, etc.). *M. Gonzalez a proposé une solution* à la Salomon qui consiste à accepter le second amendement et à abandonner le premier.

Il s'est également prononcé en faveur d'un compromis sur la convocation d'une conférence sur le désarmement en Europe. Les Soviétiques veulent la voir se réunir au plus tôt, si possible avant le début du déploiement des euromissiles, tandis que les Américains, pour le même motif, *préfèrent en retarder la convocation.* Si la suggestion de M. Gonzalez est acceptée, la conférence ne commencera qu'en janvier 1984... mais une réunion préparatoire aura lieu en octobre 1983.

La médiation du chef de gouvernement du pays hôte permettra-t-elle le déblocage de la C.S.C.E. ? « *Si nous ne considérons pas que nous avons de bonnes possibilités d'aboutir, nous n'aurions pas pris une telle initiative* », a affirmé le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Moran. Ce dernier semble avoir procédé à de discrets sondages à ce sujet, tant lors du voyage qu'il a effectué à Moscou à la fin du mois de mai que durant la récente réunion à Paris des ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique. Les représentants des Etats neutres et non alignés, auteurs de la version initiale *du projet de document final, étaient* les premiers à affirmer, vendredi, leur soutien à la proposition de M. Gonzalez. La délégation américaine, tout en affirmant l'avoir accueillie positivement, a déclaré avoir besoin de « *quelques jours* » avant de se prononcer sur le fond.

THIERRY MALINIAK.

(1) Elle réunit tous les Etats européens, sauf l'Albanie, ainsi que les États-Unis et le Canada.

L'ÉPREUVE DE FORCE DE STUTTGART

Mme Thatcher, fidèle à sa légende

(Suite de la première page.)

Londres estime qu'une compensation de 1 320 millions d'ECU (2,6 *milliards de francs*), soit les deux tiers de sa contribution, serait appropriée.

C'est là un premier sujet de discussion. *Il en est d'autres, comme* par exemple de savoir s'il convient de *déduire du montant* une partie des sommes trop perçues par les Britanniques en 1980 et 1981 : la compensation avait été alors calculée sur la base des prévisions d'une contribution nette du Royaume-Uni qui s'était révélée très supérieure à la réalité.

Dans l'hypothèse où un rapprochement se dessinerait entre les délégations sur la compensation budgétaire britannique (hypothèse qui n'est pas du tout évidente : il suffit pour s'en convaincre de se rappeler qu'au cours des années passées le problème a occupé plusieurs réunions des Dix avant qu'un compromis soit trouvé), le conseil européen devra s'entendre sur la nature des contreparties à *réclamer à Mme Thatcher.*

Le premier ministre n'a pas facilité les choses vendredi en réaffirmant qu'à son avis il n'était pas nécessaire d'augmenter les ressources de la C.E.E., de relever le plafond (aujourd'hui de 1 %) des recettes de la T.V.A. pouvant être affecté aux dépenses *de la C.E.E. ; qu'il suffisait de* parvenir à un meilleur contrôle des dépenses agricoles *pour regarnir* les caisses de l'Europe.

Le minimum, semble-t-il, pour permettre un arrangement d'ensemble est qu'elle renonce à ce point de vue *et accepte* l'idée d'un relèvement des ressources de la C.E.E., même, comme les Allemands l'ont fait, en y posant des conditions.

Le point suivant de la négociation a trait précisément à ces conditions, au premier rang desquelles les Allemands ont placé le ralentissement des dépenses agricoles. M. Mitterrand a souligné qu'il pouvait, effectivement, *être utile de se livrer à un tel* exercice d'élagage des dépenses agricoles, *mais qu'adapter la politique* agricole commune (P.A.C.) ne *devait évidemment pas avoir pour* conséquence de la détruire. S'il n'y a *plus de P.A.C., il n'y a plus de politique* européenne. C'est ainsi que *M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée,* a résumé les propos du président de la République. Celui-ci a noté que la réorientation du Marché commun agricole devrait prendre en compte, quoi qu'il arrive, la nécessité d'assurer un revenu raisonnable aux petits producteurs. C'est un point qui a été également souligné par M. Martens, le premier ministre belge.

Les Allemands, dans le document qu'ils avaient préparé pour faciliter la conduite du débat, ont évoqué la nécessité de réaliser des économies dans les autres politiques communes. M. Mitterrand n'est certainement pas hostile à cette idée (la France ne trouve guère utiles les politiques régionales ou sociales communes telles qu'elles ont été mises en œuvre jusqu'ici), mais a cependant relevé qu'il trouvait la tonalité du document allemand trop négative. Selon lui, ce serait une erreur de se contenter de souligner la nécessité de dépenser moins. Il souhaite un propos plus mobilisateur : l'action de la Communauté doit probablement être partiellement recentrée, mais il faut penser également à de nouvelles politiques. Dans le même esprit, les Belges ont souligné tout l'intérêt qu'ils portaient à voir la Communauté favoriser davantage qu'elle ne l'a fait jusqu'ici la coopération industrielle entre les Etats membres. *Le président de la République a souligné que l'on se trouvait à un moment crucial* pour l'Europe : celle-ci doit progresser *ou bien alors elle risque* fort *de* connaître une crise très grave.

PHILIPPE LEMAITRE.

« Ah ! madame... Il n'y a pas que vous qui soyez pauvre »

De notre envoyé spécial

Stuttgart. — « *Ah ! madame... Il n'y a pas que vous qui soyez pauvre !* » Ainsi M. Mitterrand marqua-t-il avec un sourire glacial, vendredi après-midi 17 juin, au terme du plaidoyer poliment courroucé que Mme Thatcher venait de consacrer aux thèses budgétaires britanniques, l'agacement que lui inspiraient *non seulement* la répétition inlassable des exigences de Londres mais aussi ce que l'on commence à nommer ici la « *dérive budgétaire* » des rencontres européennes.

« *Le débat sur l'extension des ressources propres de la Communauté tend à donner aux aspects budgétaires le pas sur toutes les autres considérations* », lit-on dans la communication de la Commission de Bruxelles au conseil européen. « *Au lieu de discuter sur la croissance du budget communautaire ou sur le degré de rigueur avec lequel il doit être géré, il faut s'entendre sur des objectifs communs, sur des politiques communes, qui correspondent à l'intérêt de tous et de chacun et, se doter ensuite des moyens de les réaliser* », écrit, de son côté, le président actuel de la Commission, M. Gaston Thorn. Ce sont là *des jugements que M. Mitterrand* n'est certainement pas loin de partager. Et malgré la séance de nuit consacrée à l'examen de la controverse budgétaire, il avait insisté pour que la réflexion des Dix sur les perspectives politiques de la coopération européenne soit au moins entamée dès ce samedi matin, avant son retour à Paris, notamment avec l'examen du fameux document Genscher-Colombo, *qui envisage* le renforcement de cette coopération.

D'une manière générale, le chef de l'Etat devait mettre l'accent au cours des premiers entretiens de Stuttgart sur les bénéfices que chaque État membre a déjà retirés de son appartenance à la Communauté et sur la nécessité, *face à la crise des économies* occidentales, non de distendre mais, au contraire, de resserrer les liens qui unissent les Dix. M. Mitterrand a appelé à renouer avec l'« *esprit de Messine* », même si l'on estime, du côté français, qu'il ne s'agit pas exactement de refaire une conférence comparable à celle qui avait jeté les bases du Marché commun, en juin 1955 : raisonner ainsi reviendrait, en effet, à *croire que l'on repart de zéro, ce* qui est loin d'être le cas.

BERNARD BRIGOULEIX.

La proposition soviétique de « gel nucléaire élargi » aurait pour effet de « geler les déséquilibres »

estime le gouvernement français

La proposition de « gel nucléaire » élargi aux cinq principales puissances atomiques (États-Unis, U.R.S.S., France, Grande-Bretagne et Chine) formulée par Moscou (*le Monde* du 18 juin) est une formule que la France ne saurait envisager favorablement car elle aurait pour résultat de « *geler les déséquilibres existants* », a-t-on indiqué vendredi 17 juin au ministère des relations extérieures. La France est, en revanche, favorable à un « *équilibre au niveau le plus bas possible* », rappelle-t-on de même source.

Une réaction négative a été encore plus nettement affirmée à Londres, où un communiqué du Foreign Office affirme que cette proposition « *ne sert que les intérêts soviétiques* ». « *Au cours des dernières années*, poursuit le communiqué, *l'U.R.S.S. a largement accru ses forces nucléaires à tous les niveaux, tandis que l'Occident modernisait peu ou pas du tout sa force de dissuasion. Il serait très dangereux pour l'Occident d'accepter un gel. Ceci perpétuerait le déséquilibre actuel, en particulier la supériorité massive de l'Union soviétique en matière d'armes nucléaires intermédiaires.* » Le Foreign Office note encore qu'un gel « *n'apporterait aucune solution aux problèmes de la négociation* », car il serait « *au moins aussi difficile à négocier que les réductions d'armement* ».

A Pékin, aucune réaction officielle n'avait été enregistrée ce samedi. L'agence Chine nouvelle a toutefois fait état de la proposition soviétique, *indiquant* notamment : « *C'est la première fois que l'U.R.S.S. tente d'inclure la France, la Grande-Bretagne et la Chine dans le groupe des* « *puissances nucléaires* » *et leur demande de se joindre à l'U.R.S.S. et aux Etats-Unis, qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires du monde, pour réaliser un gel des armes nucléaires.* »

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche s'est surtout attaché à déplorer que M. Gromyko ait, dans son discours au Soviet suprême, « *déformé la position des États-Unis sur pratiquement tous les sujets* », ce qui « *ne contribue pas au dialogue productif entre nos deux pays* ». Un peu plus tard néanmoins, la Maison Blanche a réagi à une suggestion exprimée par le ministre soviétique de réunir des spécialistes américains et soviétiques en vue d'examiner « *les possibles implications de la construction de système de missiles antibalistiques à grande échelle* ». « *Nous sommes intéressés à discuter avec l'Union soviétique des implications des nouvelles technologies défensives développées des deux côtés et (...) nous étudions la meilleure manière possible d'engager les Soviétiques sur ce sujet* », a répondu la Maison Blanche.

● *M. Mitterrand* a adressé vendredi 17 juin à M. Andropov un télégramme de félicitation à l'occasion de la nomination de ce dernier à la présidence de l'État soviétique. Après une allusion à « *l'amitié forgée dans des épreuves communes* », le président de la République se dit « *heureux de l'occasion qui nous est ainsi fournie d'œuvrer en faveur de la paix et de la coopération entre nos deux pays* ».

RÉUNIS A PARIS

Des Kurdes d'Iran demandent une aide humanitaire internationale

D'une manière générale les Kurdes, qu'ils soient sous souveraineté turque, irakienne, iranienne, syrienne ou même soviétique, estiment que leurs problèmes de « *montagnards indociles et orgueilleux* » sont très mal connus à l'étranger (1). Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.), la plus importante formation kurde de ce pays, vient donc, pour la première fois, de tenir plusieurs réunions publiques dans des capitales européennes — le vendredi 17 juin, à Paris, à la Bourse du travail de la rue Charlot, en présence notamment de Mme Ghassemlou, une Tchécoslovaque qui vit en France, épouse du principal dirigeant kurde d'Iran. Le P.S., le P.S.U., la FEN et des personnalités comme l'orientaliste Maxime Rodinson avaient appuyé cette initiative.

M. Abderrahmane Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I., actuellement en Iran, avait fait parvenir un message dans lequel il sollicite d'organisations internationales telles que les Nations unies ou la Croix-Rouge une aide en faveur des populations du Kurdistan d'Iran touchées par la répression du gouvernement central.

Selon le P.D.K.I., qui appartient au Conseil national de la résistance formé avec le mouvement Moudjahidin Khalq de M. Massoud Radjavi, ancien allié de l'imam Khomeiny en exil en France, Téhéran a lancé récemment une « *vaste offensive au Kurdistan, utilisant armement lourd, blindés, hélicoptères d'assaut, bombes au phosphore et gaz toxiques* ». La même source reconnaît que le « *régime de Téhéran parvient à contrôler les villes kurdes et les axes routiers* » et affirme que la répression menée par les forces de la République islamique au Kurdistan aurait, « *depuis la proclamation de la guerre sainte par Khomeiny dans cette région en août 1979, fait perdre la vie à dix-huit mille Kurdes, dont mille six cents combattants du P.D.K.I.* ». Vingt-cinq mille personnes auraient fui les zones contrôlées par l'armée iranienne pour se réfugier dans les montagnes où « *sont retranchés douze mille maquisards malgré le blocus économique* ».

Il y a, d'après le P.D.K.I., six millions de Kurdes en Iran ou, plutôt, d'Iraniens d'origine kurde, puisque ceux-ci ne demandent pas, selon le programme du mouvement, l'indépendance, mais seulement « *l'autonomie au sein d'un Iran démocratique* ». Le problème culturel est moins aigu pour les Kurdes en Iran que dans les autres pays où ils sont dispersés, car leur langue et leurs traditions sont proches de celles des Persans. Il est vrai qu'ils sont majoritairement musulmans sunnites (orthodoxes) alors que ces derniers sont en général chiites. Les Kurdes d'autres nationalités, dont plusieurs étaient présents à la réunion de Paris, affirment n'entretenir qu'une coopération culturelle avec les Kurdes d'Iran.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) En français, il existe plusieurs études bien documentées sur les Kurdes, notamment celle de Chris Kutschera, *Le mouvement national kurde*, Flammarion, 1979.

A travers le monde

Guatemala

● Mgr MARIO CASARIEGO, cardinal-archevêque de Guatemala, est mort mercredi 15 juin *d'une crise cardiaque* à l'âge de soixante-quatorze ans. Mgr Casariego, qui était le seul cardinal d'Amérique centrale, était malade depuis mars dernier. — *(A.F.P.)*

Burundi

● LE CHEF DE L'ETAT BURUNDAIS, qui vient d'effectuer *une visite officielle de quarante*-huit heures à Paris, a annoncé, jeudi 16 juin à sa sortie de l'Elysée que le réseau de télévision promis au Burundi par M. Mitterrand lors de sa visite à Bujumbura, en octobre 1982, serait réalisé *d'ici* à 1984. *Le Fonds* d'aide et de coopération (FAC) a décidé de débloquer 7 millions de francs, au titre de premier engagement pour ce projet. L'aide publique française au Burundi — FAC et Caisse centrale de coopération économique confondus — qui a atteint, en 1982, 207 millions de francs et qui est particulièrement active dans le domaine des transports et des télécommunications, connaîtra cette année une augmentation qui pourrait atteindre plus de 50 %.

Maurice

● LE PARLEMENT MAURICIEN A ÉTÉ DISSOUS vendredi 17 juin par le gouverneur général, Sir Dayendranath Burrenchobay, sur proposition du premier ministre. La date des élections générales et celle du dépôt des candidatures seront connues la semaine prochaine. La dissolution du Parlement intervient un an presque jour pour jour, après la prise du pouvoir par *l'alliance du Mouvement militant* mauricien (M.M.M.) et du parti socialiste mauricien (P.S.M.). Les deux partenaires avaient alors remporté les soixante sièges à l'Assemblée législative. — *(A.F.P.)*

Andalousie, terre d'hommes sans terre...

Un village d'Andalousie n'accepte plus la malédiction séculaire des hommes sans terre. On y fait des grèves de la faim contre le règne de la faim. On y combat l'agriculture mécanisée qui « vole leur travail aux paysans ». Nouveaux anarchistes ou utopistes agraires ? En tout cas des adversaires du socialisme réformiste que pratique Felipe Gonzalez.

De notre correspondant

Cordoue. — Une petite agglomération de maisons blanches aux balcons en fer forgé, comme on en rencontre par milliers en Andalousie, avec, tout autour, de grands champs de blé qui scintillent sous le soleil déjà torride de juin : à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Cordoue, le village de Marinaleda ne figure pas sur la plupart des cartes routières. S'il n'en a pas moins acquis une renommée qui s'étend à l'Espagne tout entière, c'est qu'il est aujourd'hui devenu le principal foyer de luttes sociales d'une région explosive.

Marinaleda, c'est d'abord son maire : Juan Manuel Sanchez Gordillo, trente et un ans, fils d'électricien, ancien instituteur de l'école du village. Il fut l'un des fondateurs dans la région, en 1976, à peine la démocratie de retour, du SOC, le syndicat des ouvriers paysans, qui regroupe diverses tendances d'extrême gauche et critique le « réformisme » des socialistes. Le SOC s'implanta rapidement dans cette région en proie à de graves problèmes et vierge de toute organisation politique ou syndicale. M. Sanchez Gordillo fut aisément élu en 1979, lors des premières élections municipales, face à la liste de l'U.C.D. (Union du Centre démocratique) alors au pouvoir à Madrid. Il vient de l'être à nouveau en avril 1983, aucun candidat n'ayant jugé bon de se présenter contre lui.

Dans la grand-rue, le local du SOC est toujours très fréquenté. Derrière un bar, on pénètre dans la salle principale, celle où ont lieu les assemblées du village. Au mur, deux portraits de Lénine et du « Che », ainsi que de grandes inscriptions : *« La terre est à nous, l'usine aussi, unis pour une société sans exploiteurs »*, ou *« Personne ne peut arrêter la classe paysanne debout »*. Sur la porte peinte en vert et blanc, les couleurs de l'Andalousie, une petite affiche annonce un cycle de cinéma socio-politique avec au programme, entre autres, le *1900* de Bertolucci. Beaucoup d'habitants de Marinaleda n'étaient jamais allés au cinéma avant l'installation de ce club.

La barbe noire et drue, le geste nerveux, M. Sanchez Gordillo, « Juan Manuel », comme l'appellent tous les habitants du village, préfère nous recevoir dans sa petite maison au mobilier spartiate. *« Andalousie, terre d'hommes sans terre »*, lit-on sur une affiche au-dessus de son bureau. *« Ici, tous les problèmes se résument en deux mots : chômage et faim,* explique-t-il. *Sur les cinq cents chefs de famille du village, moins de cinquante ont un travail fixe. Encore s'agit-il essentiellement de commerçants, de maçons ou d'ouvriers. Les paysans sont presque tous sans emploi. Quelques-uns participent en décembre et en janvier à la récolte des olives, qui assure au maximum deux mois de travail par an. C'est tout. »*

Un retour à la Bible ?

M. Sanchez Gordillo s'anime : *« Regardez la région. Marinaleda est une île entourée de latifundias : 17 000 hectares qui appartiennent au duc de l'Infantado, 34 000 qui sont propriété de la duchesse d'Albe, 11 000 qui forment le domaine de José Lopez Mazuelos, un autre* terrateniente (grand propriétaire). *Et qu'y cultive-t-on ? Du blé, semé et récolté par des machines, donc sans main-d'œuvre, et des olives, qui en exigent très peu. Encore les oliviers qui subsistent sont-ils progressivement remplacés par des céréales et des tournesols, dont la culture est entièrement mécanisée ! »*

Est-ce là la *« lutte biblique contre la machine »* à laquelle se réfèrent ironiquement les socialistes pour parler de l'action du SOC ? *« Nous ne sommes pas contre le progrès,* rétorque le maire de Marinaleda. *Mais nous ne pouvons pas admettre qu'il se traduise pour nous par plus de chômage et de misère. Que l'on nous présente d'abord de nouvelles possibilités d'emploi avant de nous sacrifier aux machines ! Quand la mécanisation a commencé, dans les années 60, la main-d'œuvre expulsée de la région est partie vers la Catalogne ou à l'étranger. Maintenant, l'émigration est terminée, et ceux qui étaient partis commencent à revenir, les valises vides. »* A Marinaleda, une dizaine de familles qui avaient émigré vers le nord il y a quinze ou vingt ans sont revenues au village... pour s'inscrire au chômage.

Comment vivre sans terre et sans travail ? Près de quatre cents familles de Marinaleda subsistent grâce à l' « emploi communautaire », un système d'allocations de chômage déguisées institué en 1971, à l'époque franquiste, dont tous les gouvernements, depuis la restauration de la démocratie, ont promis la réforme sans la mener à bien. En échange de menus travaux dans la commune quatre jours par semaine, les personnes inscrites à l'« emploi communautaire » reçoivent l'équivalent de 20 000 pesetas par mois (1 100 F), soit les deux tiers du salaire minimum officiel.

Sur la place du village, quelques femmes, chapeau de paille sur la tête et fichu sur la nuque pour se protéger du soleil, élèvent un mur de briques. 100 mètres plus loin, d'autres enlèvent les feuilles mortes d'un parc. Ce sont là les activités de l' « emploi communautaire ». *« Si au moins ce système pouvait servir à faire des travaux utiles,* s'exclame le maire. *Mais l'allocation des fonds est décidée par le gouverneur, et la part destinée à l'achat de matériel est insuffisante pour permettre autre chose que du bricolage. L'emploi communautaire, c'est la réforme agraire à l'envers. Il permet aux patrons d'expulser la main-d'œuvre en atténuant les conflits sociaux et il démobilise les paysans en les contraignant à faire à longueur de journée des choses inutiles. »*

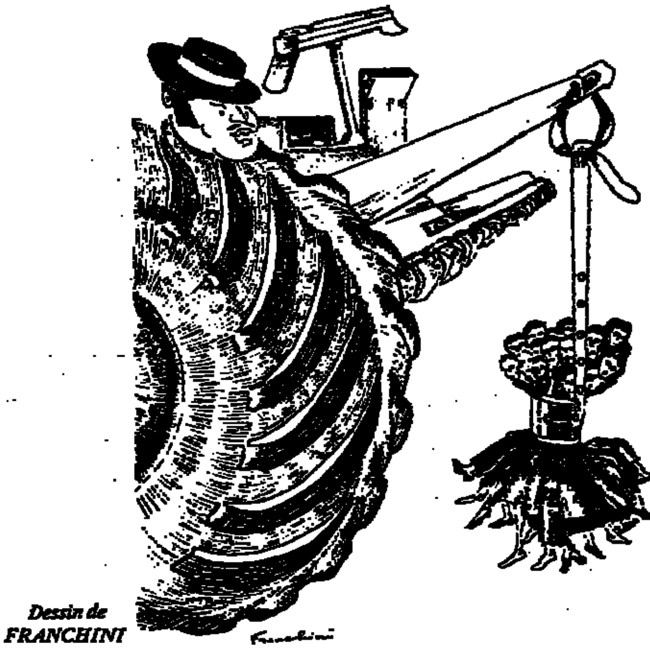
La « machine voleuse »

Cette situation est particulièrement démoralisante pour les jeunes. Dans la petite école du village, un instituteur et une institutrice, cette dernière originaire de Galice (*« là-bas on est pauvre, ici on a faim »*), nous l'expliquent. *« Les enfants quittent en général l'école vers quatorze ou quinze ans. Ils n'ont droit à l'emploi communautaire qu'à partir de dix-huit ans, et pendant trois ou quatre ans ils se retrouvent pratiquement sans aucune occupation. Quelques-uns partent travailler dans les hôtels de la Costa del Sol à l'époque touristique, mais il y a beaucoup trop de candidats par rapport aux postes à pourvoir. Dans ce village, la quasi-totalité des jeunes n'ont jamais eu d'emploi fixe de leur vie. Imaginez avec quelles illusions ils abordent l'existence ! »*

Microcosme où se retrouvent tous les problèmes de milliers de villages andalous, Marinaleda aurait pu, comme nombre d'entre eux, s'enfermer dans une résignation butée. Depuis quelques années, toutefois, ses habitants ont multiplié les manifestations de protestation, et leurs actions ont rapidement fait tache d'huile dans cette région atteinte de plein fouet par la crise. Ce fut d'abord, en juillet 1978, l'invasion d'une hacienda laissée pratiquement en friche par ses propriétaires. L'affaire fit grand bruit : c'était sans doute la première fois, depuis 1936, que des paysans andalous s'installaient sur une terre occupée. Ils furent rapidement délogés par la garde civile, et M. Sanchez Gordillo, qui avait mené l'opération, fit son premier séjour en prison.

La répression ne découragea pas les villageois. Ce ne furent ensuite que marches de protestation, barricades sur les routes des environs, sabotage de machines (*« la machine qui récolte les olives vole le travail de trente personnes »*, affirme le maire). Bien vite, ce village turbulent trouva place dans les colonnes des journaux de Madrid. En août 1980, il eut droit à la première page : maire et conseillers municipaux en tête, un demi-millier d'habitants (près d'un quart de la population du village) entamaient une grève de la faim pour protester contre le retard mis au versement des fonds de l' « emploi communautaire ».

L'image insolite et poignant de ces familles entières, femmes et enfants compris, déjà sous-alimentées chroniquement — *« c'est la grève de la faim contre la faim »*, selon le maire — alignées sans leurs sacs de couchage dans une salle de la mairie, fit le tour de l'Espagne. Des mouvements de solidarité commencèrent dans toute l'Andalousie. La grève de la faim dura onze jours. La presse madrilène relégua provisoirement au second plan dans ses pages régionales les problèmes du Pays basque et de la Catalogne pour rappeler que, dans le sud du pays, des villages entiers demandaient du pain et du travail.


Dessin de FRANCHINI

Le spectre de l'anarchisme

Une nouvelle grève de la faim d'une dizaine de jours à Marinaleda, en avril 1981, enflamma l'Andalousie. Dans quatre provinces du sud, plusieurs dizaines de villages voyaient, en signe de solidarité, leurs édifices publics ou leurs églises occupés par des ouvriers agricoles en colère, réclamant du travail et protestant contre les failles du système de l' « emploi communautaire ». Après avoir feint d'ignorer le mouvement, plusieurs responsables du gouvernement durent finalement accepter de négocier avec ses promoteurs. Sous l'impulsion de Marinaleda, l'Andalousie avait réussi à rappeler à la lointaine Madrid que ses problèmes méritaient au moins autant l'attention que ceux des régions industrielles du nord.

Certains journaux conservateurs n'hésitèrent pas alors à évoquer le spectre des anarchistes qui, à l'époque de la République, passaient à l'action directe dans les campagnes andalouses. La comparaison semble outrée, car il n'y eut pas cette fois trace de violence. Il est vrai toutefois que, par plus d'un aspect, comme la lutte contre la mécanisation, la condamnation du « réformisme » des socialistes ou l' « assembléisme » (les habitants de Marinaleda se réunissent régulièrement en assemblées générales pour décider des actions à mener), la lutte du SOC rappelle celle de la vieille C.N.T., Confédération nationale du travail, libertaire.

A situation extrême, réaction extrême, serait-on tenté de répondre à ceux qui dénoncent la « subversion » à Marinaleda. Les problèmes de l'Andalousie d'aujourd'hui sont-ils très différents de ceux de l'époque de la République ? La concentration de la propriété de la terre dans cette région n'est-elle pas supérieure à ce qu'elle était en 1936 ? Malgré le retour à la démocratie et les promesses électorales de « changement », le sud du pays continue à réclamer, comme il y a cinquante ans, *« la terre et le pain »*. A l'heure où l'on ne parle à Madrid que d'austérité accrue, Marinaleda rappelle de manière incommode que, pour beaucoup, dans les campagnes du Sud, la ceinture se trouve depuis longtemps déjà à son dernier cran.

THIERRY MALINIAK.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN ITALIE

Les socialistes entreprenants du Mezzogiorno

Les Italiens du Sud ont toujours aimé, quand ils élisaient leur député, voter « utile ». D'où leur prédilection pour la démocratie chrétienne. Mais voici que les socialistes, dans la campagne pour les élections du 26 juin, montrent qu'ils s'y entendent en matière de clientèle, et qu'ils ont, eux aussi, le bras long. Le Mezzogiorno est, d'ores et déjà, à moitié séduit...

De notre envoyé spécial

Bari. — On l'appelle la « Milan du Sud ». Plus que Naples ou Palerme, Bari est la véritable capitale du Mezzogiorno, et donc un enjeu important des élections. Les partis y sont représentés en force : les « numéros deux » du P.S.I. (M. Formica), du P.S.D.I. (M. Di Giesi) et du P.C.I. (M. Reichlin) ainsi que le ministre démocrate-chrétien des biens culturels (M. Vernola) s'y disputent, entre autres, les votes des électeurs.

Ville industrieuse et port actif, Bari a l'opulence sans caractère d'une cité où le profit est roi. Dans un Sud pauvre, elle est riche et entend le rester. Tout est là. Si politiquement la circonscription de Bari présente en raccourci les tendances de la situation nationale (tassement de la démocratie chrétienne, recul des communistes et percée socialiste), c'est moins le fait de choix idéologiques que la conséquence de ce pragmatisme foncier que ses habitants ont hérité de leurs ancêtres paysans, devenus marchands : un *« peuple de fourmis »*, écrivait d'eux Tommaso Fiore dans un livre classique consacré aux Pouilles, à la veille du fascisme.

L'affaiblissement de la démocratie chrétienne à Bari est d'autant plus révélateur que ce fut le fief de l'un de ses plus prestigieux représentants, Aldo Moro. Quant à la percée socialiste, elle relève de la conjoncture, mais surtout, peut-être, d'une pratique du pouvoir.

Entre l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges en 1978 et les élections de 1983, les habitants de Bari ont fait les comptes : pas un ministre démocrate-chrétien qui vienne des Pouilles — à l'exception de M. Vernola, qui obtint le portefeuille des biens culturels dans le cabinet Fanfani démissionnaire. En revanche, parmi les socialistes et les sociaux-démocrates, trois *« hommes de la région »* figurent à des postes clés dans les gouvernements de ces dernières années. *« Ici on a les pieds sur terre : les Pouilles ont besoin d'être représentées à Rome et non pas seulement au Parlement. Or la constatation s'impose : le P.S. compte plus que la D.C. »*, nous dit un jeune entrepreneur en travaux publics, représentatif de cette race d'hommes qui est toujours *« du côté où le vent souffle... »* au point, au demeurant, de préférer que son nom ne soit pas mentionné.

La crise de la démocratie chrétienne à Bari tient certes à des causes générales, comme la fin de la politique d'assistance de l'Etat sur laquelle la D.C. avait bâti son pouvoir : aujourd'hui, avec un déficit public record, l'Etat n'est plus autant à même de favoriser la constitution de clientèles. Mais il y a aussi au recul de la D.C. des raisons spécifiques à Bari. Après la disparition d'Aldo Moro, les démocrates-chrétiens de la région se sont retrouvés orphelins. Surtout, ils se sont disputé l'héritage : *« Même pendant les cinquante jours de l'enlèvement, les adversaires de Moro cherchaient à évincer ses fidèles »*, précise Frederico Pirro, auteur d'un livre sur la démocratie chrétienne *« après Moro »*.

La conquête de la Caisse d'épargne

Trop tiraillée par ses rivalités internes pour élaborer un projet à la hauteur d'une société et d'une région en plein essor (exempte notamment de maux comme la criminalité de Naples ou de Palerme), la D.C. a vu progressivement son pouvoir s'effriter : elle cessait en réalité de refléter et d'adhérer à un corps social dont les mutations lui échappaient. Les communistes, malgré leur avance de 1976, étant incapables de profiter de l'ébranlement de la forteresse démocrate-chrétienne, ce sont les socialistes qui vont tirer la couverture à eux. Les élections administratives de 1981 consacreront leur percée : ils obtiennent 23 % des suffrages alors qu'ils ne dépassent pas les 10 % sur le plan national.

Partant de leurs points forts traditionnels, en particulier toute la clientèle constituée grâce à l'action du vieux militant Lenoci, à la tête de l'association des anciens combattants, dont a hérité aujourd'hui son fils, les socialistes ont gagné d'autres couches de la population. Notamment une bonne partie de la petite et moyenne bourgeoisie du secteur tertiaire, aussi avide de réussir socialement que de consommer et qui affirme sans ambages aujourd'hui voter moins en fonction d'une idéologie que d'intérêts concrets. Classe moyenne qui tend à prendre une importance déterminante dans une ville de magasins et de services.

Fort de son succès électoral, le P.S. est devenu plus gourmand et a enlevé aux démocrates-chrétiens des centres de pouvoir et partant de *« gestion »* des votes,. Des hôpitaux, des administrations sont sous son contrôle, et en particulier la Caisse d'épargne de Bari. Coup de maître, car celle-ci fait office de banque pour les P.M.E. : à la recommandation du député démocrate-chrétien s'est substituée celle de son homologue socialiste. La pratique n'a pas changé, mais la clientèle des petits entrepreneurs s'est déplacée vers le P.S. Sans scrupules, les socialistes ont d'ailleurs mis les points sur les « i » en envoyant des lettres d'encouragement à voter pour eux sur du papier à en-tête de la Caisse d'épargne.

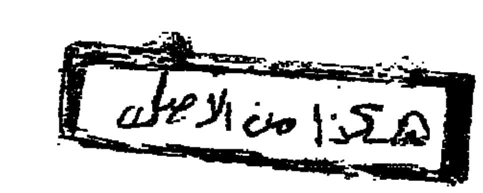
Certes, l'arrogance coutumière des socialistes, leur tendance à exiger des *« compensations »* même pour ce qui relève du droit du citoyen, agace et inquiète les milieux d'affaires établis, et le comportement d'aventuriers de la politique de certains ne rassure qu'à moitié cette ville de commerçants qui a construit sa prospérité progressive sans coups de poker. Cela dit, la crise économique est aux portes du triangle industriel de Bari-Brindisi-Tarente : ici, c'est la sidérurgie qui est en difficulté, là, l'industrie chimique, ailleurs, tout ce tissu de P.M.E. (habillement, chaussures, etc.) qui jusqu'à présent a tenu grâce au travail noir. Certains commerçants et entrepreneurs voient le P.S. installé au cœur de l'appareil d'Etat et espèrent des avantages : notamment pour les appels d'offres en matière de travaux publics. Il a en outre une image de dynamisme qui fait défaut à la D.C.

« Le bluff socialiste fera long feu », dit-on chez les démocrates-chrétiens, qui considèrent cette percée comme une *« péripétie »*. La D.C., en fait, ne se contente pas de dénoncer les *« turpitudes »* de ses adversaires — au demeurant, le vote *« clientéliste »* est une pratique qu'elle n'est guère en position de contester chez autrui. Elle essaie de se donner une image nouvelle.

A côté de la *« vieille D.C. »* dont le pouvoir repose sur le contrôle du crédit, les votes des paysans, des artisans et des gros commerçants, en apparaît une autre, plus jeune, plus dynamique. M. Vernola est un exemple de cette tentative de renouvellement entreprise par le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. De Mita, au sein de son parti. Ancien maire de Bari, cet homme jeune n'est pas un des *« barons »* de l'appareil démocrate-chrétien de la région. Il cherche, dit-il, à mobiliser un *« vote d'opinion, non de clientèle »*. En outre se présentent sur la liste D.C. de nouveaux venus : les hommes d'affaires. M. De Bartolomeo, quarante-cinq ans, constructeur immobilier, est représentatif de ces *« personnalités extérieures »* à la D.C. auxquelles M. De Mita a fait appel pour lui apporter un sang neuf et surtout l'ancrer davantage dans la réalité sociale et industrielle du pays. *« De grands électeurs dans le passé, les hommes d'affaires comme moi cherchent désormais à ne plus déléguer un pouvoir que les politiciens de profession n'ont pas toujours su utiliser »*, nous dit-il. *« La D.C. telle qu'elle était ne peut plus guider un pays qui a besoin d'un projet de croissance. »*

L'entreprise de renouvellement du secrétaire général de la D.C. a aussi ses limites : comme en témoigne l'exemple de la région de Salento, dans le talon de la botte italienne, où le parti a présenté un homme contesté par la population, le sénateur Vitalone. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. M. De Mita a dû sacrifier son projet de renouveau au jeu des équilibres internes. La candidature de M. Vitalone a fait scandale et a provoqué une lettre pastorale très dure de l'archevêque de Lecce, Mgr Mincuzzi. *« Je crois être le porte-parole d'une population humiliée dans sa dignité de se voir imposer comme représentant un homme qu'elle n'estime pas »*, nous dit-il. Quatorze prêtres ont également pris position. Même l'Eglise, parfois, n'entérine plus les choix de la démocratie chrétienne.

PHILIPPE PONS.



LES MANŒUVRES NAVALES DE L'OTAN DANS L'ATLANTIQUE

Avec participation française et... soviétique


Dessin de MÉNAGER

La France, qui quitta, en 1966, le système militaire intégré de l'OTAN, vient de faire une bonne manière à l'organisation. Les ministres des seize pays membres se sont, pour la première fois depuis dix-sept ans, réunis à Paris la semaine dernière. Les manœuvres communes n'avaient pas cessé de se dérouler dans un excellent climat.

De notre envoyé spécial

A bord du *U.S.S. John-F.-Kennedy*. – Torse nu, l'amiral, *confortablement installé dans un* fauteuil sur un pont d'observation du *Mount-Witney*, prend son bain de soleil. « *C'est tout ce qu'il sait faire* », confie méchamment un matelot du bord. Exagération manifeste : le *Mount-Witney* est à la fois le vaisseau amiral et le centre de communication pour la grande manœuvre *navale* de l'OTAN baptisée Safari 83.

Nous *naviguons quelque* part entre les Açores et la côte bretonne. Voilà une semaine déjà que les forces navales et aériennes du pacte atlantique se livrent à un important exercice. Il s'agit tout d'abord d'étudier comment, en cas de crise, il sera possible de maintenir les lignes de communication afin d'acheminer vers l'Europe les renforts et le ravitaillement *indispensables. En même* temps, ces manœuvres visent à explorer la façon dont la flotte de combat de l'OTAN pourrait, avec ses forces aériennes, intervenir directement dans un conflit sur le continent européen.

L'amiral James A. Lyons est de ces Américains que beaucoup de gens veulent considérer comme « typiques ». Vingt-quatre heures plus tôt, *il avait reçu* quelques journalistes à bord du porte-avions *John-F.-Kennedy*. Bronzé (les bains de soleil lui ont manifestement réussi), la face carrée, le regard direct, la chemisette à manches courtes révélant des bras d'athlète, il s'était exprimé en un langage aussi cru que déterminé sur deux questions posées par ces manœuvres : le rôle de la France et – de façon plus inattendue – celui des Soviétiques.

Quelques cachotteries

Jaugeant 80 000 tonnes, le *Kennedy* cache sous sa plate-forme une petite ville de 5 000 habitants. Longue de plus de 300 mètres et large de presque 100 mètres, l'aire d'*atterrissage* connaît un trafic aussi intense que l'aéroport de Roissy un jour de départ en vacances. Cette impressionnante machine de la guerre moderne n'en comporte pas moins quelques anachronismes. L'amiral explique en effet sa manœuvre devant une carte où la Libye est encore *la Tripolitaine et où la ville* de Königsberg, pas encore devenue Kaliningrad, reste située en Allemagne.

Comme on pouvait sans doute s'y attendre, l'amiral américain et son collègue britannique, le vice-amiral Derek Reffel, venu pour cette occasion du porte-avions *Hermes*, sont « *parfaitement satisfaits* » de la coopération française aux manœuvres de l'OTAN. Chacun ici prend certes la précaution de souligner à *tous* propos que les forces françaises ne sont pas « *intégrées* » dans la structure militaire de l'OTAN. Mais on ajoute que cela ne pose aucun problème : les procédures, les codes et les longueurs d'onde utilisés seraient exactement les mêmes. Au surplus, la coopération avec le commandant en chef pour l'Atlantique à Brest fonctionnerait de façon « *parfaite* ».

Les forces navales et aériennes *de la France qui participent à* Safari 83 constituent le troisième groupe par importance, après celles des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Elles devancent *de loin l'apport des autres* alliés : Belgique, Canada, R.F.A., Pays-Bas, Norvège et Portugal. Bien que basé à Toulon, c'est le porte-aéronefs Foch qui est au centre du groupe de combat français rassemblé en cette occasion dans l'Atlantique. A ses côtés se trouvent une frégate et une corvette *anti-sous-marins ainsi* que trois escorteurs d'escadre et un pétrolier ravitailleur. En dehors des Super-Etendard, des Crusaders et des Breguet Alizé qui sont installés sur le *Foch*, la flottille aérienne française de Lann-Bihoué apporte également sa contribution aux manœuvres.

La coopération entre les forces intégrées de l'OTAN et celles de la France n'élimine pas quelques « cachotteries ». Les officiers américains, certes, se réjouissent spontanément du fait que, dans le cours de ces manœuvres, des appareils français soient venus se poser sur le *Kennedy*. Mais seul le hasard a permis d'apprendre que deux sous-officiers français se trouvent à bord du porte-avions américain afin d'éviter tout malentendu lors des appontements. Chose *plus curieuse encore, il a été « impossible de trouver »* ces militaires français que les journalistes auraient bien voulu rencontrer.

Sans doute les entrailles du *Kennedy* comportent-elles des dizaines de kilomètres de couloirs. Il est cependant difficile de croire que les deux sous-officiers dont l'intervention pouvait être nécessaire à tout moment se soient, comme on a voulu le suggérer, « *perdus quelque part* » dans le labyrinthe du navire. Reste à savoir si la consigne de silence a été donnée par le commandement français, le commandement américain ou par les deux.

Sans crainte des Super-Etendard

Le souci est en tout cas évident de montrer que l'attitude française se distingue de celle des autres alliés. *Tel a été le cas notamment lorsque les bombardiers* américains du *Kennedy* ont simulé un raid sur l'Allemagne de l'Ouest, ce qui les a naturellement conduits à survoler la France. Précisant que les appareils ont été ravitaillés en vol, à l'est de Paris, l'un des participants de ce raid s'est plaint que, dans le ciel d'un pays « *allié* », les pilotes aient dû se soumettre à la procédure pour les avions civils.

Il est vrai que des « nuances » se manifestent aussi entre Britanniques et Américains. Pour sa part, l'amiral Lyons est enclin à défendre la nouvelle stratégie en voie d'élaboration : plutôt que d'organiser des convois classiques accompagnés de navires protecteurs, *il s'agirait désormais d'utiliser* les forces navales et aériennes de façon à défendre des chenaux bien déterminés. Du côté britannique, on ne paraît pas encore assuré que cette nouvelle méthode soit déjà au point. Il serait trop tôt en tous cas pour tirer dès maintenant, la conclusion des manœuvres *Safari 83*.

D'autres différences d'ordre plus psychologique se manifestent également. Le commandement américain *affirme sans ambages* que, si la Grande-Bretagne avait disposé d'une *forteresse flottante* telle que le *Kennedy*, il n'y aurait jamais eu de bataille des Malouines. Selon lui, la défense en profondeur dont bénéficie le porte-avions américain ne permettrait à personne – dans l'air, sur mer ou sous la mer – de s'approcher suffisamment pour se mettre *en position de tir.* « *Un Super-Etendard*, dit-il sans la moindre hésitation, *ne saurait nous mettre en danger...* » A bord du *Hermes* britannique, qui a participé au conflit avec l'Argentine, on ne partage pas l'assurance des Américains et on évite de telles rodomontades. Ce jour-là, d'ailleurs, le porte-avions de Sa Majesté changeait systématiquement de cap après qu'il eut repéré dans les parages *un sous-marin de la force* « attaquante ».

Quant aux Soviétiques, ils ont, comme toujours, observé les manœuvres alliées avec beaucoup d'attention. Depuis que la flotte américaine, avec ses trente-cinq navires et ses deux cent cinquante avions, a quitté la base de Norfolk le 25 mai, elle a *été accompagnée* par un chalutier et plusieurs sous-marins soviétiques. L'aviation de l'U.R.S.S. est également intervenue. A maintes reprises, le *Kennedy* a été survolé à quelques centaines de mètres d'altitude par des *appareils du* type Bear, venant sans doute du nord de l'Union soviétique. A bord du *Kennedy*, on dispose d'ailleurs d'une belle photo qui montre un chasseur français « interceptant » un ces appareils soviétiques.

« J'espère qu'ils ont compris »

Un incident pour le moins curieux démontre la perspicacité des observateurs russes. L'amiral Lyons avait fixé une heure durant laquelle l'« ennemi » devait lancer massivement toutes ses forces contre *le couloir de navigation* tracé du sud des Açores jusqu'aux approches de Lisbonne. Or, à ce moment précis, les avions observateurs des Soviétiques apparurent eux aussi au rendez-vous ! Cette coïncidence plutôt troublante n'inquiète pas le commandant américain. Tout d'abord il souligne que les appareils de l'U.R.S.S. ont déjà été interceptés à 500 milles du *Kennedy*. D'autre part, l'amiral Lyons va jusqu'à dire, avec à peine une nuance d'ironie, qu'il se « *félicite de la participation soviétique à ces manœuvres* ». Celles-ci auraient également pour but de « *rehausser le niveau de la dissuasion* » en montrant à l'adversaire qu'une aventure de sa part pourrait devenir très dangereuse. « *J'espère*, dit-il encore, *que les Russes auront compris le message.* »

JEAN WETZ.

En orbite vers la Maison Blanche

John Glenn, sénateur de l'Ohio, aimerait être le futur candidat démocrate à la Maison Blanche. Il ne manque pas d'atouts pour affronter, si besoin est, un Ronald Reagan toujours juvénile. Astronaute célèbre, chantre de la libre entreprise, il a sauvé sa femme du bégaiement. Son « image » est de celles qu'on vend sans peine.

De notre correspondant

Washington. – Une silhouette classique, des traits réguliers, aucun signe particulier, sinon un léger *défaut dans l'œil droit* : John Glenn est le genre d'homme qui devrait toujours passer inaperçu. « *Il est presque anormalement normal* », constatait un jour un éditorialiste américain.

Pourtant, les gens se retournent sur son passage. On chuchote ou on sourit quand on le voit entrer dans un restaurant, engouffrer ces sandwiches de viande à plusieurs étages et ces « *ice creams* » dont il raffole. Rien à faire : un héros reste un héros. Même vingt ans après.

Cet enfant du Middle-West a eu successivement quatre casquettes : pilote de guerre, astronaute, bussinessman et sénateur. Il s'en offrirait bien une cinquième, l'an prochain, en entrant à la Maison Blanche. Les États-Unis se sont donné pour président, en 1980, un ancien acteur. Pourquoi n'éliraient-ils pas, cette fois, le premier Américain qui ait volé en orbite autour de la Terre le 20 février 1962 ?

John Glenn ne se prive pas de rappeler son exploit. Relisez son discours de candidature : le mot « *terre* » y revient à tout propos. Allusion plus explicite : « *Dans ce pays, le ciel n'est pas une limite.* » Et pour ceux qui n'auraient pas encore compris : « *Aujourd'hui, au seuil d'un voyage encore plus grand, mes sentiments sont les mêmes. Je demande votre appui et le conseil de Dieu pour servir encore une fois mon pays.* »

On ne fait pas plus américain que ce fils de plombier, devenu multimillionnaire. John Glenn est né le 18 juillet 1921 à Cambridge, une petite ville typique de l'Ohio. Il a épousé son amie d'enfance, Annie Castor, la fille du dentiste local (qui habitait sur la colline, derrière le cimetière). Il a décroché *un diplôme d'ingénieur*, puis dix médailles pendant la deuxième guerre mondiale. Il s'est distingué ensuite en Corée, avec quatre-vingt-dix missions aériennes et trois Mig abattus.

Un riche industriel

Les records civils ne sont pas moins éclatants. En juillet 1957, à bord d'un avion supersonique, John Glenn vole de Los Angeles à New-York *en trois heures et* vingt-trois minutes. On le sélectionne parmi les sept premiers astronautes américains. Son vol « historique » autour de la Terre lui vaut une immense popularité : « *ticker-tape parade* », (défilé triomphal sur la V[e] Avenue) et discours au Capitole devant les deux Chambres réunies. Il participera encore au lancement du projet Apollo, avant de se retirer du corps des marines en 1965 avec le grade de colonel.

Le voilà vice-président puis président d'une importante société de boissons, la Royal Crown Cola. Il voyage, parcourt cette terre qu'il n'avait fait jusqu'alors que survoler. Déjà riche, John Glenn arrondit son capital en l'investissant dans plusieurs hôtels. Ses biens actuels sont évalués à 3 millions de dollars. Aucun autre candidat à la Maison Blanche pour *1984* ne peut en dire autant.

L'ex-pilote était de ceux qui avaient répondu à l'appel de John Kennedy pour rattraper les Soviétiques après l'envoi du premier Spoutnik dans l'espace. Il sera de ceux *que* l'assassinat du *même* Kennedy bouleversera en 1963. On présente son entrée en politique comme le résultat de ce choc.

John Glenn se présente aux élections sénatoriales de l'Ohio en 1970. Un accident stupide, dans sa salle de bains, l'oblige à renoncer à la course. Nouvelle tentative en 1974. Son adversaire, Howard Metzenbaum, lui reproche de « *n'avoir pas pris de métier* ». Pour une fois, le paisible John *Glenn explose : « Allez dans un hôpital d'anciens combattants, Howard Metzenbaum, voyez leurs corps mutilés et dites-leur qu'ils n'ont jamais eu de métier... Vous devriez vous agenouiller tous les jours et remercier Dieu que le métier de certains hommes les ait poussés à aller au-delà d'eux-mêmes...* » Il est élu, l'Ohio le reconduira au Sénat en 1980 avec un score historique, le meilleur jamais obtenu dans cet État.

« *L'Amérique, c'est la libre entreprise*, affirmait John Glenn le 21 avril dernier. *C'est un système rude, compétitif, qui offre de grandes récompenses à ceux qui ont capacité et initiative. Mais l'Amérique, c'est aussi la compassion : elle ne doit jamais tourner le dos à ceux qui ont besoin d'aide.* » Libre entreprise et compassion : une philosophie très américaine de l'existence. « *Je n'ai jamais essayé de me situer idéologiquement entre conservatisme et libéralisme*, expliquait le sénateur de l'Ohio à la fin de l'année dernière. *Je prends chaque problème comme il vient. Je pense être au milieu.* » Il l'est, en effet, et un tel centrisme peut le servir grandement pour l'élection présidentielle.

Encore doit-il obtenir la nomination démocrate, qui, elle, dépend beaucoup des cadres du parti et exige une sensibilité « de gauche ». Avoir l'Ohio derrière *soi n'est pas suffisant, malgré* le poids de cet État. Si Walter Mondale a l'oreille des militants, John Glenn est mieux placé vis-à-vis des électeurs. Il se bat en quelque sorte à l'extérieur du parti démocrate, exactement comme Ronald Reagan en 1980 apparaissait à l'extérieur du parti républicain et sur sa droite.

Comme sénateur, John Glenn se spécialise dans les questions de défense et devient peu à peu l'un *des membres* les plus *écoutés* de la commission des affaires étrangères. Les questions économiques et sociales ne l'occupent que modérément. Il n'a d'ailleurs pas la rhétorique d'un Edward Kennedy pour dénoncer les injustices. Cela lui vaudra peu d'amitiés parmi les Noirs et dans les syndicats.

Dessin de Violette LE QUÉRÉ

Un orateur soporifique

L'ancien astronaute est, à la *fois, un conservateur* et un libéral. Conservateur chaque fois qu'il parle des « *valeurs* » de l'organisation économique ou du rôle de l'Amérique, qui doit « *rester la nation la plus puissante sur terre* ». Mais libéral à propos de l'assistance sociale, de l'égalité des sexes ou de la défense de l'environnement. Son dada : les États-Unis doivent améliorer leur système d'enseignement et développer leur recherche scientifique pour atteindre le vingt et unième siècle « *en tête du peloton* ».

Son équipe essaie de fignoler une image sur mesure, en deux temps : libérale jusqu'à la convention démocrate de l'été 1984, puis centriste pour la campagne présidentielle. On le sent déjà à propos de l'Amérique centrale, avec une sévère condamnation de la politique reaganienne. Ou même à propos de la défense nationale, avec une demande de « *gel mutuel et vérifiable* » des arsenaux nucléaires soviétique et américain. Parallèlement, ses collaborateurs font valoir la personnalité du candidat, vantant le citoyen modèle, le héros de l'espace et le père de famille...

Quand John Glenn évoque son épouse en public, on croit entendre lire un titre du *Reader's Digest* : « *C'est la femme la plus courageuse que j'aie jamais connue.* » Annie Castor était atteinte de bégaiement depuis l'enfance. Elle ne pouvait même pas répondre au téléphone. Une thérapie intensive lui a permis de surmonter largement ce handicap dont souffrent deux millions d'Américains. Aujourd'hui, elle parle d'une voix lente mais régulière et prononce même des discours. Ce n'est plus une *first lady* bégayante que John Glenn propose à ses concitoyens, mais une héroïne qui lui sert aussi de copilote à bord de son avion personnel.

Quelqu'un l'a surnommé « *l'Eisenhower en costume spatial* ». C'est vrai qu'il ressemble, physiquement et moralement, à l'ancien général devenu président. Un héros modéré, tranquille et rassurant. Mais en 1984 une grisaille excessive peut barrer la route de la Maison Blanche. John Glenn a la fâcheuse réputation d'endormir *ses auditoires*. On se souvient encore de son discours à la convention démocrate de 1976 qui fut un véritable fiasco.

« *S'il criait « au feu » dans un cinéma, personne ne l'entendrait* », ironisait récemment un commentateur de l'Iowa. L'ex-astronaute, qui avait mis tant d'énergie à apprendre la maîtrise de soi, est invité, en somme, à sortir un peu de ses gonds. On ne change pas facilement de personnalité à soixante-deux ans. Mais que *ne ferait-on* pas pour atteindre les commandes du bureau ovale...

ROBERT SOLÉ.

Etranger

Italie

La trahison de « la Bête » provoque l'arrestation de cinq cents membres de la Camorra

De notre correspondant

Naples. — Pasquale Barra, dit « la Bête » (O'Animale) pour sa *férocité, premier* lieutenant de Raffaele Cutolo, chef de la Camorra, a fini par trahir les siens sur une très large échelle : à l'aube du 17 juin, les carabiniers ont, sur mandat de la magistrature, arrêté dans toute l'Italie plus de cinq cents personnes, en ont interpellé huit cent cinquante. Et cent vingt autres sont recherchées.

Tueurs, petits truands, hommes d'affaires, politiciens, et même une religieuse et un prêtre aumônier de la prison où est incarcéré Cutolo, sont accusés d'appartenir à l'organisation de celui-ci : la Nouvelle Camorra organisée.

Le plus gros de l'opération a été mené dans la région de Naples, où il *a fallu* dégager un pavillon entier de la prison de Poggioreale pour incarcérer tous les inculpés. Pour la magistrature de Naples, qui est à l'origine de cette opération, la *« mosaïque des activités de la nouvelle Camorra : trafic, racket, rapports avec la Mafia américano-sicilienne et avec les Brigades rouges, a été pratiquement complètement reconstituée ».*

Pour la première fois, l'organisation de Cutolo a été durement touchée. Même ses avocats n'ont pas été épargnés, puisque trois d'entre eux ont été arrêtés, l'un pour avoir fait entrer des armes dans les prisons, les autres pour avoir porté à l'extérieur des ordres d'exécution de leur client. Plusieurs membres de sa famille sont également sous les verrous.

Parmi les personnes arrêtées, beaucoup ont un passé trouble. L'arrestation, par exemple, d'Antonio Sibilia, président du club de football d'Avellino, n'est pas vraiment surprenante : on le savait lié au « milieu » et, en particulier, à *Cutolo*, à qui il avait remis une médaille de remerciement pour son soutien à l'équipe d'Avellino. En revanche, est inattendue l'arrestation du populaire présentateur de télévision Enzo Tortora.

L'opération de la police avait été minutieusement organisée depuis *cinq mois*. La *magistrature* a *révélé* qu'elle a été montée grâce aux confessions de plusieurs « camorristes » qui donnèrent des noms et des preuves dans l'espoir d'être protégés en prison contre les règlements de compte ou obtenir des remises de peine. L'exemple de Barra et des « repentis » politiques a servi à les faire craquer.

Une seule erreur

Barra ne commit qu'une seule erreur : s'en prendre aux Américains en assassinant en prison Turatello, l'un des correspondants de la Mafia italo-américaine. Et cela décida de son élimination. C'est alors que, l'apprenant, il commença à parler. Et il savait tout sur la Nouvelle Camorra.

Barbe noire, cheveux courts et nez aquilin, Barra est un dur. Avec Cutolo et Catapano, il fonda la Nouvelle Camorra organisée : il participa notamment à la cérémonie d'investiture de Cutolo en présence de membres du *milieu sicilien* et du chef de la *'ndrangheta* calabraise à la fin des années 70. Cutolo ne tarda pas à constituer une organisation criminelle « de masse » enrôlant toute la petite délinquance urbaine.

Parfaitement structurée, son organisation prit le contrôle d'une partie des rackets et des trafics, notam*ment de drogue dans la région de* Naples. Ses visées « hégémoniques » provoquèrent un conflit sanglant avec les autres familles de la Camorra : depuis deux ans, la lutte entre « cutoliens » et « anticutoliens » a fait plus d'un mort par jour. Cutolo, arrêté en mai 1979, continua à régner sur son holding du crime depuis ses prisons.

La Camorra de Cutolo devint un système de gestion sociale et de pouvoir parasitaire comblant le vide de l'appareil d'Etat à Naples. Ce n'était plus seulement un rouage du système politique clientéliste, mais un pouvoir indépendant défiant l'Etat et se substituant à lui, contrôlant une bonne partie de l'économie de la Campanie. Les chiffres de la Banque d'Italie démontrent que, à Naples, l'argent circule : alors que dans le Nord les dépôts bancaires ont diminué en 1982, en Campanie, c'est le contraire (*ils ont été* en augmentation de 3 500 milliards de lire).

Barra sait tout

Pasquale Barra, bras droit de Cutolo, connut son heure de gloire lors de l'arrestation de son chef. Pendant quelques mois il prit la tête de l'organisaton. Arrêté, il continua son action en prison : assassinant à coups de couteau un autre lieutenant de Cutolo trop ambitieux à son goût. Lui aussi fut menacé : sept fois on tentera de l'assassiner. Chaque fois il s'en sortira.

Puis, sur ordre de Cutolo ou de sa propre initiative, dans le superpénitentier de Nuoro-Bad'e-Carros, en Sardaigne, il assassine un « boss » du milieu milanais, Turatello (bras droit du gangster Vallanzasca, une sorte de « Pierrot le fou » de Lombardie, auteur de nombreux hold-up et enlèvements). Une exécution sauvage avec deux complices : soixante coups de couteau.

L'assassinat de Turatello s'avéra être une erreur : celui-ci était, en effet, lié à la Mafia italo-américaine, qui ne pardonne pas quand on touche aux siens. L'affaire risquait au surplus de compromettre le trafic de la drogue de Cutalo. Ou bien Barra agit sans ordre, ou bien Cutolo préféra faire marche arrière. En tout cas, dans sa cellule recouverte de moquette et équipée d'un frigo-bar, le chef de la Camorra décida l'élimination de son lieutenant. Celui-ci l'apprit et, voilà quelques mois, commença à raconter ce qu'il savait. Immédiatement, il fut transféré dans une prison des carabiniers où il était plus en sécurité que dans les super*pénitenciers où Cutolo fait régner* sa loi.

Barra sait tout sur l'organisation de la Nouvelle Camorra et il a raconté beaucoup de choses : grâce à lui, la police a découvert une raffinerie de drogue à Brescia, le trafic par lequel passait à la Camorra les 80 milliards de lires de prêts de la *Communauté européenne* pour les agriculteurs du sud de l'Italie. Il donna des centaines de noms. La magistrature vérifiait au fur et à mesure les pistes. Puis vint la « grande rafle » du 17 juin.

Il reste aujourd'hui à la police, qui a porté un coup sévère à la Nouvelle Camorra, à dénouer l'écheveau : les rackets, le trafic de la drogue, les rapports du milieu napolitain avec les terroristes. Deux fois ces liens sont apparus clairement : lors de l'enlèvement par les Brigades rouges de l'assesseur à la construction de Naples, M. Cirillo, libéré, semble-t-il, grâce à l'intervention de Cutolo, et lors de l'assassinat, l'année dernière, en plein Naples, du chef de la brigade mobile.

PHILIPPE PONS.

SELON LE CHEF DE L'OPPOSITION ISLAMIQUE

Six religieux auraient été exécutés en Irak

Téhéran *(A.F.P.)*. — L'hodjatoleslam Mohamad Baqer Hakim, porte-parole du Conseil de la révolution islamique d'Irak opposé au régime de Bagdad et réfugié en Iran, a affirmé, au cours de la prière du vendredi 17 juin à Téhéran, que six religieux, membres de sa famille, avaient été exécutés en Irak le 13 mai.

Il s'agit de trois de ses frères, l'hodjatoleslam Abdel Saheb Al-Hakim, quarante ans, l'hodjatoleslam Alaeddine Al-Hakim, trente-huit ans, l'hodjatoleslam Mohsen Hussein Al-Hakim, trente-six ans, fils du « grand » ayatollah Mohsen Hakim, chef spirituel de la communauté chiite irakienne jusqu'à son décès en 1979. Les trois autres personnes exécutées sont les petits-fils de cet ayatollah.

L'hodjatoleslam Baker Hakim a encore indiqué qu'il avait appris leur exécution par un cousin, l'ayatollah *Hussein Al-Hakim*, soixante-quinze ans, qui en a été le témoin. Il a été ensuite envoyé en Iran par les autorités irakiennes porteur d'une lettre avertissant que les exécutions se poursuivront si les opposants irakiens ne mettent pas fin à leurs activités, a-t-il précisé.

Le 10 mai dernier, *soixante* religieux de la famille Hakim étaient arrêtés à Nadjaf, ville sainte d'Irak, suivant les déclarations de l'époque de l'hodjatoleslam Hakim *(le Monde* du 18 mai). Les autorités irakiennes n'ont pas réagi à ces informations, note-t-on.

LES TRAVAILLISTES APRÈS LA DÉBACLE

Contrairement à sa légende, Mme Thatcher n'a pas remporté un triomphe aux élections britanniques. C'est le parti travailliste qui, par une déroute sans précédent, l'a confirmée avec éclat au pouvoir. La formation naguère glorieuse payait cher l'élimination de ses éléments modérés et un goût excessif pour le sectarisme et l'idéologie. Le Labour n'est plus un parti de masse. Il a, comme l'observe l'un de ses dirigeants, « perdu les années 80 ». Saura-t-il se transformer en grand mouvement social-démocrate ou sera-t-il supplanté, dans ce rôle, par l'Alliance qui, étrillée par le système électoral, n'en a pas moins remporté un net succès ? Il faudra beaucoup de savoir-faire au successeur de Michael Foot pour rétablir une situation aussi gravement compromise.

Comment ne pas devenir une secte pure et dure

De notre correspondant

Londres. — C'est promis-juré : la course à la succession de M. Michael Foot, qui s'est ouverte avant même que le vieux leader n'ait annoncé sa décision d'abandonner la direction du parti travailliste au congrès d'octobre, ne provoquera pas de *« bain de sang »*, selon l'expression d'un des prétendants. Les quatre principaux concurrents se sont engagés à se comporter en camarades d'un même parti.

Ils représentent des « sensibilités » différentes allant de la gauche à la droite du parti, mais ils estiment, à juste titre sans doute, qu'une campagne sereine et argumentée ne nuira pas nécessairement à l'image du Labour comme grand parti démocratique. Car ce n'est pas seulement le nom du leader qui est en jeu, mais l'avenir du mouvement travailliste lui-même après la cuisante défaite que vient de lui infliger l'alliance « objective » entre les conservateurs et les centristes. Le Labour va-t-il se recroqueviller sur lui-même jusqu'à devenir une petite secte socialiste, pure et dure, proposant une politique « juste », mais sans espoir de jamais revenir au pouvoir pour la *mettre en œuvre, ou va-t-il rompre* avec l'*« introspection paranoïsaque »* des dernières années, comme l'y invite M. Peter Shore, pour redevenir un grand mouvement, *« parti naturel de gouvernement » ?*

L'ampleur de la tâche tient en deux chiffres : le parti travailliste a perdu 4 millions de voix aux élections du 9 juin par rapport à 1979 et devra reconquérir plus d'une centaine de sièges s'il veut avoir une majorité dans la prochaine Chambre des communes. M. Shore reconnaît que *« le Labour a perdu les années 80 »* ; les prochaines élections n'auront lieu en principe qu'en 1988 ; la tâche du parti est donc de définir maintenant une doctrine pour les années 90.

Un déclin inexorable ?

La première question qui engage l'avenir du travaillisme est de savoir si les échecs enregistrés aux deux dernières élections ne sont que l'effet d'une baisse conjoncturelle de popularité ou s'ils marquent le déclin inexorable d'un parti représentatif d'une phase dépassée de la société industrielle. La réponse n'est pas simple mais les changements intervenus dans la société britannique et l'évolution de l'électorat travailliste laissent au moins à penser que le Labour ne peut s'en sortir sans une mutation profonde de sa doctrine et de son mode d'intervention politique.

L'autopsie de la défaite a à peine commencé que les différentes tendances du parti se disputent sur les explications. Pour la gauche, il n'y a aucun doute : le Labour a péché par défaut de socialisme ; la droite met en cause la gauche, ses excès verbaux, *ses manœuvres de division* et son goût morbide pour les querelles intestines. Le centre, dont M. Foot avait fini par devenir le meilleur représentant, incrimine l'image caricaturale donnée par la grande presse du programme du parti qui était *« le meilleur possible »*. Cette prédilection pour la politique de l'autruche a provoqué une remarque sarcastique de M. Denis Healey. Le leader-adjoint du parti, qui ne sera plus candidat à un poste de direction, a cité Oscar Wilde au lendemain d'un fiasco théâtral : *« La pièce a été un grand succès. C'est le public qui est coupable. »*

En fait, le Labour a tenu pen*dant la campagne électorale*, comme pendant les quatre premières années du gouvernement Thatcher, un discours totalement inadapté, indifférent aux préoccupations véritables des Britanniques, y compris de ses électeurs traditionnels. L'opposition au Marché commun ne mobilise plus les foules ; alors que le secteur public va fêter son quarantième anniversaire, les nationalisations n'apparaissent plus aux ouvriers comme un remède à la crise ; les habitants des *council flats* (H.L.M.), qui constituent la clientèle traditionnelle des tra*vaillistes, sont favorables* à l'achat de leur logement, alors que le parti s'y est opposé ; quant au désarmement unilatéral, il fait peur à une majorité de la population, à un moment où les difficultés économiques favorisent un regain de chauvinisme. M. Kinnock, un des prétendants à la succession de M. Foot, pense que, sur les questions de défense, le parti est en avance sur son temps, mais peut-être est-il plutôt en retard d'une guerre.

Les syndicats divisés

Le *« recentrage »* du Labour, à supposer qu'il soit soutenu par une majorité au prochain congrès, va se heurter à l'existence de l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates. La coalition centriste est arrivée en première position dans vingt-trois circonscriptions seulement, mais elle a enlevé la deuxième place dans trois cent douze autres. Autrement dit, dans près de la moitié des circonscriptions, elle est apparue comme la véritable solution de rechange au pouvoir conservateur. Les intellectuels, les classes moyennes, les *ouvriers qualifiés, peuvent désormais* trouver dans l'Alliance l'expression de leurs préoccupations politiques.

Sans doute la force du Labour reste-t-elle dans ses liens étroits avec les syndicats (TUC) qui l'ont créé au tournant des siècles, mais il n'est pas exclu que les syndicats, ou du moins certains d'entre eux, reconsidèrent leur appui aux travaillistes, si ceux-ci paraissent écartés durablement du pouvoir. Après tout, au dix-neuvième siècle, le mouvement syndical soutenait les libéraux, qui étaient les mieux placés pour traduire au niveau politique les revendications de la classe ouvrière. M. Terry Duffy, secrétaire général de la Fédération des ingénieurs, l'a dit sans détour : *« Nous ne pourrons pas continuer à appuyer un Labour qui poursuivrait une politique condamnée. » Un de ses collègues*, M. Frank Chappel, secrétaire du puissant syndicat des électriciens et des travailleurs des télécommunications depuis 1966, avait déjà pris position — à titre personnel — en faveur du S.D.P. aux élections du 9 juin.

Les syndicats, qui, avec leurs 6 millions de mandats, peuvent faire la pluie et le beau temps aux congrès du Labour, ne sont cependant pas d'accord entre eux. Les modérés soutiennent l'*aggiornamento* du travaillisme. Après avoir largement contribué à l'échec du gouvernement Callaghan en 1979, ils ont boycotté le gouvernement conservateur mais songent maintenent à reprendre le dialogue avec Mme Thatcher. La gauche, par la voie de M. Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs, appelle au contraire à la résistance *« comme dans l'Allemagne d'après 1933 »* et aux grèves politiques. Il est donc difficile de prévoir l'attitude de la majorité syndicale dans les débats à venir.

Les liens entre les syndicats et le parti travailliste se distendront nécessairement avec la nouvelle réforme préparée par le gouvernement conservateur, qui affaiblira non seulement le TUC mais également le parti. Actuellement, les adhérents des syndicats sont automatiquement, ou presque, membres du parti travailliste et ils paient une « cotisation politique ». Seuls les membres des syndicats qui le demandent expressément peuvent en être dispensés. C'est le système du *« contracting out »*. Mme Thatcher veut introduire le système du *« contracting in »*, c'est-à-dire que les adhérents syndicaux qui voudront adhérer au parti travailliste et payer la « cotisation politique » devront en faire la demande. La différence est importante. Entre les deux guerres, le gouvernement conservateur de Baldwin avait déjà introduit le *« contracting in »* (aboli en 1945) et le nombre des membres des syndicats adhérents au Labour avait chuté d'un tiers.

Un faux parti de masse

90 % *des* ressources financières du Labour proviennent des cotisations syndicales, mais cette somme ne représente que la moitié de la « dîme politique » levée par les syndicats, qui gardent l'autre moitié pour leur propre activité politique ou pour financer les campagnes électorales travaillistes. Cette situation donne lieu à toutes sortes de manœuvres. Ainsi, le T.G.W.U., syndicat des transports, a deux millions d'adhérents ; 97 % d'entre eux paient une « cotisation politique ». Pourtant le T.G.W.U. ne déclare que 1 200 000 adhérents au parti travailliste ; peut-être pour ne pas peser trop lourd dans les congrès travaillistes, mais aussi pour se réserver une marge de manœuvre : quand des décisions importantes sont en jeu, il a la possibilité d'augmenter le nombre des adhérents, sans que ces derniers soient ni consultés ni même informés. En fait, il achète 1 200 000 voix dans les congrès travaillistes à raison de 40 pence (4,40 F) par tête et par an (1). En face les quelque 600 000 adhérents individuels du parti ne pèsent pas d'un grand poids.

Les deux dernières élections législatives ont montré que la base sociologique du Labour se rétrécissait aussi. En 1979, son électorat a été pour la première fois depuis 1923 inférieur au nombre d'adhérents du TUC. Cette année, la majorité des syndicalistes n'ont pas voté pour des candidats travaillistes ; 27 % seulement des ouvriers se sont prononcés en leur faveur. Même phénomène chez les chômeurs, dont 47 % n'ont pas voté du tout. Les travailleurs manuels sont de moins en moins nombreux dans la population britannique et le Labour recueille de moins en moins de voix dans cette catégorie sociale déclinante.

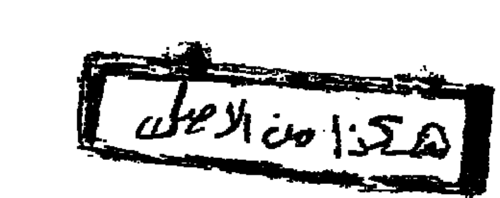
Les changements sociaux jouent contre les travaillistes. Les centres des villes se dépeuplent au profit des banlieues, où les gens, propriétaires de leur maison, votent de plus en plus à droite. Le Labour a perdu des voix dans toutes les classes d'âge, chez les hommes comme chez les femmes, et dans toutes les couches sociales. Il s'est mieux comporté chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, mais ce ne sont pas les électeurs de l'avenir. Un peu plus d'un tiers seulement des jeunes entre dix-huit et vingt-deux ans qui ont voté pour la première fois le 9 juin se sont prononcés pour les travaillistes.

Comme l'explique M. Ivor Crewe, professeur de sociologie politique à l'université de l'Essex, le Labour a surtout perdu dans *« la périphérie de sa base sociale »*, la classe moyenne, les ouvriers non syndiqués, les partisans du secteur privé, les propriétaires. Il reste le parti de la classe ouvrière traditionnelle, celle des H.L.M., des travailleurs du secteur public, du nord de l'Angleterre et de l'Ecosse ; mais ce « noyau dur » *ne suffit* plus à lui assurer une majorité. Parmi les ouvriers qualifiés et même chez les travailleurs manuels des entreprises modernes du Sud, non seulement le parti est battu, mais il arrive souvent en troisième position derrière les conservateurs et l'Alliance centriste. Comme l'écrit encore M. Crewe : *« La vieille classe ouvrière est maintenant trop petite pour donner au Labour une victoire électorale ; la nouvelle classe ouvrière est trop grande pour être ignorée. La division de la Grande-Bretagne entre « deux nations » ne passe plus entre les classes, mais au sein même de la classe ouvrière. »*

Pour éviter la marginalisation, le parti travailliste doit donc attirer ou récupérer de nouvelles couches sociales : il doit moderniser son langage, changer ses thèmes de propagande, inventer une politique moderne sans rompre avec ses traditions, lutter pour une société plus égalitaire, comme le souhaitent toutes ses tendances, en abandonnant, ou tout au moins en mettant en question, les idées reçues d'un siècle de socialisme britannique. L'historien marxiste Eric Hobsbawn résumait ainsi, il y a deux ans déjà, le dilemme du Labour : *« Le meilleur parti, aussi à gauche soit-il, ne suffit pas si les masses ne votent pas pour lui en nombre suffisant. »* C'est un avertissement que tous les candidats au leadership du Labour seraient bien inspirés de méditer.

DANIEL VERNET.

(1) Jacques Leruez, Jean-Claude Sergeant, William Toboul : *les Partis politiques britanniques, du bipartisme au multipartisme ?* PUF, 1982, 256 pages, 140 F.



(Dessin de PLANTU.)

En lice pour « le poste le moins enviable »

Dès le lendemain de la défaite, on faisait acte de candidature pour ce qu'un quotidien britannique appelait « le poste politique le moins enviable », à savoir la direction du Labour. Au moment même où le vieux routier du parti, M. Michael Foot, jetait l'éponge, M. Peter Shore profitait de son passage à la télévision pour annoncer qu'il briguait la succession. Dans les quelques heures qui suivirent, deux autres candidats entraient en piste, MM. Roy Hattersley et Neil Kinnock, qui incarnent l'un la droite, l'autre la gauche du parti, mais qui ont en commun de représenter sinon la jeune garde, du moins une génération nouvelle de cadres.

En tête, dans les traditionnels paris qui accompagnent toute compétition en Grande-Bretagne, M. Neil Kinnock. Ce Gallois roux de quarante et un ans, petit-fils de mineur et fils d'ouvrier, rugbyman à ses heures, n'avait plus à prouver aux militants du parti ses talents d'orateur passionné. Il les a rappelés au reste de la Grande-Bretagne pendant la campagne électorale, notamment au cours d'un mémorable affrontement télévisé avec un « *Thatcher boy* », M. Norman Tebbit, qui n'a guère qu'une chose en commun avec lui : le punch.

« Il a de la fougue, de la vivacité, de l'imagination, des qualités de persuasion et de la jeunesse », dit de lui un dirigeant syndicaliste, M. Clive Jenkins. Il a pour lui aussi – notamment aux yeux des syndicalistes qui feront la décision – ses origines sociales, une compréhension du monde ouvrier qui n'est pas de nature idéologique, et ses accents d'authenticité lorsqu'il prône l'avènement d'une société égalitaire ou lorsqu'il s'en prend, en tant que porte-parole du Labour pour l'éducation, à la bête noire de la gauche populaire : les *public schools*, c'est-à-dire les écoles privées.

C'est cette fougue sans doute qui fut à l'origine de la « gaffe » de M. Neil Kinnock pendant la campagne électorale. Répondant dans un débat télévisé à l'un de ses adversaires qui lui lançait : *« Mme Thatcher au moins a du cœur au ventre »*, il regretta qu'il ait fallu pour en faire la preuve que *« d'autres laissent ventre et cœur à Goose-Green »* (l'un des champs de bataille des Malouines). C'était attaquer sur le terrain le plus dangereux, celui où Mme Thatcher a consolidé sa popularité, et c'était mettre en doute non seulement le patriotisme des soldats tombés aux Malouines, mais celui du parti tout entier. Un imbroglio de plus dont le Labour se serait bien passé.

Si l'on en juge par les premières réactions aux candidatures annoncées, M. Neil Kinnock aurait le soutien de six ou sept des dix plus importantes fédérations ouvrières, en particulier du puissant syndicat des transports, ainsi que des syndicats des services publics et des cheminots. Les bookmakers le donnaient gagnant en début de semaine à six contre quatre devant M. Hattersley.

Pour les chaumières

S'il incarne la gauche du parti, M. Kinnock ne représente pas l'extrême gauche qui ne lui pardonne pas de n'avoir pas soutenu la candidature de M. Tony Benn au poste de leader adjoint en 1981. Il a pour handicap majeur d'être un proche de M. Michael Foot, de proposer une succession sans rupture et de ne pas considérer la campagne qu'a menée l'actuel leader comme la cause de la catastrophe électorale du 9 juin. Il a pour handicap aussi de n'avoir encore jamais exercé de responsabilités gouvernementales et d'avoir un profil de chef de parti plutôt que de futur premier ministre.

La personnalité politique de M. Roy Hattersley, cinquante ans, député de Birmingham, est plus complète. Il a participé à plusieurs gouvernements : il fut ministre d'Etat au Foreign Office et adjoint de M. Callaghan pour les questions européennes. Auparavant, en 1967, il avait été sous-secrétaire d'Etat au travail, puis était entré en 1969 au ministère de la défense, dirigé à l'époque par M. Denis Healey.

Il a été, comme l'est à présent M. Kinnock au même poste, un détracteur des *publics schools*. Mais il eut de nombreuses occasions de s'opposer à la gauche du parti à propos de l'Europe et, dès 1973, à propos de la politique des revenus, dont il se fit l'apôtre. *« J'ai le même sentiment à propos de l'Europe qu'à propos des nationalisations,* disait-il en 1975. *Je n'en fais pas un article de foi, mais un moyen au service d'une politique qui, elle, est un article de foi. »* M. Hattersley se range, sur toutes les grandes questions qui divisent le parti, parmi les modérés.

Homme de gouvernement, M. Hattersley est aussi un homme de médias : il a fait une remarquable campagne, prépare actuellement une émission de télévision sur Clement Attlee, qu'il se plaît à citer, et s'exprime abondamment dans la presse écrite.

L'*Observer* consacre actuellement une série à son autobiographie : il raconte dans le premier épisode, avec des clins d'œil de tendresse et d'humour à la bonne vieille Angleterre des années 20, les pérégrinations d'un jeune prêtre catholique – son père – défroqué pour épouser la fille d'un charbonnier, sa mère. De quoi se faire une popularité dans les chaumières.

M. Roy Hattersley a la faveur du « cabinet fantôme ». Il pourrait rallier une majorité des voix des parlementaires, en bénéficiant de la décision prise par M. Denis Healey de ne pas se présenter au poste de leader.

Un *oustider* enfin, sur lequel bien peu pour l'instant se risquent à parier : M. Peter Shore, un nationaliste venu de la gauche du parti, avec laquelle il partage encore son anti-européanisme militant, mais qui est devenu au fil des ans – et surtout ces dernières années en tant que chancelier de l'échiquier du cabinet fantôme – l'un des défenseurs les plus en vue des thèses économiques de l'aile droite.

Fils d'un capitaine de la marine marchande, il passe par Cambridge avant d'entrer au département de la recherche du parti travailliste et d'être élu député en 1964. De santé fragile, il connaît des fortunes diverses aux postes qu'il occupe dans les gouvernements travaillistes de 1964 à 1970. C'est comme porte-parole de l'opposition sur l'Europe qu'il se fait apprécier de 1971 à 1974. Devenu secrétaire d'Etat au commerce dans le gouvernement Callaghan, il fréquente les milieux de la Communauté européenne à Bruxelles, mais ne se convertit pas et reste partisan d'une Europe sans contraintes, donc réfractaire à celle qui existe.

Ce n'est pas la première fois que M. Peter Shore fait acte de candidature : il avait espéré en 1980 rallier la gauche et une partie du centre du Labour pour succéder à M. Callaghan comme leader. En septembre dernier, lorqu'une partie des syndicats (les plus modérés) tentent un « coup d'Etat » pour renverser M. Michael Foot, c'est sur lui qu'ils comptent. Il s'est exprimé vigoureusement contre la motion présentée par les syndicats de gauche qui condamne la pratique de négociations globales sur les salaires par tout futur gouvernement travailliste. La motion passe, le coup d'Etat échoue.

Ses soutiens syndicalistes sont en train de l'abandonner au profit de M. Hattersley, et il semble que l'heure de M. Peter Shore soit passée. D'autant qu'à soixante ans il priverait le parti de ce changement de génération dont il paraît avoir besoin.

C. T.

Les grandes heures du parti

Il a fallu trente-neuf ans d'existence au parti travailliste pour qu'il accède pleinement au pouvoir, en 1945, avec une majorité absolue. Au lendemain de la guerre, un raz de marée électoral, à la surprise générale, porte au pouvoir Clement Attlee, qui affrontait pourtant Winston Churchill, paré des lauriers de la victoire. Si la référence à Clement Attlee revient si souvent aujourd'hui dans les discours travaillistes, c'est que son gouvernement a profondément marqué l'histoire britannique d'après guerre et apparaît toujours comme l'heure de gloire du parti.

En six ans, les travaillistes vont transformer la Grande-Bretagne par une série de réformes qui ne seront, pour l'essentiel, plus remises en cause, si ce n'est partiellement aujourd'hui par Mme Thatcher. C'est l'époque de la décolonisation progressive de l'Empire (indépendance de l'Inde, du Pakistan, de la Birmanie, de Ceylan) ; des nationalisations des mines, de l'énergie, de la sidérurgie, des transports, et d'une intervention accrue de l'État dans l'économie. C'est aussi, et peut-être surtout, le temps du *Welfare state*, avec la mise en place d'une importante législation de protection sociale, l'élargissement de l'assurance-chômage, de l'assurance-maladie et la création du Service national du santé, qui assure à tous les Britanniques l'accès à une médecine gratuite. C'est le moment aussi où sont scellés, sur le plan financier, les liens entre le mouvement syndical et le parti.

En 1950, les travaillistes ne remportent les élections que de justesse. Leur majorité s'érode, sous l'effet notamment de leurs divisions internes, et, en septembre 1951, Clement Attlee fait de nouveau appel au pays, qui replace Churchill, alors âgé de soixante-dix-sept ans, à la tête du gouvernement.

Les conservateurs garderont le pouvoir pendant treize ans, au point que le Labour fait figure, au début des années 60, d'éternel opposant. Il revient cependant au gouvernement en 1964, après une assez mince victoire aux élections. Derrière son premier ministre, Harold Wilson, il remportera haut la main les élections de 1966, sera battu par surprise et pour une législature seulement en 1970, et reviendra en 1974, toujours derrière M. Harold Wilson. Le parti travailliste apparaît alors comme le parti « naturel » du pouvoir, où il se maiNtient jusqu'en 1979.

Harold Wilson avait pour ambition de mettre le parti au service de l'avènement d'une société nouvelle, adaptée au progrès scientifique et à l'ère de la technologie. Ses deux premiers gouvernements sont marqués par d'importantes lois sociales, dont celles sur l'avortement, l'amélioration des services sociaux, la renationalisation de la sidérurgie, que les conservateurs avaient dénationalisée. Mais la vie politique intérieure est dominée pendant cette décennie par le problème du déficit de la balance des paiements britanniques, qui impose une politique des prix et des revenus mise en cause par une partie du mouvement syndical.

La question-clé concerne l'Europe. Les milieux économiques sont acquis à l'idée européenne dès le début des années 60 et entraînent l'adhésion d'une large partie des conservateurs. Les syndicats, en revanche, lui sont résolument hostiles, tandis qu'une fraction des travaillistes la défend. De 1963 à 1969, le général de Gaulle, par son opposition à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, évitera à Harold Wilson l'éclatement d'une crise à l'intérieur de son parti. Elle ne sera que différée. Lorsqu'il revient au pouvoir après quatre ans dans l'opposition, Wilson demande au Parlement que, pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne, il se dessaisisse de sa souveraineté, et l'adhésion de la C.E.E. est acquise par référendum en juin 1975. La querelle autour de l'Europe n'est pas résolue pour autant et reste l'un des principaux points de discorde au sein du Labour.

C. T.

Liban

A LA SUITE DES FUSILLADES

Une vive tension persiste à Tripoli

Une vive tension prévalait le vendredi 17 juin à Tripoli, dans le Nord-Liban. Après la fusillade de la veille, qui avait coûté la vie à seize passants, un militaire de l'armée régulière a été abattu et les corps de trois sunnites, qui avaient été enlevés jeudi, ont été retrouvés sur le bas-côté d'une route. Apeurée par cette vague d'assassinats, dont on ignore les auteurs, la population de la ville est restée chez elle. Les magasins, les établissements bancaires et les écoles sont restés fermés.

Plusieurs formations islamiques de Tripoli ont accusé les phalangistes d'être responsables des fusillades. La radio et la presse phalangistes accusent, pour leur part, les milices alaouites (pro-syriennes) d'avoir voulu venger l'assassinat de trois des leurs dans un quartier sunnite de Tripoli.

Tension également dans le village de Deir-Quanoun (à 10 kilomètres de Tyr, dans le Sud-Liban) bien que les autorités militaires israéliennes aient levé vendredi le blocus qu'elles avaient imposé à la localité une semaine plus tôt. Les villageois demandent la libération de soixante-douze des leurs, âgés de douze à vingt-cinq ans, ainsi que de leur chef religieux. Tandis que les miliciens du commandant Saad Haddad remplaçaient les soldats israéliens, les représentants des organismes de secours ont pu pénétrer vendredi à Deir-Quanoun.

D'autre part, nous avons reçu de M. Raymond Eddé, député et président du Bloc national libanais, résidant à Paris, la déclaration suivante :

*« Je ne fais pas partie du front de l'opposition constitué par M. Walid Joumblatt, comme l'ont rapporté les agences de presse (*le Monde *du 12 juin) malgré les liens d'amitié qui me liaient à son père Kamal Joumblatt et qui me lient à lui-même aujourd'hui. Ma position politique est claire : je suis contre l'occupation israélienne, contre la présence syrienne et celle des combattants palestiniens au Liban. Je suis contre l'accord libano-israélien qui n'est qu'un traité de soumission. Je suis pour un Liban uni, libre et souverain. »*

La dissidence du Fath

Par ailleurs, loyalistes et dissidents du Fath continuent de s'affronter dans la vallée libanaise de la Bekaa, sous occupation syrienne. Selon des sources proches de M. Arafat, une quinzaine de mutins ont tenté vendredi, mais en vain, de s'emparer d'une position du bataillon dit *« des Martyrs de septembre »* et d'une clinique palestinienne. Le porte-parole des dissidents, Jihad Salem, soutient au contraire qu'un groupe de fedayin appartenant à ce même bataillon a rejoint les rangs des rebelles. Ces derniers ont encore annoncé dans un communiqué qu'ils étaient à l'origine de la plupart des attaques contre les forces israéliennes au Liban. Cette affirmation a été aussitôt démentie par la direction du Fath. – *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

Etranger

LA VISITE DU PAPE EN POLOGNE

En attendant Lech Walesa...

(Suite de la première page.)

Quand les haut-parleurs annon cent l'arrivée du pape, la délégation de Gdansk déploie dans les travées la banderole vedette, énorme : « Solidarité » et la foule applaudit, debout. Encadrée des tchaïkas noires des gardes du corps, la « papamobile » pénètre lentement dans l'arène et fait un tour de piste avant de ressortir pour sillonner les pelouses extérieures. L'arène, le faste, ces « *Vive le pape* » qui s'échappent d'un million de poitrines, la musique que joue un orchestre en habit, les dentelles des prêtres et l'émerveillement des enfants : c'est un triomphe romain, mais cet empereur a l'air d'un grand-père ému de la fête que lui fait sa famille.

Jean-Paul II maintenant parle. De la Rédemption d'abord, puis de l'histoire polonaise, pour évoquer la victoire remportée il y a trois cents ans contre les Turcs par le roi Jean III Sobiecki, venu sauver Vienne assiégée. Cette victoire, rappelle Jean-Paul II « *ne creusa pas l'abime* » entre Turcs et Polonais (mais) suscita au contraire « *respect et estime* ». Il n'est pas interdit de comprendre qu'un petit pays peut conquérir le respect d'un puissant empire en se battant. Puis vient un développement, mêlé d'histoire et d'Évangile, sur « *l'homme appelé à la victoire sur lui-même* (...) sur « *ce qui lie sa propre volonté* ». « *L'homme*, dit le pape, *se sent le devoir de remporter une victoire morale pour que sa vie ait un sens, et il en est de même d'une nation.* » Le propos chemine et voici la première bombe : « *La Pologne a maintenu jusqu'au bout et même ardemment les engagements qu'elle a assumés comme alliée lors des terribles expériences de 1939-1945. Le sort de la Pologne en 1983 ne peut être indifférent aux nations du monde, spécialement de l'Europe et de l'Amérique.* »

D'ici, entre la R.D.A., la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., Jean-Paul II, applaudi, vient d'appeler l'Ouest à ne pas cesser de défendre son pays — cet Ouest que le régime dénonce si violemment comme l'inspirateur de la subversion qui serait née avec Solidarité. « *Je vis profondément,* poursuit le pape, *toute l'expérience des dernières années depuis août 1980.* » C'est là que les applaudissements crépitent et que tombe la réprimande pontificale, car on entre dans le vif du sujet : « *La nation*, dit-il, *doit remporter par elle-même cette victoire dont la divine providence lui fait un devoir. Tous nous nous rendons compte qu'il ne s'agit pas d'une victoire militaire mais d'une victoire morale* (...). *Il s'agit de l'ordre de la vie de la nation et de l'État, dans lequel seront respectés les droits fondamentaux de l'homme* (...). *Un tel ordre peut être à la fois victoire des gouvernés et des gouvernants. Il faut y arriver par le chemin du dialogue et de l'accord. C'est là l'unique voie qui permette à la nation de jouir de la plénitude des droits civiques, de structures sociales répondant à ses justes exigences et capables de développer le consensus dont l'Etat a besoin et par lequel la nation exprime concrètement sa souveraineté.* »

M. Walesa n'a jamais dit autre chose : la « *volonté de victoire* » est un « *devoir* » ; bref, il faut « *dans un moment difficile* » tenir bon, résister, pacifiquement bien sûr. Tout à l'heure, lorsqu'il citera Gdansk parmi les diocèses représentés et que la foule applaudira, il plaisantera : « *Tout ce que j'aurais voulu ajouter serait inutile après cette réaction.* » La foule : « *Solidarité ! Solidarité !* » Le pape remet le holà : « *Il me semble que nous avions décidé à qui était la parole.* » Rire complice et silence instantané avant que Jean-Paul II ne demande en conclusion « *que la paix marque toutes les journées de (son) pèlerinage* ». Il est entendu, même si la dispersion est l'occasion de plusieurs débuts de manifestation et d'une brève charge de police.

Le plus étonnant dans ces incroyables heures que concluent un million de signes de la victoire, est que tout a semblé normal. On savait ce que pensait la Pologne et on l'a vu. On savait ce que pensait le pape et il l'a dit. On savait les Polonais déterminés mais réalistes et ils l'ont démontré. Et puis, après tout, on avait vu le matin même, au palais présidentiel, beaucoup plus sidérant encore : l'échange de discours entre le général et le pape.

Peut-être faut-il rappeler que le premier ministre, avant de recevoir pendant la guerre une formation militaire en U.R.S.S. et de faire une brillante carrière, avait été élève chez les pères. La partie étant difficile pour lui, il est crispé et cède même par moments à un léger tremblement nerveux. C'est par la paix aussi que commence le général. La Pologne, dit-il, ne l'a jamais vraiment connue jusqu'à ce que « *le tournant historique* » du socialisme ait été pris. Aujourd'hui le pays a de « *réelles alliances* » et ses frontières sont celles « *de l'amitié* ». Le monde, poursuit-il, « *est de nouveau menacé de guerre* » (sous-entendu par l'Ouest) et « *la tension des relations internationales a coïncidé avec l'aggravation des problèmes intérieurs de la Pologne. C'est de l'étincelle que naît l'incendie. (...) Le cours des événements a fait que nous avons pris, dans des circonstances dramatiques, une décision difficile, mais nécessaire* » (l'instauration de l'état de guerre).

Tout est dit, plus clairement que jamais : dans l'histoire, nos alliés de l'Ouest ont toujours laissé bafouer nos frontières, alors que l'appartenance au pacte de Varsovie nous les garantit. C'est donc là qu'est notre intérêt,et la raison d'Etat ordonnait que nous ne laissions pas déstabiliser un ordre européen qui garantit notre territoire.

La défense des syndicats libres

Ensuite, le général se défend d'avoir toujours voulu revenir sur les accords de Gdansk : « *Nous avons pris cette décision* in extremis *comme un choix ultime.* » « *La Pologne souffre* », avait dit le pape, et le général lui répond : « *On dit que la Pologne souffre, mais qui a pesé l'immensité des souffrances humaines (...) que l'on a réussi à éviter ? (...)* » « *Le pire est passé,* poursuit-il. *La Pologne populaire est la continuatrice d'une partie intégrante de la civilisation européenne depuis mille ans.* » Autrement dit : c'est nous qui défendons l'identité nationale. « *Nous comprenons*, reprend le général, *l'inquiétude d'un pape polonais pour sa patrie. (...) J'affirme notre volonté de lever l'état de guerre et d'appliquer les solutions humanitaires et juridiques adéquates. Si la situation dans le pays évolue à l'avenant, cela peut intervenir dans un proche délai.* »

Jean-Paul II répond par ce qu'il répétera au stade : « *la Pologne a payé du sang de six millions de citoyens son droit à la souveraineté* », et il enchaîne aussitôt sur le présent. « *Je ne perds pas l'espérance*, dit-il, *que ce moment difficile puisse ouvrir la voie au renouveau social, dont le début a été constitué par les accords sociaux entre les représentants des autorités de l'Etat et ceux du monde du travail. Bien que la vie de la patrie depuis le 13 décembre 1981 ait été soumise aux sévères rigueurs de l'état de siège, suspendu depuis le début de cette année, je ne cesse d'espérer que cette réforme sociale correspondant aux principes élaborés durant les journées critiques d'août 1980 et contenue dans les accords sera graduellement mise en œuvre.* »

Le pape n'a maintenant plus qu'à revenir au point de départ : la défense de la paix. « *Lorsque le dialogue entre les gouvernants et les gouvernés est malheureusement absent*, dit Jean-Paul II, *la paix sociale est menacée ou absente : c'est comme un état de guerre. Mais beaucoup de pays ont réussi ou réussissent à établir une vrai concertation permanente, à résoudre les conflits qui surgissent dans leur sein (...) en se dotant d'instruments de dialogue vraiment efficaces* ». Des syndicats indépendants en un mot.

Après un tel échange public diffusé par la télévision, l'entretien en tête-à-tête d'une durée de deux heures vingt, au lieu des soixante minutes prévues, ne pouvait qu'être difficile. Il aurait eu lieu, selon le porte-parole du gouvernement, M. Urban, dans une « *atmosphère d'attention, de compréhension et de sympathie mutuelles* ». Les deux parties ont en revanche, selon M. Urban toujours, manifesté des « *façons de penser différentes* » et proposé « *des solutions différentes* », même si elles procédaient d'un identique « *souci pour l'avenir de la Pologne* ».

BERNARD GUETTA.

Le « catéchisme civique » de l'opposition polonaise

« *Le trait fondamental du régime sous lequel je vis est sa soif d'accaparer les esprits. Celle-ci se manifeste dès l'école, dont l'objectif est de construire un monde intellectuel où tout est clair, univoque et bien défini. La « définition » imposée par les nécessités du pouvoir ne se limite pas à un modèle du présent. Le passé, lui aussi, est remodelé* », écrivait déjà, en 1975, l'historien polonais Adam Michnik (qui avait alors vingt-neuf ans) dans un article, « Le choix de la tradition », qui fait partie d'un recueil de ses textes publiés sous le titre *Penser la Pologne* (1).

« *Cela arrive surtout dans ce pays où l'histoire sert si souvent de masque aux controverses sur le présent*, ajoutait-il. *En nettoyant le passé des mensonges qui le recouvrent, on retrouve parfois sa propre identité. La clé du passé est le sésame de bien des portes d'aujourd'hui.* »

Déjà en 1962, le lycéen de seize ans issu d'une famille communiste était l'un des organisateurs d'un « Cercle des chercheurs de contradictions », rapidement dissous.

Donc, pour comprendre le présent, il étudie le passé, et, écrit M. Leszek Kolakowski dans sa préface, « *il acquiert bientôt ce qui fait la qualité première d'un historien : la conscience qu'il n'y a aucune excuse à se laisser duper par les faits lorsqu'on a les moyens de ne pas être dupes, et qu'il faut donc chercher la vérité aux sources (...). Méfiant, désobéissant, sceptique, avide de savoir, comment aurait-il pu poursuivre en paix ses études dans un pays où régnait partout le mensonge officiel* ».

Il est exclu, bien sûr, de l'Université en 1968 : le pouvoir lui imputera, ainsi qu'à Jacek Kuron et à Karol Modzelewski (2), la responsabilité de la révolte des étudiants, qui éclatera dans tout le pays alors qu'ils étaient depuis longtemps en prison. La « *révolution culturelle, conduite par les éléments les plus obscurantistes du parti* », note Aleksander Smolar dans son introduction, eut pour « *victimes les juifs contraints à l'exil, ainsi que la culture et la science polonaises, décimées par les limogeages d'universitaires, de journalistes et d'artistes* ». Ironie de l'histoire, toutefois, ceux qui, dans le parti, souhaitaient à cette occasion « *évacuer la génération précédente qui bloquait l'accès aux délices du pouvoir* » devront attendre les révoltes ouvrières de décembre 1970, réprimées dans le sang, pour parvenir à leurs fins... et être chassés à leur tour à l'automne de 1980.

« Les larves et les anges »

Au début des années 70, Adam Michnik termine ses études et choisit sa voie : ce sera celle, dangereuse, des marginaux, ces opposants professionnels qui, s'ils ont un métier, n'ont guère la possibilité de l'exercer. Mais lui et ses pareils vont préparer, la prise de conscience de la classe ouvrière : ils l'orientent bien au-delà de ses simples intérêts matériels, lui apprennent « *à employer d'autres arguments que les cocktails Molotov* » ; ils lui enseignent surtout le moyen d'être autonome. Tout cela se fera en moins de dix ans.

Ainsi, par exemple, au *Traité des larves*, dans lequel, en 1968, Piotr Wierzbicki avait dénoncé et ridiculisé les intellectuels consentant à collaborer d'une façon ou d'une autre avec le pouvoir totalitaire, Adam Michnik répond par un essai : *les Larves et les Anges*. Il comporte une sévère mise en garde : « *Le mépris pour les autres, quelle que soit son origine, mène parfois à des résultats lamentables* » ; l'ancienne victime devient bourreau et le saint se transforme en inquisiteur. De plus, toute vision manichéenne du monde, qu'elle justifie ses agissements par l'indépendance nationale ou par le socialisme utopique, ne fait que semer les graines de la haine.

« *Je ne suis pas assez idéaliste*, écrit-il, *pour croire que les hommes pourraient un jour arriver à vivre dans une bienveillance réciproque durable. Mais je crois en la force créatrice de nos actes, en notre possibilité de diminuer ou d'accroître le taux de haine et d'intolérance dans notre vie politique (...). Dès aujourd'hui, nous modelons les formes de l'indépendance et de la démocratie de la Pologne de demain. J'aimerais qu'elles soient celles qu'inspirent la tolérance et la culture politique, mais je sais que la propagation de ces valeurs exige de longues années de travail. Aussi nous faut-il les populariser dès aujourd'hui, non par des déclarations verbales, mais par chacune de nos actions quotidiennes.* »

L'auteur craint que, par excès d'intransigeance, l'opposition ne se transforme en un « *couvent d'incorruptibles* ». Il sait que des anges confits dans leur angélisme peuvent aisément se transformer en diables.

« *Vous ne me croyez pas !* s'exclame Adam. *Lisez donc un livre consacré aux plus nobles et aux plus courageux fils de la Russie, un livre que j'ai abhorré des années durant, mais auquel je revenais toujours comme un toxicomane revient à sa cocaïne ; un livre pareil à un miroir déformant qui renverrait à tout ange son reflet grimaçant, un livre antipathique et clairvoyant jusqu'à la cruauté. Lisez* les Possédés. (...) *Si l'opposition démocratique en Pologne ne repense pas l'expérience des* Possédés *pour la prendre à son compte, elle aura plus à craindre des Stavroguine et des Verkhovienski « polonais » que de nos flics au visage fripé et aux yeux dénués d'expression (...), parce qu'un mouvement qui n'aperçoit pas ce qui est valeur durable dans sa société n'est pas assez mûr pour pouvoir la transformer.* »

Dans *l'Église et la gauche-le Dialogue polonais* (3), Adam Michnick traite franchement des rapports entre les intellectuels de gauche, et pas seulement de la gauche catholique, avec l'Église ; il évoque les méfiances réciproques qui mèneront au « *silence (combien nuisible !) de la gauche laïque en 1966, alors qu'une campagne se développait contre l'épiscopat* » et à la « *réserve (combien douloureuse !) des milieux catholiques en 1968, face au pogrom de l'intelligentsia laïque* ».

« *Depuis plusieurs années, l'Église catholique en Pologne ne tente plus de justifier les droits des puissants de ce monde. Bien au contraire, elle reste obstinément du côté des persécutés. L'ennemi réel de la gauche laïque n'est pas l'Église mais le totalitarisme ; le problème central c'est le conflit entre le pouvoir totalitaire et toute la société polonaise dépouillée de ses droits. Dans la lutte contre le totalitarisme, l'Église joue un rôle dont on ne saurait sous-estimer l'importance (...).*

« *La gauche laïque doit offrir toute sa sympathie à un catholicisme « ouvert » (mais non à un compromis) et tolérant (mais non envers le totalitarisme).* »

En 1982, de la prison de Bialoleka, où il est interné, il écrit un essai sur la stratégie et la morale de la résistance à l'heure de la « *guerre polonaise* » quand l'élite du « *communisme aux dents ébréchées* », dont le parti n'est plus qu'un « *syndicat des hommes de l'appareil dirigeant* », a tenté désespérément de conserver ses privilèges par un coup d'État militaire, « *contre-révolution classique* ». Ce faisant, explique-t-il, « *les communistes ont retrouvé leur statut de 1945, celui d'une petite secte dont le pouvoir repose sur des baïonnettes. Alors, ils formaient une secte de Jacobins prosoviétiques. Aujourd'hui ils sont une secte de mandarins prosoviétiques* ».

A présent, l'opposition ne peut, elle, que se réfugier dans la clandestinité. « *Tel est aujourd'hui le devoir qu'imposent l'honneur et la raison. L'honneur, car une nation qui supporte docilement qu'on lui confisque la liberté n'en est pas digne, la raison, car une nation qui n'aperçoit pas une chance réelle de recouvrer la liberté et ne la saisit pas n'obtiendra jamais sa liberté.* »

STRAJK OKUPACYJNY
-grève d'occupation
STRAJK CZYNNY
-grève active
STRAJK WSPOMAGAJĄCY
-grève d'entraide
BIERNY OPÓR
RESISTANCE PASSIVE

Extrait de G. le Marec. Histoire de la Pologne. Editions Présence, Fournier diffusion.

Michnik note au passage que « *la révolte d'août 1980 et l'action de Solidarité ont mis fin à la mentalité d'esclaves forgée par le système communiste* ». Il réaffirme son opposition à toute forme de terrorisme qui « *renforce la spirale de la terreur, fait naître la haine et la cruauté et engendre la méfiance de larges couches de la société à l'égard des actions de la clandestinité* ».

Cela étant, dans la « *longue marche* » qui attend, de toute évidence, les opposants, il lui semble nécessaire, avant tout, de généraliser la vision d'une « *Pologne réformatrice* » dans la conscience sociale. Pour cela, il faût élaborer « *une sorte de catéchisme civique qui définirait les devoirs essentiels pour la Pologne de l'état de guerre* ».

Seule l'Eglise catholique, dont le rôle aujourd'hui s'est considérablement accru, est en mesure de proposer et de faire accepter par la société un tel programme d'éducation familiale. Selon Michnik, l'Eglise, en tant que témoin, devrait être le garant de l'honnêteté d'éventuels accords entre les gouvernants et les gouvernés en veillant à ce qu'ils soient conclus dans l'esprit des valeurs fondamentales de la chrétienté : vérité, dignité humaine et réconciliation. Mais il y aurait « *malentendu* » à attendre de l'Eglise un programme politique ; l'épiscopat ne saurait définir « *une direction politique de l'opposition* », car si « *l'Eglise est infaillible en ce qui concerne les dogmes de la foi, elle peut se tromper, cela lui est souvent arrivé dans le passé, dans le diagnostic de la situation sociale* ».

En apprenant, en septembre 1982, que son ami Jacek Kuron et d'autres militants du KOR (internés comme lui depuis décembre 1981) étaient inculpés pour avoir « *voulu renverser le régime par la force* », Adam Michnik proteste par un très beau texte (*le Monde* du 10 septembre 1982). Quelques heures plus tard, il sera inculpé à son tour.

L'aventure du KOR est prodigieuse. Le Comité de défense des ouvriers, créé en 1976 pour assister les détenus puis obtenir la libération des révoltés de Radom et d'Ursus, se transforme — cette tâche accomplie — en « comité d'autodéfense sociale ».

Jusqu'en 1980, Michnik et Kuron parcourent le pays pour faire des conférences aidés par une pléiade d'hommes décidés. La presse clandestine, les éditions en samizdat fleurissent, les publications se multiplient, les ouvriers prennent en main eux-mêmes l'édition de leurs propres journaux. Entre 1976 et 1980, les deux hommes détiennent le peu enviable record du nombre des « *gardes à vue légales de quarante-huit heures* ».

L'épopée du KOR

Dans un numéro spécial consacré au KOR, *l'Alternative* (4) raconte cette épopée et publie les écrits et les biographies des trente-cinq principaux animateurs du comité dont, à l'heure du premier congrès de Solidarité, Lech Walesa devait dire : « *C'est le KOR qui nous a appris à travailler.* » Au moment même où le syndicat indépendant tient son congrès à Gdansk, en septembre 1981, les fondateurs du KOR annoncent, eux, la dissolution de leur comité, rendu inutile par l'existence de Solidarité avec ses quelque dix mille membres. Aujourd'hui, les animateurs du KOR sont presque tous en prison, dans l'attente du premier grand procès préparé par la junte militaire contre ces « *ennemis de la Pologne* ». Le contenu du dossier d'*Alternative* montre l'inanité d'une telle accusation.

Pour compléter ces lectures polonaises, deux ouvrages, les *Textes interdits* (5) présentent une sélection de près de deux cents textes publiés dans la presse clandestine pendant la première année de l'état de guerre. Dans les *Chroniques clandestines d'un pays en guerre* (6), Marek Nowakowski narre la vie quotidienne avec un talent qui lui a valu d'être colauréat cette année du Prix liberté décerné par le Pen-Club français.

Enfin, le numéro hors série de la revue *Autrement* (numéro 2 — 1983) : « A l'Est — chroniques des p'tits-fils du peuple » (7), entend montrer « *l'art de vivre au pays du socialisme réel* ». Pour la Pologne, on y trouve notamment l'itinéraire d'une « *juive, polonaise et communiste* » et le témoignage de « *trois Polonaises dans la révolution* ». Tableau pointilliste mais qui donne de la réalité une image juste.

AMBER BOUSOGLOU.

(1) Adam Michnik : *Penser la Pologne - Morale et politique de la résistance.* Texte annoté par Zinaïda-Erard. Préface de Leszek Kolakowzki. Introduction d'Aleksander Smolar. « La Découverte », Maspero. Paris 1983. 222 pages.

(2) Kuron, pédagogue, et Modzelewski, historien du Moyen Age, avaient déjà fait trois ans de prison pour avoir, en 1965, écrit une « *Lettre ouverte au parti ouvrier unifié polonais* » où ils dénonçaient en fait la lente normalisation non sanglante qui avait progressivement succédé aux espoirs fous de 1956 de voir instaurer en Pologne un socialisme assorti de tous les attributs réels de la démocratie.

(3) Publié en 1977 en polonais par l'Institut littéraire à Paris, puis en français en 1979 par Le Seuil, dans la traduction d'Agnès Slonimsky en collaboration avec Constantin Jelenski.

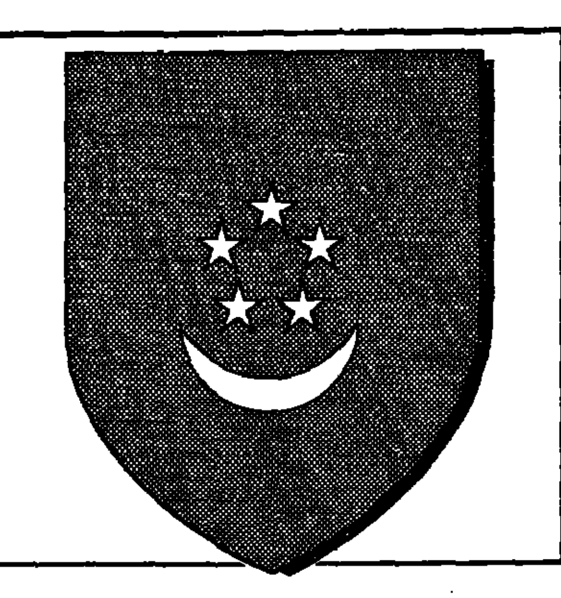
(4) *Solidarnosc et l'alternative* - Mai 1983 - 120 pages - 55 F.

(5) *Textes interdits - Solidarité,* choisis par Alain Zlotkowski et Marie-Hélène Versini. Préface de Jean-Jacques Walter. Éditions Philippe Camby. Paris 1983, 242 pages.

(6) Marek Nowakowski : *Chroniques clandestines d'un pays en guerre,* traduit du polonais par Valentine Verdier. Stock. Paris 1983, 209 pages.

(7) Numéro hors série (Nº 2 - 1983). 262 pages. 65 F. 4, rue d'Enghien, 75010 Paris.

Singapour tremplin vers l'Asie



L'ombre du Vietnam

PETITE île-Etat de la taille du Territoire de Belfort – 618 kilomètres carrés pour 2,5 millions d'habitants – Singapour est avant tout dépendante de ses échanges industriels et commerciaux avec le reste du monde, et en particulier avec l'Asie du Sud-Est. Tandis que la tâche de gestion du gouvernement de M. Lee Kwan Yew ressemble par beaucoup d'aspects à celle d'un conseil municipal de métropole, sa politique étrangère est déterminante. Entourée par deux voisins plus puissants – l'Indonésie et la Malaisie – qui l'ont à un moment revendiquée, Singapour se devait de se doter d'une diplomatie active. Longtemps dirigée par le numéro 3 du régime, M. Rajaratnam, aujourd'hui en semi-retraite, elle est maintenant entre les mains de M. Dhanabalan. Ses lignes directrices sont axées sur l'indispensable solidarité au sein de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est avec l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande) et sur son attachement ferme au camp occidental.

Cette ancienne colonie britannique indépendante depuis 1965, dépourvue de ressources et de marché, entrepôt et port régional traditionnel, se sent à l'aise au sein de l'ASEAN, tout en réalisant que son dynamisme et son niveau de développement suscitent une certaine méfiance de la part de ses partenaires. C'est pourquoi, selon M. Dhanabalan, « *la coopération économique doit se concentrer dans les domaines où il n'y a pas de conflits d'intérêt* », en particulier techniques ; un marché commun n'est pas pour demain. « *Nous avons des intérêts à long terme dans l'ASEAN. Nous en sommes historiquement le centre régional et nous voulons contribuer à en accroître les profits. Nous savons bien que la tendance vers un nationalisme économique est naturelle, mais nous nous développerons en même temps que nos voisins* », ajoute un haut fonctionnaire.

D'abord association économique, l'ASEAN s'est développée au point qu'il n'existe plus de sérieux différends politiques entre partenaires, et que les divergences ne se règlent plus sur la place publique. L'habitude de vivre ensemble depuis 1967 y est pour quelque chose. Mais, estime un universitaire, « *le Vietnam a été notre meilleur ami* » en resserrant les liens entre membres de l'ASEAN, inquiets des ambitions de Hanoï depuis 1975, mais surtout depuis l'occupation du Cambodge. « *Ce qui nous inquiète,* ajoute ce haut fonctionnaire, *c'est l'émergence d'une puissance régionale forte, soutenue par une super-puissance et qui est prête à employer la force pour parvenir à ses fins. L'ASEAN ne veut pas se retrouver impuissante diplomatiquement et politiquement face au Vietnam.* »



Certes, pour M. Dhanabalan, il faut trouver au Cambodge « *une solution qui ne soit pas une menace pour le Vietnam (...), dont la peur de la Chine est légitime* ». Cependant, dit-il, « *je ne pense pas que la peur de la Chine soit la raison principale de la politique de Hanoï, mais plutôt son désir que le Cambodge reste dépendant. Sans cette ambition, de grands progrès auraient été faits* » vers une solution politique. C'est dans cette perspective que Singapour soutient le gouvernement de coalition khmer présidé par le prince Sihanouk. « *Il lui faudra du temps pour se consolider, mais il sera une option disponible – parmi de nombreux autres facteurs – le jour où le Vietnam cherchera une solution.* »

Fer de lance

En attendant, toute prolongation du conflit, pour Singapour, ne peut que renforcer l'influence de la Chine dans la région, ce qui ne peut qu'être nuisible à l'ASEAN comme au Vietnam. Singapour n'entretient toujours pas de relations diplomatiques avec Pékin, en dépit d'échanges commerciaux importants, attendant que l'Indonésie ait renoué avec la Chine pour la suivre. Il n'est pas dans notre intérêt à tous, estiment les dirigeants de l'île, que la Thaïlande devienne trop prochinoise. Il faut qu'elle obtienne des assurances d'être soutenue en cas d'attaque vietnamienne qui ne soit pas uniquement chinoise.

Longtemps fer de lance de l'ASEAN dans son opposition à la politique vietnamienne, partisan résolu d'un « recentrage » du mouvement non aligné considéré comme trop prosoviétique, Singapour n'a pas bien compris la politique indochinoise de la France. Elle s'était toutefois abstenue de critiquer, comme l'avaient fait certains de ses partenaires, les récents propos de M. Cheysson à Hanoï. Tout en comprenant les relations particulières de la France avec ses anciennes colonies, les dirigeants singapouriens admettent difficilement la coopération que Paris entend poursuivre avec Hanoï.

Il faut dire que les relations franco-singapouriennes ne se sont pas établies sur des bases claires. Paris a longtemps considéré l'île-État comme trop petite pour être intéressante politiquement et économiquement. Les investissements français y sont toujours minimes par rapport à ceux des autres grandes puissances industrielles, même si les relations commerciales se sont considérablement développées récemment. De leur côté, les responsables singapouriens n'ont jamais semblé bien comprendre les Français, si différents du modèle anglo-saxon dont ils ont toujours été imprégnés.

D'où une certaine « suspicion », qu'admettent certains Singapouriens, tout en affirmant qu'elle est mutuelle. Singapour souhaiterait aussi un peu plus de considération de la part de Paris, qui semble lui préférer des pays plus peuplés, comme l'Indonésie : « *Nous ne pouvons pas être classés comme un petit pays africain de deux ou trois millions d'habitants* », nous a-t-on dit. M. Dhanabalan souhaite pour sa part « *plus de compréhension réciproque* ».

Il est possible que le regain d'intérêt français pour la région, que l'agressivité commerciale récente – *bien que tardive*, – contribuent à améliorer ces relations. Les boutiques françaises fleurissent dans l'île ; Thomson y construit radios et téléviseurs ; Singapour Airlines vient de faire une nouvelle commande de six Airbus ; le nouveau métro – le M.R.T. – qui va être lancé, a attiré de nombreuses offres françaises dans un domaine où notre technologie est appréciée. Un institut franco-singapourien d'électronique doit ouvrir ses portes à l'automne.

Car Singapour accorde une grande importance à ses relations avec l'Europe, et en particulier avec les Dix. Pour Singapour, comme pour les autres pays nouvellement industrialisés d'Asie, le marché et les investissements européens sont un moyen de se dégager du dialogue prioritaire avec le géant japonais et avec les États-Unis.

PATRICE DE BEER.

FINANCES ET BANQUES

Des règles très strictes pour un bon fonctionnement

par FRANCIS VINCENT et EUGÈNE DOYLE (*)

VILLE-ETAT dépourvue de richesses naturelles mais disposant d'un grand port international et d'une main-d'œuvre compétente, Singapour a développé – grâce à une action délibérée des pouvoirs publics – une intense activité bancaire et financière. Sa politique s'est caractérisée par un refus du nationalisme et par une recherche du libéralisme, indispensables pour faire de la place un grand centre financier international.

De par sa situation géographique, Singapour est un trait d'union entre les places financières d'Extrême-Orient, du Proche-Orient et de l'Europe. Les opérations peuvent être traitées le même jour avec Tokyo, Hongkong ou Sydney, et avec Bahrein, Paris ou Londres. L'île, dont l'économie est en croissance continue, bénéficie d'une bonne position dans une zone où les effets de la récession mondiale semblent, vus de la France, bien faibles.

Les autorités locales ont, pour leur part, toujours su maîtriser les problèmes internes et entretenir de bonnes relations avec les pays étrangers, conditions nécessaires pour attirer des capitaux toujours réticents à se placer dans des zones instables. Cette situation a permis d'avoir une monnaie forte, et il n'existe plus de contrôle des changes depuis 1978. De plus, la fiscalité a été aménagée progressivement, concurrençant directement Hongkong. Pour attirer banques et capitaux étrangers, l'impôt sur les bénéfices, normalement de 40 %, a été ramené à 10 % pour les profits sur les transactions off-shore. Les intérêts servis aux non-résidents sur leurs dépôts en Asia-dollars sont exonérés de la retenue à la source. Enfin, une exemption totale sur les revenus de certains types de prêts accordés entre avril 1983 et mars 1988 est prévue. Ainsi, au cours des dernières années, Singapour est devenu le centre financier du Sud-Est asiatique et une grande place internationale au même titre que Hongkong ou Tokyo.

Cent soixante-huit banques

Libéralisme ne veut pas dire pour autant laxisme. Les autorités tiennent à ce que l'absence de contrôle des changes n'aboutisse pas à livrer le dollar de Singapour (appelé ci-après dollar) (1) à une spéculation incontrôlée. De plus, elles attachent beaucoup d'importance à la réputation et à la moralité financière de la place. Des règles très strictes ont donc été fixées aux organismes bancaires et financiers, notamment pour accéder au marché du dollar et à celui de l'Asia-dollar. Seuls peuvent intervenir sur ce dernier marché les établissements ayant une licence spéciale.

Si l'émission monétaire est dévolue au Board of Commissioners, c'est à l'*Autorité monétaire* (MAS) qu'appartient le rôle de banque centrale, c'est-à-dire notamment le contrôle du système bancaire et financier. La MAS intervient aussi au niveau opérationnel pour régler les taux du marché, pondérer les fluctuations des cours des changes. Les banques jouissent généralement d'une grande liberté de manœuvre. La meilleure preuve en est leur succès et leur nombre, passé de 89 à 119 en trois ans (décembre 1982).

(Lire la suite page 10.)

(*) Directeur de la B.N.P. à Singapour ; directeur général de la B.N.P. (South-East Asia) Ltd.

(1) 1 dollar de Singapour = environ 3,60 F.



Des règles très strictes pour un bon fonctionnement

(Suite de la page 9.)

Trois types de licence sont accordées aux banques :

– *Treize banques locales et* vingt-quatre étrangères (dont une seule française : Indosuez) bénéficient d'une licence complète ;

– En 1971, une licence restreinte fut introduite autorisant les treize banques de cette catégorie à effectuer toutes les opérations, sauf l'ouverture de comptes d'épargne en dollars et l'implantation de plus d'une unité de dépôts rémunérés inférieurs à 250 000 dollars ; la B.N.P. est la seule banque française de cette catégorie ;

– Le concept de banque offshore s'est développé depuis 1973, notamment pour éviter une trop grande concurrence sur le marché du dollar et concentrer l'activité des nouveaux établissements sur celui de l'Asia-dollar, essentiellement avec des non-résidents. Les soixante-neuf banques (dont sept françaises) qui opèrent sous ce type de licence, en plus des restrictions précédentes, ne peuvent accepter des dépôts de résidents autres que banquiers, et leurs crédits à ces mêmes résidents sont limités à un plafond global de 30 millions.

En outre, il existe quarante-neuf banques d'affaires. C'est dans les catégories de banques offshore et d'affaires qu'ont été inscrites pratiquement toutes les banques qui ont reçu une licence au cours des dernières années.

A cet ensemble il convient d'ajouter les sociétés financières, les maisons de réescompte et les courtiers spécialisés dans le marché monétaire international, sans oublier les bureaux de représentation qu'ont installés sur place une cinquantaine de banques.

Bien que le dollar soit convertible, il est essentiellement utilisé pour des besoins internes. Les autorités ne souhaitent pas qu'il devienne une monnaie internationale en raison des risques que feraient courir à une petite économie des fluctuations trop importantes. C'est pour cette raison que les possibilités d'accès des non-résidents au marché du dollar sont limitées : ceux-ci ne sont pas autorisés à emprunter d'obligations libellées en dollars ni plus de 5 millions sans accord préalable de la MAS. Sous ces réserves, le marché du dollar est bien développé.

Singapour joue un rôle important dans le négoce international. Les banques ont acquis une indiscutable maîtrise dans la réalisation d'opérations complexes. Ainsi des mouvements considérables de marchandises ou de produits, ne touchant pas Singapour, sont contrôlés et financés par les banques de l'île-Etat : exportations de bois indonésien vers le Japon ou l'Europe, d'équipements électroniques du Japon ou de Taiwan vers l'Indonésie ou l'Afrique occidentale, de caoutchouc et d'huile de palme de Malaisie vers les Etats-Unis ou l'Europe...

La concurrence entre banques est très forte : la fidélité de la clientèle est directement liée à la qualité du service, au niveau des taux, à la rapidité de décision. Il n'y a ni clientèle captive ni rente de situation à l'intérieur de pools, d'autant qu'il n'y a pas d'encadrement du crédit.

Pour les entrepreneurs désirant des fonds à long terme, il existe un marché des capitaux très actif. Les émissions d'actions, introductions en bourse, fusions et absorptions, sont nombreuses et régies par un code sous le contrôle du Securities Industry Council – l'équivalent de notre commission des opérations en Bourse. Ce type d'opérations est le domaine privilégié des banques d'affaires où figurent les plus grands noms mondiaux de la profession. La B.N.P. a créé, par exemple, sa propre banque d'affaires avec la Caisse d'épargne (Post Office Savings Bank), la B.N.P. (South-East Asia) Ltd.

La Bourse de Singapour assure le marché secondaire des titres émis. Y sont cotées deux cent quatre-vingt-huit valeurs de sociétés malaisiennes et singapouriennes, représentant une capitalisation de l'ordre de 75 milliards de dollars. Pour l'instant, peu de titres d'autres pays font l'objet de cotations.

Si le marché du dollar est volontairement limité, par contre tout a été fait depuis une quinzaine d'années pour développer celui de l'Asia-dollar. La progression de Singapour a été particulièrement rapide en *1981 et, bien que ralentie en 1982* par la réduction des surplus de trésorerie de certains pays producteurs de pétrole et par la baisse du niveau des réserves de nombreux Etats, elle a encore atteint 20 %.

Le total des actifs en Asia-dollars atteignait, fin 1982, 103 milliards de dollars américains, soit 6 % du marché offshore des monnaies, ce qui placerait Singapour au cinquième rang mondial, bien évidemment loin derrière une place comme Londres, mais avant Hongkong et Tokyo. Ce développement a été favorisé par la réglementation fiscale et le fait que les banques ne sont pas obligées de constituer des réserves obligatoires pour les ressources offshore qu'elles collectent.

Bons de caisse

Sur ce marché, seuls peuvent opérer les titulaires d'une licence spéciale délivrée par la MAS. En fait, il s'agit d'unités fonctionnant à l'intérieur de banques à licence sous la dénomination d'Asian Currency Unit (ACU). Chacune des cent quarante-deux *ACU se voit fixer* une limite globale d'intervention par la MAS. Marché inter-banques à l'origine, celui-ci a tendance à s'ouvrir à d'autres emprunteurs et déposants. Ainsi, à la fin de 1982, l'encours des prêts consentis aux « non-banques » atteignait 27 % du total des crédits, tandis que 17 % des dépôts provenaient de particuliers ou d'institutions non bancaires.

Singapour est de plus en plus la source d'où proviennent les fonds nécessaires aux opérations importantes de la région Asie-Pacifique, qui nécessitent l'intervention de plusieurs prêteurs, c'est-à-dire une syndication. Un nombre croissant d'emprunts sont basés sur le taux Sibor (Singapour Interbank Offered Rate), pendant asiatique du Libor de Londres. En 1976, a commencé l'émission de deux types d'instruments nouveaux, les F.R.C.D. (Floating Rate Certificates of Deposits) et les F.R.N. (Floating Rates Notes). Un volume appréciable de ce papier circule maintenant sur le marché, loin tout de même des volumes émis sur l'euro-marché. Les *F.R.C.D.* sont des bons de caisse émis par des banques, à échéance de deux à cinq ans, et fondés sur des taux variables. Les banques japonaises prédominent dans ce secteur, mais on voit apparaître d'autres emprunteurs, asiatiques essentiellement. Le volume annuel des émissions (trente-huit en 1982) est de l'ordre de 900 millions de dollars américains.

Les F.R.N., que l'on peut assimiler à des obligations classiques, sont émises à cinq ans au moins par des grandes entreprises internationales ou locales, aussi bien que par des banques. Les noms et les origines géographiques sont plus diversifiés que pour les F.R.C.D. (Asie, Europe, Amérique latine, Afrique).

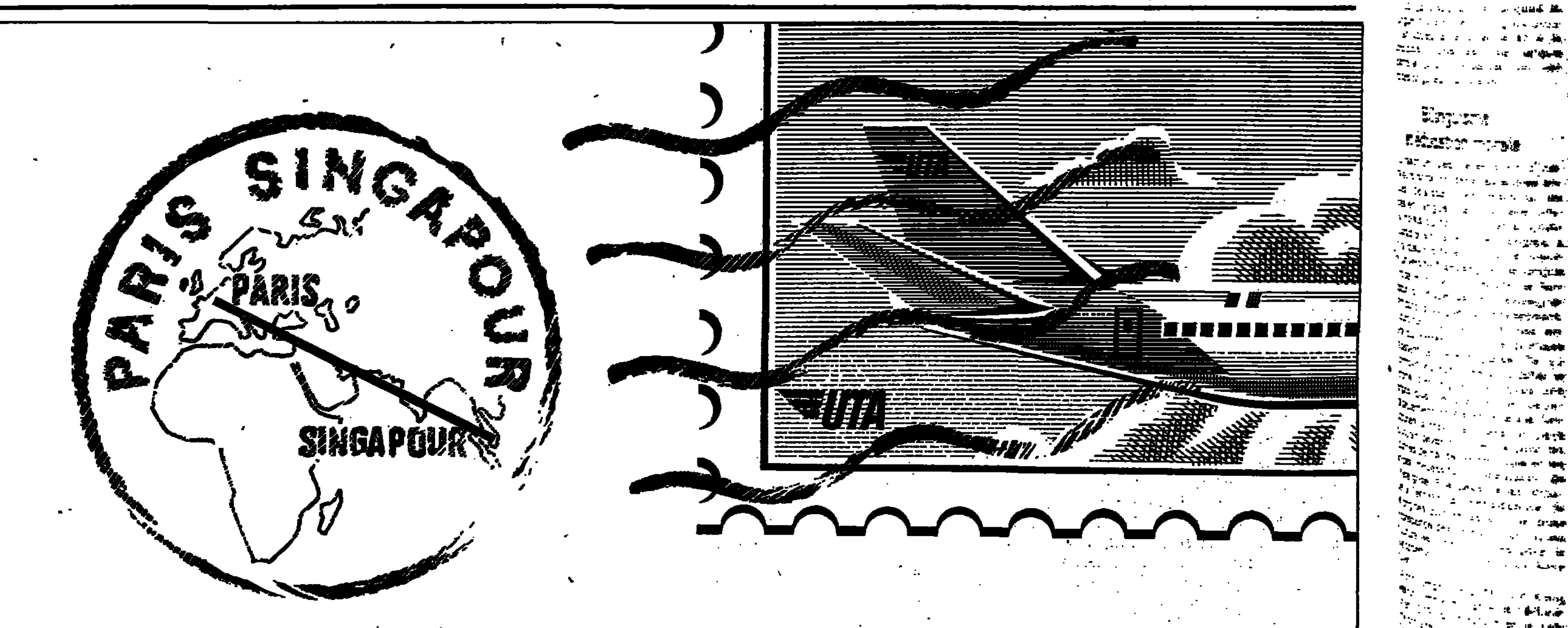
Bien que la plupart des émissions soient cotées en bourses, les transactions ultérieures sont faites essentiellement sur un marché secondaire entre banques, courtiers spécialisés et autres professionnels. Singapour est également un marché des changes importants, où se traitent quotidiennement 8,5 milliards de dollars américains. Les devises sont cotées contre le dollar américain, monnaie de base. Le mark allemand, le yen, la livre sterling et le dollar de Singapour représentent plus de 80 % des transactions. Le ringgit malaisien, le florin, les francs français et suisse font également l'objet de cotations.

Il s'agit surtout d'un marché au comptant, mais les opérations à terme connaissent un développement rapide. En fait, les banques sont capables de traiter de gros montants jusqu'à six, voire douze mois, à des taux comparables à ceux proposés en Europe. Avec l'accroissement du nombre des banques et la participation plus grande des places voisines, le marché des changes ne pourra à l'avenir que se développer.

FRANCIS VINCENT et EUGÈNE DOYLE.

Solidement établies...

Les banques françaises se sont solidement établies à Singapour. Sont installées sous la forme de banques locales et offshore Indosuez et la B.N.P. Sous la seule forme offshore, le Crédit lyonnais, la Société générale, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la B.F.C.E., l'UBAF et la Banque Worms. Indosuez et la B.N.P. ont également une banque d'affaires. Le Crédit commercial de France et le Crédit du Nord disposent d'un bureau de représentation.



A la recherche d'une identité nationale

Nation d'immigrants, Singapour se devait d'avoir une culture, instrument primordial d'une identité nationale. Ce n'était pas chose facile dans un pays où une majorité de Chinois côtoient des Malais, des Indiens, mais aussi des Européens qui ont façonné cette société, formé ses élites et lui ont donné leurs propres valeurs. Le gouvernement, composé d'hommes éduqués à l'anglaise, a d'abord voulu imposer une anglicisation, au nom d'un pragmatisme fondé sur la supériorité de l'Occident, et fit emprisonner des défenseurs de la langue chinoise. Mais les valeurs d'une civilisation ne pouvant se diviser, les symboles de la « décadence » occidentale — cheveux longs, contestation... — ont, eux aussi, fait leur apparition. Ce qui conduisit les autorités à se retourner vers le fonds culturel traditionnel et vers les langues d'origine de la population. Ainsi M. Lee Kwan Yew a imposé — comme en Chine — le mandarin à une ethnie chinoise partagée en six dialectes principaux. Désormais, comme l'explique Mme Chan Heng Chee, l'accent est mis sur les langues d'origine et sur l'éducation morale. Nouveau et brusque virage qui n'est pas sans déconcerter bien des gens.

P. de B.

par CHAN HENG CHEE (*)

AU cours de leur première décennie de pouvoir — entre 1959 et 1969, — les dirigeants du *Parti d'action populaire* (PAP) avaient concentré toute leur énergie à mettre en place un cadre politique et économique où réunir les divers éléments qui composent la société singapourienne. Leur tâche primordiale était alors de l'emporter sur les *communistes et autres opposants* de gauche qui leur disputaient le pouvoir. Ils avaient d'abord tenté de lier leur destin à celui de la Malaisie puis avaient été contraints, avec l'accession à l'indépendance en 1965, de créer d'urgence une économie viable. Dans les années 70, M. Lee Kwan Yew a tourné son attention vers une révision profonde de la politique linguistique et du système d'éducation.

Dans un pays comme Singapour, il s'agit, en effet, d'un problème fondamental. Sur les 2,5 millions d'habitants, 76 % sont d'origine chinoise, descendants des émigrants du dix-neuvième et du vingtième siècle, 6 % sont d'origine indienne. Les Malais, population autochtone, mais aussi *immigrants venus de Malaisie et d'Indonésie*, sont 15 %. Parmi les Chinois en 1970, 42 % parlaient le hokkien (dialecte du Fujian), 22 % le teochew (nord de la province de Canton), 17 % *le cantonais* (...). Le chinois officiel, ou mandarin, est le seul à être enseigné dans les écoles ; les dialectes se parlent en famille et dans la vie quotidienne.

La tâche à accomplir consistait à donner une nouvelle dimension à la construction de la nation, une reconnaissance du fait que, bien que les *récompenses matérielles* et un ordre politique stable aient pu à l'origine encourager l'identification à un système, ils ne pouvaient, à eux seuls, susciter la cohésion politique de la société *ou la* contraindre à une loyauté envers l'Etat. Ce sont la préservation et l'expression de toute une palette de valeurs particulières à Singapour qui définissent l'identité nationale singapourienne.

Dans cette société pluraliste, le choix d'une langue n'a jamais été facile. Pour des raisons géopolitiques *et économiques aussi bien que pour* intégrer les différentes communautés, l'anglais est devenu la langue de communication non officielle. Au début des années 70, la politique linguistique apparut clairement comme le support d'une société plurilinguale, dans laquelle chaque citoyen devait être bilingue, au moins. Chaque élève se vit obligé d'apprendre l'anglais et sa langue maternelle. *L'anglais pour* qu'il ait accès à la science et à la *technologie modernes* ; sa langue maternelle pour conserver un lien avec ses origines culturelles.

Bilinguisme et éducation morale

La réaction des parents fut d'inscrire leurs enfants dans les écoles anglaises, *délaissant en majorité* les écoles en langue traditionnelle (chinois, malais ou tamoul). Cette option irréversible en faveur de l'anglais a été la raison officielle pour la fusion de l'université Nanyang — de langue chinoise — et de l'université de Singapour, *qui dispensait son enseignement* dans la langue de Shakespeare. Aujourd'hui, plus de 90 % des enfants qui entrent à l'école primaire choisissent la filière anglaise. Ce qui a contraint les autorités à modifier le système d'enseignement. Elles ont *compris que l'éducation ne devait* pas seulement préparer le jeune Singapourien à travailler dans un pays qui voulait devenir un centre pour les industries de haute technologie et les services nécessitant *beaucoup* de matière grise. Elle devait aussi inculquer à l'enfant la connaissance de ses origines culturelles et une prise de conscience des valeurs historiques et culturelles, préconditions pour le développement équilibré d'un futur *citoyen*.

Ayant compris cela, M. Goh Keng Swee fut nommé ministre de l'éducation en 1979, pour réformer le système scolaire. Le nouveau système d'éducation est fondé sur des structures destinées à développer le bilinguisme, *à réduire l'échec* scolaire et à permettre à l'enfant de se développer à son propre rythme. Ce qui frappe par sa nouveauté dans ce programme est la création d'un enseignement *de la morale. Il s'agit là* d'un changement par rapport à la politique du PAP, qui avait aboli l'éducation morale après son arrivée au pouvoir. Alors que Singapour est confrontée à *une économie ouverte*, qu'une société qui change rapidement se trouve exposée à toutes sortes d'influences, le gouvernement a compris les risques d'une déculturation.

Un certain nombre de personnes *ont critiqué la décision prise en 1981* de lancer une campagne pour parler le mandarin et celle d'introduire l'étude de l'islam, du bouddhisme, du christianisme, de l'éthique confucéenne et des « religions mondiales » dans le programme d'éducation morale redevenu obligatoire. Les minorités ethniques ont tout d'abord cru que la campagne en faveur du mandarin était l'officialisation d'une résurgence du chauvinisme chinois. *La décision d'introduire l'éthique* confucéenne fut aussi critiquée par beaucoup — y compris par ceux qui avaient reçu une éducation chinoise — qui y voyaient peut-être une mesure pour assurer la survie du régime, étant donné que le confucianisme insiste sur les relations d'autorité et sur le respect de la hiérarchie.

Le lien entre la langue et la culture est fondamental. La langue détermine la capacité à communiquer, à *agir, à s'organiser et à créer un sens* d'identité. La langue est l'outil qui fournit les symboles définissant une culture, et la culture doit être transmise et enseignée par le moyen de la langue. Certains chercheurs pensent que les nations sont fondamentalement *des groupes linguistiques*. Il en résulte qu'un changement de langue altère la vision que l'on a du monde, et peut-être même son identité culturelle.

Mais il serait trop simpliste de croire que l'option faite par Singapour en faveur de l'*anglais* pourrait conduire au développement d'une société monolinguale et à l'émergence d'une identité culturelle occidentalisée. Le plurilinguisme au niveau *de la société et le bilinguisme* individuel n'en sont pas moins porteurs de conséquences complexes pour le développement d'une identité culturelle. Mais, alors que la langue est étroitement liée à la culture, d'autres forces — comme la religion *ou l'économie — peuvent elles aussi* apporter leur contribution à la formulation d'une identité culturelle.

La résistance des dialectes

Pour analyser les conséquences d'une politique linguistique sur le développement d'une identité culturelle nationale, il faut examiner tout d'abord les conditions locales. Le recensement de 1980 a montré que *l'anglais n'était pas la principale* langue parlée par les gens à la maison. Seuls 6,2 % des Singapouriens de plus de cinq ans parlaient l'anglais avec leurs parents, 66,9 % des dialectes chinois, 5,7 % le mandarin, 16,5 % le malais et 3,5 % le tamoul. Dans les conversations entre frères et sœurs cependant, 13,7 % des enfants utilisaient l'anglais, 55,6 % les dialectes chinois, 9,5 % le mandarin, 16,3 % le malais et 2,9 % le tamoul. Ce *qui indique sans doute qu'il y aura* toujours une large fraction de la population qui ne baignera pas assez, ou pas du tout même, dans l'enseignement en anglais, et qui ne sera pas à l'aise dans cette langue pour ses conversations de tous les jours.

Ainsi, le changement de langue s'opérera au niveau fonctionnel et économique, mais il n'a pas atteint le centre affectif que représente le foyer. On peut cependant affirmer que ce qui compte le plus dans la stratégie gouvernementale est la lan*gue utilisée par les jeunes. Et là*, les chiffres indiquent que, parmi la jeune génération, le groupe le plus touché par la politique du PAP, il existe une tendance vers une plus grande utilisation de l'anglais.

Il ne faut pas croire que l'anglici*sation du système d'éducation* conduira automatiquement, à très long terme, à l'émergence d'une population totalement anglophone. Les indications les plus raisonnables amènent à penser que ce sont ceux qui auront bénéficié du meilleur ni*veau d'éducation qui auront le plus* de chances d'être anglophones ou bilingues. Ils constitueraient le noyau de ceux qui pourraient s'assimiler à un mode de vie à l'européenne et *adopter un mode de raisonnement* occidental. Ce groupe représente actuellement à Singapour 23 % de la population estudiantine. Et même si ce groupe parvenait un jour à atteindre les 50 %, il resterait toujours cette autre moitié qui, selon toute *probabilité, continuerait à se servir* de sa langue ou de son dialecte maternels.

Le rôle de la télévision

Le degré d'assimilation à la langue anglaise et l'adoption d'un mode de vie à l'européenne et d'une identité culturelle occidentale — c'est-à-dire *en réalité anglo-saxonne* — représenteront toujours à Singapour un indicateur de classe sociale. L'anglicisation et l'occidentalisation, et, de plus en plus, la christianisation demeureront *le symbole de l'élite et de la* couche supérieure des classes moyennes.

Tant que la langue maternelle sera préservée, les modes de vie traditionnels et l'identité culturelle des diverses communautés ne connaîtront qu'une *érosion ralentie. La politique* de bilinguisme à l'école est conçue pour assurer que les élèves conservent leur langue maternelle, et pour préserver les chances d'une transmission de génération en génération des valeurs culturelles du groupe. Malgré tout, M. Lee Kwan Yew s'inquiète du risque de voir les forces de « modernisation » qui se sont abat*tues sur la société singapourienne*, depuis l'indépendance en particulier, arracher les racines ethniques traditionnelles, garantes de la dignité, de l'authenticité et de la confiance en soi de la population. *Dans le contexte* exigu géographiquement que représente Singapour, l'instrument le plus efficace d'une telle politique est la télévision. Plus que tout autre agent de transformation sociale, la télévision a remporté de grands succès pour changer, ou restaurer, les valeurs.

L'impact des séries télévisées en mandarin (1) décrivant la vie de familles chinoises de Hongkong et de Taiwan, des drames historiques et sociaux qui dépeignent des valeurs typiquement issues de la Chine féodale, les bonnes comme les mauvaises — telles que la *cohésion familiale*, la piété filiale, la grandeur d'âme et le courage, la vengeance, le pragmatisme, — ne doit pas être sous-estimé. De la même manière, le rôle des programmes en langue malaise et en tamoul doit être pris en compte comme une alternative aux modèles culturels proposés par l'Occident (2). L'importance accrue accordée à l'éducation morale s'ajoute à tout cela.

Il serait bien évidemment plus simple d'imaginer Singapour ne devenant pas une société totalement occidentalisée, débarrassée de ses références autochtones asiatiques. Il est *bien plus difficile de caractériser* une identité culturelle qui n'est que dans les premiers stades de sa gestation. La politique de multilinguisme devrait, souhaitent les dirigeants, aider cette société multiraciale à préserver sa spécificité pluriculturelle. Cela devrait être possible pour la population d'origine chinoise, dont la domination numérique sera un facteur déterminant dans la préservation de sa langue et de sa culture. *Cela devrait également être possible* pour les Malais, dont l'identité se trouve renforcée par la proximité d'un vaste hinterland culturel malais porteur de valeurs et d'idées cultu*relles propres. Mais il semble plus* difficile pour la minorité d'origine indienne, la plus faible numériquement et la plus fragmentée, de préserver sa culture au même degré que les autres ethnies.

Une société d'immigrants

Un autre facteur de ralentissement de la perte des valeurs communautaires est le conservatisme inhérent, *en particulier chez les femmes — qui* transmettent leur culture à leurs enfants. Ces racines traditionnelles devraient jouer le rôle de centre de gravité pour ceux qui se seront assimilés au mode de vie et aux valeurs européennes, de sorte que l'occidentalisation et la « modernisation » seraient en fait dialectiques. La synthèse culturelle de la société et de l'individu conduirait ainsi au développement d'un système compatible *à la fois avec les valeurs de l'Orient* et de l'Occident.

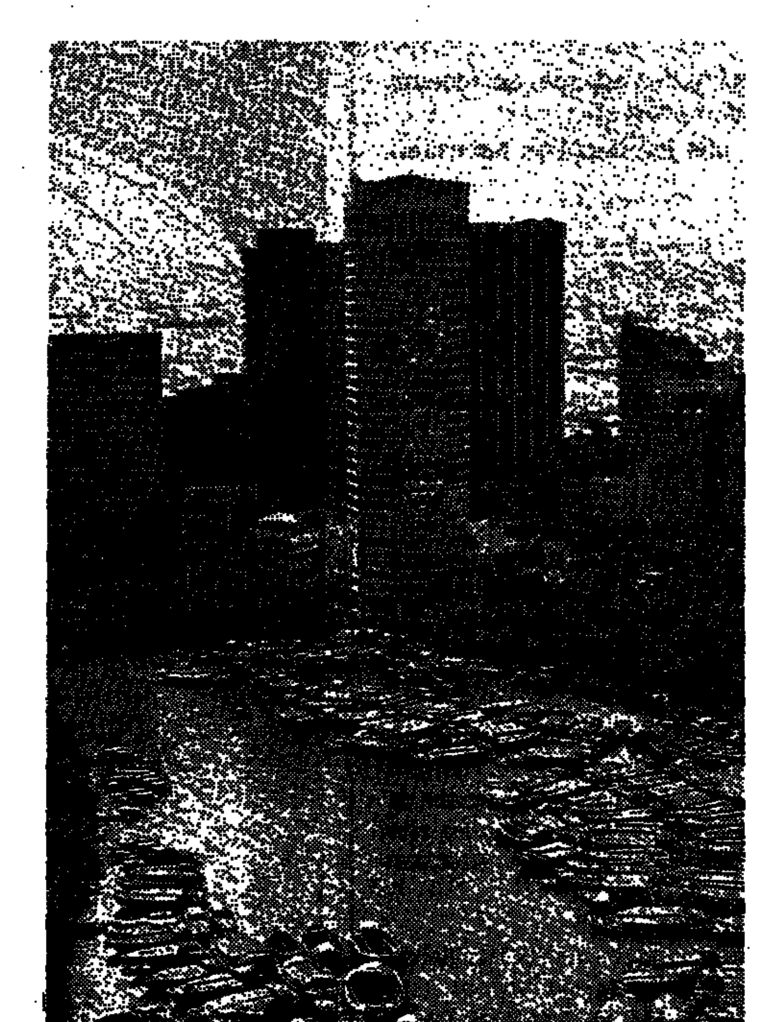
Mais l'identité culturelle de Singapour ne devrait pas être envisagée comme l'addition de deux identités parallèles et fondamentalement séparées. L'impératif de remodelage de la société entrepris par le PAP dans *le domaine éducatif, dans le logement*, dans le service national obligatoire et même sur les lieux de travail a conduit à la naissance d'une culture « supraethnique » partagée par les diverses communautés. Celles-ci ont repris à différents degrés ces valeurs *d'une société urbaine, moderne*, commerciale et industrielle. Les Singapouriens, qu'ils soient Chinois, Malais ou Indiens, se sont adaptés à vivre dans les mêmes immeubles, à *travailler dans les mêmes usines et* bureaux, à succomber à la même course à l'éducation, à partager les mêmes inquiétudes, le même type de loisirs, les mêmes tensions.

Le nationalisme des Singapouriens peut exiger une identité culturelle na*tionale distincte, mais qui incorpore*rait en même temps les « valeurs suprêmes » des cultures chinoise, malaise et indienne. L'identité culturelle des sociétés composées d'immigrants — comme par exemple les États-Unis ou l'Australie — se caractérise avant tout par la manière dont elles se définissent elles-mêmes. Dans l'avenir, l'intelligentsia singapourienne inventera peut-être des étiquettes et tracera avec des mots *qu'elle aura choisis ou créés* les contours d'une identité culturelle issue d'un brassage ethnique original.

(1) Pour décourager l'usage des dialectes, une des mesures prises par les autorités sera l'interdiction de l'importation des vidéocassettes en dialectes chinois, qui s'ajoute à la suppression des programmes télévisés en dialectes. (*N.D.L.R.*)

(2) Les Malais peuvent aussi capter les télévisions de Malaisie et d'Indonésie, pays de culture malaise et musulmane.

* Professeur de sciences politiques à l'Université nationale de Singapour.







SINGAPOUR, TREMPLIN POUR L'ASIE

Une économie dépendante de son commerce extérieur

Pour les pays de l'O.C.D.E., frappés par la récession, un taux de croissance des échanges de 2,1 % serait un signe encourageant. Pour Singapour, au contraire, c'est un signal d'alarme : en effet, les pays de l'ASEAN (1) se sont habitués à une croissance économique d'environ 9 %. Ce chiffre de 2,1 % est le plus mauvais depuis qu'en 1975 le commerce extérieur de l'île-État avait chuté de 7 %. En plus, le déficit commercial de l'an dernier — 2,5 milliards de dollars singapouriens (2) — est le plus élevé jamais enregistré. Et si le gouvernement de M. Lee Kwan Yew avait eu besoin de se convaincre qu'une réévaluation du rôle d'entrepôt régional de son pays était nécessaire, ces chiffres lui en auraient apporté la preuve.

LA vulnérabilité de Singapour à la récession est due à la fois à sa dépendance par rapport au commerce extérieur et à sa trop grande ouverture aux économies des pays développés. Les États-Unis sont le principal investisseur, avec 4,2 milliards destinés à aider la République à atteindre son objectif de devenir avant la fin de la décennie un centre financier et de services, en particulier de matière grise. En 1981, les pays développés — *avant tout les État-Unis et la* C.E.E. — ont acheté la moitié des textiles de Singapour, 70 % de ses machines et produits électriques, et 86 % de ses vêtements.

Avant que la récession n'atteigne l'île, les hommes d'affaires locaux ne cachaient pas leur mépris pour les *« résultats de la politique sociale »* dans le déclin de l'Occident, convaincus de ce que leur croissance était la conséquence irréversible de leur ardeur au travail et de l'ingéniosité chinoise.

Une « base » régionale

Un symptôme de cette poussée d'inquiétude a été la volte-face effectuée en 1982 à propos de la création d'un bureau commercial (Trade Board) chargé de rechercher de nouveaux marchés, pour réduire la dépendance de l'île envers ses partenaires traditionnels. *« Il serait insensé aujourd'hui de les forcer à acheter nos produits »*, déclarait l'automne dernier M. Toh Tse Ming, directeur exécutif de l'association des commerçants. Une idée considérée il y a trois ans comme inutile et en contradiction avec la place de plus en plus importante prise dans les échanges par les industriels *« à la mode »* de logiciels/informatiques, des services bancaires de recherche et de développement. Soudain, les succès remportés par le Conseil pour le développement commercial de Hongkong (Hongkong Trade Development Council) et l'Organisation pour le commerce extérieur japonais (Japanese External Trade Organisation, ou Jetro) ont été pris en exemple.

Le nouveau bureau de développement commercial a pour première tâche d'aider les P.M.I. à réduire l'écart qui les sépare des grandes multinationales, avec leurs réseaux de fournisseurs. En plus de sa fonction de promotion commerciale traditionnelle, il s'est vu confier les pouvoirs réglementaires de l'ancien département du commerce, dont le chef, M. Ritzwan Dzafir, a été appelé à présider le bureau.

Son directeur, M. Liong Chee Whye, a résumé ainsi la situation dans laquelle se trouve Singapour : *« Il y a quelques années, Singapour servait d'entrepôt pour la réexportation de matières premières comme l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme... Comme la plupart de nos travailleurs viennent d'Inde, de Chine ou de Malaisie, nous importions les produits qu'ils désiraient (vêtements, épices...). Il y avait aussi les importations traditionnelles destinées aux expatriés travaillant dans les plantations. Aujourd'hui, la nature de nos échanges est complètement différente. Au fur et à mesure que la région se développe, il apparaît qu'il n'est pas rentable pour une société de s'installer dans chaque pays pour un seul projet. Il est plus avantageux de se baser à Singapour et d'envoyer par avion partout où c'est nécessaire les pièces détachées, les produits industriels ou les ingénieurs. »*

Bien évidemment, la Malaisie et l'Indonésie voisines ont aussi l'ambition d'exporter elles-mêmes leurs matières premières et d'attirer de nouveaux investisseurs chez elles. Le premier ministre malaisien, M. Mahathir, réprimandait il y a peu ses industriels, affirmant qu'*« un blocage mental chez nos hommes d'affaires est responsable du fait que nous ne tirions pas autant de profit que nous le pourrions de l'exportation et de l'importation de nos produits »*. *« La solution de facilité »* consistant à faire transiter par Singapour les exportations a coûté un important manque à gagner pour la Malaisie, ajoutait-il.

L'Indonésie s'irrite aussi du rôle d'intermédiaire joué par l'île-Etat dans la vente et le traitement de ses matières premières (bois, caoutchouc, café). Toutefois, selon M. Ritzwan, les efforts de Djakarta pour se doter de ses propres installations portuaires à Batam — face à Singapour — ne menacent pas le deuxième port du monde. Le secret de la réussite, affirme-t-il, consiste simplement à *« rester toujours en tête »*.

Une position particulière

Cependant, cette stratégie s'est heurtée à un autre obstacle : le sentiment protectionniste qui s'est emparé des principaux marchés de Singapour. L'importance de produits tels que les textiles ou les transistors, cibles des mesures protectionnistes américaines et européennes, a rendu les Singapouriens plus sensibles aux risques que leur font courir leurs propres succès. Et, selon le directeur du Centre de recherches économiques de l'université, M. Pang Eng Fong, *« Singapour, comme d'autres pays en développement, est à juste titre inquiet du glissement vers le protectionnisme et de son impact sur le commerce international »*.

M. Liong, pour sa part, était revenu des négociations du GATT de novembre dernier *« avec le regret que la réunion n'ait pas atteint ses objectifs ou rempli son rôle dans la libéralisation du commerce »*. Cependant, six mois après, *« quand je me rappelle les conditions dans lesquelles s'est tenue la réunion, je me mets à croire qu'il y a peut-être quelque lumière au bout du tunnel »*, a-t-il estimé.

Singapour attend maintenant le résultat des nouvelles discussions à Washington sur les systèmes préférentiels (General Schemes of Preferences), qui expirent en 1985. Depuis leur introduction en 1976, Singapour a été l'un des bénéficiaires d'un système autorisant l'accès au marché américain sans droits de douane de trois mille produits venant des pays en développement. En 1982, pour 400 millions, les exportations singapouriennes ont été exemptées de droits de douane, contre la quasi-totalité des produits américains entrés à Singapour. C'est pourquoi l'ambassadeur singapourien, M. Punch Coomaraswamy, déclarait à Washington que la réduction des préférences pour son pays *« représenterait un pas en arrière dans notre engagement mutuel en faveur du libre-échange »*.

Certains critiquent les Singapouriens pour leur insistance à réclamer le bénéfice du statut de pays en développement uniquement quand cela les sert. Leur réponse est que, bien que leur développement ait été rapide, il n'a pas encore créé une base industrielle indépendante ou autosuffisante. Les arguments singapouriens ont sans doute été écoutés avec sympathie; le comité sur la politique commerciale paraît avoir reconnu la position particulière de Singapour et de Hongkong, cités-États nouvellement industrialisées.

Singapour se présente comme le champion du libre-échange, mais, dans quelques cas, des pratiques protectionnistes ont été notées, qui affaiblissent cet argument. En décembre dernier, par exemple, les Galeries Lafayette ont ouvert leur premier magasin dans l'île. Son directeur, M. Jim McGrath, affirme qu'il déclara dix-huit mois avant l'ouverture du magasin à ses grossistes locaux que ses prix seraient *« quelques centimes moins chers que les autres »*. Après l'ouverture, les autres principaux détaillants protestèrent auprès des fournisseurs, leur disant que si les Galeries Lafayette continuaient à casser les prix, ils les boycotteraient.

M. McGrath se tourna vers l'association des consommateurs de Singapour, qui, à son tour, demanda à l'association des détaillants son avis. Des adversaires des Galeries Lafayette siégeaient au bureau de cette association. Ils condamnèrent néanmoins cette pratique. *Mais rien ne* peut être fait si les importateurs décident de ne pas vendre à un client. M. McGrath espère que le gouvernement prendra des *mesures* pour *réglementer* le commerce de détail. En attendant, le seul grand magasin français à Singapour (3) importe de l'étranger ce qu'il ne peut se procurer sur place.

Une histoire de parapluies

Une autre affaire mettant en cause la France avait fait la « une » des journaux l'an dernier. La décision annoncée en novembre par Paris selon laquelle tous les documents commerciaux, étiquettes et emballages devaient être rédigés en français avait outragé les Singapouriens. *« C'est la mesure protectionniste la plus ridicule que nous ayons rencontrée depuis bien longtemps »*, écrivait le quotidien contrôlé par le gouvernement, le *Business Times*.

Singapour s'est considéré d'autant plus frappé par cette mesure que son commerce avec la France, bénéficiaire en 1980 de 207,1 millions de dollars, était déficitaire de 453,4 millions en 1982. Et quand, à la suite de cette réglementation, un fabriquant de parapluies singapourien fut contraint de déballer un par un quarante-huit mille de ses produits pour rajouter à la main un « e » au mot « polyamid », l'histoire remplit deux colonnes de journal. *« Nous savions qu'il s'agissait surtout de frapper les Japonais, mais ne dites pas que c'est moi qui vous l'ai dit »*, affirmait un industriel important, avant d'ajouter : *« Nous n'entendons plus beaucoup parler de cette mesure maintenant. »*

L'étiquetage a aussi été au centre d'une troisième affaire en 1982, quand les Américains ont interdit la pratique utilisée par des fabriquants asiatiques de textiles, qui tiraient profit des quotas d'exportation singapouriens pour réexporter leurs produits aux États-Unis à travers Singapour. Cette décision a été, à court terme, profitable à l'île, qui peut désormais utiliser tout son quota pour ses propres produits.

L'avenir de Singapour comme *vendeur et représentant* de commerce des pays de l'ASEAN dépend de plusieurs facteurs. A quelle vitesse ses voisins amélioreront-ils leur infrastructure et leurs ports ? Jusqu'à quel point la spéculation foncière et d'autres activités non productives draineront-elles les activités aux dépens des innovations industrielles et commerciales ? Singapour parviendra-t-il à lutter contre l'influence croissante des *maisons* commerciales japonaises, les *sogosusha*, soutenues par le gouvernement nippon, dans toute l'Asie du Sud-Est ?

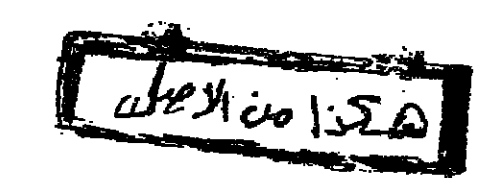
Alors que la Malaisie a, du moins officiellement, adopté une politique de *« se tourner vers l'Est »*, de modeler son développement industriel sur celui du Japon et de la Corée du Sud, Singapour a été bien plus sélectif dans son imitation. *« L'idée de créer des maisons de commerce monolithiques à la japonaise est incompatible avec les traditions commerciales chinoises »*, estime un économiste.

DINAH LEE.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(2) Un dollar américain vaut environ 2 dollars singapouriens.

(3) Le Printemps doit ouvrir prochainement un magasin à Singapour.



France

M. Giscard d'Estaing : je ne me tairai jamais

Si M. Valéry Giscard d'Estaing parle de sondages, c'est uniquement de ceux qui portent sur la vie des Français. Il note alors la convergence de plus en plus grande des opinions sur tel ou tel sujet, ne serait-ce que l'« information » ou l'« Europe ». Pour le reste, M. Giscard d'Estaing ne veut voir dans les sondages qui s'intéressent aux cotes de popularité que les pourcentages négatifs recueillis par les dirigeants actuels. Selon lui, les deux Français sur trois qui n'accordent plus leur confiance au gouvernement seront bientôt disponibles.

M. Giscard d'Estaing ne peut cependant ignorer que ses propres « scores » ne sont guère encourageants. Dans le dernier sondage Ifres publié par la Vie française datée du 20 au 26 juin, réalisé du 31 mai au 1er juin sur un échantillon national représentatif de mille personnes, il n'apparaît comme « le meilleur leader de l'opposition » qu'aux yeux de 10 % des personnes interrogées contre 34 % qui estiment en revanche que ce rôle convient à M. Chirac et 17 % à M. Barre. Plus inquiétant pour l'ancien président de la République, M. Chirac apparaît, pour 35 %, comme la personnalité qui « peut le mieux favoriser l'union des deux tendances principales de l'opposition » (28 % des personnes interrogées ont cette opinion de M. Barre et 11 % de M. Giscard d'Estaing.

Peu importe, M. Giscard d'Estaing pense que l'opinion publique usera un homme par an. Et qu'après la « mode Chirac » et le « mode Barre » reviendra son heure. Point n'est donc besoin de précipiter les choses. A ses yeux, le président du R.P.R. peut apparaître comme celui qui favorisera une alternance « tactique » et prenant trop l'allure d'une revanche pour réussir. On peut penser d'autre part que M. Giscard d'Estaing considère que MM. Chirac et Barre seraient plutôt à ranger dans le groupe des « traditionalistes? alors que lui ferait figure d'« innovateur ».

Quant à l'obsession d'une seule force de droite, M. Giscard d'Estaing paraît la juger « injustifiée » dans la mesure où la campagne présidentielle de 1988 se fera contre M. Mitterrand : les candidats de l'opposition pourront, pour cette raison, mener des campagnes parallèles. Comme en double au tennis, les deux joueurs d'un même côté ne s'affrontent pas ; l'un sera seulement meilleur au filet et l'autre au service.

A Aire-sur-la-Lys, le 17 juin, M. Giscard d'Estaing, s'il n'a pas évoqué toutes ces questions, s'est efforcé toutefois de défendre sa conception de l'alternance, alternance du genre de celle qui a joué en 1958 quand une grande majorité de Français ont choisi de réviser le contenu de la vie politique française.

De notre envoyée spéciale

Aire-sur-la-Lys. — Depuis un an déjà le parti républicain s'efforce de renouer avec la tradition des grandes fêtes populaires. Vendredi soir 17 juin, à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), avec la gigantesque choucroute et les flon-flon de l'orchestre régional, la « fête républicaine » a pris des allures de kermesse bavaroise. Une kermesse réunissant dans la salle des fêtes plus de deux mille personnes et émaillée de quelques discours, celui très bref du maire de la commune, M. François-Xavier Becuwe, ceux de quelques nouveaux élus locaux venus « témoigner », celui de M. François Léotard, secrétaire général du P.R. et, en bouquet final, l'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. François Léotard s'est interrogé notamment sur le rôle de l'opposition qui *« n'acceptera pas ce double ghetto — politique et moral — dans lequel le pouvoir veut l'enfermer »*. Il a expliqué qu'il ne s'agit pas pour l'opposition de se déchirer dans des querelles sur le futur présidentiable. Il ne s'agit pas non plus pour elle de se laisser caricaturer par le pouvoir : *« Vous n'êtes pas des comploteurs, ni des séditieux, ni des factieux, mais un peuple en marche »*, a-t-il dit, avant de proposer aux uns et aux autres d'être non pas *« les experts-comptables d'une République en faillite »*, mais *« les bâtisseurs d'une République nouvelle »*.

Il a affirmé avec force l'attachement du P.R. à l'U.D.F. et annoncé que dorénavant son parti adoptera le sigle U.D.F.-P.R. puisque, a-t-il précisé, *« nous sommes non seulement partie prenante de l'U.D.F., mais aussi ses militants les plus acharnés »*.

M. Léotard a aussi clairement réaffirmé l'attachement du P.R. à M. Giscard d'Estaing : *« Nous n'avons ni doute sur le passé, ni crainte pour l'avenir. »* Se tournant vers l'ancien président de la République, il a poursuivi : *« Nous avons eu raison de construire avec vous une société de progrès — c'était hier, — nous avons raison aujourd'hui de vous accueillir comme le premier d'entre nous, et nous aurons raison demain d'être autour de vous les militants d'une France réconciliée. »*

L'ancien président de la République, reprenant la trame de son discours de Lyon, a évoqué la situation de la France qu' *« on est en train d'abîmer »*. *« Les Français,* a-t-il affirmé, *savent désormais que le socialisme, cela n'a pas marché. Ils ont envie d'autre chose. Cette autre chose, c'est* [selon lui], *une fierté retrouvée pour la France et un épanouissement pour chaque Français. »*

Pour M. Giscard d'Estaing, quelsque soient les résultats de la politique actuelle, *« qu'elle réussisse ou qu'elle échoue »*, la France va vers de *« nouvelles difficultés »*. Et d'expliquer : *« Si la politique actuelle réussit, puisque c'est une politique de freinage de la demande, l'activité économique se tassera et le chômage augmentera. Si elle échoue, la France se cognera contre un mur, puisqu'on a commis la faute de lui dire que cette politique est la seule possible. »* Il a ajouté : *« L'austérité mal conduite brûle les cartes de la France, elle finance un gouffre sans fond, elle alimente la caisse du désespoir. (...) La France roule actuellement sans roue de secours, c'est dangereux ! »*

Autant de raisons qui doivent selon lui inciter l'opposition à préparer une *« alternance qui puisse réussir »*. *« Il ne faut surtout pas rater l'alternance »*, a répété M. Giscard d'Estaing. Cette alternance ne doit pas être tactique, elle doit pouvoir être soutenue par une large majorité des Français, a expliqué l'ancien chef de l'État. *« On ne peut pas,* a-t-il dit, *préparer un avenir à partir d'une attitude de refus. Il faut péparer un « oui » pour la France. »* M. Giscard d'Estaing en a profité pour clarifier ses récentes références à 1958. Il s'agissait pour lui d'évoquer la situation non pas politique mais psychologique en 1958, quand *« une grande majorité de Français a voté « oui »*, a souhaité que l'on *adopte une autre conception de la vie politique »*.

C'est à cet élan des Français en *1958* que l'ancien chef de l'État voulait faire allusion, souhaitant qu'un tel élan puisse exister à nouveau. *« On ne redressera pas la France avec le soutien d'un Français sur deux »*, a-t-il affirmé, avant d'ajouter : *« Quand on parle à un Français sur deux, on excite les divisions et c'est la guerre de tranchées. (...) Quand on parle à deux Français sur trois, on parle à tout le monde. »*

M. Giscard d'Estaing se sait d'autant plus apte que son *« expérience »* de chef de l'État lui permet de considérer *« l'ensemble de la France »*...

Il a précisé les conditions d'une réussite de l'alternance : *« Il faut que notre projet mobilise le soutien de deux Français sur trois ; que chacun puisse retrouver les libertés dont il a besoin et, notamment, que l'État se retire progressivement des secteurs où il écrase l'initiative ; enfin que soient réconciliées les deux grandes forces de notre société que sont l'alternance et la générosité. »*

Ce projet semble d'autant plus *« réaliste »* à M. Giscard d'Estaing que, selon lui, *« sur de nombreux sujets, les Français évoluent et que leurs opinions convergent. »* Au passage, l'ancien président de la République n'a pas manqué d'évoquer l'Europe : *« Nous étions bien seuls il y a quelques années... Nous voilà bien nombreux ! »*, a-t-il noté en pensant aux récentes déclarations du président du R.P.R.

M. Giscard d'Estaing a évoqué d'autre part comme raison d'espérer : la future *« disponibilité »* de ces deux Français sur trois qui *« n'accordent plus, selon les sondages, leur confiance aux dirigeants actuels »*.

Que M. Giscard d'Estaing entende jouer un rôle dans la préparation et le succès de cette alternance, cela n'a pas été une révélation. Il a tenu cependant à dire : *« Même si cela dérange quelques-uns, je ne me tairai jamais lorsque l'intérêt de la France est en jeu ou lorsqu'on est en train de l'abîmer.* (Longs applaudissements...) *Mon travail ne peut pas être solitaire. J'ai besoin de vous »*, a-t-il conclu.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Le pacifisme en France

(Suite de la première page.)

Une situation internationale tendue pourrait cependant changer les données de la question : car les Français ne croient pas à un risque de guerre, donc à l'usage de la force de dissuasion. Si, en outre, celle-ci cessait d'être perçue comme indépendante et nationale, le relatif décalage (lire l'article d'André Fontaine dans *le Monde* du 18 juin) entre l'opinion et la classe politique pourrait s'accroître. Car des signes de sensibilisation de l'opinion apparaissent qui devraient conduire le pouvoir à la vigilance. Ainsi la C.F.D.T. se garde-t-elle bien de soulever la question pour ne pas faire apparaître, précisément, un hiatus entre une base fortement antinucléaire et une direction antisoviétique.

La vigilance passe naturellement par le maintien d'une défense indépendante et nationale. Elle passe aussi par un discours clair, que résume la formule de M. Mitterrand : *« Le pacifisme n'est pas la paix »* ; donc, les moyens de la paix passent par les moyens de notre sécurité. Au demeurant, les socialistes, comme le note M. Gérard Fuchs dans *le Matin*, parlent toujours *« de paix et de sécurité »*.

Le pouvoir ne doit pas pour autant donner le sentiment qu'il est insensible au ressort moral du pacifisme. Ainsi, s'explique sans doute la présence de quelques amis du président à la Fête de la paix (M. Roland Dumas notamment). Ainsi peut-on penser que le gouvernement sera conduit à tenir un discours plus positif sur le contrôle des armements (par exemple en valorisant la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération).

Une chose est sûre : l'actuel président de la République a été trop marqué par l'histoire tragique de l'Europe pour ne pas combattre tout ce qui lui apparaîtra comme susceptible d'affaiblir militairement la partie de celle-ci qui a échappé à la domination militaire de l'U.R.S.S.

JEAN-MARIE COLOMBANI

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1989

Le Sénat réclame des études techniques et financières préalables à toute décision

C'est finalement contre l'avis du gouvernement et de sa majorité que le Sénat a adopté, vendredi 17 juin, le projet de loi sur l'Exposition universelle de 1989, profondément modifié après le vote des amendements de la commission spéciale.

La fin de la discussion générale, commencée jeudi soir (*le Monde* du 17 juin), a permis à M. Schmavs (P.C., Hauts-de-Seine) de mettre en garde contre les risques d'une *« redoutable spéculation foncière »*, dont, dit-il, *« on perçoit déjà les signes avant-coureurs »*. Quant à M. Girault (R.I., Calvados) — l'un des rares « provinciaux » à intervenir dans ce débat, — il s'est interrogé sur les possibilités qu'aurait la France de s'opposer à la venue de pays à une exposition dont le thème est consacré aux libertés.

« Coup de fouet pour l'industrie et le commerce », cette manifestation, a souhaité M. Ciccolini (P.S., Bouches-du-Rhône), ne doit pas donner l'occasion à certains *« de se faire faire de fausses factures ou d'accroître leur fortune personnelle »*. Pour M. Fourcade (R.I., Hauts-de-Seine), il est impossible de lancer la France *« dans une telle aventure financière »*. Il conseille au gouvernement de faire des études techniques, de *« consulter les « lyriques » comme [M. Lang], ministre de la culture... Mais [de] ne pas leur confier de responsabilités »*.

En réponse à une suggestion de M. Habert (non-inscrit, Français de l'étranger), M. Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, indique que l'Exposition sera *« doublée de nombreuses manifestations à travers le monde »* et en particulier dans les DOM.-TOM.

Présenté par M. Romani (R.P.R., Paris), rapporteur de la commission spéciale, un amendement substitue au caractère *« industriel et commercial »* de l'établissement public, dont le projet de loi prévoit la création, celui d'*« administratif »*. Le dispositif élaboré par la commission est le suivant : cet établissement, composé pour moitié de représentants de l'État et, pour l'autre moitié de représentants de Paris et de la région, est chargé de recenser en Ile-de-France les sites susceptibles d'accueillir l'Exposition et d'en proposer les schémas d'organisation. Sa mission consiste à chiffrer les différentes hypothèses et à établir la programmation financière de l'opération envisagée. Il est assisté pour ce faire d'une mission financière composée de deux membres de la Cour des comptes, de deux inspecteurs des finances et d'un représentant de la direction du budget.

Les rapports divers établis par l'établissement public devraient, selon le vœu du Sénat, être transmis par le gouvernement au Parlement.

Ainsi *« amputé »*, le texte dont M. Labarrère demande le rejet, est adopté et sera l'objet d'une deuxième lecture à l'Assemblée nationale, mercredi 22 juin.

A. CH.

Lucky Luke en Polynésie

Paris sera au début de la semaine le centre de la vie politique... polynésienne : lundi, inauguration de la Maison de Tahiti et ses îles, et, à partir du lendemain, poursuite des négociations entre l'État et les dirigeants politiques locaux sur l'élaboration d'un nouveau statut du territoire.

De notre envoyé spécial

Papeete. — Que l'événement soit passé totalement inaperçu en métropole n'enlève rien à sa réalité : aux dernières élections municipales, les socialistes ont remporté un succès inattendu en Polynésie. C'est en effet un des leurs qui dirige désormais la commune d'Anaa, atoll de l'archipel des Tuamotu situé à l'est de Tahiti. Cette victoire électorale ne revêt pas seulement une originalité particulière parce que le nouveau maire d'Anaa, M. Emmanuel Utia, jeune agriculteur, fils d'une famille nombreuse, occupe la fonction d'enfant de chœur, rare chez les magistrats municipaux. Que le nouvel élu continue de servir la messe chaque dimanche témoigne de convictions louables. Il se trouve surtout que M. Utia, qui n'a que vingt-deux ans, brigue, légitimement, le titre convoité de plus jeune maire de France. En outre, ce jeune Polynésien frisé et souriant est déjà devenu une vedette de la vie politique locale. Le parti socialiste polynésien (P.S.P.), qui l'a « découvert », fonde sur lui beaucoup d'espoirs.

Pourtant, si ce militant socialiste de fraîche date a été élu, c'est essentiellement parce que son programme est apparu aux trois cent neuf électeurs locaux plus crédible que les propositions de ses concurrents. Le fondateur du P.S.P., M. Paul Koury a promis, à son protégé, que le gouvernement fournira à Anaa tout ce qu'il faudra pour reconstruire la localité, entièrement détruite par l'un des cyclones du printemps. Il est question de faire de l'atoll une oasis de bien-être, une commune pilote pour le développement économique de la Polynésie. A défaut des cinquante millions en billets de banque, dont la distribution aux habitants d'Anaa avait été intempestivement annoncée par la presse locale, le conseil municipal a déjà obtenu une scie à cocotiers pour découper sur place les planches qui permettront de reconstruire les habitations endommagées. Les nouvelles maisons seront alimentées en électricité par un système de captation de l'énergie solaire.

Bref, de la réalisation des promesses prodiguées dépendra donc, en grande partie, le crédit futur du Parti socialiste polynésien et même, peut-être, celui du parti socialiste métropolitain puisque le P.S.P. est le seul à se présenter, localement, comme un inconditionnel de la politique conduite par la majorité métropolitaine. M. Koury revendique même pour sa formation le titre de *« parti godillot »*.

Pour l'instant, toutefois, le P.S.P. ne représente pas grand-chose. En Polynésie, comme dans les autres territoires et départements d'outre-mer, le P.S. ne dispose pas d'une assise militante qui lui soit propre. Les conditions dans lesquelles le P.S.P. a été créé, au lendemain du 10 mai 1981, illustrent bien l'embarras des dirigeants socialistes métropolitains. C'est à la demande personnelle de M. Guy Penne, conseiller technique de M. Mitterrand que M. Koury, trente-cinq ans, chirurgien-dentiste, s'est lancé dans l'arène politique polynésienne, par gratitude envers son ancien doyen de faculté et par solidarité franc-maçonnique. Mais M. Koury a le gros handicap de ne pas être un enfant du pays. Guadeloupéen d'origine libanaise, il ne s'est installé à Papeete qu'il y a sept ans, après avoir épousé l'une des filles du chef de la majorité locale actuelle, M. Gaston Flosse, ancien député R.P.R. Il lui a fallu apprendre le tahitien pour participer aux débats politiques, et jusqu'à présent son travail militant a été presque exclusivement consacré à rectifier l'image négative que les adversaires des socialistes avaient donnée de M. Mitterrand pendant la campagne électorale de 1981. Son dynamisme n'a guère été payé de retour.

Aux élections territoriales de mai 1982, le P.S.P. n'a recueilli que 2,11 % des suffrages exprimés et il n'a aucun représentant à l'assemblée locale.

Le test d'Anaa marquera-t-il pour lui un tournant ? Tous les espoirs, en tout cas, sont permis. Dans la vie politique polynésienne, en effet, les choix électoraux expriment, plus que partout ailleurs, des sentiments de reconnaissance. M. Mitterrand s'en est aperçu à ses dépens. Au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, il avait largement distancé M. Giscard d'Estaing en recueillant 51,43 % des suffrages exprimés dans le territoire. Au deuxième tour du scrutin de mai 1981, il n'en recueillait plus que 23,28 % contre 76,71 % au président sortant. Entre-temps, les anciens partisans du candidat socialiste s'étaient ralliés à M. Giscard d'Estaing parce que celui-ci avait donné satisfaction à leurs revendications autonomistes. Le gouvernement et le P.S. essaient maintenant de bénéficier à leur tour de ces réflexes locaux en faisant droit au projet de révision du statut du territoire défendu par M. Flosse, dont le parti, le Tahoeraa Huiraatira, contrôle l'assemblée territoriale. De même, le gouvernement avait-il auparavant accepté, à la demande de la majorité locale, de ne pas appliquer en Polynésie la réforme du mode de scrutin intervenue ailleurs pour les municipales.

Une stratégie louvoyante

Ce pragmatisme a conduit le gouvernement et le P.S. à prendre leurs distances avec le seul parti local qui ait soutenu la candidature de M. Mitterrand en 1981 : le Ia Mana te Nunaa, socialiste, autogestionnaire et indépendantiste, qui dispose de trois sièges à l'assemblée territoriale et dont le leader, M. Jackie Drollet, avait également été soutenu par le P.S. aux législatives de juin 1981. Ce réalisme les conduit aussi à ménager les principaux opposants de M. Flosse, en particulier le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député U.D.F., animateur du deuxième parti autonomiste polynésien, le Here Ai'A.

Siégeant actuellement parmi les députés non-inscrits, M. Juventin expliquait, mardi 24 mai à Papeete, qu'il avait été *« particulièrement touché »* de l'accueil qu'il venait de recevoir à Paris au ministère de la défense, au secrétariat d'Etat aux techniques de la communication, au secrétariat d'Etat au tourisme, mais aussi de la part de la commission des lois et du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui avaient accepté l'inscription à l'ordre du jour du Parlement de sa proposition de loi visant à ouvrir une souscription nationale en faveur des sinistrés des cyclones. Du coup, M. Juventin laisse entendre qu'il pourrait prochainement exprimer sa reconnaissance en ralliant le groupe socialiste ou au moins les rangs des radicaux de gauche. La stratégie de la majorité métropolitaine à l'égard des formations de Polynésie apparaît donc singulièrement louvoyante.

Pour les indépendantistes du Ia Mana, l'explication est simple : si le gouvernement se montre conciliant envers les conservateurs locaux, c'est uniquement dans le but de maintenir en toute tranquillité les activités du centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique. *« La bombe oblige »*, souligne M. Drollet, qui juge *« significatif »*, à cet égard, que le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM soit l'ancien secrétaire d'Etat à la défense. Le leader indépendantiste reproche également au gouvernement de ne pas intervenir pour assurer une meilleure justice sociale dans un territoire où l'impôt sur le revenu n'existe pas.

Pour sa part, M. Flosse reste très circonspect. Devenu le « patron » du territoire, avec l'appui d'une solide équipe de conseillers, l'ancien député R.P.R. n'est pas à l'abri de surprises dans sa majorité territoriale. Bien que son parti dispose de treize des trente sièges de l'assemblée locale, il doit composer depuis un an avec certains élus « indépendants » pour y avoir la majorité absolue. Or, il a déjà été victime de tentatives de déstabilisation. Après un an de coopération, notamment, l'ancien président de l'Assemblée, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, a rejoint l'opposition. Heureusement pour M. Flosse, M. Vernaudon n'a pas réussi à entraîner avec lui les autres conseillers « indépendants ». Cette tentative était, au demeurant, vouée à l'avance à l'échec, compte tenu du comportement parfois extravagant de M. Vernaudon, dont la commune s'est singularisée par la création d'un corps de police municipal organisé à l'américaine. Mahina possède en effet son shérif officiel costumé en cow-boy, et il est arrivé que des délinquants locaux soient publiquement déguisés en Dalton pour être ridiculisés aux yeux de la population.

Le leader du parti socialiste polynésien est le seul qui cherche ostensiblement, pour le moment, à tenir le rôle de Lucky Luke contre M. Flosse. Mais, pour M. Koury, il n'est pas toujours facile de faire mouche contre un beau-père qu'il compare à Bokassa et à Amin Dada, alors que le vice-président du conseil de gouvernement a plutôt physiquement un petit côté Jean Richard. Dans cette bataille, le fondateur du P. S. P. a d'ailleurs perdu son épouse. Il a dû divorcer, dit-il, *« pour incompatibilité politique »*.

Cette anecdote situe la difficulté, pour la gauche métropolitaine, d'avoir prise sur une vie politique qui reste par-dessus tout, en Polynésie, une affaire de famille, pour ne pas dire de paroisse, tant il est vrai que les rivalités entre les Églises catholique et protestante en constituent une autre donnée fondamentale.

ALAIN ROLLAT.

TROIS PORTRAITS DE LAURÉATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Jocelyn Benoist (Paris)

« La substance du rêve »

Jocelyn Benoist n'a pas encore quinze ans et pourtant il vient d'obtenir le premier prix du concours général de composition française. En apprenant la nouvelle, jeudi 16 juin, au saut du lit, il est presque resté de marbre : juste un petit éclair de plaisir derrière ses grosses lunettes d'écaille. Elève de première scientifique au lycée Jean-Baptiste-Say de Paris (où son père enseigne la philosophie), il habite avec sa jeune sœur et ses parents dans un appartement tapissé de livres. Ni le téléphone ni la télévision n'ont trouvé de place dans cet univers où Jocelyn a grandi : *« J'ai toujours vu mes parents lire »*, confie-t-il. *« Il est bon en tout »*, renchérit sa mère, qui conserve avec émotion les histoires complètes qu'il écrivait à sept ans déjà.

Aujourd'hui, il continue, composant poésies et romans, dont l'un, récemment consacré à la lutte d'un révolutionnaire nicaraguayen, *« était parsemé d'idées généreuses »*, avoue-t-il lui-même. Jocelyn reconnaît dans son écriture l'influence de ses auteurs favoris (Stendhal, Sartre, Nerval, René Char). Mais, pour lui, la littérature ne se résume pas à un exercice de style ; c'est avant tout une arme pour le combat politique, un mot qui, loin de l'effrayer, symbolise ses espoirs de changement.

Surdoué, Jocelyn ? *« Non,* proteste-t-il. *J'ai beaucoup lu ; chacun en est capable. Et puis mes parents m'ont beaucoup aidé. »*

Au concours général, on demandait aux candidats : *« Dans quelle mesure peut-on dire d'une œuvre qu'elle échappe à son auteur ? »* Le lauréat a soutenu l'idée selon laquelle une œuvre échappe toujours à son auteur. Citant Gaston Bachelard, il a comparé l'auteur à un *« rêveur de mots »*. Quant au lecteur, c'est lui qui, *« à partir des mots, tire la substance du rêve et recrée le livre »*.

Proposé au concours général par son professeur de lettres, M. Georges Drieu La Rochelle, neveu de l'écrivain, il l'a subi sans arrière-pensée : *« Ce n'est pas un examen élitiste puisqu'il ne donne accès à rien ; il s'agit d'un titre purement honorifique »*, souligne Jocelyn Benoist. Pour lui, élève d'une classe scientifique, le succès littéraire célèbre bien la complémentarité de deux disciplines que l'on voudrait trop souvent opposer. En cours de mathématiques — où il se classe premier, — il a fait récemment un exposé sur « la construction du nombre », et se passionne pour l'épistémologie. Mais c'est dans une classe de khâgne que, plus tard, il s'imagine enseignant, après, espère-t-il, des études à l'Ecole normale supérieure.

Garçon calme et posé, modeste mais brillant, Jocelyn Benoist ne se considère surtout pas comme une « grosse tête » isolée dans sa classe. Il aime discuter avec ses camarades, déteste la solitude et avoue qu'il est bien souvent obligé de descendre téléphoner à ses copains d'une cabine publique, faute de pouvoir appeler de chez lui. Mais il partage sur ce point les choix de ses parents : les livres et la musique avant tout.

PHILIPPE BERNARD.

Anne Ricordel (Rennes)

« L'espagnol sans le vouloir »

De notre correspondant

Rennes. — Dix-sept ans, bien dans sa peau, passionnée de l'Espagne et du monde latino-américain, Anne Ricordel, élève de première S au lycée Chateaubriand de Rennes, avait, jeudi matin 16 avril, une seule préoccupation : l'oral de français qu'elle passait jeudi après-midi. Le concours général, c'était déjà de l'histoire ancienne. *« Je l'ai passé pour voir ce que je valais en restant cinq heures sur un texte. Cela me semblait un bon entraînement pour viser le 18 au bac. »*

C'est peu avant 12 heures que le proviseur lui annonça la nouvelle : 1er prix en espagnol. Surprise, heureuse, puis étonnée (*« Qu'est-ce que ceux des lycées du Sud on fait ? »*), Anne pensait que cette distinction ne pouvait logiquement revenir qu'à un élève géographiquement proche de l'Espagne. Pourtant, cette jeune lycéenne bretonne, qui envisage après son bac D de faire médecine, a une véritable passion pour la langue espagnole et la civilisation hispanique. *« En classe de quatrième, on voulait que je prenne l'allemand, et il a fallu que mon père insiste pour que l'espagnol soit ma seconde langue vivante. »*

Un professeur capable d'enthousiasmer ses élèves, un père lui-même hispanisant, et c'est la naissance d'une passion, ponctuée de séjours dans des familles espagnoles et abondamment nourrie de livres, disques, journaux et revues. *« Même ici, surtout lorsque je reviens d'Espagne, il m'arrive de m'exprimer en espagnol pratiquement sans le vouloir. »*

Son projet de rencontrer le poète Rafael Alberti ayant été retenu par le lycée, qui lui accordera une subvention, Anne passera douze jours cet été en Espagne avec deux autres élèves du lycée pour mieux s'imprégner de l'œuvre du poète. Puis ce sera un stage pour obtenir son diplôme d'animatrice de colonies de vacances et, déjà, la rentrée.

Dans quelques années, il ne serait pas surprenant de la retrouver médecin quelque part en Amérique latine. Auparavant, il y a le bac pour cette jeune fille à la mémoire étonnante. L'épreuve anticipée de français ne lui a pas posé de problème particulier. Anne ne pouvait guère espérer mieux qu'un texte sur Guernica.

CHRISTIAN TUAL.

Alexis Bonnet (Marseille)

Chopin, la planche à voile et les maths

De notre correspondant régional

Marseille. — S'il est une étiquette qu'il exècre c'est bien celle de *« matheux »*. Qu'on se le dise, Alexis Bonnet, dix-sept ans, élève de terminale C au lycée Thiers de Marseille, premier prix au Concours général en mathématiques et aussi en sciences physiques, n'est pas un *« polar »*. Pour un peu, il plaindrait ce pauvre Stendhal, qui a passé sa vie à *« songer avec plaisir à l'art de mettre en équations »*. Ses dons, au fond, lui suffisent, mais il est vrai qu'ils ne lui ont pas été mesurés. Durant toute l'année écoulée, il a collectionné les *« 20 en maths »* et a presque fait aussi bien en physique. *« Ce sont,* avoue-t-il, *les matières qui me fatiguent le moins »*.

Grand, mince, coiffé à la diable, le regard doux et malicieux, Alexis Bonnet se veut simplement un lycéen de son temps, *« décontracté »* et même chahuteur. L'aurait-il souhaité qu'il n'aurait pas échappé à l'attraction des sciences exactes qui a happé toute sa famille. Son père enseigne les mathématiques à la faculté des sciences d'Aix-Marseille-1. Sa mère a cumulé une licence de philo et une maîtrise de maths. Au moment même où les résultats du concours général étaient rendus publics, sa sœur Patricia, vingt ans, subissait à Paris les épreuves orales de Centrale et des Mines, après avoir été déclarée admissible, l'an dernier, au concours des Ponts.

Plutôt que de parler de la théorie des groupes, qu'il affectionne plus particulièrement, ou de la géométrie métrique, qui lui a donné des sueurs au Concours général, Alexis Bonnet préfère toutefois s'étendre sur son goût, récent, pour la planche à voile ou sur son apprentissage du piano.

Mais il ne se soustraira pas à son destin. Après les deux années de préparation aux grandes écoles qui l'attendent au lycée Thiers, il se présentera simultanément aux concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure, à Polytechnique, à Centrale et aux Mines. *« A l'origine,* dit-il, *je voulais faire de la recherche en physique nucléaire. Mais il ne me déplairait pas de faire carrière dans les affaires... »* A quoi lui aura servi le Concours général ? *« A rien. Sinon à faire un voyage à Prague l'an prochain, pour les olympiades de maths. J'aurais été déçu à vrai dire de ne rien obtenir. Mes copains ne doutaient pas de mon succès, moi, si. »* Et d'ajouter, ironique, en tapotant ses *bogsides* (1) : *« La bosse des maths ? Depuis le temps qu'on m'en parle, j'aimerais bien savoir où elle se trouve. »*

GUY PORTE.

(1) Mocassins à la mode.

● RECTIFICATIF. — *Concours général :* un défaut de transmission a entraîné l'omission de résultats de sciences physiques en classes de terminales C, D, E. Les lauréats sont : premier prix, Alexis Bonnet (terminale C, lycée Thiers, Marseille) ; deuxième prix non décerné ; troisième prix, Jean-Michel Courty (terminale C, lycée Louis-le-Grand, Paris).

AU LYCÉE VOLTAIRE (PARIS)

Journée de bac ordinaire pour l'administration

Dédramatiser et prévoir

« Dédramatiser » : tel est le principal souci le jeudi 16 juin, jour d'épreuves du baccalauréat, du proviseur du lycée Voltaire (Paris), M. Armand Guillotin : *« La France,* regrette-t-il, *est prise aujourd'hui de tremblement. »* Levé dès l'aube, il met au point dans son immense bureau transformé en quartier général un dispositif quasi militaire. Aux deux ailes du lycée centenaire, ses principaux collaborateurs : Mme le censeur et M. le principal adjoint, la première, cour Condillac ; le second, cour Spinoza.

Pour les seconder, huit responsables administratifs, deux surveillants dans chaque classe de vingt élèves, un autre dans les couloirs où les candidats ont le droit de fumer, et enfin *« une réserve »* de quatre professeurs qui permet dans chaque matière de pallier les défaillances, comme celle de ce professeur qui fait savoir à 7 h 30 qu'une angine l'a terrassé.

« Tout cela, explique le principal, *afin que cinq minutes après le début de l'épreuve le lycée soit comme mort. »* La surveillance était d'autant plus importante jeudi qu'il s'agissait de l'épreuve de langue vivante. *« En histoire,* explique-t-il, *il faut être vraiment un con résolu pour préparer une pompe. On leur donne tous les documents. En langue, c'est différent, un dictionnaire peut vraiment les aider. Les professeurs sont condamnés à la circulation. »*

On attendait au lycée Voltaire monts et merveilles de l'informatique. Il aura fallu cette année encore écrire les étiquettes à la main et taper les procès-verbaux à la machine. Les choses pourtant semblent bien rodées ; les scellés ont été posés la veille, les copies déposées avec soin sur chaque table, et une salle a même été prévue pour les handicapés. Seule fausse note : quelques affiches arrachées.

La rentrée 1983, en définitive, semble inquiéter bien davantage le principal que le baccalauréat. *« Le lycée,* dit-il, *doit bien continuer à vivre. Le ministère vient de pondre ses horaires pour l'année prochaine ; il faut constituer des équipes, répartir les professeurs en tenant compte de leurs vœux, sans parler du problème de la place. »* Le principal adjoint sourit, on sent une direction très soudée.

A 8 h 30, alors que les premiers candidats, tremblant ou forçant leur gaieté, arrivent au lycée, M. le principal le quitte. Pour participer à une commission sur l'entrée des élèves de troisième en seconde : *« Je ne sais pas quelle cuisine ils vont me faire encore avec la sectorisation. »*

« N'oubliez pas vos cachets ! », lui crie sa secrétaire. Encore ne s'agit-il, pour ce principal un peu surmené en cette fin juin, que d'apposer quelques tampons sur les dossiers de l'année prochaine.

N. B.

A PARIS

Epreuves de remplacement pour les candidats bacheliers retardés par la grève

Des épreuves de remplacement seront organisées, le mercredi 22 juin, à Paris, pour les candidats au baccalauréat qui n'ont pu arriver à temps, vendredi 17 juin, à cause de la grève du métro. Ainsi en a décidé le rectorat de Paris qui invite les élèves victimes des perturbations dans les transports en commun à prendre contact d'urgence avec leur centre d'examen.

Jeudi 16 juin, les candidats avaient été prévenus que en raison de la grève, des retards seraient acceptés le lendemain. Certains ont atteint une telle ampleur (trois heures) qu'il a été jugé préférable, pour éviter les fuites et tenir compte de l'état d'énervement des candidats, de remettre à mercredi prochain les épreuves, sans les annuler pour ceux qui avaient pu se présenter à temps.

Les surveillants de prison suspendent la grève des écrous

La grève des écrous des surveillants de prison est suspendue. La décision a été prise vendredi 17 juin en fin d'après-midi, à Fresnes (Val-de-Marne). La suspension du mouvement est effective depuis samedi 13 heures, le délai que se sont donné F.O., la C.G.T. et le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires ayant été mis à profit pour *expliquer leur décision à la base.*

Dans leur communiqué, les dirigeants de l'intersyndicale prennent note avec satisfaction de la lettre que M. Mitterrand a fait porter, mercredi 15 juin, à M. Hubert-Pierre Bonaldi, président de la Fédération F.O.-Justice (*le Monde* du 18 juin). Le chef de l'État indiquait notamment qu'il a *« demandé au premier ministre et au garde des sceaux d'étudier en concertation étroite avec les représentants des personnels les mesures susceptibles de porter remède, dans un délai raisonnable, aux difficultés que vous rencontrez »*.

Les destinataires n'ont voulu retenir que cette phrase de la lettre de M. Mitterrand qui en contient une autre sur *« les contraintes budgétaires »* nécessaires en vue du *« redressement national »*. Les syndicats se disent satisfaits de cette offre de négociation, tout en insistant sur le fait que leur grève n'est que suspendue. Elle reprendrait, avertissent-ils, si ces négociations ne leur donnent pas satisfaction.

Le gouvernement met fin à bon compte à un mouvement dont la prolongation aurait eu des conséquences imprévisibles. M. Mitterrand ne promet rien et les négociations dont il parle ne sont pas une nouveauté puisqu'elles sont permanentes entre les syndicats et la directrice de l'administration pénitentiaire, Mme Myriam Ezratty. Il faut chercher ailleurs les raisons de cette suspension. Ayant fait la démonstration de leur force, les syndicats prenaient des risques à la prolonger : la menace de sanctions évoquée par le garde des sceaux dans ces colonnes et les désordres qui auraient pu se produire dans les prisons risquaient de faire réfléchir la base. La lettre de M. Mitterrand a ouvert à point nommé une porte de sortie honorable *aux syndicats.*

Le succès est complet si l'on en juge par les réactions des surveillants vendredi soir, qui soulignaient que *« de mémoire de syndicaliste »* ils n'avaient pas le souvenir *« d'une marque de considération venue de si haut »*. Seul le facteur psychologique a joué à plein auprès des « matons » qui se sentent mal aimés et sont qualifiés souvent d'« éboueurs de la société ».

BERTRAND LE GENDRE.

POLICE : UNE SALLE POUR L'INTERSYNDICALE

Le meeting de protestation de l'intersyndicale U.S.C., C.G.C.-police, C.F.T.C.-police aura lieu le *lundi 20 juin, salle* Japy, dans le onzième arrondissement, à Paris (nos dernières éditions). Le préfet de police, M. Guy Fougier, avait interdit l'utilisation de la salle de la Mutualité *« en raison des risques qu'une telle réunion comporterait en ce quartier de Paris... »* (*le Monde* du 18 juin).

D'autre part, un comité de solidarité et de soutien à M. Rémy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police, révoqué après les incidents du 3 juin à Paris, vient d'être créé à l'initiative de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, président de l'Association nationale pour la sécurité des personnes et des biens.

Cinq ethnologues africains étudient les Français à la loupe

Assez d'impérialisme culturel ! Juste retour des choses, cinq chercheurs africains étudient aujourd'hui en France nos mœurs, nos coutumes. Nous avons rencontré l'un d'eux, dans les Pyrénées-Orientales.

De notre envoyé spécial

Maureillas-las-Illas. — Le premier jour, il y a de cela un peu plus de trois semaines, on s'est un peu étonné, à Maureillas, de la présence du jeune homme. Dans ce village catalan du bas Vallespir, situé à vingt-six kilomètres de Perpignan au pied des premiers contreforts de la montagne, chacun connaît tout le monde. Mille sept cents habitants, c'est peu, assez peu en tout cas pour l'« étranger » soit repéré sitôt dans la place. D'autant plus aisément que Romulé Dédé (il insiste pour que son prénom suive son patronyme, à la mode de son pays) natif de Madagascar, est de ces Malgaches à peau très colorée qui ne sauraient passer inaperçus...

Et puis les gens d'ici ont appris très vite que « Dédé » — on a décidé, une fois pour toutes, de s'en tenir à son seul prénom — est un sociologue qui se dirige vers l'ethnologie ; qu'il allait passer six mois au moins à Maureillas, non pas en touriste, mais bien en scientifique. Et qu'il a choisi pour thème de recherche *« la transformation de l'espace liée à l'évolution des rapports sociaux dans l'arrière-pays, en Pyrénées-Orientales »*. Plutôt que de se référer à un tel jargon, on dit aujourd'hui, plus simplement, que « Dédé » *« étudie la vie du village et des villageois »*, un point c'est tout. Ce qui est du reste parfaitement exact !

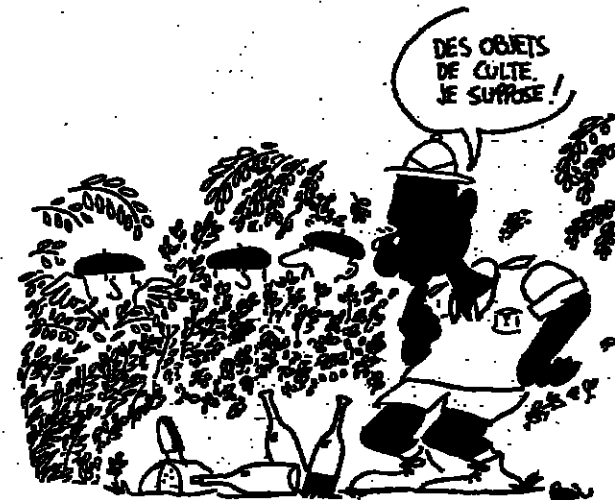
Qu'est-ce qui a pu amener ici, auprès de la fontaine de la place qui cascade éternellement, à l'ombre du campanile, dans ces ruelles étroites d'où l'on découvre partout alentour un paysage vallonné, frais et riant, fait de vignes et de vergers, ce jeune Malgache tout sourire, qui flâne du matin au soir, s'attarde au café de la mairie, questionne sans cesse et couvre son carnet de notes appliquées ? Une expérience nouvelle, qu'on doit inscrire au chapitre de l'inédit en matière d'ethnologie.

A l'origine de cette démarche, M. Alain Le Pichon, socio-ethnologue attaché à la Maison des sciences de l'homme. Un homme *conscient* de l'anomalie voulant que, depuis toujours, les choses se faisaient à sens unique et que l'ethnologie, refusant tout contre-courant, allait toujours de l'homme blanc vers l'homme de couleur. *« La réciprocité s'imposait,* dit M. Le Pichon, *d'autant que la colonisation a vécu, qui facilitait cette carence grave... »* L'an dernier, lors d'un colloque réuni à Brest sur le thème *« culture de l'oralité »*, il lance l'idée, à des collègues tantôt sceptiques, tantôt interloqués et rarement convaincus, de faire venir chez nous, en France, des chercheurs originaires d'Afrique, pour y étudier nos modes de vie, nos comportements, notre héritage.

« Parce que, explique M. Le Pichon, *si l'Occident s'applique, de longue date, à regarder les « autres », jamais, jusqu'ici, il n'avait eu de « regards » extérieurs posés sur lui... »*. Et il ne craint pas de dire qu'il voit dans une telle action *« à la fois une obligation morale et politique et un devoir de rigueur scientifique »*, l'extériorité du regard étant reconnue comme prépondérante en matière ethnologique. *« Il fallait coûte que coûte,* ajoute-t-il, *rétablir l'ordre des facteurs, en considérant enfin la France comme un « ailleurs », au même titre que n'importe quel autre pays du globe »*, puisque l'ethnologie se veut *« science de l'ailleurs »*.

Si bien des instances officielles font la sourde oreille — quand elles ne haussent pas les épaules, — arguant *« du peu d'intérêt »* d'une telle expérience, en revanche, d'autres, et non des moindres, telles la C.E.E. ou l'Unesco, se montrent intéressées, tandis que le président Senghor apporte son entier soutien à la cause que plaide avec passion M. Le Pichon. Tant et si bien que le programme baptisé *« Ethnologie de la France par des chercheurs du tiers-monde »* finira par voir le jour. Le ministère de l'industrie et de la recherche, le Quai d'Orsay et le ministère de la culture assurant à eux trois le financement de l'opération, qui sera gérée par la Maison des sciences de l'homme. Le C.N.R.S. et l'ORSTOM (office de recherche scientifique et technique d'Outre-Mer) assurent M. Le Pichon de leur... « sympathie », mais ne participent cependant ni l'un ni l'autre au montage financier.

Le 1er mai, cinq chercheurs sont arrivés en France, et, une fois établis les contacts avec les équipes universitaires chargées de les assister, se sont mis au travail. Chacun a en poche une bourse de six mille francs par mois, pour une durée de six mois, pécule qui pourra, le cas échéant, être renouvelé. Ainsi par exemple, M. Massaër Dialo, chercheur sénégalais, s'est-il attelé à un travail portant sur *« l'identité culturelle et l'aculturation des immigrés d'Afrique de l'Ouest en région parisienne »*, doublé d'une étude sur *« les marabouts négro-africains à Paris »*. Dans le même temps, M. Oumar Ba, Mauritanien qui porte beau ses soixante-six ans dans un boubou immaculé, se penche, à Bordeaux, sur les toponymes, les patronymes et les anthroponymes de la cité girondine.



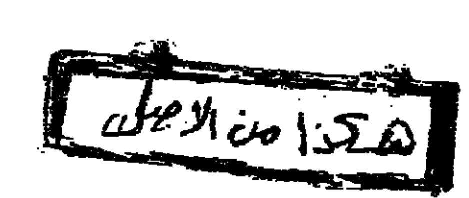
(Dessin de PESSIN.)

Terrain d'action

A Maureillas, Romulé Dédé est en de bonnes mains : son « correspondant » est un jeune enseignant en sociologie de l'université de Perpignan, M. Jean Pavageau, passionné par l'expérience. Et qui peut parler pays avec « Dédé », pour avoir passé lui-même six ans à Madagascar, d'où il a rapporté un livre, *« Jeunes paysans sans terre »* (éditions de l'Harmattan), où il traduit son approche ethnologique. C'est à M. Pavageau que revient le choix de Maureillas comme terrain d'action pour « Dédé ». *« L'espace, dans l'arrière-pays de cette région, est un espace fragile, soumis à quantité d'influences : c'est un champ d'investigation très large, auquel d'ailleurs le laboratoire d'économie spatiale de l'université s'intéresse de près... »*

« Dédé » a du pain sur la planche. Et du baume au cœur : Maureillas l'a adopté. Comme le dit M. Jean Barcelo, maire du bourg (P.S.) et lui-même enseignant à l'université de Perpignan : *« Nous ne pouvons attendre que des découvertes enrichissantes de ce regard nouveau posé sur nous... »*

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



APRÈS L'ARTICLE DE M. PINTON

M. Mauroy accuse le sécrétaire général de l'U.D.F. de « miner la cohérence de notre dissuasion »

L'opinion que M. Pinton a exposée dans le Monde du 15 juin sous le titre « La nouvelle ligne Maginot », à propos de la dissuasion nucléaire, ne correspond pas à celle qu'ont exprimée divers responsables de l'U.D.F., dont il est le secrétaire général. Ainsi, mardi 14 juin, au Sénat, le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, intervenant dans la discussion du projet de loi de programmation militaire, a jugé positive la priorité reconnue et accordée par le gouvernement aux « composantes nucléaires de la dissuasion ».

Cette satisfaction, en parfaite contradiction avec l'opinion de M. Pinton, s'est aussi manifestée au sein de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, dont le rapporteur centriste, M. Jacques Genton notait : « On ne saurait qu'approuver l'affirmation affichée par le gouvernement du maintien des missions fondamentales de nos forces armées, qui s'articulent autour de notre dialectique de dissuasion fondée sur la possession d'armements nucléaires suffisants environnés d'un ensemble d'armements conventionnels (...). »

Les récentes prises de position ne font que confirmer l'orthodoxie des positions de l'U.D.F. en matière de défense présentées dans le Livre bleu (le Monde du 20 avril).

Les réponses de MM. Cheysson (le Mondedu 20 avril), Mauroy et Hernu aux propos de M. Pinton manifestent le souci du gouvernement de ne pas laisser porter atteinte au consensus national sur la crédibilité de la force de dissuasion française, en isolant celui qui la met en doute.

A. Ch.

Dans une déclaration diffusée vendredi 17 juin, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, critique vivement l'article de M. Pinton qui écrivait notamment que la stratégie nucléaire française *« n'assure pas de garantie totale (...) contre la menace soviétique »*.

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., vient de mettre gravement en cause la stratégie française de dissuasion.

S'appuyant sur mes déclarations, il remet en cause vingt ans de politique militaire française. Il contredit au passage, presque point par point, les thèmes développés par l'U.D.F., en avril 1983, dans le document intitulé : « La loi de programmation militaire nécessaire à la France ».

Ce qui est grave dans la démarche de M. Pinton c'est qu'il s'applique à mettre en doute les capacités de défense de la France, qu'il cherche à miner la cohérence de notre dissuasion et qu'il tente de dévaloriser la qualité de nos équipements.

Ce qui me semble encore plus grave, c'est que le secrétaire général de l'U.D.F. met ainsi en cause l'accord de l'ensemble des Français qui s'était réalisé sur les nécessités de notre défense et les moyens de l'assurer.

Le secrétaire général de l'U.D.F. ignore manifestement les données techniques du sujet dont il prétend traiter.

Nos *« quelques explosifs nucléaires »* qu'il assimile à un *« froncement de sourcil »* correspondent à près de 200 têtes nucléaires de 15 kilotonnes à une mégatonne !

Parler de la dispersion du dispositif militaire soviétique c'est figer la situation actuelle, qui est une situation de temps de paix, et ignorer que le dispositif changerait si, dans l'hypothèse envisagée par M. Pinton, les armées soviétiques entraient en Europe occidentale.

Dire que, dans une telle hypothèse, il n'y aurait que *« quelques bataillons disséminés dans la population en France et en Allemagne »* prêterait à sourire si le sujet n'était aussi grave et essentiel pour l'avenir du pays.

M. HERNU : l'abandon face à l'étranger

De son côté, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a qualifié l'article de *« consternant »* et expliqué : *« Cette affaire dépasse la personne de son auteur. Cet article a-t-il été écrit avec l'aval des instances dirigeantes de l'U.D.F., voire de l'opposition dans son ensemble ? Que pense l'ancien président de la République de ces thèses qui sont diamétralement opposées à celles qu'il a exprimées en tant que chef suprême des armées pendant le précédent septennat ? Est-il concevable que M. Giscard d'Estaing puisse cautionner des affirmations dont la déduction logique serait l'abandon face à l'étranger et le démantèlement de notre stratégie nationale et des moyens qui la sous-tendent. »*

M. PINTON : des procès d'intention

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., juge *« bon »* pour la démocratie que *« les plus hautes autorités du gouvernement ont jugé utile de* [lui] *répondre immédiatement ». « Mais,* dit-il, *je regrette que la plupart de leurs arguments restent au niveau des procès d'intention et des insinuations politiciennes. »* Après avoir indiqué qu'il répondra *« bientôt »* aux questions posées par MM. Mauroy et Cheysson, et qu'il espère que *d'« autres responsables politiques se joindront* à [ce] *débat »*.

M. Pinton précise à l'intention du premier ministre et du ministre des relations extérieures qui se demandaient s'il ne reflétait pas l'opinion de M. Giscard d'Estaing : *« Aucun homme politique n'a éprouvé le besoin de se cacher derrière moi pour que j'exprime ce qu'il n'oserait dire. »*

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une passagère à bord de la navette spatiale américaine

Pour la septième fois, ce samedi 18 juin, à 13 h 33 (heure française), une navette spatiale américaine devait s'envoler de cap Canaveral (Floride). A bord, pour cette mission de six jours, Sally Ride, la première femme astronaute américaine.

Les vols de la navette spatiale américaine se suivent et ne se ressemblent pas, même si chaque tir depuis les installations du centre spatial Kennedy (Floride) laisse une impression de déjà vu. Cette fois encore le lancement sera, comme à l'accoutumée, spectaculaire mais un petit peu différent : il doit préluder à une mission pas tout à fait comme les autres.

L'originalité de ce tir de la navette tient surtout dans la présence à bord de Challenger – dont ce sera *le* second vol – d'une femme astronaute : Sally Ride, jolie brune de trente-deux ans. La première américaine à voler dans l'espace, et la troisième femme du monde seulement à y partir après les vols réalisés en juin 1963, *puis en août 1982, par les* deux cosmonautes soviétiques Valentina Terechkova et Svetlana Savitskaia.

La mission de Sally Ride au cours de ces presque six jours que doit durer le vol – cent quarante-trois heures et vingt *minutes exactement* contre cinquante-quatre heures trente lors du premier vol de Columbia – ne sera ni plus ni moins dense que celle qui est confiée à ses quatre camarades masculins : le commandant de bord Robert L. Crippen, quarante-six ans, ancien pilote de la navette Columbia ; Frederik H. Hauck, quarante-deux ans, pilote de Challenger ; John M. Fabian, quarante-quatre ans, et Norman E. *Thagard, quarante ans, médecin* et spécialiste du mal de l'espace. Ils ne seront pas de trop pour accomplir l'ensemble des travaux qui ont été programmés.

Outre les traditionnelles opérations de contrôle du comportement de la navette aux cours des différentes phases de son vol, outre les *quelques expériences scientifiques* de production de cristaux et d'alliages métalliques en apesanteur, de fabrication de billes de latex destinées à des usages médicaux, l'équipage de Challenger, comme lors des précédents tirs, a la charge de larguer dans l'espace les deux satellites de télécommunication dont la navette est porteuse.

Le premier est un satellite de télécommunications canadien (Anik-C), dont un exemplaire a déjà été lancé avec succès en novembre 1982 par la navette Columbia. Il devrait en principe quitter la soute de l'engin neuf heure et demie seulement après le lancement. Le second est un satellite de télécommunications (Palapa-B) destiné à satisfaire les besoins de l'Indonésie dans ce domaine. Sa mise en orbite devrait se faire au cours de la deuxième journée de vol.

Cette opération, délicate, sera, une fois de plus, l'occasion de rappeler aux constructeurs et aux utilisateurs de satellites la lutte que les États-Unis et le vieux continent se livrent sur le marché des services de lancement. Après le succès récent d'Ariane, les responsables de la Nasa ont certainement à cœur de faire, eux aussi, un sans faute. D'autant plus qu'ils restent, bien que la navette elle-même ne soit pas directement en cause, sur un échec avec la mise en orbite ratée du satellite géant de télécommunications T.D.R.S.

Des péripéties

Même si la confiance de ceux qui ont recours pour la mise en orbite de leurs satellites aux services offerts par les Américains reste grande, il n'en demeure pas moins que l'échec de T.D.R.S. a conduit l'Air Force à différer *sine die* le dixième vol de la navette qui lui était entièrement dévolu, tandis que la Nasa annonçait dans le même temps la mise en orbite différée du second T.D.R.S.

Ce ne sont là que péripéties d'un programme qui, à défaut d'avoir encore démontré sa compétitivité commerciale, a cependant fait la preuve, pour l'essentiel, de sa réussite technique. Suffisamment pour que l'Europe confie à *Challenger* une plateforme porte, instruments allemande (S.P.A.S.-01), qui doit servir de base à une plate-forme européenne plus complexe qui portera le nom d'*Eureca*. Juste avant que la navette n'atterrisse – et ce pour la première fois – sur la longue piste de cap Canaveral prévue à cet effet, S.P.A.S. et Challenger navigueront en effet de concert pendant une dizaine d'heures dans un pas de deux spatial peu banal.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Sally Ride : une physicienne non conformiste de trente-deux ans

De notre correspondante

New-York. – La première cosmonaute américaine désespère les journalistes et enchante les féministes. *Non que Sally Ride s'affirme* comme une militante du Women's Lib, mais, à trente-deux ans, jolie et s'en moquant, brillante, éclectique et dotée d'un so*lide sens de l'humour, elle se veut* avant tout « professionnelle » et envoie au bain ceux qui tentent de lui faire jouer les stars.

Née le 26 mai 1951 près de Los Angeles, dans une famille libérale et bonne vivante, avec un *père professeur de sciences politi*ques et une mère plus intéressée par les recherches de l'esprit que par les recettes de cuisine, Sally Ride aurait pu devenir joueuse *professionnelle de tennis ou spé*cialiste de Shakespeare. Mais, après des études d'anglais et de sciences à l'université de Stanford, c'est à la physique qu'elle *décida de se consacrer, se spécia*lisant en astronomie et dans l'étude des lasers et du comportement des électrons dans un champ magnétique.

Plus de huit mille candidatures

Lorsque la NASA a annoncé, en 1978, qu'elle allait préparer une femme pour un vol spatial, elle a reçu plus de huit mille dossiers de candidatures sur lesquels elle en a retenu trente-cinq. Sally *Ride a été choisie avec cinq au*tres candidates – un médecin, un chirurgien, un ingénieur en électricité, une géologue et une biochimiste, – pour passer les derniers tests.

L'une des raisons pour laquelle *elle a été préférée à ses cama*rades est son expérience déjà poussée avec la navette spatiale, mais aussi les liens d'amitié qu'elle a noués avec l'équipe des cosmonautes, dont elle a, d'ailleurs, épousé l'un des membres, *Steve Hawley, en juillet dernier.* Sally, qui a, comme ses coéquipiers, des nerfs d'acier, est aussi pilote, parachutiste et plongeuse sous-marine. Elle est simple, di*recte, refuse de jouer le rôle de* « femme complète » cher aux médias américains, s'est mariée en jeans et déclare tout net qu'elle n'aime pas faire la cuisine et ne veut pas d'enfants. Son ambition immédiate est d'ouvrir une fois pour toute aux femmes la porte de la plus grisante expérience des temps modernes.

Ultra-qualifiée, mais pas bas-bleu, sportive, voire casse-cou à ses heures, chaleureuse avec les membres de son équipe, mais ré*servée à l'extérieur. Sally a ôté* leurs doutes aux derniers misogynes de la NASA : l'expérience tentée, il y a vingt-ans, avec la première cosmonaute soviétique, Valentina Terechkova, qui n'était, *il est vrai, pas réellement quali*fiée, n'avait guère été concluante, et ce n'est qu'en août dernier qu'une autre Soviétique, Svetlana Savitskaya, a pu participer à une mission *spatiale*, cette fois-ci avec le plein succès.

*Avec son coéquipier John Fa*bian, Sally Ride aura deux missions principales : préparer le lancement des deux satellites de communications pour les gouvernements canadien et indonésien emportés dans la soute de la na*vette et manipuler la plate-forme* expérimentale européenne S.P.A.S., qui pendant quelques heures flottera dans l'espace à quelque distance de Challenger.

Parmi les observations dont Sally fera l'objet, figureront les ef*fets des tensions physiques d'un* séjour dans l'espace sur un organisme féminin, en particulier ceux de l'apesanteur, et les effets des tensions psychologiques qui nais*sent dans un habitacle réduit. Les* médecins de la NASA sont particulièrement curieux d'évaluer la « proportion idéale » d'hommes et de femmes que devront comprendre les missions spatiales prolongées de l'avenir.

NICOLE BERNHEIM.

America Cup : le nouveau défi français

(Suite de la première page.)

Son âge d'or, Newport l'a connu au début du siècle, à l'époque où les quatre cents fa*milles les plus riches de la côte* est, rivalisant de luxe pour leurs cottages, allaient jusqu'en Europe acheter des châteaux pour les faire démonter pierre par pierre et les reconstruire dans le Rhode-Island. C'est dans cette baie que les rejetons des Rockefeller, Vanderbilt, Morgan ou Kennedy en culottes courtes et *docksides* ont lancé leur premier défi et se sont fait les dents *avant de partir à leur tour à la* conquête du monde des affaires et de la politique.

Depuis 1930, et aujourd'hui plus encore qu'hier, Newport est devenue la ville de la Coupe de l'America. De la mi-juin à la fin septembre, un million de visiteurs et plus de mille journalistes y sont attendus pour suivre à la jumelle quelques épisodes de la plus prestigieuse des batailles navales. Une aubaine pour les hôteliers et le petit commerce local, qui vend l'événement sur t-shirts, gobelets, posters et tout ce qui peut constituer un souvenir. Une catastrophe économique si, après les milliardaires, la Coupe devait prendre à son tour le chemin de l'exil.

Plus vieux challenge du monde, la Coupe de l'America est beaucoup plus qu'une compétition sportive. Depuis le 22 août 1851 où, dans le cadre de l'Exposition universelle de Londres, la goélette *America* s'est montrée la plus rapide sur un tour de l'île de Wight, devant la reine Victoria et les amiraux anglais consternés, la *Coupe est devenue un symbole* de suprématie sur les océans.

Retirés de l'eau chaque soir, suspendus à leur ponton pour être brossés, lavés, bichonnés comme des pur-sang, les 12 mètres de jauge internationale – 20 mètres apparents – sont aujourd'hui les plus sophistiqués des voiliers de course. Banc d'essai pour architectes et chercheurs dans le cadre strict de *l'équation de jauge imposée*, conçus à la limite de la rupture avec des pièces et des matériaux allégés au maximum, ces bateaux, appelés à régater seulement sur un triangle olympique de 24,2 milles (45 kilomètres), sont d'ailleurs si fragiles que les départs ne sont pas donnés si le vent souffle à plus de 25 nœuds.

Pour s'offrir ce gros bijou et convoiter l'aiguière d'argent de 124 onces de la reine *Victoria*, exposée depuis cent trente-deux ans dans les vitrines du New-York Yacht Club, des hommes ont englouti des fortunes : du très Britannique Sir Thomas Lipton au très aristocratique baron Marcel Bich, qui a investi 60 millions de francs en quatre défis successifs de 1970 à 1980. Leurs successeurs pour le vingt-cinquième défi s'appellent Giovanni Agnelli, P.-D.G. de Fiat, associé à Karim Aga Khan, et à quinze industriels italiens, Peter de Savary, un Anglais promoteur immobilier aux Bahamas, Marvin McDill, l'homme des pétrodollars canadiens, etc.

C'est la première fois que des bateaux venus de cinq pays – Grande-Bretagne, Australie, Canada, France et Italie – vont *se disputer le titre de challen*ger. Pour le premier défi italien, l'Aga Khan, désormais installé dans son luxueux complexe de résidences de vacances en Sardaigne, et *quinze géants de l'in*dustrie et de la finance groupés autour de M. Agnelli ont investi 5 millions de dollars (38 millions de francs) avec la seule ambition d'apprendre et de préparer les prochains défis de *1986 et 1989*. Absents depuis 1881, les Canadiens, avec un budget comparable à celui des Italiens, semblent également voués aux seconds rôles.

Dollars à profusion

Pour tenter de ramener le trophée en Angleterre, Peter de Savary, un self-made man qui a réussi en faisant fructifier les pétrodollars, n'a pas hésité à dépenser 8 millions de dollars (62 millions de francs). Il est vrai qu'il a tout prévu en double... bateaux, lièvres et équipages.

Si les Américains ont été irrités par l'espionnage permanent auquel se sont livrés les Anglais depuis plus d'un an, ils considèrent que leurs plus dangereux adversaires devraient être, pour la quatrième fois depuis 1970, les Australiens. Pour son nouveau défi, Alan Bond, un magnat de l'industrie, multimilliardaire, a débloqué 4 millions de dollars (31 millions de francs) et fait construire *Australia II*, dont la quille à section en V inversé a été tenue secrète jusqu'au dernier moment. Jim Hardy, le skipper de 1970, 1974 et 1980, a *passé la main à son* tacticien John Bertrand, un médaillé olympique sur Finn. Un deuxième bateau australien briguera la place de challenger à Newport, *Advance*, financé par un syndicat de Perth, et confié à Ian Murray, six fois vainqueur du championnat du monde des dix-huit pieds.

Pour relever ces défis, le New-York Yacht Club met en concurrence deux *hommes :* Dennis Conner, qui dispose de 6 à 8 millions de dollars (46 à 62 millions de francs) et de deux bateaux, et Tom Blackhaller, directeur de la voilerie North de San-Francisco, qui a rassemblé 4 millions de dollars (31 millions de francs) grâce à la loi sur les *« dons déductibles d'impôts »* et de deux bateaux.

Un ordinateur pour *France III*

Face à cette profusion de dollars, *le défi français* fait un peu figure de parent pauvre. Quand il a décidé de prendre le relais du baron Bich en 1980, Yves Rousset-Rouard, producteur de cinéma *Emmanuelle*, créateur de la première société nationale d'édition et de distribution de vidéo-cassettes, concrétisait un rêve de jeunesse. Son ambition était de rassembler les pouvoirs publics, les particuliers et les entreprises autour d'un concept national économique et sportif en créant sous forme associative le *« défi français pour la Coupe de l'America »*, reconnu d'utilité publique par le premier ministre en mars 1982.

S'il a obtenu pour 10 % de leur valeur le bateau *France III* et les installations du baron Bich à Newport (300 000 dollars *soit* 1 240 000 francs en septembre 1980), Yves Rousset-Rouard a été confronté depuis à une forte hausse du dollar (4,10 à 7,75 F) et à une succession de périodes électorales peu propices à des engagements financiers de la part des hommes politiques ou des gros industriels. A ce jour, il a dû assurer personnellement ou en apportant sa caution à des emprunts près de la moitié des *dépenses engagées* (14 millions de francs).

Depuis 1980, *France III* a subi deux importantes transformations. Il a été doté d'une nouvelle quille, plus longue, dessinée par Jacques Fauroux, et son plan de pont arrière a été modifié avec la mise en place de deux barres au lieu d'une, et le passage du navigateur et du tacticien derrière le barreur pour *permettre à ce dernier de mieux* voir et d'être plus près de l'équipage. Grâce à une subvention de 300 000 francs du ministère de la recherche, *France III* dispose cette fois d'un *ordinateur* de bord mis au point à Lille par le professeur Gabillard, qui permet en course de connaître avec précision la position du bateau par rapport aux bouées, la direction du vent, mais est encore plus utile pour les entraînements, où il enregistre toutes les données et permet de vérifier *a posteriori* la qualité des manœuvres.

*Par rapport à 1980, où il offi*ciait déjà comme skipper, Bruno Troublé a pu constater une amélioration notable des performances. Dans des régates d'entraînement avec *Canada I* et *Azurra*, le bateau du défi italien, *France III* l'a emporté plus souvent que ses rivaux. le principal souci des responsables du défi vient toujours du manque de crédits pour se doter d'un nombre suffisant de voiles neuves pour les quarante-deux régates prévues au minimum.

Dès son retour de Newport, après le début de l'éliminatoire, Yves Rousset-Rouard essaiera de relancer les ministères, les régions, les villes, les industriels. Une nouvelle campagne auprès du grand public est prévue sur le thème : *« 50 francs pour battre les Américains, ce n'est pas la mer à boire. »* Mais quel que soit le résultat de son premier défi, il pense déjà aux suivants. Son *ambition* est de créer un centre d'essais et d'entraînement permanent avec la collaboration des industriels. Ses propositions ? Ne plus réclamer de subventions à l'Etat mais obtenir un aménagement de la fiscalité pour permettre à *ceux qui* veulent défendre de tels projets de déduire leurs dons de leurs déclarations d'impôts. C'est le système en vigueur aux Etats-Unis, où les défenseurs de la Coupe de l'America n'ont jamais eu de problèmes financiers pour relever les défis.

GÉRARD ALBOUY.

Débat

LES IMMIGRÉS PARMI NOUS

Le débat sur l'immigration avait provoqué, à l'occasion de la campagne municipale, des crispations et des excès verbaux qui, heureusement, sont retombés par la suite. Il est impossible de mesurer des effets à long terme, dans les consciences et les comportements, des passions qui se sont alors exprimées sans retenue. Il reste que l'existence même de ces outrances — et l'écho qu'elles ont rencontré — ont révélé l'urgence d'un débat.

Sécurité, chômage, logement, jeunesse, etc., toutes les difficultés de la société française posent, directement ou non, la question du statut des immigrés et de leur place parmi nous. Pour aider à sortir du schématisme ambiant, il est bon de s'interroger sur cette place de l'immigré, dans la ville, dans l'inconscient collectif, dans la culture.

***La France n'est pas née d'un coup. Elle résulte d'apports diversifiés tout au long de son histoire, de vagues culturelles et ethniques successives. Ne serions-nous pas tous, d'une certaine façon, des immigrés qui l'ignorent ?* — Br. F.**

Quelle sécurité ?

Me Henri Fabre-Luce, avocat à Paris :

L'insécurité a été évoquée exclusivement sous les aspects (agressions, vols, drogue...) qui pouvaient conduire à la dénonciation de catégories particulières de la population. Il n'a été soufflé mot de toutes les autres causes d'insécurité qui existent, et de manière souvent plus tangible, au premier rang desquelles l'insécurité du fait des accidents de la circulation (à Paris, cent cinquante morts et dix-huit mille blessés par an), mais aussi les immeubles vétustes qui s'écroulent, qui flambent ou qui explosent, les agressions du bruit, les intoxications par la pollution, etc.

Tout se passe comme s'il était entendu que le mot sécurité ne concernait que celle que la société doit assurer contre telles catégories déterminées de la population considérées *a priori* comme nuisibles : bref, au lieu d'une étude objective de la situation, le choix arbitraire et orienté d'un discours politique.

Statistiques, méfiance...

Après la publication, dans le Monde *du 23 mars, d'un article intitulé « Les "gourbis" de la gauche », M. Allel Sadoun nous écrit :*

Dans votre article, du reste fort sympathique et compréhensif à l'égard des immigrés, vous faites état des statistiques de la police et de la gendarmerie qui montreraient que *« les immigrés commettent proportionnellement plus de crimes et de délits que les Français »*.

Ces statistiques seraient plus convaincantes si elles comparaient les crimes et délits de salariés de même tranche d'âge et de même milieu socio-professionnel. Aurait-on l'idée de culpabiliser les Français des quartiers populaires en comparant leur taux de délinquance avec celui des bourgeois du seizième ? Dans son étude *Déviance et délinquance des jeunes d'origine étrangère*, Mlle Laurence Cirba, inspecteur de l'éducation surveillée au ministère de la justice, ne semble pas apprécier beaucoup ces statistiques, qu'elles émanent de la police, du parquet, de l'INSEE ou de l'éducation surveillée.

Pour elle, « *l'approche statistique* [de cette délinquance] *est extrêmement précaire* » (1). Elle écrit : « *Seules les recherches et enquêtes entreprises par le Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée peuvent contribuer à la connaissance de la délinquance des jeunes d'origine étrangère.* » Deux de ses enquêtes ont été effectuées par Mme A. Lahalle, l'une à partir d'une étude des décisions du parquet, l'autre à partir des dossiers « délinquants » de cinq cabinets de juges des enfants.

Ses conclusions : « *Des différences dans la détection des infractions peuvent être introduites par les méthodes de travail des services de police : surveillance plus ou moins dense de certains quartiers, pratique des classements officieux dans certains cas. Les décisions des magistrats du parquet ou des juridictions pour enfants peuvent être influencées, à leur insu, par des éléments tels que la capacité de dédommagement des parents civilement responsables, leur aptitude à provoquer un règlement à l'amiable ou encore une appréciation ethnocentrique des "garanties éducatives offertes par le milieu social.* »

Dans ces conditions, on ne peut accorder beaucoup de crédibilité aux statistiques sur la délinquance des jeunes Maghrébins, par exemple. Et on doit condamner ceux qui, au risque de provoquer une explosion raciste, ont manipulé ces statistiques au cours de la campagne des municipales.

(1) L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française : rapport au ministre du travail, de la commission James Marangé et André Lebon (1982).

Le rêve de Mamadou

L'apprentissage du déracinement et de ce « mal-être » qui va forcément de pair avec, Mamadou l'a d'abord fait chez lui, au Sénégal, avant d'en tâter à Paris. Il avait quitté son village natal de plus en plus cerné par une sécheresse qui ne cesse de gagner d'année en année du terrain, changeant la simple pauvreté en misère mortelle. En décidant d'aller chercher sa chance à Dakar — entendons-nous : dans l'un des bidonvilles qui prolifèrent autour de la ville, — il avoue avoir surtout voulu « *prendre du recul par rapport à la famille* », cette entité toute-puissante, autoritaire, « *à laquelle on ne peut échapper* » sans mettre entre elle et soi quelques centaines ou, mieux, quelques milliers de kilomètres.

« *Quitter les siens*, dit-il, *c'est le seul moyen qui s'offre de vivre enfin indépendant, même s'il faut vivre mal, voire très mal...* » Parce que cela signifie échapper à la loi du clan, aux coutumes tribales, aux patriarches, qui imposent — parfois par la force — leur bon vouloir, leurs diktats. C'était aussi, il le confesse sans gêne, « *le moyen de faire peut-être quelques économies* », la maigre paie de fin de semaine n'allant pas, pour une fois, rejoindre obligatoirement tous les gains familiaux dans la caisse commune sur quoi veille âprement chaque chargé d'âmes...

Venir, un jour, à Paris (mais cela aurait pu être Marseille, Strasbourg, Le Havre ou Chalon-sur-Saône) procède exactement de la même résolution : s'en aller « ailleurs ». Et plus cela sera loin du bercail, mieux cela vaudra... Alors, pourquoi la France ? Elémentaire, mon cher ! Pays que l'on s'entête à dire « ami », malgré les amabilités du genre « *Bamboulas, dehors !* », « *Les bougnoules à la porte !* » ou autres, « *La France aux Français !* » ; pays, en tout cas, dont on connaît peu ou prou la langue, dont on peut espérer, enfin, qu'on y sera, avec un peu de chance, mieux reçu qu'ailleurs. Voire...

L'îlot Chalon, en bordure de la gare Paris-Lyon, dans le douzième arrondissement, c'est une espèce de parallélépipède bordé par le boulevard Diderot, l'avenue Daumesnil et les rues de Chalon et de Rambouillet. Un peu plus de 9 hectares au total, que six passages étroits (Guillaumot, Jean-Bouton, Moulin, Brunoy, Gatbois et Raguinot) découpent en tranches incertaines. La plupart des immeubles s'en tiennent à trois étages. « Immeubles » : le mot peut-il s'appliquer à ces taudis sordides ? Faute de mieux, on s'en contentera.

Sordides, ils ne le sont pas d'aujourd'hui : en 1924, un député attire l'attention du préfet de la Seine sur « *le mauvais état des lieux* » et sur leur « *insalubrité* ». Mais, seize ans plus tôt, en 1908, l'un des propriétaires du passage Raguinot n'avait-il pas pris la peine de « rassurer » la préfecture sur le peu d'urgence qu'il y avait à remédier à un tel état de choses, insistant sur le fait que l'îlot abritait — déjà ! — une population « *des plus hétérogènes, et peu soucieuses des règles les plus élémentaires de l'hygiène* » ?

Quartier d'immigrés, l'îlot le fut dès le début de ce siècle, lorsque des Italiens débarquaient du P.L.M., leur taloche de plâtrier dans la musette, et n'avaient qu'à traverser la rue de Chalon pour trouver un toit. Après eux, des Chinois laqueurs de canards y ouvrirent des gargotes à 3 sous la soupe, puis, au lendemain de la première guerre mondiale, ce fut au tour des Maghrébins d'y emménager.

Aujourd'hui, ce coin sinistre dont la mairie de Paris a souvent promis la disparition pure et simple (*le Monde* des 14 décembre 1982 et 29 janvier 1983) abrite une population estimée, *flux et reflux* compris, à quelque trois mille cinq cents personnes où, désormais, dominent les Sahéliens (Sénégalais, Maliens, Ivoiriens, Nigériens, Guinéens et Mauritaniens), qui représentent environ 65 % de la population totale.

La vie comme elle vient

Il y a longtemps que les propriétaires observent, et fort scrupuleusement, une « grève » permanente de leurs obligations. Le procédé n'est pas nouveau : on laisse pourrir, lentement et sûrement, quitte à ne plus encaisser les loyers dérisoires dont la *perception entraînerait* l'obligation d'entreprendre des travaux. Et puis, si jamais il se vide tout à fait, l'immeuble pourra être vendu... Il faut savoir que bien des maisons n'ont pas l'eau courante, serait-ce sous forme d'un robinet dans la cour, alors qu'il n'existe pas une seule fontaine publique dans l'îlot. Savoir que l'on peut voir le ciel depuis bien des étages supérieurs, à travers des toitures en lambeaux. Que des escaliers s'effritent au point de perdre leurs marches. Et que la police a toujours d'excellentes excuses pour ne pas « pouvoir » venir constater sur place la présence de revendeurs de drogue opérant au grand jour, ou celle d'escrocs comme ceux qui ont réussi, en juin 1982, à... vendre à de naïfs Africains fraîchement débarqués, moyennant des sommes allant jusqu'à 7.000 ou 8.000 francs, des « appartements » ne leur appartenant pas.

Parler de dimanches, de loisirs, de distractions, a pour effet, ici, de faire rire. Quels « dimanches » ? Si on travaille, c'est le jour où « *on s'écroule de fatigue sans pouvoir faire rien d'autre que dormir* ». Et si on est chômeur, cela se bornera « *à aller voir le copain d'en face ou d'à côté* », pour « *jouer aux cartes* », ou encore « *discuter* », « *écouter de la musique du pays* », ou, enfin, « *faire un peu de cuisine en commun et partager de la nourriture à la mode de chez nous* ».

Quel destin ! Mais il n'y a pas de rancœur dans les propos que nous ont tenus Mamadou, Amadou, Demba, Yero ou Aboubacar. « *C'est la vie*, disait l'un d'entre eux. *La vie, ce n'est pas à nous d'en décider, il faut la prendre comme elle vient et espérer...* » Fatalisme musulman, résignation de ceux qui sont nés miséreux et portent le poids de la différence ? Un peu, beaucoup de tout cela. Avec un rien d'amertume cependant : « *Si on nous accepte ici, à Paris, en France, pourquoi nous refuser les moyens de la dignité accordée aux « autres » ?* » Les *moyens de la dignité*, cela commence assurément par un logement doté de sanitaires et d'eau courante, où il ne pleut pas et où on ne s'entasse pas à six ou huit dans 12 mètres carrés. Un rêve...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

La nouvelle droite « avec les immigrés »

Sous le titre « Avec les immigrés contre le nouvel esclavage », le numéro 45 d'*Eléments*, la revue de la nouvelle droite, organe bimestriel du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), consacre son éditorial à des réflexions sur le problème de l'immigration. Se démarquant des thèses simplistes parfois cultivées par les courants extrémistes de droite, l'éditorialiste, Robert de Herte (pseudonyme collectif), écrit notamment : « *Plus une nation est hétérogène, moins, c'est l'évidence, les sociétaires ont en commun. Moins ils ont le sentiment d'être liés les uns aux autres par des droits et des devoirs réciproques découlant de leurs appartenances communes. En fin de compte, quand un pays devient cosmopolite, il n'y a même plus de nation ; il n'y a plus qu'une société. Comment pourrait-il y avoir une patrie si celle-ci n'est plus la « terre des pères » ? Le lien social, ne pouvant plus se fonder ni sur l'histoire, ni sur la culture, ni sur les valeurs, ni sur les mythes fondateurs, ne peut plus s'établir que sur des métaphysiques abstraites déracinées, ou sur des valeurs strictement matérielles. Et le plus souvent sur les deux : aux Etats-Unis, la Bible et le dollar. (...)*

» L'immigration est née de l'obligation faite à des hommes de se déraciner par un système économique désireux de faire appel à une main-d'œuvre à bon marché, système fondé sur le profit, qui transfère les hommes comme on transfère les marchandises ou les capitaux. Fruit de l'idéologie de la rentabilité (à courte vue), elle est une forme moderne de déportation et d'esclavage. Un adversaire de l'esclavage n'est pas un adversaire des esclaves. L'immigration est condamnable parce qu'elle porte atteinte à l'identité de la culture d'accueil aussi bien qu'à l'identité des immigrés. Le mot d'ordre n'est pas : « contre les immigrés », mais bien : « avec les immigrés, contre les forces et les idéologies qui aboutissent à la destruction de leur personnalité, comme de la nôtre. »

La nouvelle modernité

Mme Jeanne Hyvrard, de Paris :

L'attitude qu'on a envers les immigrés constitue un clivage fondamental non seulement politique, social et culturel, mais aussi et surtout par rapport à la modernité. Comment qualifier encore de Maghrébins ou de ressortissants de l'Afrique noire des jeunes nés en France ? L'expression d'immigrés de la deuxième génération ne convient pas non plus, à moins de qualifier également Dupont de wisigoth de la quarante-cinquième génération, car à quel numéro convient-il de s'arrêter ? La réalité qu'il faut maintenant admettre, c'est que la notion même d'immigré ne convient plus pour rendre compte de la nouvelle réalité, qu'elle plaise ou non.

Ces jeunes dont les aînés ont atteint l'âge du service militaire, et dont l'appel sous les drapeaux contresigne la nationalité française n'ont plus d'attaches avec le pays d'origine que leurs parents ont eux-mêmes quitté. Ils n'en parlent pas la langue, n'en connaissent pas la culture et n'ont aucune envie d'y être déportés, car comment parler de retour pour ceux qui sont nés en France ?

Ils ne peuvent pas non plus s'intégrer à la société française qui les rejette. Ils constituent alors un groupe de gens, sans identité ou plus exactement dont l'identité ne peut pas s'exprimer dans les structures mentales et sociales actuelles.

Ils sont les vecteurs et les témoins d'un monde nouveau décloisonné. Transitant d'une terre à l'autre, d'une culture à l'autre, d'une époque à l'autre, ces immigrés de la deuxième génération sont des transnationaux.

L'intégration des immigrés, qu'elle soit volontaire ou de fait, n'est pas seulement la victoire de la justice sur l'ingratitude, de l'humanisme sur la barbarie, mais surtout celle de la renaissance sur la sclérose qui menace.

Une société interculturelle

M. Augustin Barbara, de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) :

Cela nous déplaisait tellement qu'ils deviennent visibles ! Nous les tolérions, voire nous les aimions même, transparents ou plutôt invisibles, comme il nous plaisait qu'ils le demeurent. Les pères savaient si bien rester à la place qu'on leur avait assigné d'occuper (travaux pénibles pour immigrés) qu'ils nous avaient en quelque sorte habitués à la situation. Ce sont leurs enfants qui n'acceptent plus cette situation d'apartheid global.

Ces enfants dérangent. Ils n'acceptent plus ce retrait imposé, ce repli de la scène sociale. Pour la plupart, la France est leur pays de naissance. Ils parlent souvent mieux le français que la langue de leurs parents. Et leurs chances d'insertion dans une société sont souvent plus grandes ici qu'ailleurs. Alors, allons-nous être assez aveugles politiquement pour laisser des responsables (à quelque niveau qu'ils soient : national, régional, municipal) prendre des mesures contre l'immigration sous l'influence d'une campagne raciste et odieuse. Ne faudrait-il pas, au contraire, les inciter à promouvoir une vraie politique pour des hommes, des femmes et des enfants, afin qu'ils se sentent aussi en partie chez eux quand la France devient une société interculturelle ?

Dehors...

M. J.-P. Varese, étudiant en histoire à Nantes :

La question de l'immigration se pose en ces termes : faut-il accepter les étrangers définitivement, en accordant le droit de vote intégral à ceux-ci, en facilitant les naturalisations, au nom de l'antiracisme ? Ou envisager un rapatriement progressif de *tous* les étrangers, tout en limitant l'acquisition de la nationalité française par la filiation ou dans les cas (rares) de services rendus au pays ? Une France multiraciale ou une France française, ayant abandonné le rêve colonial en accordant l'indépendance aux DOM-TOM, intégrés dans le grand cercle des pays francophones.

L'alternative est clairement posée : intégration complète ou rapatriement progressif ; accepterons-nous de prendre l'initiative ou subirons-nous les hasards de l'histoire ? A quand le référendum ?

Dans quelques années, le choix ne sera plus possible, le nombre des étrangers en France étant trop élevé pour espérer un rapatriement sans heurts et sans gaspillage d'argent. Il faut éviter, à présent, le piège des sociétés multiraciales qui sont des échecs (cf. les États-Unis, le Brésil ou l'Afrique du Sud), générateur de racisme.

... les indésirables

M. J. Bouton, de Paris :

Les Français ne sont pas aussi racistes que vous voulez bien le laisser deviner. Il est parfaitement vrai que certains travaux ne sont pas recherchés par les Français et que ces gens-là nous sont bien utiles et qu'ils méritent notre respect et les mêmes droits que les Français. Mais si le patronat négrier avait payé les Français peut-être aussi que nous serions moins envahi d'étrangers.

Cependant, je trouve qu'on excuse sous ce fallacieux prétexte la présence d'un nombre croissant d'indésirables, de touristes perpétuels vendeurs de drogue, souteneurs, agresseurs de personnes âgées, de voleurs à la tire. Ce sont ceux-là que nous aimerions bien voir repartir, plutôt que de grossir les rangs de la délinquance française. Il est absolument nécessaire d'arrêter l'immigration et de nous débarrasser des indésirables qui sont responsables de l'irritation des honnêtes gens et qui portent beaucoup de préjudice à la population étrangère respectable.

Toujours la guerre d'Algérie

M. Christophe, de Lyon :

La cause essentielle du racisme en France c'est de part et d'autre l'absence d'une véritable décolonisation des esprits. Oui, messieurs, la guerre d'Algérie est finie depuis vingt et un ans mais l'on continue consciemment ou inconsciemment à agir comme si elle continuait. Les jeunes qui ne veulent plus voir de policiers aux Minguettes (à Venissieux) ainsi que des Français, paraît-il, prolongent, sans le savoir, la guerre d'Algérie.

Témoignage
« Je ne me situe nulle part »

M. Moussa Moussa, jeune Algérien de vingt-six ans, étudiant à Lille :

Je suis arrivé à l'âge de dix ans en France, j'ai vingt-six ans et je vais bientôt terminer mes études. Je suis originaire d'Algérie et j'ai encore la nationalité algérienne. J'avoue que j'envisage mon avenir avec angoisse. Je ne me situe, pour le moment, nulle part. Je ne sais pas si je retourne en Algérie ou si je vais rester en France. Ce choix paraît simple, mais, c'est comme si l'on demandait à quelqu'un de choisir entre son pied droit ou son pied gauche.

Si j'allais dans le sens de mes aspirations les plus profondes, en faisant abstraction de mes problèmes momentanés et intercurrents, je n'aurais pas de problème de choix. Sans hésitation, j'envisagerais mon avenir dans le coin où j'ai grandi, où j'ai passé mon adolescence. Je suis *sûr que la plupart des jeunes* immigrés ont les mêmes aspirations que moi et que, d'ici deux à trois générations, les problèmes qui se posent actuellement paraîtront futiles. Mais, pour l'instant, ils sont là, et ces problèmes nous font souffrir car ils nous exposent à un choix douloureux : nous avons peur de *nous tromper*.

Dans le pays d'origine, nous nous trouvons étrangers, et on nous le fait sentir. Dans le pays d'accueil, nous sommes étrangers parce que nous n'avons pas la nationalité française et parce que nous avons le teint basané. Prendre la nationalité française serait la meilleure solution. Beaucoup hésitent, dont moi-même, parce qu'il y a un divorce entre le fait d'avoir dans sa poche la carte d'identité française et la réalité des rues où notre « gueule » est celle d'un métèque.

France / Paris-région

LA B.D. DANS LA RUE

Belleville sous les crayons de Farid

Très tôt lecteur de Kiwi, Farid Boudjellal tombe amoureux de Blek le Roc. Depuis, il ne quitte plus ses crayons. L'Oud, son premier album de bande dessinée, vient de paraître en librairie. De Toulon à Belleville, les premiers pas, les premiers mots d'un jeune Français de famille algérienne.

Le cheveu noir frisé qui lui mange le front comme la barbe les joues, l'œil tout aussi noir, brillant, bouillonnant d'intelligence, la lippe généreuse, rouge, bien plus que gourmande, décidément, le visage de Farid Boudjellal est humour, espoir et vie.

Farid Boudjellal a aujourd'hui trente ans, la mauvaise habitude de dessiner toute la journée et le cœur grand comme la Méditerranée. Il est né à Toulon en 1953, dans la mansarde qu'habitaient ses parents ; mère algérienne, de Constantine, père algérien de mère arménienne. Sous un toit qui n'arrive pas à couvrir leur misère, dès huit mois, il attrape la polio. C'est le début d'une course de fond médicale, de maisons de repos en hôpitaux, éloigné du milieu familial, éloigné de l'école.

Ses études sont complètement perturbées. Sa mère, qui n'a pour tout bagage qu'une valise vide, le pousse sur les bancs de l'école primaire, où, déjà, il se fait remarquer : Farid est le seul barbu en C.M. 2. En dépit de tous les handicaps – sa polio fera de lui un boiteux, – il passe son certificat d'études, puis un C.A.P. de menuisier, un C.A.P. d'employé de bureau, un B.E.P. comptable et, pour finir avec le secondaire, au propre et au figuré, un bac G2, gestion comptabilité.

Sésame en poche, il entre à l'université. Trois mois de psycho, une journée d'histoire, un an de lettres pour se retrouver en deuxième année de socio-comptabilité à Grenoble. Il a alors vingt-cinq ans et l'envie folle de se livrer tout entier à sa seule vraie passion : le dessin.

Dans la mansarde de Toulon, où tout a commencé, Farid récupérait en cachette les vieux *Kiwi* abandonnés par son père. Fasciné par Blek le Roc, héros de bande dessinée, il fut pris de passion pour les crayons. Ce qui n'était alors qu'une démangeaison devint peu à peu un mode d'expression, une sorte de résistance aussi. Complètement autodidacte, il n'ira pas se forger un style dans une école d'art. A peine fera-t-il un passage aux cours du soir aux Beaux-Arts de Grenoble pour dessiner quelques nus, *« plutôt pour voir du cul que pour le dessin »*, ajoute-t-il malicieusement.

A ce moment-là, il crée ses premiers personnages, *les Dingues Digues*, qui séduisent les responsables de la revue spécialisée *Circus*. Ils y paraissent pendant deux ans en *comic strips* avant que d'être victimes du virage éditorial du magazine. En 1980, Farid donne naissance à un petit personnage, Abdullah, qui s'en va hanter en courtes histoires le *Charlie mensuel* de Wolinski. Il commence alors *l'Oud*, une vraie bande dessinée, dont les premières planches paraissent dans le dernier numéro de *Charlie* avant son rachat par Dargaud. Le nouvel éditeur refuse de passer la suite de la bande. Il trouve refuge auprès de Robial chez Futuropolis qui prend le risque de publier *l'Oud* dans la collection « Maracas », collection thématique très ouverte aux cultures venues d'ailleurs.

Robial prend bien un risque en faisant confiance à Farid Boudjellal. Quel accueil peut réserver le public à un auteur arabe qui raconte le quotidien des Arabes en France ? Des Arabes, tous ces déracinés des trente dernières années, mais aussi des beurs, leurs enfants, ceux qui aujourd'hui arrivent à maturité et qui ont inventé, à l'aide du verlan, ce cri de ralliement, beur, pour ne plus entendre *« raton » ou « melon »*. Beur, c'est le début d'une identité, d'une reconnaissance. Tous ceux-là qui ne sont plus tout à fait arabes et pas encore français, tous ceux-là qui prennent des coups des deux côtés de la Méditerranée, des coups au corps, au moral, et des coups au cœur aussi.



« L'Oud », *de Farid Boudjellal Ed. Futuropolis.*

Farid, venu s'installer à Paris il y a deux ans, s'est ainsi pris d'amitié pour José, un copain espagnol, et Roland, un copain antillais. Ils ont créé tous les trois un studio de dessin. L'un écrit les scénarios, l'autre crayonne, le troisième choisit les couleurs. Leurs travaux ont été publiés dans *Virgule* et *Pilote*.

La dernière rencontre de Farid remonte à l'automne dernier, moment où il a croisé le chemin de Larbi Mechkour, dessinateur comme lui, beur comme lui. *Les Beurs*, c'est le titre qu'ils ont donné à une bande dessinée par Larbi et écrite par Farid. Elle fera plonger le lecteur dans le Belleville d'aujourd'hui, hanté par ses populations immigrées, habité par toutes les passions, toutes les tensions d'un Paris terre d'accueil et d'un Paris qui se cherche, s'embourgeoise à coups de résidences léchées qui supplantent des taudis qui ne l'ont plus été depuis bien des années.

Il ne faudrait pas croire pour autant que *les Beurs* est une B.D. triste, une B.D. militante, une B.D. tract. Tout comme *l'Oud*, elle veut s'adresser à tout le monde, toucher les beurs bien sûr, mais encore tous les passionnés de dessin ; Farid et Larbi aiment à raconter de vraies histoires avec de vrais dessins et par-dessus tout beaucoup d'humour. Sans complaisance pour le passé, la famille et les traditions. Sans complaisance pour personne. Comme ils le disent eux-mêmes, ils ont des choses à dire que les gens ne sont pas habitués à entendre.

C'est parce que l'on attend qu'ils parlent enfin, c'est parce qu'ils parlent désormais que les beurs sont intéressants. C'est pour cela également que *l'Oud* est un événement, un tournant magistral. Mais qu'on ne se méprenne pas, ces beurs-là ne veulent pas faire la révolution, mais simplement faire ce qu'ils ont envie de faire, travailler dans les journaux d'ici, avec les éditeurs d'ici, forcer Paris à reconnaître leurs talents et devenir *« riches et célèbres »*.

OLIVIER SCHMITT.

PISTARDS

Six jours à Saint-Denis

Dans *l'Equipe* : *« Ce soir, à 20 heures, départ des quatrièmes Six jours de Saint-Denis, au vélodrome municipal, avenue de Stalingrad. »* Lundi. On fonce.

Où étiez-vous Robert Doisneau ? Vous n'aimez plus la banlieue et les fêtes de ces Parisiens des marges ? Des photos pour vous, Doisneau, de la pellicule toute vraie, nette, sans retouche. Pas les grands angles de Roland-Garros ni les portraits des maçons en gants blancs de la terre battue. Non, de l'authentique sur fond de tricolore, champêtre, amical, coloré.

L'accordéon dans le pot de moutarde, des frites qui tardaient à rôtir pour les fringales du soir, et cette grande fille blonde, cantinière en sentinelle, maîtresse du pain frais. Sur la piste, passait et repassait le souffle soyeux du peloton parti à la chasse au fuyard.

Plein air, le soir tombe. Il faudra le classer le vélodrome de Saint-Denis, surtout ne pas l'envoyer à la casse, ou alors le démonter et le mettre dans des caisses. Beau comme un manège. La pelouse, au centre ; sur la droite, le quartier des coureurs où jardinent les mécaniciens. Les commissaires, sur le pont supérieur des tribunes ; au promenoir, des défenses protègent les accoudés des guidons qui leur frôleraient de trop près les moustaches. Car on s'enthousiasme vite sur les bords du circuit, on vibre fort devant les exploits.

Six jours, entendons-nous : quelques heures d'efforts chaque jour tout au long d'une semaine, de 20 heures à minuit. Le temps n'est plus où l'on disputait l'épreuve sans interruption et où, à l'aube, on voyait des emmitouflés pédaler sur des machines à guidon relevé s'en allant, peinards, toucher leurs jetons de présence. Plus rapide, plus brutal, plus spectaculaire aussi.

Enchaîné à ses cale-pieds et à son pignon fixe, le pistard ne trouve son salut que dans des réflexes d'agilité dont il lui aura fallu sans doute payer cher l'acquisition. Malgré la sûreté et la clairvoyance – la prescience – de la route à suivre, des pailles s'installent sur la trajectoire. On ne chute pas souvent, mais bien.

Le vélo sous les étincelles ; peau qui brûle dans la glissade. Le béton comme une râpe. Il est mort. Pas vraiment. Il repartira une demi-heure, une heure après, sous les couleurs du mercurochrome, encore groggy, déjà redevenu vicieux pour faire payer à l'adversaire les maladresses du passé.

Tous ces artistes cavalent vers les pires dangers pour une passion : la bicyclette. A l'aise là-dessus, grande maîtrise. L'anneau carcéral sur lequel tournent nos prisonniers est moins muet de stratégies qu'il n'en a l'air. Avec son œil d'oiseau et son mollet réglé au quart de riposte, l'homme de piste donne l'impression d'une intelligence plus déliée que celle du routard. La petite troupe d'amateurs connaissait les règles, les combines, donnait de la prime pour encourager les efforts.

C'est la nuit. Frisquet pour l'échauffement de « l'américaine » (40 kilomètres ; cent soixante-dix tours). Les athlètes se sont mis des plumes sur le dos. Les lumières sont arrivées, modestes. Une grande heure de spectacle encore, de combats très vifs avec cette équipe danoise qui mène le train, des Belges dans leur sillage. C'est la Belgique qui coupera le fil. D'un poil.

Six jours de fête à Saint-Denis, dans un vélodrome d'un autre âge, en attendant l'ouverture du palais omnisports de Bercy et sa piste cycliste en bois du Cameroun, mais sans valse musette.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3474

HORIZONTALEMENT

I. L'une se contracte, l'autre donne l'aisance. Couvre une table ou un plat. – II. Peut se dire d'une femme ébouriffée. Possessif. – III. Personnel. Exprime le résultat d'un coup sur la table ou de plusieurs coups sur le zinc. Donner à d'autres ce qui nous a été confié. – IV. Ni catholique ni orthodoxe. Tel qu'on n'a jamais vu de semblable. – V. Préposition. Trace indélébile laissée par de nombreuses révolutions. Sortie en tapinois. Note. – VI. On découvre dans ses ouvrages plus de lignes que de traits. – VII. Non-savoir. Quand ils passent, on les prie souvent de repasser. – VIII. Evalue une capacité. Brisé et moulu. Plume évoquant une Chouette. – IX. Base de tout arbre généalogique. Personnel. Travaillai sens dessus dessous et cependant en bon ordre. – X. Electriseras l'atmosphère. Essences très inflammables. – XI. Trop chaude, elle peut se refroidir. On n'en croise jamais un seul à la fois. Ordinaire d'un jeune aspirant. – XII. Force invisible mais redoutable. Accélérateur pour moyen de transport tout terrain. Note. – XIII. Verbe qu'il n'est pas recommandé d'utiliser au mode pronominal. Précolombiens. – XIV. Prêt à porter. Puissant levier. – XV. Personnel. Jalon géologique. Epithète pas plus appréciée qu'il s'agisse d'une tête ou d'une cuisse.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I										■					
II											■				
III			■				■								■
IV									■						
V			■					■			■		■		
VI		■												■	
VII					■										
VIII						■						■			
IX				■			■								■
X	■														
XI						■				■					
XII		■				■							■		
XIII									■						■
XIV						■		■							
XV			■				■							■	

VERTICALEMENT

1. Fidélité qui, au pluriel, peut mener à l'infidélité. Terre fertile. – 2. Dressée à la mémoire d'un allongé. Celui de Rameau a été enfanté par Diderot. Base d'envol de mini-missiles. – 3. Bagage inconnu des ânes. Capital et suscitant un certain intérêt. – 4. Qu'il soit de droite ou de gauche, son objectif est en face. La bonne est plus appréciée que la belle. – 5. Contre-attaquer. Mettre des effets en circulation. – 6. Agir de telle sorte de n'avoir plus de goût à rien. Rêve sans queue ni tête. – 7. Non d'un petit bonhomme. Quotidien du matin. Rongeur domestique. – 8. Produit d'ouvrières dirigées par des cadres. Ne se fait pas une image exacte des choses. – 9. Temps de cuisson. Athénien de bonnes relations. Partie de l'Asie. – 10. Exercices de corde impliquant un rétablissement. Certains y prennent des gants pour s'expliquer. – 11. Préposition. Sans lui, Giraudoux n'aurait pu écrire une de ses œuvres. Dépouille de l'innocente brebis. – 12. Telle une rosse ayant pris le mors aux dents. Boléro qui n'est ni espagnol ni de Ravel. – 13. Le ver en est dépourvu, les vers en ont et les verres, parfois. Usait de ficelles pour mieux entortiller. Plus sûrement rentable pour le cultivateur que pour le spéculateur. – 14. La rançon de la gloire. Epithète pour une très chère amie. – 15. Préposition. Amère ou sucrée selon le lieu de dégustation. Manche ne manquant pas de reprises. Personnel.

Solution du problème n° 3473

Horizontalement

I. Baguettes. – II. Odyssée. – III. Ulm. Lac. – IV. Tenailles. – V. Orale. Ur. – VI. Stupre. – VII. Note. Lire. – VIII. Inertes. – IX. Éd. Ecimes. – X. Ring. Némo. – XI. Etiole. SM.

Verticalement

1. Boutonnière. – 2. Adler. On-dit. – 3. Gymnaste. Ni. – 4. Us. Alter ego. – 5. Essieu. TC. – 6. Té ! Pleine. – 7. Tellurisme. – 8. Aérer. Ems. – 9. Sacs. Epsom.

GUY BROUTY.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Deux foires parisiennes – dont les origines remontent au Moyen Age – accordent aux forains une franchise de vente ; leurs traditions se sont maintenues aux approches de l'été.

● La foire Saint-Laurent, près de l'église du même nom, aujourd'hui le long des grilles de la gare de l'Est, aligne ses petites baraques à côté des manèges et des marchands de frites : c'est sans doute la brocante la moins chère de Paris : breloques à 5 F, syphons bleus à 180 F, couverts en métal argenté à 210 F les six, livres reliés à 80 F, curiosités, croûtes, gravures et tuyaux de poêle (jusqu'au 27 juin).

● Plus bourgeoise, la foire Saint-Germain, installée place Saint-Sulpice, réunit une centaine d'antiquaires et de brocanteurs : petits meubles XIXᵉ, sièges en rotin, pot à eau 1930 (450 F), chaises cannées (750 F), lampes à pétrole (à partir de 300 F), argenterie XIXᵉ (timbales à 500 F), faïences de Creil (180 F), petits bijoux, nippes (robes d'été à 150 F). Nombreux spectacles pour les enfants, cirque, théâtre forain... et buvette-restaurant sous les ombrages des marronniers. (Tous les jours de 11 heures à 20 h 30, jusqu'au 21 juin. Théâtre jusqu'au 1ᵉʳ juillet.)

Par l'autoroute de l'Ouest, à *Mantes-la-Jolie (78)*, le centre commercial du Val-Fourré rassemble antiquaires et brocanteurs jusqu'au 26 juin.

Nombreuses ventes aux enchères le dimanche 19 juin autour de Paris : belle collection de faïences fines de Creil, Choisy et Montereau à Enghien ; meubles, tableaux et art populaire à Senlis ; meubles classiques et régionaux aux Andelys ; armes anciennes à Provins ; meubles et objets des hautes vallées alpines à Melun (instruments le matin à 10 heures, meubles, barattes et moules à beurre à 14 heures) ; faïences XVIIIᵉ et monnaies à Lyons-la-Forêt ; Extrême-Orient à Verrières-le-Buisson ; et plusieurs ventes à Versailles : la plus classique au Palais des congrès (tableaux anciens, meubles XVIIIᵉ estampillés, tapisseries) ; cadres anciens (à 11 heures), meubles, tableaux modernes à l'hôtel des Chevau-légers, ainsi qu'à la galerie des Chevau-légers (Alexander, Bauchant, Boudin, Capiello, Cocteau, Hambourg, Pissarro, Ziem, etc.).

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 JUIN

« Basilique Saint-Denis », 14 h 30, entrée (Caisse nationale des monuments historiques).

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 h, métro Jacques-Bonsergent (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

MARDI 21 JUIN

« Coulisses de l'Opéra », 13 h 15, vestibule (Caisse nationale des monuments historiques).

« Mosquée », 15 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (*Résurrection du passé*).

CONFÉRENCES

LUNDI 20 JUIN

14 h 45, 23, quai de Conti, N. Grimaldi : « Tendances actuelles de la philosophie » (Académie des sciences morales et politiques).

MARDI 21 JUIN

17 h 30, 6, *rue Ferrus*, *A. Rouquié* : « Les crises en Amérique centrale » (IFRI).

19 h 30, 9 *ter*, rue Auguste-Barbier, L. Geerincks : « La nouvelle mathématique ».

20 h 45, rue des Ecoles, Michelet, H. Chédorge : « Le retour de l'âme musicienne : ressources oubliées de la voix. Ressources ignorées de la langue française » (RAM).

A CERGY-PONTOISE

Protestation contre le projet de prolongation d'une voie de chemin de fer

Les associations du Val-d'Oise sont mécontentes. Elles estiment que le projet qui consiste à prolonger la voie de chemin de fer de Cergy-Pontoise à Cergy-Saint-Christophe porte une atteinte grave à leur cadre de vie. Cette ligne passera en effet à une cinquantaine de mètres des quelque cinq cents logements du quartier des Heuruelles-Brunes.

Reliée à Saint-Lazare par une première gare ouverte à Cergy-Pontoise en 1979, la ville nouvelle inaugurera en 1984 une seconde gare à Puiseux dans le quartier Cergy-Saint-Christophe. Six kilomètres séparent les deux stations. Grâce, notamment, aux associations de défense, la première partie de la ligne sera couverte pour réduire les nuisances et le bruit. Les travaux sont en cours. Mais à mi-chemin du parcours, au débouché du tunnel, le quartier des Heuruelles verra *« sous ses fenêtres passer des trains à 90 kilomètres à l'heure dans un sens et à 120 à l'heure dans l'autre sens »*, expliquent les riverains. La fréquence sera d'un train toutes les six minutes et cela à quelques mètres du boulevard de l'Oise, un des axes routiers les plus chargés de la ville nouvelle.

Les riverains ont demandé une audience aux responsables de l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise, à M. Alain Richard, député (P.S.) de la circonscription, et à M. Pierre Salvi, sénateur (C.D.S.) et président du conseil général. *« Nous ne partons pas battus*, explique M. Jacques Lamy, un des riverains, *mais nous avons conscience que si nous n'agissons pas maintenant, ce sera bientôt trop tard. La ville nouvelle est bien faite, mais la voie ferrée a été conçue dans le flou. Elle aurait dû passer vers Osny, à 400 mètres d'ici, et elle n'aurait gêné personne »*.

Aujourd'hui, les riverains de la ligne S.N.C.F. sont bien déterminés à ne pas se laisser faire. Si on refuse les entendre, c'est au président de la République, lui même, qu'il demanderont d'écouter leurs doléances.

JACQUELINE MEILLON.

Culture

LES PROGRAMMES DE TF 1 POUR LES MILITAIRES FRANÇAIS A BERLIN

Soutenir le moral des troupes

Quelque douze mille Français vivent aujourd'hui à Berlin-Ouest. La moitié d'entre eux, civils et militaires, appartiennent au gouvernement militaire de Berlin (G.M.B.), les autres ont choisi de vivre sur les bords de la Sprée. Mais isolée dans cet îlot étanche, la population française bénéficie d'un privilège unique sur les autres communautés de Français à l'étranger : celui de vivre au rythme de la France grâce à la retransmission des programmes de France-Inter et de TF 1.

De notre envoyée spéciale

Berlin. — Quelle insolence tout de même ! Quel irrespect des choses établies ! Elles se moquent de tout et rien ne les arrête. Elles se jouent des frontières, des zones diplomatiques, des accords politiques. Elles font même fi du mur, coupure obscène à l'intérieur de la ville ; des remparts qui l'entourent et des observatoires ; des miradors et des barbelés ; des patrouilles régulières, des chars et des radars ; des régiments anglais, russes, américains et français. Elles sont libres comme l'air, et bien malin qui pourrait les capter pour les emprisonner : on ne tue pas une onde. Tout au plus on la brouille. Berlin en sait quelque chose qui voit se croiser sur son territoire signaux d'Est et d'Ouest, gommant les cicatrices et accidents de l'histoire que plusieurs décennies se sont évertuées pourtant à maintenir et à rappeler.

La télévision de la République fédérale, qui couvre allégrement l'ensemble des deux Allemagnes, ne confond-elle pas en un même public les deux nations artificiellement séparées ? A l'inverse, la R.D.A. se soucie-t-elle des images que, en arrosant son propre territoire, elle déverse au passage sur l'îlot berlinois ? Le match entre les deux blocs délimités par le mur est, il est vrai, bien inégal. Car si les Berlinois du secteur ouest de la ville ne jettent qu'un regard amusé, un brin condescendant, sur les programmes de R.D.A. les habitants d'Allemagne de l'Est, eux, sont assidus aux programmes occidentaux, au détriment de leurs deux chaînes nationales. Une confrontation irritante pour les autorités de la R.D.A.

La preuve que la vie continue...

Mais le paradoxe berlinois va plus loin, et le spectacle offert par un écran de télévision illustre mieux que tout l'enjeu stratégique de cette ville-symbole, carrefour où se côtoient et où s'affrontent les idéologies. L'expérience est passionnante. On choisit un quartier très central (disons le secteur anglais), un poste équipé d'une bonne antenne TV (préalable obligatoire pour la plupart des récepteurs), et l'on reste médusé devant la succession des huit chaînes, aux visions du monde si variées.

Il y a d'abord les trois chaînes ouest-allemandes (deux nationales et une régionale), les deux stations d'Allemagne de l'Est, lesquelles diffusent chaque jour, en version originale (!), des émissions et téléfilms soviétiques, et puis les trois chaînes des forces d'occupation alliées : la plus riche, l'A.F.N. (American Forces Network), allie à un système de cassettes enregistrées aux Etats-Unis à l'intention des forces à l'étranger des émissions réalisées localement dans un studio militaire sophistiqué.

La plus informée, la B.F.S.B. (British Forces System in Berlin), reçoit chaque jour en direct de Londres le bulletin d'information des deux principales chaînes (B.B.C. et I.T.V.), plus un programme de la B.B.C. préenregistré pour l'armée du Rhin ; enfin, la moins riche, mais la seule qui puisse bénéficier d'un relais quotidien et direct de la télévision nationale, la F.F.B. (Forces françaises de Berlin), simple retransmission des programmes de TF 1 : trois heures tous les soirs, davantage en fin de semaine, et exceptionnellement, quelques retransmissions de grands événements sportifs.

Enjeu politique et culturel ? *« Avant tout, condition essentielle au bon moral des troupes »*, dit-on au gouvernement militaire français, en rappelant que seule la présence des militaires français justifie la diffusion, à très faible puissance, des programmes alliés, Berlin étant alors considérée comme une excroissance de leur territoire respectif.

« Le médecin du régiment fut le premier à noter l'influence bénéfique de la télévision sur l'état de santé physique et morale des militaires et de leur famille, raconte un capitaine. *C'est un moyen de distraction — il y a des récepteurs dans tous les postes de garde, — mais aussi un sujet de conversation et un lien évident avec la famille ou les amis restés en France.*

Les avis convergent. *« La télévision française en direct tous les soirs,* explique la jeune femme d'un officier, *c'est la preuve que la vie continue. A Brest, à Paris... ou à Berlin. C'est le sentiment d'une grande permanence, et donc l'incitation à ne plus considérer cet exil temporaire comme une simple parenthèse. C'est enfin la possibilité pour les enfants de militaires de partager avec les gosses du même âge un minimum de culture, de souvenirs, de points de repère communs, qui les empêchent de se sentir déconnectés à leur retour en France. »* Diable ! Voilà des conséquences auxquelles ne s'attendaient sans doute pas les responsables des programmes de TF 1. Avaient-ils seulement pensé une fois à cette poignée de téléspectateurs parmi les plus fidèles de la chaîne ?

Français... ou francophones ?

Mais voilà. Autrefois peu coûteuse, l'opération s'annonce aujourd'hui ruineuse pour le G.M.B., dont les ressources fournies par le gouvernement ouest-allemand ne suivent pas forcément l'augmentation des charges. Or, après avoir doublé en 1983, voici que le prix de retransmission des émissions de télévision s'apprête à quadrupler. Une hausse que le gouvernement de Berlin-Ouest se sait incapable d'assumer. Un coupable ? Certes pas TF 1, qui ne réclame annuellement à Berlin-Ouest qu'une somme modeste et forfaitaire de 50 000 F. Plutôt deux coupables. Deux satellites.

Le premier, O.T.S., a pris, en janvier 1983, le relais du satellite expérimental *Symphonie* avec lequel avait été lancée l'opération et qui n'exigeait que 450000 F annuels pour l'exploitation de la station de Pleumeur-Bodou. Son utilisation a nécessité la mise en place, dans le secteur français de Berlin, d'une antenne réceptrice d'une valeur de 55000 F, et a coûté au G.M.B., pour l'année en cours, 1 million de francs. Cet arrangement n'est cependant que provisoire, puisqu'en janvier 1984 E.C.S. succédera à son tour à O.T.S., entraînant la hausse du coût de l'antenne (80000 F) et celle du coût de l'utilisation du satellite qui passera à 4 millions de francs.

Inquiétude du gouvernement militaire. Panique dans la communauté française. Réponse apaisante de M. Jacques Boutet, directeur des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay, qui affirme hors de question de *« laisser tomber les Français de Berlin »*. Petit coup d'œil vers le ministère de la défense, et vers M. Charles Hernu. Appel aussi au ministère des P.T.T... Rien pourtant qui puisse tout à fait rassurer la « colonie » française de Berlin à qui l'on promet des programmes plus « francophones » qu'exclusivement français.

Plusieurs fois retardé, le lancement de l'opération francophone conçue à l'origine par le prédécesseur de M. Boutet, M. Jacques Thibau (*le Monde* du 3 novembre 1982), est en effet prévu pour le mois de janvier 1984 et permettra alors à l'ensemble des câblodistributeurs européens de recevoir gratuitement, par l'intermédiaire d'E.C.S., une sélection des meilleurs programmes français, suisses et belges.

Une expérience intéressante qui préfigure ce que pourrait être à l'avenir la chaîne francophone d'un satellite européen. Mais une hypothèse qui n'enthousiasme guère les Français de Berlin, attachés au direct et à la simultanéité de la diffusion en France et à Berlin.

A moins, comme l'envisage le Quai d'Orsay, qu'on leur propose de surcroît le journal télévisé de TF 1. A moins aussi que cette expérience soit pour eux l'occasion de s'ouvrir davantage aux émissions de télévision étrangères (le câblage en cours de Berlin-Ouest devrait multiplier les possibilités de choix). Le choc ne sera pas trop rude : après l'interruption momentanée du feuilleton américain « Dallas », dont une chaîne a déjà diffusé cent cinquante épisodes, son frère jumeau « Dynasty » fait à son tour les grandes heures de la télévision ouest-allemande... On ne saurait rêver moindre dépaysement !

ANNICK COJEAN.

Alain Souchon : « On avance »

Il a pris son temps, il est allé se promener sur les écrans de cinéma, il a frayé avec des compositeurs qui ne lui étaient pas familiers, et le revoilà : le nouvel album d'Alain Souchon s'appelle « On avance »...

Alain Souchon n'avait pas publié d'album depuis deux ans et demi. En 1980, *Rame* avait été enfanté avec beaucoup de douleurs, juste avant une série de spectacles à l'Olympia. Et puis il y avait eu le silence coupé par une belle chanson *(Somerset Maugham)*, et caché en partie par trois films tournés l'un après l'autre *(Je vous aime ; Tout feu, tout flamme ; l'Été meurtrier)*.

Toujours avec sa manière de s'arrêter à mi-chemin du rêve, d'être à la fois angoissé et décontracté, Souchon s'est heurté durant ces deux ans et demi à sa lenteur naturelle, à une nécessité intérieure de courir après les mots et les notes en prenant son temps, mais aussi aux difficultés d'une collaboration avec Laurent Voulzy, son compositeur habituel, qui n'arrivait pas à finir son propre album. Plusieurs fois de suite, Souchon et Voulzy sont partis ensemble quinze jours à la campagne, à l'hôtel, ou dans une maison louée sans rapporter une ligne ou une note. « *Sans Voulzy,* dit Alain Souchon, *j'ai été un peu paumé, j'ai reculé trois fois mon passage à l'Olympia. Et puis, finalement, ça m'a bousculé !* Souchon est allé chercher Louis Chedid, Michel Jonasz, David McNeil et a découvert Yves Martin, un compositeur et un arrangeur avec qui il a notamment imaginé une chanson sur la vie qui tourne, *Lennon Kaput Valse* :

« Les caresses et les baisers par dix
Qu'on voulait dans les années 70
Abandonnés dans les camions
Le long des routes,
N'en parlons plus déjà bon.
Lennon Kaput.
Les p'tits babas, les luberons, les [ploucs
Piégés dans l'rêve aux tifs trop [longs.
L'vieux look.
J'aimais bien l'ridicule discours
Qu'ils faisaient.
C'était d'l'amour qu'ils « ima[gine ».
Imaginaient.
Tu sais, j'sens bien que j'prends [la tasse
A chanter mes regrets sur une [valse. »

Sous le titre ironique *On avance*, le nouvel album d'Alain Souchon contient encore ce mélange d'humour, de tendresse et de douceur, de désarroi, de légère folie et de dérision. La voix toujours fêlée, Souchon chante :

« On est si beaux, si beaux
Pourquoi voulez-vous qu'à la fin [au bout
On meurt
On est si beaux, si beaux
Pas d'raison majeure pour ce [grand malheur
Qu'on meurt
On est si beaux
Tellement, tellement, tellement [beaux. »

« L'écriture de mes chansons, dit Souchon, *a un peu changé. C'est toujours mélancolique et plein de doutes, mais c'est aussi plus simple, pas maladif. Je me sens bien aujourd'hui avec mon boulot de faiseur de chansons. J'ai trente-neuf ans. Ça commence à compter, mais ça ne me fait rien. Ce qui m'a miné, ça été d'avoir trente ans.*

» J'aime le swing élégant façon Roxy Music. J'aime que les mots participent au mouvement de la vie, que les codes du langage se modifient, que des termes anglais viennent bousculer un peu l'ordre des choses. Je suis heureux du jeu de société que je viens d'avoir avec plusieurs compositeurs. C'est gai et ça me donne des chansons sur des musiques aussi différentes qu'une valse, une mélodie funky et une autre plus simplette. Et je suis content que tout se passe comme ça... »

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Album RCA PL37798.

Stevie Winwood en solo

C'était il y a quatorze ans, un après-midi de juin à Hyde Park. Une mer de visages tout jeunes écoutait un des premiers festivals rock...

Le climat était heureux. Prise de parole, prise de musique : le festival affirmait une génération, sa liberté de s'exprimer. Sur scène, il y avait Stevie Winwood, Eric Clapton, Ginger Baker et Rick Grech, qui venaient de former un « supergroupe », le Blind Faith, dont l'album était un énorme succès. Quelques mois plus tard, après une tournée américaine chaotique, les quatre musiciens se séparaient.

Stevie Winwood avait alors vingt et un an, mais toute une légende était déjà derrière lui. A seize ans, il avait été le chanteur, guitariste et harmoniciste du Spencer Davis Group. Il avait impressionné par sa voix prodigieuse, dans la tradition soul, claire, éclatée, toute en émotions contenues, par sa puissance d'organiste, par sa musique aux confins du blues, explorant le son, le rythme, par son goût du travail exécuté à la perfection. Winwood avait quitté le Spencer Davis Group — qui s'était vite disloqué après — en 1967 pour former Traffic, et il avait élargi sa musique qu'il situait à présent entre le jazz, le rock et le folk. Plusieurs fois mis en sommeil, plusieurs fois reconstitué, toujours avec le musicien et parolier Jim Capaldi, Traffic possédait son propre univers. Les solos se mêlaient, s'imbriquaient, s'intégraient, et Stevie Winwood lui-même jouait de magnifiques improvisations au piano.

L'aventure du Blind Faith correspondait à la personnalité de Stevie Winwood, à sa versatilité. De cette rencontre, il conservera le très beau titre *Sometimes I feel so ininspired* et repartit à la recherche d'autres contacts, d'autres expériences, d'autres fusions, travaillant dans les studios derrière un synthétiseur ou se retirant brusquement à la campagne et restant plongé dans de longs temps de silence.

Peu expansif, secret même, Stevie Winwood a subi la loi de son exigence, d'un désir d'approfondissement et d'élargissement permanent et, sans doute aussi, les avatars d'un travail en studio et de l'extrême sophistication.

Après s'être engagé dans les années 70 dans de multiples projets musicaux, Stevie Winwood a pris un nouveau tournant avec ces trois derniers albums : *Stevie Winwood, Arc of a diver* et *Talking back to the night,* tous publiés chez Island. Winwood a choisi une carrière en solitaire — allant même dans certains albums jusqu'à n'utiliser aucun autre musicien et jouer tous les instruments.

Quelque temps étouffé par les incidents de sa trajectoire, Stevie Winwood a de nouveau mobilisé son énergie — en collaboration avec le parolier Will Jennings. Et, après huit années d'absence, il revient sur scène dans le cadre d'une tournée à travers l'Europe, accompagné par James Hooker au piano, Fernando Saunders à la basse, Bobby Messano à la guitare, Eric Parker à la batterie et Carol Steele aux percussions. Au Palace, le 21 juin, Winwood sera lui-même à la guitare et aux claviers avec un son planant, lyrique — non dénué d'une certaine grandiloquence parfois, — et son beau phrasé noir. — C.F.

Les musiques expérimentales à Bourges

Cent soixante œuvres, dont vingt en création mondiale et soixante en création française, cent trente compositeurs venus de vingt-six pays... à raison de trois concerts par jour en juin, le programme du treizième Festival international des musiques expérimentales de Bourges s'adresse aux appétits solides.

Y passer un soir revient à tremper le bout des pieds dans la mer : cela ne suffit pas pour prendre sérieusement la température du bain de sons dans lequel les Berruyers ont pris l'habitude d'aller s'immerger chaque année, sous la double conduite de Françoise Barrière et de Christian Clozier, et avec l'assentiment tacite de Jacques Cœur, qui prête son palais.

Le programme de la journée est immuable, il ne souffre aucun manquement. Couché à l'aube, le festivalier scrupuleux doit se lever aux aurores ou peu s'en faut, afin d'être à 11 heures à la conférence-rencontre où se retrouvent les artistes et les compositeurs qu'on a entendu la veille. A 14 h 30, des *ateliers-rencontres* conduits par des animateurs spécialisés proposent au public *« une approche active et dynamique de réalisation et d'écoute des musiques expérimentales »*. A 15 heures, *concert à la carte :* les compositeurs présents échangent leurs points de vue et disposent d'un matériel de sonorisation leur permettant d'assurer la diffusion de leur musique. Le concert de 18 heures arrive vite ; il est consacré aux musiques et recherches de groupes ou de *centres français, puis étrangers.*

A 21 heures, concert en plein air dans les jardins ou dans la cour du palais Jacques-Cœur. Le concert de 23 heures se déroule en salle ; il est plus particulièrement voué aux parcours d'auteurs, solos, expérimentations, recherches instrumentales et dispositifs diversifiés. Après cela, il faut encore aller dîner, et les propos de table ne cessent qu'avec le chant de l'alouette.

Pour quelques heures, la cité redevient étrangement calme : les synthétiseurs perdent la mémoire, les haut-parleurs détendent leurs membranes fatiguées et les consoles ne clignotent plus que d'un œil. Dans son sommeil, le compositeur écoute les musiques qu'il n'écrira jamais tandis que le critique décrit, en rêve, des œuvres qu'il n'entendra nulle part ; seul le public dort à poings fermés.

Le premier concert de la soirée, le 9 juin, était réservé aux œuvres du lauréat du onzième Concours international de musique électroacoustique de Bourges, distinguées parmi cent quatre-vingt quinze envois par un jury de spécialistes réunis en avril dernier. Il n'est pas possible d'évoquer ici chacune des neufs compositions retenues — retransmises ultérieurement par seize chaînes de radio, dont France Culture, on pourra aussi les entendre à l'IRCAM, le 3 février 1984, — mais il faut, au *moins, signaler la réussite d'Indide,* du jeune compositeur allemand Michael Obst, réalisé au Studio de musique électronique du Conservatoire de Cologne, dont les vastes proportions et les détours de la forme, avec de belles articulations et un sens de l'*écriture sonore*, tranchaient sur le reste du programme.

En comparaison, *Vortex*, du Néo-Zélandais Denis Smalley, qui a également obtenu un premier prix, semblait beaucoup moins élaboré. Il est permis de préférer *Klang*, de Jonty Harrison (Grande-Bretagne) qui s'est mis à l'écoute de cocottes en terre aux résonances inattendues, ce qui lui a valu un deuxième prix. Ou *Chréode I*, de Jean-Baptiste Barrière (France), réalisé à l'IRCAM, deuxième prix également, qui obtient de curieux effets de chœurs dans un climat passablement angoissant grâce à l'ordinateur, dont les mille voix synthétiques ne connaissent pas de limites.

Le concert de 23 heures constituait la seconde partie d'un hommage à Vladimir Ussachevsky, compositeur d'origine russe né en Chine en 1911, établi aux Etats-Unis depuis 1930, et qui devait être l'un des pionniers de la musique sur bandes, puisqu'il fonda, avec Otto Luening, en 1952, le Studio de l'université Columbia à New-York. La démarche créatrice de Vladimir Ussachevsky, loin de se limiter à la recherche *électroacoustique*, a *toujours* accordé une place importante à la musique instrumentale, comme en témoignaient les trois pages assez brèves qu'il a présentées le 9 juin.

La dernière, *A novelette for Bourges*, dont c'était la création, associait au piano un instrument électronique à vent muni de clefs et de pédales, capable d'imiter le piccolo, la clarinette ou le tuba de façon plus surprenante que réellement convaincante. D'une écriture assez rigoureuse, comme on sait l'être sur la côte est des Etats-Unis, mais sans sécheresse, ces petites pièces n'offraient qu'un reflet assez pâle de la personnalité de leur auteur.

En revanche, les trois œuvres de Faye Ellen Silverman, inscrites au même programme, témoignent chez cette jeune compositrice d'une sûreté de plume, d'un sens de la musique de chambre et d'un souci d'expression qui sont le privilège des artistes qui ont réellement quelque chose à dire. On aimerait en savoir mais si le programme reste muet la musique parle à sa manière.

GÉRARD CONDÉ.

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MAURICE BAQUET - Espace Gaîté (327-13-54), sam. 20 h 30.
DARLING DARLING - Déjazet (887-97-34), sam. 21 heures.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 20 h 30, *dim. 14 h 30 et 20 h 30* : Intermezzo.

CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer sam. 18 h 30 : Aldebert le botaniste ; Grand Théâtre sam. 21 h 30 ; dim. 15 h : le Prince travesti.

ODÉON (325-70-32), relâche.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.

TEP (797-96-06), relâche.

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma-vidéo : sam., dim. 13 h : Pickle Family Circus ; à 16 h : introduction à la musique contemporaine nº 3 : « Répétition et différence » ; à 19 h : Possum living ; sam. 15 h : Bonjour Monsieur Manet ; sam., dim. *18 h : Hollis Frampton : collections du N.N.A.M.*.

THÉÂTRE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Ballet du grand théâtre de Genève.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam., 16 h et 21 h : les Oiseaux.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) sam. 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil.

ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10) sam. 20 h 30, dim., 17 h : le Deuil éclatant du bonheur ; Prélude à K. Mansfield.

ATELIER (606-49-24) sam. 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.

ATHÉNÉE (742-67-27), sam., 16 h : Kean.

CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil (374-24-08) sam. 18 h 30 ; dim. 15 h 30 : La Nuit des Rois ; Épée de bois (808-39-74), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Patience... patience dans l'azur. – Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30 : la Débutante.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), sam. 20 h 30 : Roman Rock à l'heure du thé.

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46), sam. 20 h 30 : Lit vers Léthé.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie sam. 20 h 30 : Dialogue de l'arbre. – Resserre sam. 20 h 30 : la Musica. – Grand Théâtre sam. 20 h 30 : Roméo *et Juliette*.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45, sam. 19 h 45 et 22 h : Pauvre France.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté.

DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h : Un canapé-lit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 20 h 30 : Mourir à Colone.

ÉDOUARD-VII (742-57-49) sam. 21 h, dim. 15 h : Joyeuses Pâques.

ELDORADO (208-45-42), sam. 15 h 30 et 20 h 30, dim., 15 h 30 : Théâtre de Bouvard.

ESCALIER D'OR (523-15-10), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Abraham et Samuel ; sam. 22 h, dim. *14 h 30 : la Sonate de* Belzebuth.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam. 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; dim. 17 h 30 : la Mouette.

FONTAINE (874-74-40) sam. 20 h 30 : S. Joly.

GALERIE 55 (326-63-51), sam. 21 h : Play it again, Sam.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; *20 h 30 : la Leçon* ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Amours de Nell.

JARDIN D'HIVER (255-74-40) 21 h, sam. 16 h : 21 h : Transat.

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim., 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. sam. 18 h 30 : Stella Memoria ; 20 h 30 : les Mystères du *Confessionnal* ; 22 h : Jeu même. – II. sam. 20 h 30 : Milosz. – Petite salle sam. 22 h 15 : Permis de séjour.

MADELEINE (265-07-09) sam. 20 h 45, D., 15 h : l'Amour fou.

MARAIS (278-50-27) sam. 20 h 30 : le Plaisir berlinois.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) sam. 21 h : la Surprise.

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 15 et *21 h 30, dim., 15 h 30* : On dînera au lit.

MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 21 h, dim. 15 h : R. Devos. – Petit Montparnasse sam. 21 h 15, dim., 16 h : l'Astronome.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 21 h, dim., 15 h : l'Entourloupe.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 21 h ; dim, à 17 h : Opéra-Louffe.

PLAISANCE (320-00-06), sam. 20 h 30 : Le Musée noir de Valia Angel.

POCHE (548-92-97), sam. 21 h : Vera Baxter.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Il signor Fagotto.

SAINT-GEORGES (878-63-47) sam. 20 h 45 : Six heures au plus tard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Fauteuil à bascule.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) I. sam. 22 h, dim. 15 h : l'Écume des jours. – II. sam. 20 h 30 : Huis clos ; sam., dim. 15 h : Fin de partie ; sam. 22 h : Voiles de silence (spectacle poétique).

TEMPLIERS (272-94-56), sam. 20 h 30 : Robinson Crusoé.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) sam. 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU LYS (327-88-61), sam. 20 h 30, Dim. 15 h : Le Monte-Plats.

THEATRE NOIR (346-91-93), sam., dim. 20 h 30 : l'Ivrogne dans la brousse. – II. *sam., dim. 20 h 30 : A petit feu de chagrin.*

THÉATRE 13 (588-16-30), sam. 20 h 30, dim., 15 h : le Piège de Méduse.

THEATRE 18 (226-47-47) sam. 20 h, Dim. 16 h : Vous avez dit bizarre : Aller simple.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55) sam. 20 h 30, dim., 17 h : l'Opéra de quat'sous.

THÉATRE DU RELAIS (358-13-37), sam. 20 h 30 : Hedi.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). – Petite salle sam. 20 h 30 : Joséphine, la cantatrice.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48) sam. 21 h : J. Charby : Pour de rire.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : les Dix Petits Nègres.

UNION (770-90-94) sam. 20 h 30, Dim. 17 h 30 : Vol au-dessus d'un nid de coucou (en anglais).

Les festivals

XXe FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)

HOTEL DE BÉTHUNE-SULLY, sam. 21 h 30 : Othello.

CENTRE CULTUREL DE WALLONIE-BRUXELLES, *sam. 20 h 45* : Vingt minutes d'entracte.

CARREAU DU TEMPLE, sam. 21 h 30 : Vitrines.

TH. ESSAION I, sam. 18 h 30 : Un mari à la porte ; 20 h 30 : Le nô de Saint-Denis ; 21 h 45 : Sally Mara ; II : sam. *21 h 15* : Bertrand *strip-tease*.

PLACE DU MARCHÉ-SAINTE-CATHERINE, sam. 19 h 30 : Traction à vent.

CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUVAIS, sam. 20 h 30 : la Crapotte ; à 22 h : les Mots qui penchent.

FESTIVAL DE L'ILE DE FRANCE (723-40-84)

PROVINS, *Église, sam. à partir de 15 h* : Orchestre de chambre de Fontainebleau, dir. Merle-Portales (Dandrieu, Purcell, Vivaldi).

PARIS, Pont-Neuf, dim. à partir de 14 h 30 : orchestre de chambre J.F. Paillard, dir. J.-F. Paillard (Couperin, Grieg, Holberg).

VIIe SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-60)

Hôtel de Saint-Aignan, sam. 21 h : Ensemble Rameau (J.-S. et C. Ph. E. Bach) ; dim. 21 h : H. Le Floch, G. Pludermacher (Leclair, Fauré, Debussy).

PRINTEMPS DE LA *JEUNE CRÉATION* (Quartier des halles) (547-50-85)

THÉATRE : Th. de l'Épicerie, sam., dim. 20 h 30 : Café-Théâtre.

DANSE : Espace de l'Horloge, sam., dim. 18 h 30 et 20 h 30 : Cie Signans, Gwall V., Catala-Lemosof, Rubens Dance Guillaumies, Boa productions-M. Lelièvre-Frédéric, M.O.T.U.S. Danse, Ramdam.

MUSIQUE : Galerie des Lombards, sam., dim. 20 h 30 : Samarkand Djinn concept.

FOIRE SAINT-GERMAIN

Salle des Fêtes de la Mairie, sam. 20 h 45 : Le Plaisir de rompre - Le Pain de ménage ; dim. 20 h 45 : Comme dit monsieur.

Place Saint-Sulpice, sam. 15 h : le Puits aux images.

Devant la mairie, dim. à partir de 11 h : Carnaval des enfants.

FÊTES DU PONT-NEUF

Place Dauphine, sam. 14 h 30 : M. Solal ; 16 h : A. Alexandre, M.-F. Burkhalter, percussions du Mali ; 17 h 30 : Bastien Bastienne ; *20 h 30 : Séance friction* ; 22 h : C. Renard ; 23 h : Feux d'artifice ; dim. 14 h 30 F. Jeanneau ; 16 h : voir FIF ; 17 h 30 : Banda Osiris ; 20 h 30 : Urban Sax ; 22 h : Nederlands dans theater.

JOUR DE FÊTE SUR LA BUTTE (580-95-49)

Sam. : Culture au quotidien présente à partir de 12 h : chant, danse, musique, jazz, *folk, etc.* ; à 17 h : Paco Ibanez.

Les concerts

SAMEDI 18

LUCERNAIRE, 19 h 45 : J. Hars, M. Marchesini, M.-Cl. Chevallier (Ibert, Rachmaninov).

HOTEL HÉROUET, 20 h 45 : Cl. Lefebvre, L. Poulain (Telemann, W.-F. Bach, Mozart...).

FIAP, 20 h 30 : Ch. Grasser (Rameau, Brahms, Schubert...).

ESPACE-GAITÉ, 22 h : A. Kremski (Gurdjieff, Hartmann, Scriabine).

THÉATRE CONSTANCE, 20 h 45 : M. Ivanissevich, G. Rebours, F. Cadour.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 16 h 30 : Musique traditionnelle du Laos ; *Auditorium 105, 18 h 30 : M.-*A. Nicolas, A. Cazalet, J.-P. Arnaud, M. Levinas (Berg, Danzi, Reinecke).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboïm (Mozart).

ESPACE CARDIN : 20 h 30 : Orchestre Philharmonique des pays de la Loire, dir. : M. Soustrot (Ohana).

THÉATRE DE PARIS, 18 h : Th. Mathias, M. Gagnepain (Mozart, Schubert, Prokofiev...).

ÉGLISE SAINT-MERRI, 21 h : L'Espace musical (Cohen, Leroux, Bayle...).

NOTRE-DAME DE PARIS, 15 h : The Gettysburg College Choir.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, 21 h : Ensemble de chambre de Paris (*Vivaldi, Mozart, Bach, Albinoni*).

PALAIS-ROYAL (296-20-00), 21 h 15 : Grand Orchestre de la Police nationale, dir. : P. Bigot (G. Charpentier, R. Wagner, A. Borodine, etc.).

DIMANCHE 19

ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h : Chorales à Cœur joie, Ensemble instrumental C. Paillard (Vivaldi).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h : Orchestre de Paris, dir. : *D. Barenboïm* (Mozart).

Samedi 18, dimanche 19 juin

THÉATRE CONSTANCE, 17 h : M. Ivanissevich, G. Rebours, A. Garcennot.

ESPACE-GAITÉ, 18 h : A. Kremski (Gurdjieff, Hartmann, Scriabine).

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIÈRE, 16 h 30 : Y. Korjose (Couperin, Bach, Mozart).

ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 17 h : Les Petits Chanteurs de Saint-François de Versailles (Josquin des Prés, Bach, Ravel).

ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Cl. Zibi (Bach, Villa-Lobos, Weiss...).

CONCIERGERIE, 17 h 30 : Le Concert de Paris (Vivaldi).

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h 45 : S.C. Woodson (Dupré, Liszt, Franck...).

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 45 : P. Hantai (Byrd, Bull, Frescobaldi...).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), sam *22 h 30 : Horizon*.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam. dim. 21 h 30 : M. Saury.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h 30 : Groupe Carma.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), les sam., dim. 21 h : Apartheid not.

DÉPOT-VENTE (637-31-87), sam. 21 h 30 : Rockin Chair.

DUNOIS (584-72-00) sam. 20 h 30 : D. Levallet, J. Querlier, A. Jaume, J. Sicard, J.-Cl. Montredo.

ESPACE BALARD, sam., dim. 20 h 30 : Tropica Rythmes.

FORUM (297-53-39), sam. 21 h, Humair, Texier, Jeanneau et M. Portal.

ID 16 (245-42-34), sam. 19 h : Périphérique, Électrogène, Paris Maquis, Hématome, Warum Joe.

LE ROYAL JAZZ (253-45-08), 20 h : Guitare (Ph. Petit, P. Meyer).

MEMPHIS MELODY (329-60-73), Sam. 20 h : Eny ; Dim : Aparecida.

NEW MORNING (523-51-41), sam. 20 h : Pinski Zoo ; dim. 14 h : IACP.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), dim. 20 h 30 : Dire Straits.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam. 21 h 30 : Preissac Jazz Quintet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim. 23 h : Steckar Tubapack.

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : J. Caroff.

TH. DE PARIS (280-09-30), sam. 21 h : A. Jean-Marie.

VIEILLE HERBE (321-33-01), dim. 20 h : *Les Mandibules*.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI

Cannes 83 – Perspectives du cinéma français : 15 h, Caractères chinois, de A. Fournier ; 17 h, la Fabuleuse Aventure de Josette, de B. Decharme ; Laissé inachevé à Tokyo, de O. Assayas ; *La Frite*, de R. *Guillot* ; Mode d'emploi, de C. Duty ; Peut-être la mer, de R. Bouchared ; Nuit blanche, de F. Le Plouhinec ; la Nuit du lac, de S. Grall ; 19 h, Un jeu brutal, de J.-C. Brisseau ; 21 h, Lettre à M. Petrucciani, de F. Cassenti ; Une sale histoire de sardines, de *M.-C. Treilhou*.

DIMANCHE

Cannes 83 – Perspectives du cinéma français : 15 h, Des « terroristes » à la retraite, de Mosco ; 17 h, Dégringolade, de P. Rebeaud et E. Reynier ; Grand-Huit, de C. Collard ; Lèvres noires, de Y. Piquer et J.-M. Maddeddu ; Une histoire dérisoire, de M. Campioli ; Zona inquinata, de F.-J. Ossang ; les Papiers peints, de O. Pascal-Poupion et D. Choupaut ; *19 h* : Si j'avais 1000 ans, de M. Enckell ; 21 h : Liberty Belle, de P. Kane.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI

Cannes 83 – Quinzaine des réalisateurs : 15 h, la Casa del tappeto giallo, de C. Lizzani ; 17 h, los Dias del amor, de A. Isaac ; Panorama du cinéma indien : 19 h, Fleurs de papier, de G. Dutt ; 21 h, le Croquemitaine, de G. Aravindan.

DIMANCHE

15 h, la Mer cruelle, de C. Frend ; 17 h, Take care of my Little Girl, de J. Negulesco ; Panorama du cinéma indien : 19 h, le Barattage, de S. Benegal ; 21 h, Deux Frères, de M. Sen.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) sam. 20 h 45, dim. 16 h : le Cirque imaginaire.

CASINO DE PARIS (285-00-39) sam. 20 h 30, dim. 16 h. : Drôles de femmes.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15) sam. 21 h : Montmartre Folie.

MARIGNY (256-04-41), sam. 21 h : *Thierry Le Luron*.

MOGADOR (285-45-30), sam. 17 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h et 20 h 30 : Dancin'.

OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30 : G. Langoureau, L. Portal, Factory et Diabolo, P. Auberson ; dim. 15 h : F. Lalanne.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) sam., dim. 21 h 30 : H. Molina, W. Rios, C. Perez.

La danse

ALLIANCE (544-41-42), sam., dim. 21 h 30 : Hayachine Kagura-S.

FORUM DU MOUVEMENT (806-68-01), sam. 20 h 30 : École supérieure du spectacle.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam. 20 h 30, dim. 16 h : le Lac des cygnes.

TH. DE PARIS (280-09-30) *sam. 15 h et* 20 h 30, dim. 15 h : Ballet du Rhin (à partir du 17).

TH. DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, sam. 20 h 30 : Ballet-Théâtre Joseph Russillo.

Les exclusivités

AMÉRIQUE TEENAGERS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).

ANNA (Port., v.o.) : Républic cinéma, 11e (805-51-33).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; *St-Germain* Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; *Mistral, 14e* (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Studio St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE *PERDUE* (A., v.f.) : *Trois Haussmann*, 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LA BALANCE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BRISBY ET LE SECRET DU NIMH (A., v.f.) : Cinoches St-Germain, 6e (H. sp.) (633-10-82).

CARBONE 14, LE FILM (v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

C'EST FACILE, ÇA PEUT RAPPORTER VINGT ANS (Fr.) : *Paramount* Opéra, 2e (742-56-31) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

CHICANOS STORY (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Murats, 16e (651-99-75).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Studio de la *Harpe, 5e (634-25-52) ; Marignan, 8e* (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e *(633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-*79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, *11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-*52-37).

DIVA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

ÉDUCATION ANGLAISE (Fr.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) (**) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

LES FILMS *NOUVEAUX*

LE BATARD, film français de Bertrand Van Effenterre, Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 2e (325-59-83) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 6e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LA BÊTE NOIRE, film français de Patrick Chaput : Forum, 1e (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, *13e (331-56-86) ; Parnassien, 14e* (329-83-11) ; Images, 18e (522-47-94).

LA DERELITTA, film français de Jean-Pierre Igoux : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES FESSES A L'AIR, film américain d'Adrew Bergman, v.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (562-41-45) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, *18e (522-46-01)* ; Images, 18e (522-47-94).

NEWSFRONT, film australien de Phillip Noyce, Saint-André-des-Arts, 5e (326-48-18).

LES PLANQUÉS DU RÉGIMENT, film français de Michel Caputo : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).

LE ROI DES SINGES, film chinois de Wan Lai Ming, v.f. : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marais, 4e (278-47-86) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Gobelin, 13e (336-23-44) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).

ROLLING STONES, film américain de Hal Ashby, v.o. : Kinopanorama, 15e (70 mm. - dolby) (306-50-50) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Wepler, 18e (522-46-01).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRES, film français d'Armand Gatti : Le Marais, 4e (278-47-86).

LES TRAQUÉS DE L'AN 2000 (**), film américain de Briand Trenchard Smith, v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 8e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 13e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, *18e* (606-34-25).

UNE JEUNESSE, film français de Moshe Misrahi : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City-Triomphe, 8e *(562-45-76)* ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet *Bastille, 11e* (357-90-81).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; *Gaumont Champs-Elysées, 8e* (359-04-67) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – *V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-*Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

GAIJIN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14).

GANDHI (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

HALTEROFLIC (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Biarritz, 8e (729-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; *Bretagne, 6e* (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

JE SAIS QUE TU SAIS (It., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : *Richelieu, 2e* (233-56-70) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; *Gaumont Sud, 14e* (327-84-50) ; Miramar, 14e (327-84-50).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Biarritz, 2e (723-69-23).

LA MORT DE MARIO RICCI (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Opéra, 9e (261-50-32).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA PALOMBIÈRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio de la Harpe, 5e *(634-25-52) ; Colisées, 8e* (359-29-46) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murats, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, *6e (325-59-83)*.

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90). – V.f. : U.G.C. Opéra, 9e (261-50-32).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

SAMANKA, ILE DES PASSIONS (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

THE *VERDICT* (A., v.o.) : Cinoches, 6e, (633-10-82). – V.f. Lumière, 9e (246-49-07).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – *V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)*.

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : H. sp. Denfert, 14e (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

*LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-*André-des-Arts, 6e (326-80-25).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ZOMBIE (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevards, *9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e* (327-52-37).

France / service

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.
Contre-attaque sauvage de J.R. pour retrouver la maîtrise de l'entreprise Ewing.

21 h 35 Droit de réponse.
Emission de Michel Polac.
Peut-on se débarrasser de Coluche ? Avec l'intéressé.

22 h 50 Etoiles et toiles : le cinéma des aventuriers.
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.
Avec un document exceptionnel qui date de 1925 (les Johnson chez les Papous) ; des images de Painlevé, Jean Rouch, Malraux, Herzog...

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées
De Michel Drucker.
Avec Dalida.

21 h 50 Téléfilm : la Puce et le Privé.
de R. Kay. Avec B. Cremer, C. Alric, C. Vanel... (1re partie).
Une jeune femme belle et mythomane entreprend un détective de province, veille un milliardaire à l'agonie, est soupçonnée de meurtre après sa mort. De l'amour, du suspense.

22 h 45 Histoires courtes.
Un amour plein d'arêtes, de J.-L. Philippon.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble ou... à chacun son programme.

- **Plein soleil, ou une enfance corse.**
D'après Marie Susini, réal. J. Archimbauld. Diff. régions Provence-Côte d'Azur et Corse.
- **Génération frontière.**
Film réalisé par M.-M. Rebois. Diff. en Lorraine, Champagne-Ardenne.
- **Dossiers noirs : le mystère Howard Hughes.**
de J.-M. Charlin. Diffusé dans toutes les autres régions.
Les aventures rocambolesques d'un milliardaire américain hanté par la peur panique des microbes.

21 h 30 Cycle Charlie Chaplin : Charlot dans le parc.
Charlot provoque une histoire entre deux amoureux, innocemment bien sûr.

21 h 45 Journal.

22 h 3 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.

22 h 5 Musi-Club.
Hommage à Igor Stravinski : « Canon 3 », de E. Carter, « Treni », d'I. Stravinski, par l'Orchestre de la radio-télévision italienne sous la direction de G. Gelmetti.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Le prodigue », de C. Goldoni.
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Concert (en direct de l'Opéra de Vienne) : *Turandot, opéra de Puccini, par les chœurs et l'Orchestre* philharmonique de Vienne, sol. E. Marton, W. Khentt, J.-P. Bogart, K. Ricciarelli, J. Carreras.
22 h 45, La nuit sur France-Musique : le Club des archives.

Dimanche 19 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Mort en fraude : le « cancer gay » à New York. Le grand témoin : André Glucksman.

20 h Journal.

20 h 35 Film : Vincent, François, Paul et les autres.
Film français de C. Sautet (1974), avec Y. Montand, M. Piccoli, S. Reggiani, G. Depardieu, S. Audran, M. Dubois (Rediffusion).
Trois amis quinquagénaires se réunissent, en fin de semaine, dans la maison de campagne de l'un d'eux. Ils ont beaucoup de problèmes dans leur vie professionnelle et sentimentale. Une suite de scènes intimistes et psychologiques s'enchaînant parfaitement (scénario, mise en scène, interprétation pour une chronique de la classe moyenne française au début des années 70).

22 h 40 Passions, passions.
Magazine culturel de A. Bercoff et P. Desfons.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

18 h 10 Dimanche magazine.
Les mariages forcés des jeunes Maghrébines ; expédition au pôle Nord ; Israël : thérapie de deuil.

19 h 5 Stade 2.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors, au Cameroun.

21 h 45 Document : le Tibet au présent. Réal. D. Ducroz.
Le Tibet dans l'univers communiste. Un sujet pourtant passionnant, filmé comme le plus traditionnel des documentaires traditionnels, avec un ton « carnet de voyage » à l'ancienne, poussiéreux. Des images du Tibet « éternel » à celles des usines et des hôpitaux, des bergers de Yacks au pèlerinage de Lhassa, l'ex-cité interdite où se retrouvent comme avant, malgré trente ans d'interdit religieux, bergers, ouvriers, non, vraiment, on attendait autre chose !

22 h 35 Magazine : Désirs des arts.
De C. Hudelot.
Les femmes peintres russes à Arcurial ; exposition « Nœuds et ligatures » du Fonds national des arts graphiques.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h Série : Merci Bernard.
Le magazine peu ordinaire d'Eva Darlan, Topor, et Jean-Michel Ribes : peut mieux faire.

20 h 35 Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de J. Garcin.
Autour du thème de la Méditerranée : témoins, Georges Walter et Raymond Jean. Un portrait de Nine Moati et de Clément Lepidis et les rubriques habituelles.

21 h 35 Aspects du court métrage français.
« Le Rat », d'Elisabeth Huppert ; « Aurore ou Psyché », de Dominique Delouche.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : l'Évangile selon saint Matthieu.
Film italien de P.-P. Pasolini (1964), avec E. Irazoqui, M. Caruso, S. Pasolini, A. Gatto, G. Morante, F.-F. Nuzzo (v.o. sous-titrée. N. rediffusion).
La vie terrestre de Jésus, son enseignement, ses prophéties, sa crucifixion et sa résurrection. Le Messie et son temps, les débuts de l'ère chrétienne d'après le texte, scrupuleusement suivi, du premier évangéliste. La Palestine reconstituée en Italie du Sud, des acteurs non-professionnels. Athée et marxiste, Pasolini a recréé un phénomène historique correspondant à certaines de ses préoccupations.

0 h 8 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.

0 h 10 Prélude à la nuit.
Romance sans parole pour piano et violon de Mendelssohn-Kreisler par Laurent Petitgirard (piano), et Erik Friedman (violon).

FRANCE-CULTURE

20 h, Albatros : Polyphonix.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Radiophonie 2.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : Sérénade nº 6, Concerto pour piano de Mozart, extraits symphoniques de « Roméo et Juliette » de Berlioz par l'orchestre Philharmonia, dir. R. Mutti, sol. C. Curzon, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Les figurines du livre ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de François Xénakis.

COMMUNICATION

L'audience des chaînes de radio et de télévision

- **Antenne 2 et R.T.L. confirment leurs premières places**
- **Europe 1 perd en un an 2 104 000 auditeurs**

Ni surprise, ni révélation : les résultats de la deuxième vague de sondages effectués par le Centre d'études des supports de publicité (C.E.S.P.) pour l'année 1983 n'apportent qu'une série de confirmations aux tendances de la première vague, marquée essentiellement par l'envol d'Antenne 2, la stabilité de R.T.L. devant l'assaut des petites radios locales et l'amorce d'une baisse inquiétante pour Europe 1. Aucun élément nouveau n'est venu perturber les schémas qui se dessinaient alors, et les 4 355 personnes représentatives de la population de plus de quinze ans, interrogées dans la période du 14 avril au 12 mai derniers, ont affiché les mêmes inclinations et habitudes.

Au tableau d'honneur des radios, c'est R.T.L. qui remporte les suffrages du plus large public et confirme largement sa première place. Résistant à la fois à la légère érosion de l'écoute générale de la radio et à la montée des « autres stations » (en particulier les radios libres), elle conserve les 24,5 % d'audience cumulée de l'an dernier et rassemble en moyenne *9 690 000 auditeurs contre* 9 618 000 auditeurs en 1982.

Sa rivale de la rue François-Ier, en revanche, est loin d'afficher la même santé et se heurte de plein *fouet à l'expansion des stations lo*cales : 18,3 % d'audience cumulée (23,8 % au printemps 1982), soit 7 237 000 auditeurs contre 9 341 000 l'an dernier. Une baisse alarmante, qui place l'audience d'Europe 1 derrière les stations émettant essentiellement en modulation de fréquence et qui totalisent *7 742 000 auditeurs. De quoi déplo*rer l'ambiguïté de cette catégorie appelée « autres stations », qui confond en un même ensemble radios locales privées et publiques, France-Musique, France-Culture et Radio-Bleue, et qui empêche — intentionnellement (?) — de se faire une idée précise de la portée du phénomène des radios locales.

France-Inter perd à nouveau du terrain et passe à 15,4 % d'audience cumulée, contre 15,7 % en mai 1982 et 16,2 % en janvier 1983, alors que R.M.C. confirme une légère remontée *avec 8,5 % d'audience cumulée* (8,4 % au printemps 1982), et 145 minutes de durée moyenne d'écoute (167 pour R.T.L., 157,5 pour les « autres stations », 126 pour Europe 1 et 95,8 pour France-Inter).

Côté télévision, c'est à Antenne 2 que revient la vedette. Après avoir dépassé T.F. 1 au début de l'année pour la première fois de son histoire, la chaîne de M. Pierre Desgraupes confirme sa performance. Avec 52,4 % en audience cumulée (+ 7,8 % par rapport à l'an dernier), *elle rassemble en moyenne* 20 674 000 auditeurs et prend peu à peu ses distances sur T.F. 1 (47,5 % d'audience contre 49,8 % l'an dernier) et sur F.R. 3 (31,6 % contre 35,8 % l'an dernier, mais 29,9 % en janvier 1983). T.F. 1 redevient toutefois la chaîne regardée le plus longtemps : 101,5 minutes en moyenne par jour (contre 89,6 au printemps 1982) ; Antenne 2 est suivie en moyenne 96,5 minutes par jour (contre 98,5), et F.R. 3, 79,5 minutes (84 minutes).

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 19 JUIN

— *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la C.G.T., répond aux questions de la rédaction de R.-M.-C. et du journal *le Provençal* au cours de l'émission « Forum », sur R.-M.-C., à 12 h 30.

— *M. Pierre Joxe*, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

● *Le préavis de grève* déposé pour le 20 juin à Radio-France par trois syndicats a été levé, à la suite d'une réunion, vendredi 17 juin, avec M. Jean-Paul Noël Jeanneney, P.-D.G. de la chaîne. Des grèves pourraient avoir lieu toutefois dans les régions, le 28 juin, pour faire aboutir les revendications syndicale « station par station ». Une consultation sera entreprise cet été sur l'organisation de la décentralisation à Radio-France (*le Monde* du 16 juin).

« LA CROIX » A CENT ANS

Le quotidien *la Croix* n'a pas paru vendredi (édition datée du 18 juin), à la suite d'une grève des ouvriers de la photocomposition. Ce mouvement est intervenu au moment où *la Croix* fête son centenaire (*le Monde* du 26 février) : l'édition datée jeudi 16 juin lui consacrait huit pages spéciales. D'autre part, une réception a eu lieu jeudi 16 juin au palais du Luxembourg, en présence de nombreuses personnalités et de membres du gouvernement.

A la faveur de ce centenaire, le quotidien publie un album, à partir de plusieurs dizaines de pages « une » depuis 1883, ainsi que de documents et de photos d'époque (prix : 150 francs). L'album s'ouvre sur le nº 1, paru le 16 juin 1883, tiré à 3 000 exemplaires et vendu 1 sou. On y trouve aussi l'éditorial antisé*mite incendiaire* consacré à l'affaire Dreyfus, paru le 6 novembre 1894, intitulé « Le traître » et signé Le Moine. En 1905, c'est la séparation de l'Église et de l'État qui est commentée sous le titre « Courage ».

★ En vente en librairie et sur commande à Bayard-Presse, 3 rue Bayard, 75008 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 18 juin :

DES LOIS

● Modifiant la loi du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes ;

● Relative à la représentation au Sénat des Français établis hors de France.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les taux et conditions d'application de la taxe forfaitaire prévue à l'article 285 du code des douanes aux boissons alcooliques importées par les voyageurs ou contenues dans les petits envois adressés à des particuliers ;

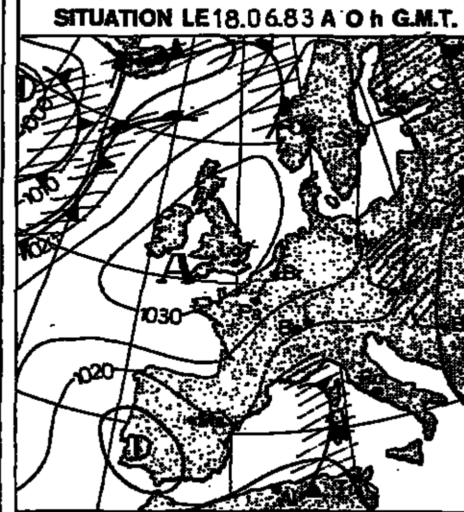
● Relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées et de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace.

UNE LISTE

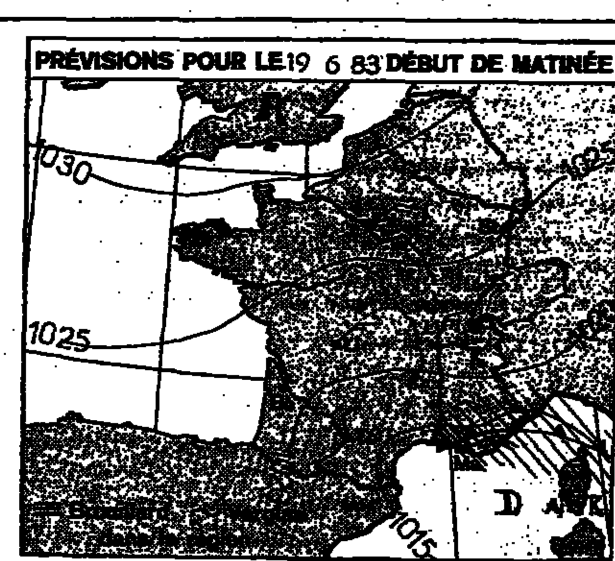
● *D'aptitude* pour un recrutement au choix dans le corps des greffiers en chef au titre de l'année 1983.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.06.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19 6 83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 18 juin à 0 heure et le dimanche 19 juin à minuit.

La majeure partie de la France restera sous l'influence d'une zone de hautes pressions centrée sur la Manche. Le vent d'est soufflera sur une partie du pays. Mais une petite dépresson orageuse bien calée dans le golfe de Gênes provoquera des ondées sur le bord de la Méditerranée.

Dimanche, une fois n'est pas coutume, ce sont les régions méridionales qui auront un ciel chargé. Les nuages déborderont sur la Corse, la Provence, les Alpes du Sud, le Languedoc, le sud du *Massif Central* et les Pyrénéesorientales : des averses orageuses se produiront par place ; elles seront localement violentes en montagne. Le matin, 15° C environ; l'après-midi, 25° C.

Sur toutes les autres régions, une belle journée souvent bien ensoleillée avec un ciel plus dégagé que les jours précédents. Un peu de fraîcheur le matin : il fera souvent 7 à 8° C, mais après quelques heures de soleil le thermomètre dépassera partout les 20° C au meilleur moment de l'après-midi.

En soirée, sur l'Alsace et la Franche-Comté, les nuages deviendront plus abondants.

Dans l'ensemble, le vent soufflera de l'est, il sera faible.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 18 juin, à 8 heures, de 1 029,1 millibars, soit 771,9 millimètres de mercure.

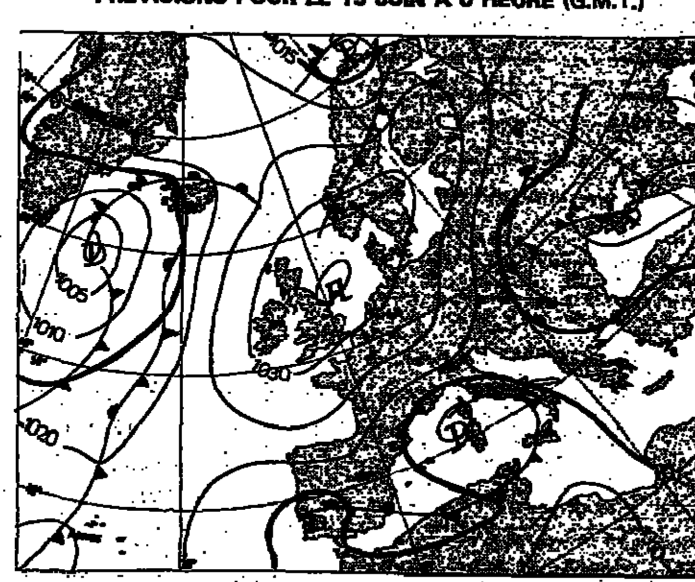
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juin ; le second le minimum dans la nuit du 17 au 18 juin) :

Ajaccio, 25 et 15 degrés ; *Biarritz*, 20 et 13 ; Bordeaux, 22 et 11 ; Bourges, 19 et 8 ; Brest, 19 et 9 ; Caen, 15 et 7 ; Cherbourg, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 19 et 7 ; Dijon, 19 et 9 ; Grenoble, 23 et 7; Lille, 18 et 8 ; Lyon, 20 et 9 ; Marseille-Marignane, 21 et 15 ; Nancy, 17 et 6 ; Nantes, 22 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 15 ; Paris-Le Bourget, 19 et 7; Pau, 21 et 10; Perpignan, 18 et 16 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 18 et 7 ; Tours, 20 et 8 ; Toulouse, 17 et 9 ; Pointe-à-Pitre 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 16 et 11 ; Bonn, 17 et 10 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 36 et 24 ; îles Canaries, 27 et 24 ; Copenhague, 20 et 11 ; Dakar, 29 et 25 ; Djerba, 25 et 18 ; Genève, 18 et 11 ; Jérusalem, 31 et 18 ; Lisbonne, 28 et 19 ; Londres, 18 et 11 ; Luxembourg, 15 et 7 ; Madrid, 31 et 13 ; Moscou, 25 et 18 ; Nairobi, 26 et 16 ; New-York, 25 et 17 ; Palma-de-Majorque, 27 et 13 ; Rome, 25 et 17; Stockholm, 17 et 7 ; Tozeur, 35 et 21 ; Tunis, 26 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 19 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



CARNET

Naissances

— Le docteur Jean-Paul BALLALOUD et Mme, née Odile Bost, Véronique, Cécile, Geneviève et Jean-Benoît sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul-Louis.

74130 Marignier, le 10 juin 1983.

Mariages

— M. Jean Alphonse BERNARD, ancien élève de l'ENA, chevalier du Mérite
et S.A. la princesse Fazilé Sabiha IBRAHIM, de la famille royale d'Egypte,

sont heureux d'annoncer leur mariage qui sera célébré dans l'intimité, le 18 juin 1983, à Saint-Félix (Allier).

Décès

— Mme Dina Paul,
M. Jean Baumgarten,
M. Yves Baumgarten,
Mme Gilberte Fournié,
M. et Mme Paul Baumgarten,
La famille Baumari,
M. et Mme Renduron,
font part du décès de

M. Chyl Mayer BAUMGARTEN,

leur père, grand-père, oncle et beau-père,
survenu le 16 juin 1983 dans sa quatre-vingt-douzième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 20 juin.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h 45.
Cet avis tient lieu de faire-part.
36, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

— Mme Charles Bourthoumieux,
M. et Mme Jacques Bourthoumieux,
Le docteur et Mme Alain Bourthoumieux,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles BOURTHOUMIEUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
conseiller honoraire de cour d'appel,

le 16 juin 1983.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Joséphine OLIVA,
professeur d'histoire et géographie,
ancien proviseur
du lycée de jeunes filles d'Oran,

décédée à Marseille le 14 juin.

— M. et Mme Bruno PELTIER
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur petit

Christophe,

survenu le 8 juin 1983.
L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.
La famille remercie les personnes de leurs marques de sympathie.
7, rue Philippe-de-Beaumanoir,
60000 Beauvais.

— L'Association cultuelle israélite française du Québec rappelle, avec émotion et fidélité, le souvenir du

grand rabbin
docteur David FEUERWERKER,
ZT"L
(2 octobre 1912-20 juin 1980),
officier de la Légion d'honneur,
héros de la Résistance,
officier d'académie,
chevalier de la santé publique,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
créateur et premier titulaire
de l'aumônerie israélite
de la marine nationale,
lauréat de l'Académie française,
ancien rabbin des Tournelles,
fondateur-directeur
du Cercle d'études du Marais
(14, place des Vosges),

A la Libération, il fonde, à Lyon, *l'Unité*, le premier hebdomadaire israélite en France. Auteur de *l'Emancipation des juifs en France, de l'Ancien Régime à la fin du Second Empire*. Il introduisit l'hébreu, langue vivante, au baccalauréat français.

— Il y a six ans,
Daniel SLAMA,
X 67,
disparaissait. Une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Anniversaires

— Ce 19 juin est le neuvième anniversaire de la mort de

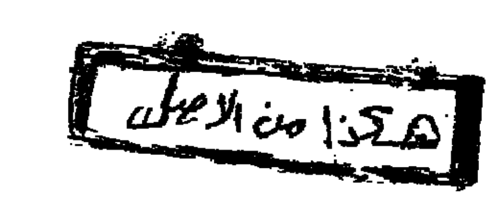
Robert LESPAGNOL.

Ceux qui l'ont connu et estimé auront une pensée pour lui.

Colloque

— *Un* colloque international ayant pour thème « Balzac, le siècle, le roman, le politique », aura lieu les 23, 24 et 25 juin à l'université Paris-VIII Vincennes, 2, rue de la Liberté à Saint-Denis (821-63-64 - 829-32-28) à l'initiative du Groupe international de recherches balzaciennes et du Centre de recherche de Paris-VIII.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



Economie

LE MÉCÉNAT INDUSTRIEL

Un groupe pétrolier qui a des idées

Un Centre culturel franco-norvégien à Stavanger au sud de la Norvège, financé par le groupe industriel Elf-Aquitaine-Norvège : une première dans le monde du mécénat.

Est-ce M. Raymond Barre, alors premier ministre, qui en mai 1980, lors de sa visite à Stavanger, au sud de la Norvège, a eu le premier l'idée d'un centre culturel franco-norvégien dans cette ville? Certains l'assurent dans ce port de cent mille habitants, siège d'Elf-Aquitaine-Norvège, filiale du grand groupe pétrolier français qui est chargée, depuis 1971, de la production du champ de gaz de Frigg, dans la mer du Nord...

Ce que ne savait pas M. Barre, en revanche, il y a trois ans, c'est que ce centre serait très rapidement créé, et surtout que le financement de ses activités serait assuré par un groupe industriel — Elf-Aquitaine-Norvège précisément. Que ce serait là un premier exemple dans le monde du mécénat, dont le bénéficiaire serait indirectement le gouvernement français : les centres culturels à l'étranger, en effet, relèvent du ministère des relations extérieures. *Un premier exemple?*

La création du centre s'imposait. Un millier de Français vivent depuis dix ans à Stavanger. Des Norvégiens, des techniciens pour la plupart, qui travaillent pour Elf, cherchent plus nombreux à apprendre le français... Il y avait là au moins deux raisons pour ne pas négliger plus longtemps de chercher à rendre de manière organisée des services «culturels» aux uns et aux autres.

Une conversation entre le directeur d'Elf-Aquitaine-Norvège et l'attaché linguistique français en poste à Stavanger fit la décision. Oui, le groupe pétrolier était prêt à subventionner le centre. L'ambassadeur de France à Oslo et son conseiller culturel ne s'opposaient pas à ce projet que soutenait pour sa part la *municipalité de Stavanger. Et c'est* ainsi que s'ouvrit, en février 1981, le Centre.

Il fonctionne entièrement grâce à une subvention annuelle versée par le groupe pétrolier (l'équivalent de 159000 F français en 1983) et aussi sur ses propres recettes (135000 F). Celles-ci proviennent du paiement (100000 F) des cours de langue norvégiens ou français versé par ceux qui les suivent et aussi du produit des ventes des cartes d'adhérent (62 F par an et par carte). Ces adhérents sont environ quatre cents, dont la moitié de Français. Elf-Aquitaine-Norvège paie aussi le loyer (270000 F en 1983) des locaux où est installé l'organisme.

Un comité franco-norvégien d'une dizaine de personnes administre le Centre. Il dispose de surcroît d'un fonds — une « cagnotte » — de 60 000 F mis à sa disposition aussi par le mécène. Cette somme sert à aider au coup par coup des actions *culturelles qui n'ont pu être prises* en charge sur le budget de fonctionnement. Ainsi a-t-il pu soutenir (5 000 F) un festival de musique baroque qui vient d'avoir lieu, l'ambassade *de France prêtant pour* l'occasion des documents (des partitions) pour l'exposition qui accompagnait le festival.

C'est encore ce fonds qui assurera une subvention (5 000 F) au club de jazz local pour deux concerts, dont un *orchestre français est l'invité.* Viendront aussi sans doute l'été et l'automne prochains, toujours grâce à la « cagnotte », la fanfare de pistons de Lyon, le Théâtre de la *Girandole... Peut-être — le dossier* est à l'étude — le Centre de Stavanger pourra-t-il aider à l'édition d'une anthologie de la littérature norvégienne qu'entreprennent de rédiger des étudiants et des professeurs de Caen dans le Calvados.

Pour l'essentiel, outre les cours de langue qu'il donne ou qu'il organise, le Centre projette des films, des émissions de télévision en vidéo ; il *organise des conférences, des visites,* des expositions, des spectacles, des séminaires pour hommes d'affaires... Au cours des cinq premiers mois de cette année, dix-neuf films français *récents ont été projetés à Stavanger* et dans une autre ville proche, Haugesund : le Centre a collaboré à cette opération.

Il prête aussi des livres et des disques : la bibliothèque ne dispose que de mille six cents volumes et cent *cassettes ou disques ; l'an dernier, il* n'a reçu de l'ambassade de France d'Oslo que seize livres... et il doit aussi payer tous les abonnements à des journaux ou à des revues.

La participation financière totale d'Elf-Aquitaine-Norvège sera de 490 000 francs pour 1983. La participation du ministère comporte la rémunération du directeur (c'est un haut fonctionnaire), ainsi que la fourniture de livres, de divers documents audiovisuels, etc.

Pour la firme pétrolière, ce mécénat n'est pas seulement philanthropique. D'abord parce que les subventions qu'elle alloue au Centre sont, pour une large part, déductibles des bénéfices qui supposent des impôts. Ensuite parce que selon des responsables de la firme, la politique pétrolière nationale et son approvisionnement en énergie passent par une meilleure connaissance de la France par l'étranger, en premier lieu par la Norvège, et aussi par la réduction des barrières linguistiques. Sans pouvoir avancer de statistiques, on note depuis quelques années un regain d'intérêt pour le français.

Plus généralement, le groupe, comme d'autres entreprises industrielles, mais avec plus de libéralité et souvent aussi plus de discrétion, participe à de nombreuses opérations de mécénat ou de « sponsoring ». On évalue à 600 millions de francs *environ les crédits qui sont* alloués par le groupe en France seulement. Un tiers de cette somme environ est destiné à aider ou à soutenir des opérations à caractère *humanitaire* ; un autre tiers est versé au profit d'actions culturelles, le reste, soit 40 %, allant encourager des manifestations sportives.

Qui fait la politique ?

Le groupe, en tout cas, est tout désireux de subventionner dans d'autres pays des centres culturels comparables à celui de Stavanger, qui s'est, en deux ans, parfaitement intégré dans le paysage et dans la vie quotidienne de la ville et de la région.

Il paraît bien, toutefois que le ministère des relations extérieures est peu désireux de donner à nouveau son aval à d'autres initiatives du même type. *Certes, il patronne* déjà pour son compte, à partir de son propre budget, cent soixante ou cent quatre-vingts centres culturels français un peu partout dans le monde. Mais ils sont moins généreusement dotés, et le plus souvent — et *surtout — leur gestion, plus adminis*trative et plus lourde, paraît moins efficace.

Enfin pourrait apparaître à terme une sorte de rivalité protocolaire, à tout le moins une dérive... Qui fait la politique culturelle sinon celui qui *verse l'argent permettant* de la faire ? Le Centre de Stavanger, par son financement, ne marginalise-t-il pas, pour une part, l'une des directions du ministère des relations extérieures ?

C'est sans doute ce qu'il fallait comprendre du discours prononcé par un représentant du Quai d'Orsay l'autre jour, à Stavanger, lors de l'inauguration de nouvelles salles du Centre. De l'enthousiasme, certes, des *encouragements*, bien sûr, de la méfiance aussi...

ALPHONSE THÉLIER.

L'État apporterait 50 millions de francs aux éventuels acquéreurs de Montefibre-France

Deux industriels, dont l'identité n'a pas *été révélée*, étudient la possibilité de reprendre les installations de Montefibre-France à Saint-Nabord (Vosges), dont la *liquidation* des biens a été récemment décidée. Ils feront connaître leur décision le 25 juin prochain. Dans l'hypothèse où la réponse serait favorable, l'État pourrait *leur* accorder une aide de 50 millions de francs.

La reprise se ferait avec quatre cents personnes sur les cinq cent soixante-dix employés et une production de fibres synthétiques (nylon et polyester) de 8 900 tonnes par an pouvant être portée à 11 000 tonnes, seuil de rentabilité.

Indépendamment de cette solution, un groupe de travail a été constitué pour étudier les conditions d'une poursuite de l'activité *jusqu'au 31 juillet*. L'ensemble du personnel serait mis en chômage partiel, mais tous les contrats de travail seront maintenus au moins jusqu'aux vacances. Enfin, à la demande du premier *ministre*, un groupe d'action doté de moyens propres sera mis en place pour préparer la reconversion des cent soixante-dix personnes qui seraient licenciées en cas de reprise.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. se sont montrés satisfaits des propositions qui leur ont été faites.

A PROPOS DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

M. Bergeron demande au patronat de ne pas s'engager dans la « désobéissance civile »

De notre envoyé spécial

Chartres. — Réuni pour la première fois depuis janvier, les 16 et 17 juin à Chartres, le comité confédéral national de F.O. a consacré l'essentiel de ses travaux à un sujet d'actualité : l'avenir du régime de l'assurance-chômage. Dans sa résolution générale, il « *met en garde le gouvernement et le patronat contre les conséquences de positions outrancières qui conduiraient à la destruction du régime de l'assurance-chômage* ». M. Bergeron s'est cependant efforcé, devant la presse, de calmer le jeu. Il a indiqué que pour venir à bout du déficit cumulé 1982-1983 (de 10 à 12 milliards), il faudrait mathématiquement augmenter les cotisations de deux points (20 milliards en année pleine), mais, a-t-il insisté, « *ce n'est pas ce que je propose* », car « *il me paraît impossible d'obtenir une augmentation de cette importance à cause des difficultés des entreprises et de la charge supplémentaire que devraient supporter les salariés* ».

Un projet du ministère ?

Le secrétaire général de F.O. a donc renouvelé son idée de répartir la hausse de deux points à égalité entre les entreprises et les salariés, d'une part, l'État, d'autre part. Refusant, comme le patronat, de se laisser enfermer dans les délais du 20 juin, il a lancé un appel « *au bon sens, à la clairvoyance et à la bonne volonté des partenaires sociaux pour parvenir à un accord* ».

M. Bergeron a néanmoins sévèrement dénoncé la menace de grève éventuelle des cotisations patronales : « *J'aimerais que MM. Gattaz et Chotard fassent preuve de plus de modération. MM. Gattaz et Chotard devraient comprendre ce que signifie l'engagement dans la désobéissance civile. Si on devait s'engager dans cette voie, alors on mettrait en cause la stabilité de l'État républicain.* »

M. Bergeron s'est refusé à tout pronostic sur l'UNEDIC — « *Les voies du Seigneur sont impénétrables* », a-t-il lancé en faisant référence à la cité des pèlerinages dans laquelle il se trouvait, — mais on faisait grand cas à Chartres des dernières propositions de compromis que le ministère des affaires sociales aurait transmises aux partenaires sociaux. Selon ce schéma, les syndicats et le patronat accepteraient d'augmenter la cotisation d'un demi-point au 1er juillet (+ 0,30 % pour les employeurs et 0,20 % pour les salariés), ce qui procurerait, pour 1983, 2,5 milliards de francs. Ils décideraient ensuite que les régimes de retraites complémentaires qu'ils gèrent (l'ARRCO et l'AGIRC) consentent une avance supplémentaire de trésorerie de 2,3 milliards à la structure financière provisoire mise en place pour verser préretraites et retraites complémentaires. Il resterait alors à trouver pour 1983 entre 0,5 et 1 milliard, l'État pouvant alors faire un geste de bonne volonté pour répondre à l'effort des partenaires sociaux. Mais la solution demeurerait à rechercher pour liquider le déficit de l'UNEDIC en 1982, évalué à 6,4 milliards...

En définitive, même si, selon M. Bergeron, « *il y a eu cinquante interventions qui ont été cinquante expressions de mécontentement* » — le « tassement » du pouvoir d'achat étant mis en cause, — le comité confédéral s'est gardé d'élever de nouveau le ton à l'égard du gouvernement. Aucune menace de nouvelle action n'a été proférée. F.O. n'entend pas pour autant s'engager dans la voie de l'« *armistice social* » proposé par la C.G.C., mais ne s'attend pas à ce qu'il y ait beaucoup de *conflits avant les élections du 19 octobre*. Une trêve de fait ? Le comité confédéral s'est montré très net sur deux points. Il a affirmé que F.O. « *s'opposera à la mise en place de fonds salariaux, nouvelle manière d'amputer le pouvoir d'achat* » (cette question devrait être discutée à la commission nationale de la négociation collective du 28 juin). Il a enfin, sans affiner davantage ses propositions, réclamé « *avec force et de façon prioritaire une refonte globale et cohérente du système fiscal* ».

MICHEL NOBLECOURT.

● **La C.G.T. reste la première organisation syndicale du personnel communal**, malgré une perte de 6 points depuis 1977. Près de 70 % des 423 121 salariés communaux ont participé aux élections à la commission paritaire nationale, organisme qui se prononce sur le statut des personnels communaux et fonctionne comme instance d'appel des commissions départementales pour les carrières des agents communaux. La C.G.T. *a obtenu 35,51 % des voix* (en perte de 6 points). F.O., avec 27,35 % des voix gagne près de 5 points, et la C.F.D.T., qui recueille 16,19 % des suffrages, gagne 4 points par rapport à 1977.

● **Citroën en chômage technique pendant l'été.** — Afin de « réajuster les stocks », la direction de Citroën a décidé de mettre en chômage technique ses usines d'Aulnay (Seine-*Saint-Denis) et de Levallois* (Hauts-de-Seine) pendant dix jours au cours des trois prochains mois ; 4 500 salariés pour le premier établissement et 2 300 pour le second sont concernés par cette décision, qui prendra effet les 30 juin, et les 1er, 15, 25, 26, 27, 28 juillet, 29 août, 19 et 26 septembre.

NOMINATIONS

● **M. LOUIS-NOEL JOLY A ÉTÉ *NOMMÉ PRÉSIDENT DU G.I.E.-* CARTE A MÉMOIRE.** — M. Joly, quarante-six ans, directeur central à la Société générale, remplacera M. Le Corre, directeur général de la Chambre syndicale des banques populaires, qui présidait la G.I.E. depuis *sa création en* 1980.

● **M. ROBERT LAUCOURNET** est nommé président du Conseil national de l'habitat, qui vient d'être créé en remplacement du Conseil national de l'aide personnalisée au logement et du Conseil national de l'accession à la propriété. Socialiste, M. Laucournet est sénateur de la Haute-Vienne depuis 1968, et vice-président du Sénat depuis 1980. Il est également président de l'Office départemental d'H.L.M. de la Haute-Vienne.

● **M. BERNARD TREIZENEM**, âgé de cinquante-sept ans, ancien élève d'H.E.C., est nommé directeur général de la société Olida et Caby associés, holding d'Olida-Caby, principale *société française de charcuterie-salaison*. Il était vice-président de Soparind, holding du groupe Bongrain.

DE JANVIER A MAI

Le déficit du commerce extérieur a atteint 33 milliards de francs

Le déficit du commerce extérieur de la France a représenté — en chiffres corrigés des variations saisonnières — 7 657 millions de francs en mai, contre 1 538 millions en avril (— *3 643 millions en mai 1982*). Les importations ont atteint 65 180 millions, ayant augmenté de 11,5 % en un mois et de 15,8 % en un an, et les exportations (57 523 millions), en progression respectivement de 1,1 % et de 9,3 %. Le taux de couverture s'est établi à 88,3 %, contre 97,4 % en avril et 93,5 % en mai 1982.

En chiffres bruts, le déficit des échanges a a représenté 7 172 millions de francs, contre 90 millions en *avril (— 2 920 millions en* mai 1982). Les importations ont atteint 66 092 millions et les exportations 58 920 millions de francs, le taux de couverture s'étant établi à 89,1 %, contre 99,8 % en avril et 94,7 % en mai 1982.

A cette occasion, les pouvoirs publics ont retrouvé leurs habitudes : les résultats, qui font apparaître, pour le mois de mai, une forte aggravation du déficit, ont été publiés vendredi *en milieu d'après-midi*, après la fermeture du marché des changes. En revanche, le chiffre « *anormalement* » bon enregistré en avril avait été diffusé le jeudi, alors même que le premier ministre en faisait part aux sénateurs.

Les statistiques prennent aussi le président de la République à contre-pied. Evoquant l'utilité de l'action gouvernementale, lors de son récent entretien télévisé, le chef de l'Etat sollicitait les « *chiffres prochains* » du commerce extérieur. Les perspectives lui apparaissaient favorables : « *Nos exportations s'améliorent, nos importations diminuent. Très bien*, disait-il. *Voilà quelque chose non pas d'acquis mais qui commence à se dessiner.* » (*le Monde* du 10 juin.)

L'ébauche n'est pas évidente. Le gouvernement pâtit, en tout cas, de l'effet de contraste d'un mois sur l'autre, même si mai n'est pas plus probant qu'avril. Ainsi, le ministère du commerce extérieur évoque les « *reports d'opération qui affectent chaque résultat mensuel d'un aléa qui atteint parfois plusieurs milliards* ». Même si, retranchant « *les variations circonstantielles et non significatives* », le Quay Branly constate « *un progrès* » (le déficit « *tendanciel* » se situant autour de 5 milliards), il n'en reste pas moins que le solde négatif a, en cinq mois, atteint près de 33 milliards de francs (— 30,4 milliards de janvier à mai 1982). L'objectif officiel a d'ailleurs été décalé : il s'agissait au départ de ramener à 45 milliards le déficit de 1983 (— 93 milliards en 1982), puis cette réduction de moitié n'a plus été envisagée que d'avril 1982 à avril 1983, et le ministre du commerce extérieur a parlé de 60 milliards pour l'ensemble de cette année.

Cependant le déficit de la balance des paiements courants a représenté, en chiffres bruts, 29,14 milliards de francs au premier trimestre de 1983 contre 14,88 milliards durant le quatrième trimestre de l'an dernier et 16,08 milliards de janvier à mars 1982. En données corrigées, le solde négatif a été de 25,04 milliards *contre respectivement 16,55 milliards* et 12,05 milliards de francs.

Devant la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée, le ministre de l'économie a indiqué qu'une « *diminution sensible* » du déficit extérieur ne pourrait être constatée qu'à la fin de 1983. Pour lui, en tout cas, le choix d'une économie ouverte est celui du « *réalisme* », les propositions de contrôle des importations permettant surtout « *aux marchands de rêve de s'exprimer à loisir* ». Pour sa part, l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Jobert, estime que, « *sous peu* », la France sera obligée de « *frapper à la porte du F.M.I.* ». Cauchemar.

M. B.

L'Association des pays producteurs d'étain se met en place

De notre correspondant

Bangkok. — La Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande ont ratifié, le 17 juin, à Bangkok, l'acte de naissance de l'Association des pays producteurs d'étain. A eux seuls, ces trois états ont extrait, l'an dernier, 73,63 % de la production mondiale d'étain. L'Australie, la Bolivie, le *Nigéria et le Zaïre, qui contrôlent* près du quart restant, ont été invités à signer « *le plus tôt possible* » cet accord élaboré en mars à Londres, dont les promoteurs affirment qu'« *il n'est pas un cartel* ».

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, cette association ne répond pas vraiment à l'ambition qu'avait nourrie à son sujet la Malaisie, premier producteur mondial d'étain. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en juillet 1981, M. Mohamad Mahatir, premier ministre, s'était fixé comme objectif de rendre son pays maître de ses ressources naturelles. Son gouvernement ne s'est pas privé, depuis lors, de dénoncer l'« anarchie » du marché de l'étain, et notamment les violations commises, au regard du cinquième accord international sur l'étain (ITA), par les Etats-Unis qui ont écoulé, en 1982, une partie de leur stock stratégique à des prix de dumping.

L'idée du gouvernement de Kuala-Lumpur était donc de créer quelque chose qui ressemblerait à l'OPEC. Cette « TINPEC » aurait eu pouvoir de gérer les stocks d'étain et de contrôler les exportations. Mais cette manière de voir les choses s'est très vite heurtée à l'opposition de l'Indonésie et de la Thaïlande. Celles-ci ne souhaitaient pas forger un « *instrument de guerre* » contre les pays consommateurs, mais seulement se donner les moyens de mieux défendre leurs intérêts de telle sorte que « *le prix de l'étain soit raisonnable, stable et rémunérateur* ».

Les signataires ont finalement convenu de n'employer la manière forte qu'en dernier ressort. Outre qu'elle appuiera les efforts de l'ITA pour maintenir la stabilité des cours de l'étain, l'association se consacrera, pour le moment, à la recherche et à la promotion.

JACQUES DE BARRIN.

MOINS DE 4 % D'INFLATION EN GRANDE-BRETAGNE

Londres (*A.F.P.*). — Les prix britanniques à la consommation n'ont augmenté que de 0,4 % en mai contre 1,4 % en avril et 0,7 % en mai 1982. En un an, l'inflation est tombée à 3,7 % seulement, soit le taux le plus faible enregistré depuis quinze ans. En avril dernier ce taux était de 4 % et en mai 1982 de 9,5 %.

Une désescalade supplémentaire n'est pas entièrement exclue en juin, mais les analystes estiment qu'elle touche à sa fin. Ils s'attendent à une remontée de l'inflation en taux annuel entre 5 % et 7 % d'ici à la fin 1983, à cause principalement des effets inflationnistes de la baisse de la livre et de la hausse des cours mondiaux de la plupart des matières premières et denrées.

● **Un Fonds de financement tuniso-saoudien**, au capital de 50 millions de dollars, a été créé le 15 juin à Tunis, avec la participation de la Banque centrale de Tunisie et d'hommes d'affaires saoudiens. Ce fonds d'investissement a pour mission de financer d'abord des projets tunisiens de développement et, ensuite, des projets dans les pays islamiques. Une première banque tuniso-saoudienne d'investissement et de développement, au capital de 200 millions de dollars, avait été fondée entre les deux pays, à Tunis, en 1980. — (*A.F.P.*)

Environnement

APRÈS L'OPÉRATION « BOUES JAUNES » DE GREENPEACE

Le « Sirius » a été arraisonné à Honfleur

Après une semaine d'opérations en baie de Seine pour tenter d'empêcher le déversement des « boues jaunes » (déchets de phosphogypses produits par les usines chimiques de la région de Rouen), le navire du mouvement écologiste Greenpeace, le *Sirius*, a été arraisonné le 17 juin au large de Honfleur par la marine nationale. Alors qu'il tentait une dernière fois, avec l'aide d'une flottille de chalutiers de la région, de ramener à Honfleur la barge qui avait *déversé en mer ses boues jaunes*, le *Sirius* a été reconduit à cinq milles de Barfleur (Manche), où il est consigné.

La préfecture maritime de Cherbourg a estimé de son devoir, pour « *faire respecter l'ordre public* », d'arraisonner un navire battant pavillon néerlandais qui entravait les activités d'un bâtiment de transport français et se déclarait prêt à forcer l'entrée du port de Honfleur.

Dans un communiqué, le secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie apporte les précisions suivantes : « *Dès 1982, des décisions importantes ont été prises en vue d'aboutir à des solutions de stockage à terre des phosphogypses actuellement rejetés en basse Seine. Les projets de stockage pour les usines de la Générale des engrais (GESA) et d'Azote produits chimiques (A.P.C.) ont fait l'objet d'enquêtes publiques en 1982 et 1983. Les travaux pour l'usine de GESA ont été engagés au premier trimestre 1983. Ils se déroulent normalement et devraient être terminés en juin 1984. La mise en service se traduira par une réduction des rejets de 700 000 tonnes par an. Quant à la Cofaz (Compagnie française de l'azote), le Port autonome du Havre vient de confirmer son accord pour le terrain nécessaire au stockage.* »

Seveso la guigne

Le procès des cinq responsables de l'accident de Seveso serait-il, comme les fameux quarante et un fûts de déchets, marqué par la guigne ? Reporté une première fois le 18 avril à la suite d'un afflux de nouveaux plaignants, remis une deuxième fois le 11 mai à cause d'une grève des avocats, voici que, à peine ouverte le 17 juin, l'audience du tribunal de Monza a été suspendue jusqu'au 20 juin à la suite du décès accidentel d'un magistrat.

Ce qui n'a pas empêché quelque cent cinquante nouveaux plaignants de s'ajouter aux deux cents déjà inscrits en avril et en mai.

Pour peu que les élections législatives italiennes s'en mêlent, voilà un procès qui risque de durer... si toutefois il commence un jour.

Crédits

L'euromarché

Bon accueil

Un eurocrédit bancaire de 1,3 milliard de dollars sur sept ans et une émission euro-obligataire à taux d'intérêt fixe de 350 millions de dollars constituent les troisième et quatrième volets du financement des 4 milliards d'ECU recherchés par la C.E.E. *pour le compte de la France.*

Le premier volet (*le Monde* daté 12-13 juin) a déjà permis de réunir en un temps record 1,8 milliard de dollars par le truchement d'une euro-émission à taux d'intérêt variable. Son succès a été tel que son montant initial de 1,5 milliard a pu être aisément augmenté de 300 millions et qu'il aurait même pu être porté à plus de 2 milliards de dollars si le débiteur l'avait voulu. Compte tenu de l'augmentation retenue, les volumes de l'eurocrédit et de l'euro-émission à taux fixe ont pu néanmoins être notablement réduits par rapport aux montants de 1,7 milliard et 500 millions de dollars respectivement envisagés à l'origine.

L'euro-émission de 1,8 milliard de dollars a permis d'établir un record toutes catégories. C'est le plus grand placement obligataire jamais réalisé dans le monde pour un emprunteur autre que le Trésor américain ou le gouvernement britannique. L'opération a suscité tellement d'enthousiasme que de nombreux investisseurs dont la demande n'a pu être entièrement satisfaite sont restés sur leur faim. En conséquence, l'eurocrédit devrait bénéficier de l'époustouflante performance réalisée par l'émission.

Les banques allemandes dont les prêts à la C.E.E. ne sont pas soumis au régime des réserves obligatoires devraient se montrer particulièrement empressées de remplir leur devoir de bons citoyens européens. Dans les autres pays, un grand nombre d'eurobanques ont déjà fait part de leur désir de participer au prêt bancaire d'autant plus que sa vie moyenne sera seulement de cinq ans, sous l'effet de remboursements commençant *après trois ans de franchise.* Cela permettra de faire passer sans trop de heurts le faible intérêt semestriel qui pour les prêteurs sera l'addition au taux du Libor d'une marge de 0,375 % pendant les trois premières années, puis de 0,50 % pour le solde. La C.E.E. versera en outre aux banques une commission totalisant 0,40 %.

La Chase Manhattan, la Deutsche Bank et la Morgan Guaranty Trust, les coordinateurs généraux de ce troisième volet de l'opération seront assistés des cinq coordinateurs régionaux suivantes : l'Arab Banking Corporation pour le Moyen-Orient ; la Banque de Montréal pour l'Amérique du Nord ; la Banque de Tokyo pour l'Extrême-Orient ; la National Westminster pour le Royaume-Uni et la Scandinavie ; la Société générale pour l'Europe continentale.

De son côté, l'émission à taux fixe de 350 millions de dollars aura une durée très courte, puisque de quatre ans seulement. Cet avantage sera bien utile pour faciliter le placement. Le climat actuel ne se prête guère à des exercices à taux d'intérêt fixe. Les investisseurs, qui entrevoient la possibilité d'une nouvelle tension sur les taux d'intérêt depuis qu'il paraît acquis que Paul Volker restera à la tête de la Fed aux Etats-Unis, sont peu enclins : à s'engager pour l'instant.

En outre, ils préfèrent se concentrer sur les marchés boursiers où la reprise économique offre des possibilités de gains en capitaux substantiels. Dans cette conjoncture, le coupon annuel que devra offrir la C.E.E. ne pourra aller en deçà de 10,625 % – 10,75 %. C'est le niveau de la commission bancaire qui sera l'élément décisif pour trancher entre ces deux taux. Si elle est fixée au-dessous de 1,375 %, un coupon annuel de 11,75 % par an deviendra alors impératif. La Deutsche Bank, entourée de la Banque Paribas, de *l'Union de banques suisses et de la* banque d'affaires britannique Warburg, sera chargée de diriger l'émission à taux fixe.

Encore des Français

L'émission euro-obligataire de 150 millions d'ECU divisée en trois tranches et qui représente le second volet du financement global de la C.E.E. est toujours en cours de placement. Près de 130 millions ont été à ce jour recueillis. La tranche à quatre ans qui est proposée avec un coupon annuel de 11,125 % a tout de suite été très recherchée. Destinée aux investisseurs institutionnels, elle est d'ores et déjà pratiquement souscrite.

Les tranches à sept et dix ans offertes avec des coupons annuels respectifs de 11,25 % et 11,50 % sont par contre un peu plus lentes à écouler, tout particulièrement celle dont *l'échéance est la plus longue.* Mais le papier à quatre ans ayant disparu, la demande de la clientèle privée devrait dorénavant se reporter sur les périodes plus étendues. De toute manière, la souscription a encore une semaine à courir.

On aurait pu croire que les débiteurs français s'abstiendraient d'euro-emprunter aussi longtemps que la C.E.E. n'aurait pas terminé son financement puisque le produit en est intégralement destiné à la France. Il n'en est apparemment rien. La Banque française pour le commerce extérieur (B.F.C.E.) et E.D.F., pour ne citer que ces deux entités du secteur public, sollicitent présentement sous la garantie de la République française plusieurs secteurs *de l'euromarché.*

C'est un emprunt euro-obligataire de 150 millions de DM que la B.F.C.E. a lancé cette semaine. D'une durée de sept ans, il est proposé au pair avec un coupon de 8,25 % par an. Cela est très élevé puisque, dans le même temps, la Banque japonaise de développement se contente d'offrir 7,50 % sur une période de sept ans également afin de lever 100 millions de DM.

Mais les emprunteurs de l'Hexagone, *par suite du grand endettement* extérieur de la France, doivent passer sous les Fourches Caudines d'une prime importante s'ils veulent susciter la sympathie des investisseurs internationaux. Ceux-ci, du reste, ont vivement apprécié le geste de la B.F.C.A. Son émission a été bien reçue et n'aura aucun mal à être couverte.

E.D.F., elle, est présente sur trois marchés à la fois. Tout d'abord elle draine 100 millions de livres sterling à *Londres par le* canal d'u*n place*ment à cinq ans d'acceptations bancaires qui seront rémunérées par une commission de 0,25 % pendant chacune des deux premières années, puis de 0,375 % au cours des suivantes. Ensuite, elle effectue un placement privé de 100 millions de francs suisses, qui aura une durée de cinq ans, sera émis à 99,50 et portera un intérêt annuel de 5,75 %. Ce coupon a paru un tantinet trop bas aux investisseurs helvètes qui en plus se méfient de la signature française.

Enfin, E.D.F. lève 300 millions de dollars au travers d'un eurocrédit *stand-by* à cinq ans, dont l'intérêt est exclusivement basé sur le taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis. A celui-ci s'ajoutera en effet une marge de 0,10 % sur les premiers 150 millions de dollars qui seront tirés et de 0,125 % sur le reste. Mais s'agissant d'une facilité qui ne devrait pas faire l'objet d'un tirage puisqu'elle est destinée à épauler le placement du papier commercial qu'E.D.F. émet régulièrement et avec succès outre-Altantique, l'élément majeur est la commission d'engagement. Dans le cas présent, elle est de 0,125 % par an, ce qui est extrêmement bas. Il reste à juger de l'empressement que les banques américaines et celles domiciliées aux Etats-Unis mettront à souscrire au crédit.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Un dollar impavide : 7,67 F

Au seuil de l'été, le dollar fait mine de se maintenir aux cours élevés récemment atteints, battant même à nouveau ses records à Paris en atteignant 7,75 F en milieu de semaine avant de revenir à peu près à son niveau de la fin de la semaine *précédente, entre 7,67 F et 7,68 F.* La livre sterling, en revanche, a sensiblement fléchi à la suite de la baisse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne.

Comme d'habitude, la monnaie américaine a évolué en fonction de nouvelles reçues du front des taux d'intérêt américains, qu'enflamme régulièrement le « fièvre du vendredi soir », celle que provoquent les variations de la masse monétaire. A la veille du week-end dernier, l'annonce d'une quasi-stabilité de ladite masse (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire) laissait entrevoir une accalmie sur les changes pour le lundi suivant. C'est ce qui se produisit, le dollar revenant à 2,54 DM à Francfort et à 7,64 F à Paris. Etait-ce, enfin, l'amorce d'un véritable repli du « billet vert » ? Non point, car le lendemain le dollar se mettait à remonter pour atteindre mercredi 2,5750 DM et 7,75 F à Paris, nouveau record historique. Motif : les taux s'étaient à nouveau tendus. Vendredi matin, les taux se détendant, le dollar retombait à 7,64 F pour finir aux environs de 7,67 F.

Une autre raison pour expliquer la vigueur du dollar en milieu de semaine a été le vif recul de la livre sterling, vendue massivement au profit de la monnaie américaine. De 1,57 dollar la semaine dernière, la devise britannique tomba un moment à 1,51 dollar, tandis qu'à Paris elle revenait de 12,10 F à 11,70 F, plus de 3 % de baisse. Ce repli était motivé par l'abaissement du taux de base des banques anglaises, ramené de 10 % à 9,50 % sur l'initiative de la Banque d'Angleterre, agissant *elle-même* sur instruction du gouvernement : il s'agit de relancer l'économie en faisant au besoin fléchir un peu la livre, dont le redressement de ces derniers mois a diminué les recettes provenant du pétrole de la mer du Nord, vendu en dollars.

Le franc s'est bien comporté au sein du Système monétaire européen, notamment vis-à-vis du deutschemark, dont le cours n'a pas dépassé 3,01 F, à 1 centime de son cours plancher. Tant à Luxembourg et Londres qu'à Francfort, on estime que le deutschemark a pris du retard par rapport au franc, compte tenu du différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne fédérale, près de 6 % à l'heure actuelle.

Ce différentiel autoriserait une hausse de 1,5 % du deutschemark sur trois mois (depuis l'ajustement de mars dernier), soit un cours de 3,04 F environ à Paris. Pour l'instant, estime-t-on en dehors de France, c'est la faiblesse du deutschemark vis-à-vis du dollar qui masque celle du franc : ce dernier, dès que la monnaie ouest-allemande se raffermira, perdra rapidement du terrain. Tels sont les pronostics, peu charitables, des « gnômes de Zurich ».

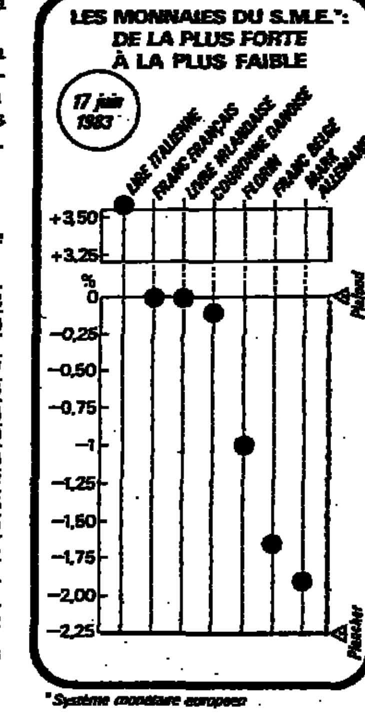
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 17 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York ...	1,5250	–	13,0335	47,2589	39,1849	1,9646	35,1388	0,0662
	1,5735	–	12,9954	47,0588	39,1389	1,9592	34,9162	0,0660
Paris	11,7005	7,6725	–	362,59	300,64	15,0736	269,54	5,0811
	12,1080	7,6950	–	362,11	301,17	15,0764	268,68	5,0817
Zurich	3,2260	2,1160	27,5793	–	82,9153	4,1571	74,3369	1,4013
	3,3436	2,1250	27,6159	–	83,1702	4,1634	74,1960	1,4033
Francfort ...	3,8918	2,5520	33,2623	120,60	–	5,0137	89,6539	1,6900
	4,0202	2,5550	33,2038	120,23	–	5,0058	89,2108	1,6873
Bruxelles ...	77,6225	50,900	6,6341	24,0548	19,9451	–	17,8816	3,3700
	80,3114	51,0400	6,6328	24,0188	19,9765	–	17,8212	3,3706
Amsterdam ..	4,3409	2,8465	37,1002	134,52	111,53	5,5923	–	1,8850
	4,5065	2,8640	37,2189	134,77	112,09	5,6112	–	1,8913
Milan	2302,75	1510	196,50	713,61	591,69	29,6680	530,47	–
	2382,67	1514,25	196,78	712,58	592,66	29,6679	528,71	–
Tokyo	364,93	239,30	31,1895	113,09	93,7695	4,7013	84,0681	0,1584
	381,10	242,20	31,4752	113,97	94,7945	4,7452	84,5670	0,1599

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 juin, 3,2062 F contre 3,1771 F le vendredi 10 juin.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Hausse du cuivre et de l'étain
Baisse du sucre

La reprise de l'activité économique que se confirme dans plusieurs pays industrialisés, Etats-Unis notamment, ce qui tend à accélérer le mouvement de reconstitution des stocks.

Mais la revalorisation des cours de certains métaux risque de se faire attendre. En dollars constants, les cours actuels sont inférieurs à ceux d'il y a plusieurs années. Entre-temps, les coûts de production se sont accrus.

MÉTAUX. – *Reprise des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, qui repassent au-dessus de 1 100 livres la tonne, galvanisés par la grève qui vient d'éclater dans les mines chiliennes, et les conditions climatiques anormales qui ont perturbé la production de ce pays. Ces facteurs ont permis de neutraliser le nouvel accroissement des stocks britanniques, qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis quatre ans et demi. Toute nouvelle avance des cours reste, pour l'instant, subordonnée à un regain d'achats pour compte chinois, à de nouvelles perturbations sociales et, au bilan, naturellement, à une augmentation de la demande.*

Les cours de l'étain retrouvent leur niveau le plus élevé depuis mai dernier, grâce aux achats de soutien effectués par le directeur du stock régulateur. Le Conseil international de l'étain se réunira la semaine prochaine à Londres. Mais les négociants ne pensent pas que les prix d'intervention puissent être modifiés.

Quant aux restrictions frappant les exportations, elles devraient être maintenues à leur niveau actuel pour le prochain trimestre. La constitution par la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, d'une association des pays producteurs d'étain renforce leur position, face aux pays consommateurs. Ces trois pays représentent, en effet, plus de 70 % de la production mondiale.

Nouvelle et lente progression des cours du zinc à Londres, en corrélation avec l'apparition d'un conflit social dans une importante société canadienne.

Légère amélioration des cours du plomb, à Londres. Depuis 1979, la chute des prix est de l'ordre de 50 %. La consommation mondiale, qui a diminué de 10 % en 1982, ne donne pas encore de signes notables d'amélioration.

Sensible redressement des cours de l'aluminium, à Londres. Les stocks mondiaux sont désormais revenus à leur niveau le plus bas depuis deux ans. Aux Etats-Unis, la capacité de production est utilisée à 62 % au lieu de 56 % en janvier. Le mois prochain, elle sera portée à 67 %.

DENRÉES. – *La tendance s'est brutalement renversée sur le marché du sucre, dont les cours enregistrent souvent une baisse supérieure à 10 %. Les conditions climatiques se sont améliorées dans différents pays européens, ce qui permet d'envisager une récolte européenne de betteraves peut-être plus importante que prévu. La diminution de la récolte cubaine avait déjà été escomptée par le marché. Les stocks mondiaux actuels restent amplement suffisants pour faire face à une récolte mondiale inférieure aux besoins de la consommation.*

Nouvelle hausse des cours du café, avec la résurgence de rumeurs relatives à un refroidissement de la température au Brésil dans certaines zones productrices.

Le cacao consolide ses progrès antérieurs, mais il n'a pu conserver sa hausse du commencement de la semaine. Des ventes de la part de la Côte-d'Ivoire et du Nigéria ont permis de calmer l'emballement spéculatif du marché.

LES COURS DU 17 JUIN 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 102 (1 084,50) ; à trois mois, 1 119 (1 104,50) ; étain comptant, 8 885 (8 420) ; à trois mois, 8 770 (8 437) ; plomb, 265 (261) ; zinc, 472,50 (465,50) ; aluminium, 955 (914) ; nickel, 3 160 (3 170) ; argent (en pence par once troy), 764,50 (743). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 74,50 (75,95) ; argent (en dollars par once), 11,80 (11,75) ; platine (en dollars par once), 428,50 (423) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (66,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (300-310). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 30,86 (30,66).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 76,21 (78,37) ; octobre, 77,27 (79,42). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), *août*, 445 (446) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (400). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, juillet, 44,10 (44,20).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 732-733 (726-740). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 250-251 (251-252).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 119 (2 185) ; septembre, 2 180 (2 230) ; sucre, juillet, 9,83 (12,02) ; septembre, 10,07 (12,27) ; café, juillet, 126,88 (127,17) ; septembre, 127,64 (127,04). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, août, 165,50 (187) ; octobre, 172 (194,25) ; café, juillet, 1 667 (1 647) ; septembre, 1 658 (1 590) ; cacao, juillet, 1 525 (1 503) ; septembre, 1 536 (1 506). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, juillet, 1 850 (1 830)) ; septembre, 1 865 (1 854) ; café, juillet, 1 975 (2 020) ; septembre, 1 955 (1 965) ; sucre (en francs par tonne), août, 2 336 (2 545) ; octobre, 2 315 (2 545) : tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 172,10 (175,9) ; août, 173,5 (176,9). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 140 (139,50) ; août, 138 (137).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 351 1/4 (343 1/2) ; septembre, 361 3/4 (353 3/4) ; maïs, juillet, 309 1/4 (308 3/4) ; septembre, 292 (289 3/4).

INDICES. – Moody's, 1 043,90 (1 044,20) ; Reuter, 1 839,6 (1 843,6)

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Marché monétaire et obligataire

Au gré de l'Amérique

L'annonce d'une augmentation de la *masse monétaire* américaine de 100 millions de dollars (une misère !) après une diminution de 400 millions de dollars la semaine précédente (révisée à 800 millions de dollars) avait bien, en début de semaine, provoqué une détente certaine sur les taux d'intérêt : celui de l'eurodollar à six mois glissait en dessous de 10 %, à 9 7/8 % et même à 9 3/4 %. Mais, les jours suivants, les taux remontaient pour diverses raisons. Tout d'abord, le marché s'attendait, pour le vendredi suivant, à une forte augmentation de la masse monétaire pour la période hebdomadaire se terminant le 8 juin, en raison des versements effectués par le Trésor au titre des rembourse*ments d'impôts. Le chiffre de 6 mil*liards de dollars était avancé, ramené à 3 milliards en milieu de semaine : il a été, en fait, de 5,6 milliards de dollars. A partir du 15 juin, toutefois, les experts prévoient une décrue de la masse monétaire, de nature à compenser son excessif gonflement du mois de mai.

Ensuite, plusieurs déclarations ont donné à entendre qu'un resserrement du crédit, et donc une hausse *du taux, étaient à prévoir. Cela a été* le cas, sans surprise, pour L. Donald Regan, secrétaire au Trésor, mais aussi pour M. Albert Wojnilover, chef économiste de la First Boston et expert réputé à Wall Street, selon *lesquels la vigueur de la reprise éco*nomique actuelle excède déjà les normes d'expansion que le gouvernement et la Réserve fédérale s'étaient fixées et au-delà desquelles on risque, selon eux, de relancer l'inflation. *Toutefois, estiment-ils, « ayant à choisir, de manière très désagréable, entre un relèvement immédiat des taux et le risque de les voir monter ultérieurement de façon moins maîtrisable, les autorités monétaires vont, probablement, s'efforcer de suivre une voie moyenne ».*

Ajoutons que la préparation de l'échéance du 30 juin, l'une des plus lourdes de l'année avec celle du 31 décembre, entraîne une très forte demande de dollars, notamment pour les eurocrédits renouvelables tous les six mois (les roll-over), dont la masse frôle les 500 milliards de dollars.

Vif intérêt pour les titres participatifs

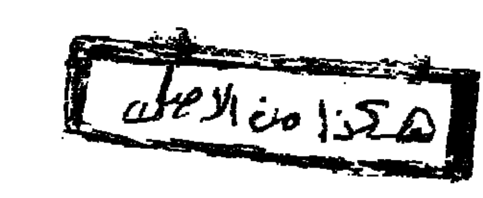
Sur le marché obligataire français, les rendements n'ont guère varié : 13,70 % contre 13,67 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, *13,61 % contre 13,60 % pour ceux à* moins de sept ans, 14,60 % contre 14,55 % pour les emprunts du secteur public et 15,35 % contre 15,26 % pour ceux du secteur privé, selon les indices Paribas.

Cette stabilité a provoqué un peu plus d'intérêt pour les émissions à taux fixe, très délaissées ces derniers temps, tandis que celles à taux variable sont toujours très recherchées. Cette semaine, d'ailleurs, les trois émissions annoncées, CÉTELEM pour 500 millions de francs, GEFCO (du groupe Peugeot) pour 500 millions de francs et le G.I.B.T.P. pour 275 millions de *francs sont à taux variable* (T.M.O.). D'une façon générale, outre un certain engorgement du marché dû à la sollicitation dont il est l'objet (80 milliards de francs en cinq mois), on note, actuellement, une certaine réticence des particuliers qui, il est vrai, ont dû se réserver pour alimenter le fisc (deux tiers provisionnels majorés du 1 %, I.G.F. et prélèvement temporaire de 10 %).

Parmi les nouveaux instruments d'épargne dont dispose le marché, les titres participatifs éveillent un très vif intérêt. Sitôt cotés en Bourse, ceux émis par Saint-Gobain se sont élevés à 6 % et même 7 % au-dessus du pair tandis que ceux de Rhône-Poulenc, en cours de placement, sont extrêmement recherchés et pratiquement tous « casés ». Ce succès stimule les trésoriers des autres groupes nationalisés, notamment le groupe Thomson.

En revanche, les obligations renouvelables du Trésor, nouvelles venues dans la panoplie de l'Etat, ne rencontrent pas un succès démesuré : depuis une quinzaine de jours, 250 millions de francs de ces obligations auraient été placés, contre 1 milliard de francs attendus. Destinés en priorité aux particuliers, ces titres ne bénéficieraient pas du meilleur accueil dans les guichets des réseaux, où le personnel, faute de temps, ne peut être assez rapidement formé pour l'écoulement de toutes les nouvelles formules de placement.

En outre, ils se trouvent en compétition avec l'épargne-logement nouveau style, dont les 10 % exonérés d'impôts peuvent se comparer avec les 12,75 % imposables des obligations renouvelables (9,56 % après prélèvement forfaitaire de 25 %) qui, toutefois, bénéficient de l'abattement de 5 000 F sur les coupons. – F. R.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 juin 1983

La soupe à la grimace

« *VOTRE pouvoir d'achat, ça vous préoccupe ?* », demande actuellement un placard publicitaire inséré dans certaines gazettes. « *Choisissez les valeurs françaises et étrangères capables de battre l'inflation !* », répondent en chœur les professionnels du palais Brongniart en prétendant détenir pour l'instant « *la clé de meilleurs placements* ».

Sur ce dernier point, on doit concéder aux familiers de la corbeille que la Bourse de Paris — et des places de province — continue à bénéficier de l'« effet d'entonnoir » bien connu des gestionnaires de portefeuille qui ont enfoui depuis plus de deux ans au fond de leur tiroir toutes les luxueuses brochures vantant les charmes de moins en *moins discrets de l'immobilier ou des placements liquides* lourdement pénalisés par la fiscalité.

Battre l'inflation ? Depuis le début de l'année, le marché parisien n'a rien à envier aux Bourses étrangères sur ce point avec une progression voisine de 25 % en six mois. Choisir les valeurs *ad hoc* ? C'est devenu par contre, de moins en moins facile si l'on en juge par le résultat de la semaine qui vient de s'écouler, marquée par une baisse de 1,6 % en moyenne de l'indicateur instantané, un repli beaucoup plus accentué mercredi lorsque la cote a brusquement chuté de plus de 1,8 % sous le poids d'une conjonction d'éléments négatifs.

Voilà plusieurs jours déjà que les investisseurs pressentaient un mouvement de consolidation sous les lambris du palais de la Bourse, *mais ils ne pensaient peut-être pas* que la rupture avec New-York — où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a joué les provocateurs en battant *record sur record — serait aussi nette. Il a suffi* pour cela que montent à la « une » des journaux l'augmentation des chômeurs au mois de mai — premier revirement significatif depuis novembre 1982 — et la sévère mise en garde adressée au gouvernement par M. Yvon Gattaz, alors que l'on attend toujours la publication — prévue pourtant pour la fin du mois d'avril dernier — du rapport de la commission mixte pouvoirs publics/patronat sur l'un des thèmes favoris du C.N.P.F. : les charges des entreprises.

Ajoutez à cela la baisse anticipée, pour le second semestre 1983, des investissements telle qu'elle ressort d'une récente enquête de l'INSEE, l'évolution de plus en plus préoccupante de la situation de trésorerie des entre*prises françaises constatée par le même institut (à son plus* bas niveau depuis 1975) et les dernières données statistiques publiées par un certain nombre d'organismes bien décidés à bousculer les conjoncturistes du quai Branly sur leur propre terrain, et vous aurez l'explication de cette soupe à la grimace qui est restée sur l'estomac de certains boursiers. Pas de reprise en France à attendre avant 1985, estiment ces observateurs, qui se veulent tous plus indépendants les uns que les autres. Le message a été bien reçu en Bourse, où les investisseurs étrangers avaient déjà réagi sans attendre la traduction officielle des documents en version originale. Voilà plusieurs jours en fait qu'ils avaient décidé de freiner leurs achats à Paris. A présent, ils commencent à vendre, infligeant des pertes à de nombreux titres vedettes tels L'Air liquide, Pernod-Ricard, Moët-Hennessy, Bic, Club Méditerranée, pris au hasard des tableaux de cotation.

Ces dégagements ont rapidement contaminé des titres de second rang, et, au tableau des plus fortes hausses de la semaine, seule D.M.C. s'octroie un gain supérieur à 20 %, tandis que les dix-huit places suivantes sont fermement occupées par des actions étrangères, un regain d'intérêt que confirme le dollar-titre, dont le cours a avoisiné le 9,60 F en fin de semaine. Ce sont également les investisseurs étrangers qui ont procédé discrètement depuis lundi à des ventes de titres Elf-Aquitaine, bien avant l'assemblée générale de la société, marquée, jeudi, par le retrait de celui qui en assurait la présidence... jusqu'à midi et demi au profit de l'administrateur général au Commissariat à l'énergie atomique, M. Michel Pecqueur, et au grand dam des « petits actionnaires » *venus apporter leur soutien* à M. Albin Chalandon.

Ce jour-là, les ordres de vente ont déferlé en Bourse, et, sur le seul marché à terme, 472000 titres ont finalement été négociés. Jeudi, le cours de l'action Elf-Aquitaine perdait plus de 4 % après avoir été soutenue *in extremis* par une main secourable — une seule, d'ailleurs, qui faisait feu de tout bois à la corbeille — de façon à faire remonter le titre jusqu'à 155 F, voire même 157 F (contre 159,20 F la veille) à la dernièr minute tout de suite après ce que chacun au palais considère comme l'annonce de la clôture de la séance : le son de cloche final.

Le 17 juin, la même valeur subissait encore des ordres de vente et sa chute pour l'ensemble de la semaine dépasse *les 8 %. « Ce n'est pas un drame », tient à souligner* un professionnel. Certainement, et la restructuration de la chimie française qui a fortement contribué à faire trébucher M. Chalandon, trouvera sans doute un partenaire plus conciliant en la personne de son successeur. Il n'est pas dit pour autant que le groupe y trouve son compte, laisse-t-on entendre sous les colonnes.

SERGE MARTI.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	17-6-83	Diff.
4 1/2 % 1973	2 065	− 3
7 % 1973	8 955	+ 20
10,30 % 1975	89,70	− 0,40
P.M.E. 10,6 % 1976	90,05	+ 0,05
8,80 % 1977	109,90	− 0,05
10 % 1978	88,02	+ 0 07
9,80 % 1978	86,75	− 0,10
8,80 % 1978	89	+ 0,10
9 % 1979	83,70	− 0,28
10,80 % 1979	89,65	inchangé
12 % 1980	97,55	inchangé
13,80 % 1980	100,95	+ 0,10
16,75 % 1981	108,15	− 0,10
16,20 % 1982	108	− 0,10
16 % 1982	107,60	+ 0,10
15,75 % 1982	105,70	− 0,20
C.N.E. 3 %	3 065	− 34
C.N.B. bq. 5 000 F	100,80	− 0,35
C.N.B. Paribas 5 000 F	100,80	− 0,40
C.N.B. Suez 5 000 F	100,80	− 0,45
C.N.I. 5 000 F	100,70	− 0,41

Bâtiment, travaux publics

	17-6-83	Diff.
Auxil. d'entreprises	870	− 25
Bouygues	645	− 55
Ciment Français	188	− 10
Dumez	710	+ 20
J. Lefebvre	146	− 3,90
G.T.M.	335	− 3
Lafarge	282	− 14
Maisons Phénix	422	+ 15
Poliet et Chausson	333	− 9
S.C.R.E.G.	114,20	− 9,80
S.G.E.-S.B.	121	− 7

Banques, assurances sociétés d'investissement

Le bénéfice net d'*Eurofrance* pour 1982 atteint hors éléments à long terme 261,2 millions de francs marquant ainsi une baisse de 4,6 % d'une année sur l'autre. Ce recul est dû à la diminution des résultats de *France S.A.* et de *Viniprix*.

La banque *Indosuez* a publié ses comptes consolidés. Le résultat net est en légère baisse (− 1,6 %) à 377,9 millions de francs alors que celui de la maison-mère — France et succursales à l'étranger — progressait de 3,8 %. La raison en est que les méthodes comptables ont été modifiées et que, la banque n'ayant pas retraité ses bénéfices de 1981, la *comparaison est hasardeuse*.

	17-6-83	Diff.
Bail Équipement (1)	209,50	inchangé
B.C.T.	148	− 15,80
Cetelem	176,50	+ 1,40
Chargeurs S.A.	195	+ 1
Bancaire (Cie)	241,50	− 3,50
C.F.F. (2)	470	− 46
C.F.I.	192	− 8
Eurafrance	413	− 25
Hénin (La)	281	+ 7
Imm. Pl-Monceau	233,80	+ 2,80
Locafrance	225	− 13
Locindus (3)	470	− 6
Midi	830	− 44
O.F.P. (Omn. Fin. Paris)	831	− 29
Parisienne de résc.	467	− 1
Prétabail	722	+ 12
Révillon	537	− 37
Schneider	94	− 8,90
U.C.B.	142,10	− 3,90

(1) Compte tenu d'un coupon de 16,50 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 31 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 46 F.

Filatures, textiles, magasins

Le bénéfice net consolidé du *Bazar de l'Hôtel de Ville* a progressé de 10,6 % en 1982 pour atteindre 24,54 millions de francs. *Le résultat* net après amortissements et provisions se traduit par un bénéfice de 18,05 millions de francs contre 16,33 millions l'année précédente, et dans le même temps la marge brute d'autofinancement a progressé de 15 % pour s'établir à 62,67 millions de francs.

	17-6-83	Diff.
André Roudière	N. C.	
F.F. Agache-Willot	N. C.	
B.H.V.	189	− 0,50
C.F.A.O.	471	+ 20
Damart-Serviposte	939	+ 14
Darty	635	− 23
D.M.C.	51,50	+ 10
Galeries Lafayette	144	− 1,50
La Redoute	975	− 59
Nouvelles Galeries	69,50	− 2
Printemps	110,10	inchangé
S.C.O.A.	25,05	− 1,35

Alimentation

	17-6-83	Diff.
Beghin-Say	290	− 18
Bongrain	1 416	− 79
B.S.N. G.-Danone	1 742	− 36
Carrefour	1 262	− 28
Casino	875	− 45
Cédis	475	− 17
Euromarché	672	− 44
Guyenne et Gasc.	299	− 16
Lesieur	996	− 17
Martell	885	+ 15
Moët-Hennessy	1 149	+ 4
Mumm	372	− 17
Occidentale (Gale)	575	+ 7
Olida-Caby	178,50	− 17,50
Pernod-Ricard	600	− 40
Promodès (1)	870	− 1
Source Perrier	308	+ 2
St-Louis-Bouchon	267	− 1
C.S. Saupiquet	241	− 4
Veuve Clicquot	1 300	− 35
Viniprix	700	+ 1
Nestlé	18250	+ 200

(1) Compte tenu d'un coupon de 29 F.

Matériel électrique services publics

	17/06/83	Diff.
Alsthom-Atlantique	145,20	− 3,80
C.E.M.	30,70	− 3,70
CIT-Alcatel	1190	+ 40
Crouzet	130,10	− 7,90
Générale des Eaux	314,50	+ 3
Intertechnique	1121	− 29
Legrand	1970	− 10
Lyonnaise des Eaux	533	− 22
Machines Bull	36,50	− 1,55
Matra	1240	− 50
Merlin-Gérin	827	− 3
Moteur Leroy-Somer	546	+ 14
Moulinex	89,20	− 0,30
P.M. Labinal	268	− 7
Radiotechnique (1)	361	+ 1,50
S.E.B.	324	+ 4
Signaux	661	− 19
Télémec. Electrique	990	− 60
Thomson-C.S.F.	175	− 14,50
I.B.M.	1169	+ 82
I.T.T.	372	+ 13
Schlumberger (1)	484,20	+ 38,70
Siemens	1305	+ 27

(1) Compte tenu d'un coupon de 22,50 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Le président d'*Alcan Aluminium* table sur un retour à la rentabilité pour le second semestre de cette année. En 1982, le groupe avait enregistré un déficit de 58 millions de dollars.

	17/06/83	Diff.
Géophysique	941	− 58
Imétal	51,30	− 1
Michelin	714	+ 4
M.M. Penarroya	39,60	− 1,90
Charter	42	+ 0,80
INCO	141,10	− 1,90
R.T.Z.	84,40	+ 0,80
Z.C.I.	3	− 0,01

Métallurgie construction mécanique

L'année écoulée a été catastrophique pour *Manurhin*, filiale à 34 % de *Matra*. La perte comptable s'élève à 740,59 millions de francs entre 25,76 millions en 1981. Le déficit d'exploitation compte à lui seul dans ce chiffre pour 332,51 millions de francs. L'endettement dépasse 1 milliard de francs. Un plan de restructuration a été mis sur pied. *Matra* a déjà versé 100 millions pour éviter des fermetures d'usines et un accord est en préparation avec *Olivetti* dans le domaine des ateliers flexibles.

	17/06/83	Diff.
Alspi	56,90	− 4,10
Amrep	712	− 1
Avions Dassault-B.	450	inchangé
Chant. Fce Dunk	8,20	− 0,30
Chiers-Châtillon	14,50	− 0,75
Creusot-Loire	39,40	+ 0,40
De Dietrich	365	+ 20,10
FACOM	628	− 55
Fives-Lille	150	− 4
Fonderie (Générale)	20	− 1
Marine-Wendel	53,60	− 3,10
Penhoët	389	+ 4
Peugeot S.A.	173	+ 6,20
Poclain	81,50	− 0,90
Pompey	116	− 5,50
Sacilor	8,90	− 0,70
Sagem	1 205	− 55
Saulnes	15,95	− 0,05
Saunier-Duval	28	+ 0,70
Usinor	1,04	+ 0,05
Valéo	3	+ 0,20
Vallourec	76,20	− 3,80

Mines d'or, diamants

	17-6-83	Diff.
Amgold	1 140	− 7
Anglo-American	203,80	+ 1,80
Buffelsfontein	628	+ 29
De Beers	82,10	+ 1,10
Driefontein	331,60	+ 3,20
Free State	473	+ 7
Goldfields	81	− 0,50
Gencor	250	+ 2
Harmony	224,60	+ 6,70
Président Brand	467	+ 11,80
Randfontein	1 420	− 20
Saint-Helena	435	+ 14
Western Deep	576	+ 13
Western Holding	511	− 3

Pétroles

	17-6-83	Diff.
Elf-Aquitaine	154,90	− 14
Esso	308	− 25
Francarep	330	− 18
Pétroles française	180,20	− 4,80
Pétroles B.P.	128,10	− 4,10
Primagaz	246	− 1,50
Raffinage	94,50	− 10,50
Sogerap	346	− 18
Exxon	327	+ 12
Petrofina	990	+ 1
Royal Dutch	422	+ 29

Valeurs diverses

	17-6-83	Diff.
Agence Havas	683	− 32
A.D.G.	323	− 2
L'Air Liquide	445	− 14
Arjomari	238	− 11
Bic (1)	533	− 40
Bis	262	− 31
Club Méditer. (2)	696	− 21
Essilor	1 275	− 41
Europe 1	714	− 6
Gle Ind. Part. (3)	274	− 3
Hachette	1 050	− 10
J. Borel Int.	152	− 5,50
Oréal (L')	1 565	+ 5
Navigation Mixte	182	− 10,90
Nord-Est	50,20	− 2,50
Presses de la Cité	980	− 75
Skis Rossignol	835	− 20
Sanofi	345	− 12
U.T.A.	182	+ 2

(1) Compte tenu d'un coupon de 12 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 15 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 11 F.

Produits chimiques

Le résultat brut des *Raffineries de soufre réunies* pour le premier trimestre 1982-1983 s'élève, hors plus-values, à 7,95 millions de francs, contre 7,40 millions.

	17-6-83	Diff.
Institut Mérieux	670	− 24
Laboratoire Bellon	333	+ 13
Nobel-Bozel	9	inchangé
Roussel-Uclaf	282	− 7
B.A.S.F.	550	+ 5
Bayer	521	+ 21
Hoechst (1)	530	− 7
I.C.I.	71,90	− 0,45
Norsk-Hydro	540	+ 24

(1) Compte tenu d'un coupon de 12 F.

Ruée sur l'esquimau

Les ouvreuses ont manqué d'esquimaux le 14 juin en Bourse. Pris d'une véritable boulimie, les clients ont réclamé à cor et à cri les actions Ortiz-Miko admises ce jour-là sur le second marché. Résultat : l'opération a été gelée et un délai supplémentaire a été prévu.

Cent vingt-six fois plus de titres ou presque ont été demandés (17 964 939 exactement) qu'il n'y en avait de disponibles à la vente (142 753). Ce n'est pas faute d'avoir fait monter les enchères. Pour un prix d'offre minimum de 480 F ; on est monté jusqu'à 1 200 F. Peine perdue.

Une nouvelle tentative sera faite le 21 juin. Cette fois la chambre syndicale a pris ses précautions. Les conditions d'introduction sont maintenues, mais les ordres d'achats devront être accompagnés d'un chèque dont le montant correspondra à la contrevaleur du total des titres demandées aux différentes limites stipulés. Les fonds seront bloqués une semaine jusqu'au 28 juin inclus. En outre, chaque charge d'agent de change devra obligatoirement déposer les ordres dont elle est dépositaire transcrits sur cartes mécanographiques (une pour chaque limite) avec une fiche signée par une personne accréditée comportant la somme exacte dont sa trésorerie devra être débitée. Bref, il faudra montrer patte blanche pour mettre un doigt dans la crème glacée. — A. D.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10/6/83	Cours 17/6/83
Or fin (kilo en barre)	102 900	102 350
— (kilo en lingot)	102 800	101 900
Pièce française (20 fr.)	686	670
Pièce française (10 fr.)	414	414
Pièce suisse (20 fr.)	880	871
Pièce latine (20 fr.)	650	645
● Pièce tunisienne (20 fr.)	629	611
Souverain	818	828
Souverain Elizabeth II	809	809
● Demi-souverain	402	391
Pièce de 20 dollars	3 960	3 905
— 10 dollars	1 880	1 902
● — 5 dollars	1 125	1 250
— 50 pesos	4 325	4 285
● — 20 marks	803	795
— 10 florins	883	880
● — 5 roubles	425	420

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	13 juin	14 juin	15 juin	16 juin	17 juin
Terme	188 678 705	228 137 592	294 751 164	291 800 266	266 893 922
Comptant					
R. et obl.	729 421 684	759 298 428	721 220 877	731 475 602	811 608 239
Actions	108 121 703	126 583 156	154 782 069	122 938 556	167 061 554
Total	1 026 222 092	1 114 019 176	1 170 754 110	1 146 214 424	1 245 563 715
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 *décembre* 1982)					
Franç.	125,6	124,8	122,0	121,4	000,0
Étrang.	132,6	134,6	133,6	134,7	0000,0
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)					
Tendance	127,4	127,6	125,1	125,2	000,0
(base 100, 31 décembre 1982)					
Indice gén.	125,4	124,7	122,7	121,5	122,0

Du Général à la Générale

Le capital du Crédit général industriel (C.G.I.) vient de changer de mains : la majorité, détenue par le groupe familial fondateur Deldique-Toulemonde (31,8 %), Lloyds and Scottish International (20,8 %), Eurocrédit (10,8 %) et Toro International Holding (9 %), en a été cédée à un groupe d'investisseurs mené par la Société *générale, qui en conservera* 40 %, le groupe familial gardant sans doute la moitié de son paquet. Une procédure de maintien des cours à 375 F, au voisinage du dernier cours coté, va être mise en œuvre.

Le Crédit général industriel est un établissement financier bien implanté dans le Nord d'abord, puis à Nantes, Lyon et Toulouse (85 points de vente), et spécialisé dans le crédit à l'achat d'automobiles (65 % de l'activité), d'équipements professionnels et de bateaux de plaisance, en association avec le chantier Jeanneau, *notamment*.

Avec près de 3 milliards de francs de production annuelle, 5,8 milliards de francs d'encours et 38,9 millions de bénéfice en 1982 (+ 66 % en 1981), le C.G.I. est une affaire prospère. Pour la Société générale, cette opération, outre la perspective d'un investissement rentable, dont la valeur globale est estimée à 300 millions de francs environ, lui permet de s'intéresser davantage au financement des ménages, qu'un encadrement du crédit de plus en plus sévère lui interdit de développer : en quelque sorte, elle achète du désencadrement.

Dans le même esprit, la Société générale s'est intéressée à la Banque hypothécaire européenne (B.H.E.), banque de crédit à moyen et long terme spécialisée dans le financement de la construction, avec plus de 5 milliards de francs d'encours, dont 66 % sous forme de prêts accordés aux particuliers, le reste l'étant aux promoteurs et aux industriels. Mais elle a trouvé sur son chemin le groupe des ban*ques populaires*, actionnaire depuis dix-sept ans (à 7,57 %) de cet établissement fondé en 1963 par le groupe Louis-Dreyfus (11,20 % du capital), avec plusieurs autres partenaires, dont la Bank für Gemeinwirschaft (celle des syndicats allemands), l'U.A.P., les A.G.F., la Caisse des dépôts, etc.

Les Banques populaires ont tissé des liens très serrés avec la Banque hypothécaire européenne, qui entretient avec elle un courant d'affaires complémentaire, leur permettant ainsi de se « désencadrer » au profit de leur clientèle d'artisans et de particuliers. Surtout, les trente-huit banques populaires offrent à la B.H.E. leurs mille sept cent cinquante guichets et la collecte de dépôts correspondante, bien utile à un établissement qui n'a pas de réseau. Sans doute la Société générale peut-elle en offrir autant, mais le groupe mutualiste fait valoir son antériorité et ses « liens spéciaux ».

Les pouvoirs publics arbitreront, mais il semble que les banques populaires aient les meilleurs chances. Décidément, après le rachat du Crédit universel à l'U.A.P. par la B.N.P. en 1982, les regroupements s'accélèrent dans le crédit spécialisé. — F.R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record historique

Avant de subir des prises de bénéfices, vendredi, après plusieurs séances de hausse consécutive, l'incice Dow-Jones des valeurs industrielles a battu, à trois reprises cette semaine, son record de 1 240,12 points, enregistré le 6 mai dernier, pour conclure à 1 242,18 points, en hausse de 46,07 point sur le vendredi précédent.

Les investisseurs ont trouvé un certain encouragement dans le fait que la masse monétaire ne se soit accrue que de 100 millions de dollars, au vu des statistiques concernant la semaine au 1er juin dernier, et les rumeurs de plus en plus insistantes sur la reconduction probable de M. Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale ont également *joué dans le sens de la hausse*.

	Cours 10 juin	Cours 17 juin
Alcoa	38 3/8	39 3/4
A.T.T.	63 7/8	64 1/4
Boeing	44	46 3/4
Chase Man. Bank	55	54 7/8
Du Pont de Nem	45 1/2	49 1/8
Eastman Kodak	71 7/8	70 1/8
Exxon	33 1/4	34 5 8
Ford	52 7/8	55
General Electric	54 1/8	56 3/4
General Foods	42 7/8	44
General Motors	67 7/8	70 7/8
Goodyear	32 3/8	32 3/4
I.B.M.	113 3/4	121 1/4
I.T.T.	38	38 3/4
Mobil Oil	28 1/2	32
Pfizer	77 7/8	80 1/4
Schlumberger	48 1/4	51 5/8
Texaco	33 5/8	35
U.A.L. Inc.	39 3/8	37 3/4
Union Carbide	69 3/8	72 1/8
U.S. Steel	24	26 1/8
Westinghouse	49	52 1/4
Xerox Corp	47	48

LONDRES

Prises de bénéfices

Cette semaine aura été marquée par un nouveau record du London Stock Exchange établi mardi à 726,4, mais le marché a fait progressivement marche *arrière par la suite sous l'effet de prises* de bénéfices marquant la fin de la période de règlement.

Les pétrolières se sont toutefois distinguées par leur fermeté due à l'espoir d'une stabilisation des prix du brut, et au raffermissement du marché pétrolier domestique. L'action Shell a suscité de fortes demandes. Indice F.T. : Industrielles : 714,1 contre 717,1 : mines d'or : 661 contre 625,2 ; fonds d'Etat : 82,87 contre 82,91.

	Cours 10 juin	Cours 17 juin
Beecham	365	370
Bowater	209	210
Brit. Petroleum	394	436
Charter	288	283
Courtaulds	90	89
De Beers (*)	8,60	8,70
Dunlop	68	65
Free State Geduld	49 1/4	49 1/2
Glaxo	895	930
Gt. Univ. Stores	543	520
Imp. Chemical	482	476
Shell	524	596
Unilever	765	775
Vickers	117	116
War Loan	36 1/2	36 5/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Bonnes dispositions

Stimulé par Wall Street et par les perspectives de reprise économique, le marché a bénéficié d'achats étrangers et d'un marché obligataire bien orienté. Les automobiles, les électro-techniques et les valeurs bancaires ont été parmi les plus entourées tandis que l'indice de la Commerzbank concluait, cette semaine de quatre jours (le marché était clos vendredi en raison de la célébration de la fête nationale, « journée de l'unité allemande ») à 930,5 contre 919,6 le vendredi précédent.

	Cours 10 juin	Cours 16 juin
A.E.G.	72	73,30
B.A.S.F.	144	144
Bayer	134,90	136
Commerzbank	184,50	185
Deutschebank	317,50	325
Hoechst	146	140
Karstadt	254	257
Mannesman	148	146
Siemens	339,80	342
Volkswagen	175	183,70

TOKYO

En hausse

Nouvelle progression de la cote dans le sillage direct de Wall Street et de l'effort d'investissement des opérateurs étrangers qui ont entraîné par la suite les acheteurs nippons.

Cette semaine, les hausses ont surtout concerné les valeurs-vedettes à portée internationale, notamment les électriques et les instruments de précision et l'indice Nikkeï Dow-Jones a conclu la séance de vendredi à 8 702,68, en hausse de 41,93 yens tandis que l'indice général progressait de 13,16 points, à 649,78.

	Cours 10 juin	Cours 17 juin
Akaï	620	593
Bridgestone	465	498
Canon	1 460	1 650
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	823	855
Matsushita Electric	1 490	1 680
Mitsubishi Heavy	208	214
Sony Corp.	3 580	3 530
Toyota Motors	1 130	1 230

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

SUPPLÉMENT

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE

RADIO-TÉLÉVISION (20)

Au Chili

Le général Pinochet se dit prêt à réprimer les partis, les syndicats et les étudiants

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. – Le général Pinochet a annoncé, le vendredi 17 juin, dans une allocution télévisée, qu'il était prêt à user de tous ses pouvoirs pour faire régner l'ordre dans le pays. Des mesures seront prises, a-t-il écrit, pour que toute activité politique reste interdite. Ce qui signifie, en clair, que les dirigeants de l'opposition pourront être arrêtés, expulsés ou déportés sur simple décision administrative. Le chef de l'Etat a demandé en outre aux autorités universitaires de « *faire preuve de la plus grande énergie* ». Il a prévenu les syndicats que l'« *activisme* » serait sévèrement sanctionné.

Son argumentation n'a pas varié. Les manifestations du 11 mai et du 14 juin sont pour lui le résultat de l'« *action concertée d'éléments nationaux et étrangers* » qui ont cherché à « *profiter des difficultés économiques du pays pour instaurer le chaos et le désordre. (...) L'opposition a dû recourir à la haine et au vandalisme parce que la seule chose qu'elle est capable de proposer, c'est la trilogie indissociable du marxisme, de l'étatisme et de la démagogie* ».

Le général Pinochet a rappelé le caractère intangible de la Constitution approuvée en 1980 et s'est opposé une nouvelle fois à la réduction de la période de « transition » qui doit en principe s'achever en 1989.

Il a aussi annoncé des mesures pour « *réconcilier tous les Chiliens* », mais celles-ci paraissent bien timides. « *Les exilés pourront rentrer dans leur pays s'ils le souhaitent* », a-t-il dit, mais « *à l'exception des activistes, des terroristes et de ceux qui participent directement à la campagne contre le Chili* ». Parmi les quatre cent quarante-six personnes qui ont été autorisées jusqu'à présent à rentrer au Chili ne *figure aucun dirigeant politique.*

D'autre part, le général Pinochet a affirmé que « *la relance est en cours* » et, faisant allusion aux difficultés provoquées par le gouvernement d'Unité populaire (1971-1973), il a déclaré : « *Certains ont oublié les privations, le rationnement, l'insécurité, le désordre syndical et l'inflation incontrôlée.* »

Des décisions devaient être annoncées ce samedi par le ministre de l'intérieur. On en a eu un avant-goût avec celles qui ont été prises ces derniers jours. Mille quatre cents ouvriers ont été licenciés de la mine d'*El Teniente. Les dix dirigeants de* la Confédération des travailleurs du cuivre ont été placés sous surveillance pour avoir appelé à la grève. Le ministre de l'intérieur, le général Montero, a demandé également que le président de l'Intersyndicale, M. Rodolfo Seguel, soit mis au secret dans sa prison. Mais sa demande a été rejetée par la justice.

Le général Pinochet est donc resté fidèle à sa méthode : frapper vite et fort. Comment répliqueront les Chiliens ? La grève est massivement suivie dans la mine d'El Salvador, traditionnellement la plus combative. Succès également à La Andina, où la paralysie est totale, selon les syndicats, et à El Terriente, où la participation est de 85 % selon les mêmes sources. En revanche, la situation est confuse dans la mine de Chuquicamata – la plus grande. On ne savait pas vendredi soir si le personnel se mettrait en grève lundi. Il faudra attendre le début de la semaine pour savoir si l'action déclenchée dans les mines de cuivre peut déboucher sur une grève générale.

Aux étudiants en droit qui, vendredi, à l'intérieur du palais de justice, réclamaient son départ, le général Pinochet a répondu qu'il était disposé à « *sacrifier sa vie* » pour tenir les engagements pris le 11 septembre 1973. L'opposition est donc au pied du mur : ou bien elle abandonne la lutte et risque de briser pour longtemps le mouvement syndical, ou bien elle va jusqu'au bout et risque un affrontement violent avec le régime militaire.

JACQUES DESPRÉS.

● *L'amiral Emilio Massera, ancien commandant en chef de la marine argentine*, et l'un des trois membres de la junte militaire qui prit le pouvoir en mars 1976, a été écroué le vendredi 17 juin à Buenos-Aires. Accusé d'avoir dissimulé l'identité du meurtrier d'un homme d'affaires, il avait fait l'objet d'un mandat d'arrêt alors qu'il se trouvait en vacances au Brésil, d'où il a été amené par un avion militaire spécial. – *(Reuter, A.P.)*

Des pilotes irakiens vont s'entraîner en France sur avion Super-Étendard

Cinq officiers irakiens commenceront, à partir de la semaine prochaine, un stage d'initiation au pilotage de l'avion d'attaque Super-Etendard à la base aéronavale de Landivisiau, près de Brest.

Au ministère de la défense, on ne dément pas la présence en France de plusieurs pilotes irakiens – il y en a actuellement en formation sur des hélicoptères de combat – mais on reste très discret sur le type d'appareil servant à leur instruction. A plus forte raison, toujours de même source, on se refuse à commenter l'issue de la négociation ouverte avec Bagdad sur une éventuelle livraison de Super-Etendard.

C'est au début de cette année (*le Monde* du 5 février) que l'Irak a, par la voix de M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre irakien des affaires étrangères, réclamé de la France la fourniture de quatre ou cinq avions d'attaque Super-Etendard pour emporter des missiles anti-surface Exocet AM-39 que, *pour l'instant*, les *Irakiens installent*, pour leurs opérations contre l'Iran, à bord d'hélicoptères lourds Super-Frelon de conception française. A la mi-mai dernier, une délégation irakienne a reformulé sa demande à la France.

Paris a accepté de fournir de nouveaux armements à Bagdad contre une livraison de pétrole : il s'agit, dans l'immédiat, d'une vingtaine de missiles Exocet supplémentaires et d'un nouveau lot de systèmes d'armes mobiles antiaériennes Roland, qui s'ajoutera à une commande précédente. A ce jour, l'Irak est le principal client étranger de missiles Roland, avec cent soixante postes de tir commandés depuis 1981, loin devant l'Argentine, le Brésil, le Venezuela et le Nigéria.

Pour ce qui concerne, plus précisément, le Super-Etendard, la question de sa livraison à l'Irak bute sur le fait que la chaîne de production n'est plus approvisionnée et qu'il faudrait, dans ces conditions, prélever les appareils irakiens sur le contingent destiné à la marine française, pour les porte-avions *Foch* et *Clemenceau*.

Au ministère de la défense, on indique que le fait que des pilotes irakiens soient autorisés à s'entraîner, éventuellement sur Super-Etendard à Landivisiau, ne préjuge pas la décision finale de la France sur leur livraison, à quelques exemplaires, à Bagdad. On peut, toutefois, observer qu'il s'agit là d'un premier pas en vue, peut-être, d'un prêt momentané de quelques avions de ce type à l'Irak.

● *Trois morts dans un incendie à Lille.* – Trois personnes dont deux fillettes ont péri brûlées, samedi 18 juin, au cours de l'incendie de leur maison située dans le vieux Lille. M. René Gaspard, 36 ans, brocanteur, et deux de ses enfants, Magdalena, 8 ans, et Adélaïde, 1 an, ont été retrouvés morts au bas de l'escalier d'un immeuble de trois étages.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE SANS BERNARD HINAULT

Quadruple vainqueur de l'épreuve, Bernard Hinault ne sera pas au départ du Tour de France, le 1er juillet à Fontenay-sous-Bois. Le Breton, qui souffrait d'une tendinite *au genou droit depuis* les dernières étapes du Tour d'Espagne, a annoncé son forfait, vendredi 17 juin, après avoir rendu visite, à Lannion, à son médecin traitant, le docteur Megret.

Le champion breton, qui renonce aussi au championnat de France, va prendre du repos. Il préparera ensuite les grandes classiques de la fin de saison et notamment le championnat du monde.

MONTERO CHAMPION D'EUROPE DE BOXE

Le Savoyard Antoine Montero est devenu champion d'Europe des poids mouche en battant l'Espagnol Mariano Garcia par jet de l'éponge au neuvième round. Le combat était organisé à la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie). Montero est le troisième boxeur français actuellement détenteur d'un titre européen avec Lucien Rodriguez et Louis Acariès.



LA POLÉMIQUE SUR LES FRAUDES ÉLECTORALES

M. Poperen : la droite est mal placée pour donner des leçons d'honnêteté électorale

Les récents jugements des tribunaux administratifs qui annulent ou inversent les résultats des élections municipales de mars dernier dans des communes de la région parisienne gérées par le parti communiste continuent d'alimenter des échanges de propos assez vifs entre la majorité et l'opposition.

M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S., responsable des élections, a dénoncé, vendredi 17 juin, « *la formidable orchestration politicienne de la droite et particulièrement du R.P.R.* ». Rappelant « *les opérations électorales outre-mer quand ces vertueux défenseurs de la démocratie gouvernaient* », « *l'usage qui fut fait des suffrages des Français de l'étranger* » et « *le scandale du découpage électoral* » qui « *avait seul permis* » le maintien de la « *majorité d'alors* » aux élections législatives de 1978, M. Poperen a estimé que « *les politiciens de droite sont vraiment mal placés pour donner des leçons d'honnêteté électorale* ». Selon le numéro deux du P.S., « *il serait souhaitable, pour éviter tout malaise et en particulier toute interprétation politique, qu'il n'y ait pas deux poids deux mesures et que, avec des écarts de voix comparables et des attendus identiques, certaines élections ne soient pas annulées et d'autres confirmées* ». M. Poperen qui conteste le recours à « *la pratique inhabituelle de l'inversion des résultats* » juge « *plus sain* », quand il y a contestation, « *de retourner devant les électeurs* ».

Vendredi 17 juin, un millier de personnes environ ont participé au meeting organisé par les élus de gauche de la ville d'Antony (Hauts-de-Seine) pour protester contre l'annulation du scrutin du 13 mars. M. André Aubry a accusé les « *commandos* » de son adversaire aux élections municipales, M. Patrick Devidjian (R.P.R.), « *d'avoir investi massivement les bureaux de vote et provoqué les incidents et irrégularités qui ont émaillé le déroulement du scrutin* ».

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a répondu aux attaques de l'opposition, et notamment à celles de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qui lui avait reproché vendredi 17 juin d'avoir *participé à un meeting analogue*, le 13 juin à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). M. Pons avait estimé que M. Fiterman « *devrait être immédiatement relevé de ses fonctions* », car, a-t-il expliqué, « *qu'un ministre du gouvernement s'associe à une manifestation publique contre une décision de justice, cela relève de la forfaiture* ».

Le ministre des transports s'est élevé contre *la* « *déformation* » qui a été faite du « *sens* » de ses propos et de son attitude. Il a notamment déclaré : « *S'il manquait une preuve du caractère strictement politicien pris par toute cette affaire, la droite est en train de l'apporter. (...) Je ne m'abaisserai pas au niveau où se situent les hommes politiques de l'opposition, celui de l'insulte, de la calomnie et de la haine.* »

N. A.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le règlement définitif du budget de 1981

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 17 juin, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1981, après avoir repoussé une exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gantier (U.D.F., Paris). Celui-ci estimait que ce projet est contraire à la Constitution, dans la mesure où le gouvernement n'a pas respecté l'article 2 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances, qui prévoit que l'Assemblée doit se prononcer, en première lecture, dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet de loi de finances. La loi de finances initiale pour 1981, préparée par le gouvernement de M. Raymond Barre, a été modifiée, sous l'impulsion du gouvernement de M. Mauroy, par quatre lois de finances rectificatives, votées par la nouvelle majorité. Dans son rapport, M. Pierret (P.S., Vosges), rapporteur général de la commission des finances, explique que le déficit prévu par la loi de finances initiale était de 29,384 milliards de francs ; après les divers collectifs, il était passé à 76,042 milliards de francs, parce que la politique économique et donc financière avait changé, mais aussi, a affirmé M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État chargé du budget, parce que le budget de M. Barre avait « *cédé à l'effet d'annonce* » en sous-estimant certaines prévisions de dépenses. Tout compte fait, le déficit n'aura été que de 64,283 milliards de francs.

La Cour des comptes et la commission des finances de l'Assemblée nationale ont mis au jour des pratiques administratives et gouvernementales *qui permettent de détourner* les décisions prises par le Parlement en votant le budget. Si M. Pierret est convenu que ces « *pratiques comptables* » s'inscrivent « *bien souvent dans une continuité historique qui, sans les excuser, doit conduire à refuser tout procès d'intention* », il a tenu à les dénoncer. Son rapport en cite de nombreux exemples.

Ainsi, le gouvernement a pu, par voie réglementaire, modifier 4,36 % des crédits initiaux, ce qui a permis, notamment, de majorer de 30 % les crédits du ministère du budget, de 22 % ceux de la coopération, de 14,4 % ceux de la défense nationale et de 8,6 % ceux des transports intérieurs.

M. Pierret critique également la sous-évaluation systématique des dépenses *de téléphone par l'administration*, ce qui oblige à en reporter la charge sur les budgets des années suivantes. Ainsi, au 31 décembre 1981, les différentes administrations devaient encore 204,7 millions de francs aux P.T.T..

A l'inverse, des crédits ouverts dans une loi de finances rectificative ont été annulés par décret quelques mois plus tard (pour l'aide au logement ou les prestations sociales versées par l'État à ses agents, par exemple). Aussi, les dépenses payées au-dessus des crédits ouverts représentent au total 9,4 milliards de francs, alors que les crédits inutilisés s'élèvent à 4,85 milliards.

L'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances autorise, sous certaines conditions, le gouvernement à modifier la répartition des crédits entre chapitres votés par le Parlement. En 1981, cette pratique a concerné 8,6 % des crédits initiaux (9 % en 1980).

Parfois, certaines dépenses de fonctionnement sont, par ce biais, financées par des crédits prévus pour l'équipement. M. Pierret est particulièrement sévère en ce qui concerne le budget de la défense nationale. Il explique que les modifications intervenues en fin d'année 1981 au bénéfice des dépenses de fonctionnement, « *ont eu pour effet de diminuer de près d'un point la part des dépenses en capital* ». Aussi, il s'interroge « *sur la portée du vote demandé au parlement sur les crédits militaires présentés dans les projets de loi de finances initiales* ».

Les députés souhaitaient donc être mieux à même de contrôler l'utilisation qui est faite des crédits qu'ils ont votés. Aussi, sur proposition de M. Gantier, et avec l'accord de la commission des finances, mais contre l'avis de M. Emmanuelli, ils ont adopté trois amendements obligeant le gouvernement à informer les présidents et les rapporteurs des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat des raisons et des conséquences des décrets de virement de crédits, des arrêtés d'annulation et de transfert de crédits, que celui-ci peut être amené à prendre.

Th. B.

● *L'Assemblée nationale* a adopté, vendredi 17 juin, en deuxième lecture, le projet de loi « *relatif au développement de certaines activités d'économie sociale* ». Ce texte donne un statut à la coopération artisanale, modernise celui de la coopération maritime, a pour objet de relancer les activités des coopératives d'H.L.M. et facilite la constitution des unions de coopératives en leur permettant de s'associer, notamment, avec des mutuelles (*le Monde* du 9 avril 1983).

● *M. François Mitterrand* a présidé, mercredi 17 juin, à l'Arc de triomphe, à la cérémonie en souvenir de Jean Moulin, dans le cadre de la journée nationale consacrée à l'action du président du C.N.R. D'autre part, le président de la République devait regagner Paris dans l'après-midi, avant la fin du sommet européen de Stuttgart (M. Mauroy dirigeant la délégation française), pour présider aux cérémonies du 18 juin prévues au Mont-Valérien.

Le numéro du « Monde » daté 18 juin 1983 a été tiré à 470 206 exemplaires

A B C D . F G H

Surprise à Pamiers : la droite invalidée

(De notre correspondant.)

Toulouse. – Surprise ! Le tribunal administratif de Toulouse vient de décider l'annulation de l'élection municipale de Pamiers (Ariège). Le 13 mars dernier, M. Francis Rouquet, maire sortant apparenté R.P.R., qui avait succédé au docteur Bareilles, décédé en cours de mandat, l'emportait d'une courte tête sur le candidat de la gauche unie (P.S., P.C., M.R.G. et divers gauche), M. Barrière, conseiller général communiste. Vingt voix seulement séparaient les deux listes (3 823 contre 3 803, 25 sièges contre 8).

La gauche, qui avait déposé une requête, a donc obtenu satisfaction. Le tribunal administratif indique dans ses attendus que « *la liste d'émargement ne présente aucun caractère d'authenticité, que le nombre exact de votants ne peut être connu avec certitude ni vérifié par le rapprochement du nombre d'émargements et du nombre d'enveloppes* », et ajoute « *que le nombre de ces erreurs cumulées est du même ordre de grandeur que l'écart de vingt voix séparant les deux listes concurrentes* ».

Coup dur donc pour M. Francis Rouquet, qui se défend, bien entendu, d'avoir mis en œuvre « *le moindre processus frauduleux* ». Manifestement, le successeur du docteur Bareilles à la tête de la petite ville de Pamiers, ne s'attendait pas à cette décision. « *Le système électoral a toujours fonctionné ainsi, cela remonte à 1945, peut-être plus, je n'y ai pas touché.* » S'estimant victime d'un mauvais procès, M. Francis Rouquet attend la notification officielle du jugement avant de dire s'il fera appel.

Le ton est tout autre chez ses adversaires politiques. « *Ce n'est que justice*, déclare le secrétaire fédéral du P.C.F., *le scrutin à Pamiers, c'était presque de la fraude, les tribunaux administratifs ont assez tapé sur la gauche.* »

Si les électeurs de Pamiers retournent aux urnes, le scrutin aura pour toile de fond une situation de crise locale en raison des menaces sur l'emploi que fait peser la restructuration projetée par Creusot-Loire, qui possède dans cette ville une unité de production. Voilà qui donne confiance à M. Francis Rouquet, qui pense que « *le rapport de forces jouera alors en sa faveur* ». Pour sa part, la gauche a déjà réalisé l'unité pour affronter le troisième verdict populaire. Elle espère que la campagne menée actuellement par la droite se retournera contre elle. Pamiers est aujourd'hui la seule ville de Midi-Pyrénées victime de la vague d'annulations de scrutin.

GÉRARD VALLÈS.

● *M. Edouard Soldani*, sénateur socialiste, dont l'élection à la mairie de Draguignan (Var) a été annulée par le tribunal administratif de Nice, a affirmé, jeudi 16 juin : « *Nous ne sommes pas des tricheurs ! On ne peut donc que s'interroger sur les mobiles qui ont conduit cette juridiction d'exception qu'est le tribunal administratif à bafouer sans raison la volonté populaire librement exprimée par le suffrage universel (...) La décision du tribunal administratif est un acte politique.* »

● *L'élection municipale de Trappes* (Yvelines), qui fait suite à l'annulation du scrutin de mars dernier, prononcée par le tribunal administratif de Versailles, le 6 mai, aura lieu les 3 et 10 juillet. Les déclarations de candidature devront être déposées au plus tard le 24 juin à minuit pour le premier tour, et le 5 juillet pour le second tour.

